TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes

Unité : Million de francs

	1990	1995	1996	1997	1998
Exportations					
Total	**12 425**	**9 617**	**9 822**	**11 058**	**10 984**
Livres	2 979	3 129	3 040	3 522	3 489
Presse	2 111	2 740	2 468	2 567	2 755
Phono-vidéogrammes	899	1 109	1 280	1 410	1 002
Partitions musicales	20	39	47	63	35
Instruments de musique	445	525	545	587	611
Objets d'art (1)	5 971	2 075	2 442	2 909	3 092
Importations					
Total	**12 371**	**9 757**	**9 223**	**9 493**	**9 948**
Livres	3 262	3 557	3 475	3 345	3 436
Presse	2 311	2 225	2 015	2 320	2 595
Phono-vidéogrammes	1 433	2 095	1 806	2 072	1 835
Partitions musicales	32	60	59	52	42
Instruments de musique	1 140	967	999	906	913
Objets d'art (1)	4 193	853	869	798	1 127

(1) Y compris collections et spécimens.

TABLEAU E.02-24

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours de leur vie		Au cours des 12 derniers mois			
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	•	•	•	•	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	•	•	10	7
Concert jazz (1)	18	19	•	•	6	11
Concert de musique d'un autre genre (1)	•	30	•	•	•	33
Musée	74	77	27	35	30	30
Monument historique	72	71	32	32	28	

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-25

Pratiques artistiques amateur

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours des 12 derniers mois	
	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué les activités artistiques suivantes :		
Instrument de musique (1)	18	13
Chant ou musique avec une organisation ou des amis	8	10
Activité amateur autre que musicale	**27**	**32**
dont : journal intime, noter des réflexions	7	9
poèmes, nouvelles ou roman....	6	6
peinture, sculpture ou gravure	6	10
artisanat d'art	3	4
théâtre	2	2
dessin	14	16
danse	6	7
Appareil photo	66	66
Caméra ou un caméscope	5	14

(1) Les modifications apportées au questionnaire interdisent toute comparaison sur cette question.

TABLEAU E.02-26

Lecture

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont lu :				
Un quotidien	77	71	79	73
dont : tous les jours ou presque	55	46	43	36
Un magazine régulièrement	•	•	86	84
dont : un magazine télé exclusivement	•	•	15	16
Au moins un livre dans les 12 derniers mois	**70**	**74**	**75**	**74**
1 à 9	24	27	32	34
10 à 24	23	26	25	23
25 et plus	22	19	17	14
Ne se prononcent pas	1	2	1	3

TABLEAU E.02-27

Les pratiques audiovisuelles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	1973	1981	1989	1997	Au cours des 12 derniers mois
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus dont les pratiques audiovisuelles ont été les suivantes :					
Télévision	88	91	90		91
Tous les jours ou presque	65	69	73		77
Cassettes vidéo	•	•	24		66
Au moins une fois par semaine	•	•	13		28
Radio	81	90	85		87
Tous les jours ou presque	72	72	66		69
Disques ou des cassettes	66	76	73		76
Tous les jours ou presque	9	19	21		27
Micro ordinateur (1)	•	•	•		14
Tous les jours ou presque	•	•	•		4

(1) Dans le cadre de leurs loisirs.

TABLEAU E.02-28

Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1998, par profession et statut

Source : INSEE (enquête sur l'emploi 1998)

Unité : Personne

	TOTAL	Non salariés	Salariés
Professions de l'audiovisuel et du spectacle vivant			
Artistes des spectacles	41 164	6 203	34 961
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles	57 311	12 783	44 528
Professions des arts plastiques et des métiers d'art			1 285
Artistes plasticiens	20 912	19 627	38 532
Stylistes/décorateurs	49 743	11 211	3 570
Photographes	10 665	7 095	26 000
Métiers d'art	41 274	15 274	
Professions littéraires			40 013
Journalistes et cadres de l'édition	46 454	6 441	1 094
Auteurs littéraires	6 186	5 092	
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**50 525**	**–**	**50 525**
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**32 182**	**4 712**	**27 470**
Architectes	**28 716**	**18 471**	**10 245**
Ensemble des professions culturelles	**385 132**	**106 909**	**278 223**

Chapitre E.03

Tourisme

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.
4A. Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace.
4B. Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.
5A. Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement.
5B. Voyages personnels : nuitées selon le mode d'hébergement.
6. Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.
7. Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.
8. Voyages personnels : répartition des nuitées en France.
9. Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.
12. Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

1. PRÉSENTATION

En 1998, l'offre d'hébergement confirme les tendances observées les années précédentes : baisse sensible pour l'hôtellerie homologuée (nombre d'établissements : - 3,92 %, nombre de chambres : - 2,3 %), pour les terrains de campings (- 1,0 %). En revanche, l'hébergement en chambres d'hôtes connait un accroissement de 2,7 %. Par ailleurs, les auberges de jeunesse et les villages de vacances offrent davantage de places disponibles (respectivement + 4,7 % et + 2,8 %).

Les voyages personnels en France, après une baisse de 1994 à 1997, progressent de 1,0 % en séjours; l'hébergement marchand augmente notamment de 2,7 %.

Parmi les modes de transport, on constate que l'avion , le train et les autocars gagnent des parts de marché puisqu'ils passent de 1997 à 1998, respectivement de 6,2 % à 6,5 %, de 11,1 % à 12,0 % et de 2,4 % à 2,6 % du nombre de séjours. La voiture passe de 77,4 % à 75,3 % sur la période de 1994 à 1998.

Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (38,6 % des nuitées) et à la campagne (34,0 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) (54,8 % en été et 69,1 % en hiver).

En 1998, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant l'Espagne, les États-Unis et l'Italie. On note, pour l'année de la Coupe du Monde de football, une progression de 4,7 % des arrivées de touristes en France. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Italie. Cependant, le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 71,7 milliards de recettes; il augmente de 7,5%.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAF63.3).

En 1996, l'enquête a été rénovée; les données issues de son exploitation ne sont donc pas strictement comparables avec celles de 1995 présentées dans l'édition 1998 de l'annuaire.

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

2.2. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofrès auprès d'un échantillon de 10 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

2.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités, faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

Fréquentation par mode d'hébergement

La direction du Tourisme a réalisé en 1996 une « enquête aux frontières ». Elle a été menée auprès des visiteurs non résidents à leur sortie du territoire français, quel que soit le mode de transport utilisé. Elle a porté sur un échantillon de 24 606 touristes et 23 914 excursionnistes (cf. définition « Touriste »).

---

(1) Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

3. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :

— d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme;

— familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptème);

— autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

— INSEE.

Publications :

Observatoire National du Tourisme :

« Données économiques du Tourisme 1998 », « L'Atlas du tourisme », « Le tourisme international en France », « Les résultats de l' Enquête aux frontières 1996 ».

Mémento du tourisme 1999, Secrétariat d'État au Tourisme, Direction du Tourisme.

INSEE :

« Les vacances des Français », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 80-81, mars 1996.

« Partir en vacances », Marceline Bodier et Emmanuelle Crenner, *Données sociales,* 1996, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3)

Année 1996

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services)

Unité : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel (2)	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**3 035**	**33 606**	**33 332**	**53 465**	**8 632**	**534**
hors tranche (1)	136	1 299	1 094	3 829	– 301	34
0 à 5 salariés	2 060	4 821	5 766	6 841	1 990	44
6 à 19 salariés	639	5 875	5 719	10 225	1 967	86
20 à 49 salariés	133	4 366	4 165	6 360	1 080	35
50 à 99 salariés	38	2 545	2 496	6 047	626	30
100 salariés et plus	29	14 700	14 092	20 163	3 270	307

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.
(2) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Sans étoile (1) :						
Hôtels	495	2 483	2 603	2 660	2 554	2 315
Chambres	3 554	47 355	55 859	58 579	57 217	55 051
1 étoile :						
Hôtels	7 472	3 341	3 126	2 766	2 615	2 388
Chambres	121 566	60 972	57 846	52 035	49 491	45 192
2 étoiles :						
Hôtels	9 176	10 490	10 586	10 549	10 450	10 166
Chambres	264 907	299 995	302 530	300 651	296 032	287 990
3 étoiles :						
Hôtels	2 825	3 293	3 342	3 361	3 386	3 342
Chambres	132 499	151 448	157 057	154 675	156 198	154 471
4 étoiles et 4 étoiles-luxe						
Hôtels	415	540	555	576	558	598
Chambres	28 320	36 900	38 245	42 413	41 945	44 240
Total :						
Hôtels	**20 383**	**20 147**	**20 212**	**19 912**	**19 563**	**18 809**
Chambres	**550 846**	**596 670**	**611 537**	**608 353**	**600 883**	**586 944**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1996	1997	1998
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles	8 527	8 195	8 137	8 141	8 059
Villages de vacances agréés	•	...	825	861	893
Auberges de jeunesse	303	191	230	224	217
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (1)	37 827	41 286	42 052	41 868	41 957
Chambres d'hôtes (1)	11 168	17 659	18 898	21 466	22 053
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles (2)	889,9	913,0	910,5	910,6	901,2
Villages de vacances agréés	•	...	246,6	253,0	260,0
Auberges de jeunesse	17,6	12,9	15,0	15,0	15,7
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4A

Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1994	1995	1996	1997	1998
En % des séjours					
Mer	24,6	25,3	25,5	26,3	26,4
Montagne	14,5	15,0	15,3	14,6	15,4
Campagne	37,1	37,4	36,9	37,4	36,8
Lac	4,2	4,1	4,2	4,1	4,1
Ville	32,3	32,1	32,6	32,5	33,6
Autre	2,0	2,0	2,1	2,3	2,3
En % des nuitées					
Mer	36,9	37,4	37,7	38,4	38,6
Montagne	19,6	19,8	19,1	18,1	19,0
Campagne	32,0	32,4	33,6	33,8	34,0
Lac	5,7	5,7	5,7	5,8	5,9
Ville	26,2	26,2	25,9	26,1	26,5
Autre	1,9	1,8	2,1	2,1	2,2
Durée moyenne des séjours (en nuitées)					
Mer	8,5	8,5	8,7	8,5	8,6
Montagne	7,6	7,6	7,3	7,2	7,2
Campagne	4,9	5,0	5,3	5,3	5,4
Lac	7,7	8,0	8,0	8,2	8,4
Ville	4,5	4,7	4,7	4,7	4,6
Autre	5,4	5,2	5,9	5,4	5,7

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-4B

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Tourisme/SOFRES

%

	Séjours				Nuitées			
	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998
ÉTÉ (période du 01/4 au 30/9)								
Hôtel et pension de famille	15,6	15,9	15,7	16,0	10,9	11,1	10,8	11,3
Camping	8,6	8,4	8,9	8,0	12,0	11,7	12,0	11,4
Location	4,8	5,1	5,3	5,2	9,2	9,5	9,3	9,2
Gîte, chambre d'hôte	3,0	2,9	3,5	3,8	3,4	3,0	3,6	4,0
Résidence de tourisme (1)	0,7	1,0	1,2	1,3	1,1	1,3	1,8	1,8
Autre	5,6	6,2	5,9	6,2	7,2	7,0	6,9	7,5
Total hébergement marchand	**38,3**	**39,5**	**40,5**	**40,6**	**43,8**	**43,6**	**44,4**	**45,2**
Résidence secondaire	11,8	11,6	12,4	12,0	17,6	18,4	18,7	18,0
Famille/amis	49,9	48,9	47,1	47,4	38,6	38,0	36,9	36,8
Total hébergement non marchand	**61,7**	**60,5**	**59,5**	**59,4**	**56,2**	**56,4**	**55,6**	**54,8**
HIVER (période du 01/10 au 30/03)	94-95	95-96	96-97	97-98	94-95	95-96	96-97	97-98
Hôtel et pension de famille	12,1	13,3	14,4	13,0	12,0	12,7	12,5	12,4
Camping	1,1	1,0	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1,3
Location	4,1	4,1	3,7	4,0	7,0	7,4	6,3	7,0
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,6	2,0	2,1	1,8	1,6	1,9	2,1
Résidence de tourisme (1)	–	0,8	1,1	1,1	–	1,4	1,7	1,7
Autre	4,9	4,2	4,7	4,6	7,0	5,5	5,6	6,4
Total hébergement marchand	**23,9**	**25,0**	**27,1**	**26,0**	**29,0**	**29,8**	**29,5**	**30,9**
Résidence secondaire	12,4	11,9	11,0	11,5	17,1	16,6	16,9	16,9
Famille/amis	63,7	63,1	61,9	62,5	53,9	53,6	53,6	52,2
Total hébergement non marchand	**76,1**	**75,0**	**72,9**	**74,0**	**71,0**	**70,2**	**70,5**	**69,1**

(1) La variable « résidence de tourisme » a été introduite dans l'enquête à partir de l'année 1995.

TABLEAU E.03-5A

Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1994	1995	1996	1997	1998
Hôtel et pension de famille	24,8	25,3	25,2	23,7	24,8
Camping	10,6	10,2	9,6	9,8	9,1
Location	8,6	7,9	8,0	7,5	7,7
Gîte, chambre d'hôte	4,3	4,4	4,0	4,6	5,2
Résidence de tourisme (1)	•	1,0	1,6	1,9	2,0
Autre	9,9	9,2	9,1	8,9	9,1
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,1**	**57,5**	**56,4**	**57,9**
Résidence secondaire	22,0	20,5	19,6	19,7	18,7
Famille/amis	96,6	94,8	90,3	84,3	85,3
Total hébergement non marchand	**118,6**	**115,3**	**109,9**	**104,0**	**104,0**
Total hébergement	**176,8**	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,9**

(1) La variable « résidence de tourisme » est introduite dans l'enquête depuis l'année 1995.

TABLEAU E.03-5B

Voyages personnels : nuitées suivant le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1994	1995	1996	1997	1998
Hôtel et pension de famille	112,0	113,0	113,4	105,2	112,7
Camping	95,9	90,9	86,9	84,9	81,5
Location	93,8	86,4	87,3	78,8	81,7
Gîte, chambre d'hôte	28,0	29,2	25,9	28,5	33,6
Résidence de tourisme (1)	•	9,2	13,4	16,8	16,6
Autre	70,7	69,1	65,3	63,5	66,9
Total hébergement marchand	**400,4**	**397,9**	**392,1**	**377,6**	**393,0**
Résidence secondaire	176,2	171,1	176,4	168,4	166,4
Famille/amis	422,0	425,0	414,5	386,4	388,0
Total hébergement non marchand	**598,1**	**596,1**	**590,9**	**554,8**	**554,4**
Total hébergement	**998,5**	**994,0**	**983,0**	**932,4**	**947,4**

(1) La variable « résidence de tourisme » a été introduite dans l'enquête à partir de l'année 1995.

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre de séjours (en millions)					
Total Europe	**12,0**	**11,9**	**11,3**	**10,6**	**10,9**
dont : Allemagne	1,2	1,0	0,9	0,9	0,7
Belgique, Luxembourg	1,1	0,9	1,0	0,8	1,0
Espagne	2,6	2,7	2,5	2,4	2,8
Grande Bretagne + Irlande	1,3	1,6	1,3	1,3	1,0
Italie	1,7	1,9	1,7	1,7	1,6
Afrique	1,5	1,4	1,7	1,8	1,9
Amérique	1,0	1,4	1,5	1,5	1,5
Asie, océanie	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8
Total	**15,4**	**15,7**	**15,3**	**14,5**	**15,1**
Nombre de nuitées (en millions)					
Total Europe	**86,3**	**86,0**	**79,2**	**77,1**	**75,3**
dont : Allemagne	7,0	5,4	5,1	4,6	3,1
Belgique, Luxembourg	3,6	3,2	3,2	2,4	3,1
Espagne	24,2	25,5	23,4	23,2	23,1
Grande Bretagne + Irlande	8,6	8,4	6,6	7,0	5,5
Italie	12,3	13,5	11,9	11,6	10,7
Afrique	14,9	13,1	15,9	16,6	17,0
Amérique	12,3	16,4	16,4	16,9	16,7
Asie, océanie	10,8	11,2	10,4	9,4	9,6
Total	**124,3**	**126,7**	**121,8**	**120,1**	**118,6**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1994	1995	1996	1997	1998
Répartition (en millions)					
Voiture particulière	136,8	134,7	128,9	123,0	121,8
Voiture de location	0,7	0,9	1,0	1,3	1,2
Minibus, camping-car	2,3	1,7	1,8	1,8	1,8
Avion	8,5	9,4	9,9	9,9	10,4
Train	19,8	19,1	18,8	17,9	19,4
Autocar	6,2	5,2	4,9	3,9	4,3
Autre	2,5	2,4	2,2	2,6	2,8
Total	**176,8**	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,7**
Répartition (en %)					
Voiture particulière	77,4	77,7	77,0	76,8	75,3
Voiture de location	0,4	0,5	0,6	0,8	0,8
Minibus, camping-car	1,3	1,0	1,1	1,1	1,1
Avion	4,8	5,4	5,9	6,2	6,5
Train	11,2	11,0	11,2	11,1	12,0
Autocar	3,5	3,0	2,9	2,4	2,6
Autre	1,4	1,4	1,3	1,6	1,7

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées en millions					Durée moyenne des séjours en nuitées				
	1994	1995	1996	1997	1998	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre de nuitées (en millions)										
Alsace	11,1	11,8	10,3	9,8	9,3	5,0	5,3	4,8	4,6	4,7
Aquitaine	66,7	63,6	65,9	62,7	62,9	6,8	6,6	6,9	6,9	6,7
Auvergne	26,5	23,2	25,9	23,6	24,2	6,0	5,7	6,0	6,0	5,7
Basse-Normandie	27,9	28,5	28,7	25,6	26,8	4,9	4,8	5,4	4,9	5,0
Bourgogne	22,8	26,6	26,9	26,3	26,6	3,8	3,8	4,4	4,2	4,9
Bretagne	64,0	67,6	66,4	65,8	65,4	6,4	6,5	6,4	6,5	6,5
Centre	29,7	29,7	29,5	31,2	29,7	3,8	4,1	4,2	4,3	4,1
Champagne-Ardenne	12,9	9,6	10,1	9,4	10,7	3,9	3,4	3,5	3,9	3,6
Corse	12,2	12,6	13,5	9,0	12,0	12,4	11,8	12,4	12,3	11,4
Franche-Comté	15,2	14,6	14,3	12,5	12,8	4,6	4,8	4,9	4,8	4,7
Haute-Normandie	15,3	16,0	14,2	12,8	11,9	3,3	3,7	3,8	3,5	3,6
Île-de-France	49,0	44,3	44,3	41,4	41,5	3,4	3,5	3,5	3,7	3,6
Languedoc-Roussillon	80,2	78,5	73,9	73,1	76,8	8,0	7,9	7,9	7,7	7,8
Limousin	10,7	9,8	12,5	10,6	10,6	5,3	5,1	6,1	5,9	5,9
Lorraine	18,8	19,7	17,4	15,0	15,2	4,0	4,2	3,7	3,5	3,8
Midi-Pyrénées	46,2	47,9	43,8	46,7	46,8	5,7	5,7	5,8	6,1	6,0
Nord-Pas-de-Calais	22,8	21,8	21,5	19,3	20,6	3,6	4,1	4,4	4,3	4,6
Pays-de-la-Loire	63,5	60,2	62,7	60,1	62,3	5,5	5,3	5,7	5,3	5,8
Picardie	16,8	16,6	15,4	14,9	15,1	3,7	3,8	3,9	4,0	4,4
Poitou-Charentes	38,3	39,9	40,7	37,7	37,5	5,2	5,4	5,7	5,4	5,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	109,1	106,3	107,4	104,3	103,7	7,5	7,6	7,5	7,5	7,3
Rhône-Alpes	103,1	105,1	101,8	88,6	92,1	5,7	5,6	5,7	5,4	5,5
France sans indication	2,4	2,6	2,9	1,0	1,8	5,7	6,8	8,3	9,9	13,9
DOM-TOM	9,1	11,4	11,5	10,9	12,0	13,1	14,0	13,7	11,8	12,9
Total	**874,2**	**867,8**	**861,4**	**812,5**	**828,3**	**5,4**	**5,5**	**5,8**	**5,6**	**5,6**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

%

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 1998)					
Sports nautiques	47,4	14,2	10,1	9,9	31,4
dont : natation, baignade	42,9	12,5	8,7	8,9	26,7
Randonnée pédestre	7,1	29,2	6,7	3,8	15,7
Promenade	44,0	42,3	31,6	27,3	44,4
Visite de momunents, sites et musées	29,4	32,2	21,5	34,4	36,1
Pas d'activité particulière	12,5	11,7	30,6	25,8	9,4
HIVER (d'octobre 1997 à mars 1998)					
Sports d'hiver	–	50,5	0,5	1,1	6,2
Promenade	41,8	30,7	23,6	19,2	33,8
Visite de momunents, sites et musées	29,6	11,9	9,9	23,2	21,4
Pas d'activité particulière	21,9	11,6	43,0	36,0	29,5

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Recettes	109 924	137 010	137 389	145 076	163 488	176 537
Dépenses	66 756	76 468	81 495	90 789	96 756	104 828
Soldes	**43 168**	**60 542**	**55 894**	**54 287**	**66 732**	**71 709**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
OCDE	100 573	127 095	124 381	130 188	147 245	158 044
dont : UE	47 610	58 642	61 645	65 637	77 302	87 062
dont : Allemagne (1)	12 393	16 544	17 089	17 232	17 380	19 109
Royaume-Uni	11 300	13 173	12 553	14 121	9 639	22 771
UEBL	5 447	9 526	10 539	11 508	13 139	14 210
Italie	6 627	7 886	7 323	7 681	9 868	11 251
Pays-Bas	4 125	4 742	5 027	5 155	5 903	7 814
Espagne	6 703	4 818	4 692	4 879	5 426	5 686
Portugal	238	491	519	753	933	986
Grèce	146	271	181	257	245	316
Danemark	497	833	771	966	1 164	1 202
Irlande	135	250	203	306	391	523
États-Unis-Canada	17 736	19 445	18 923	20 622	24 655	28 432
Hors OCDE	9 351	9 915	13 008	14 888	16 243	18 518
Total	**109 924**	**137 010**	**137 389**	**145 076**	**163 488**	**176 562**

(1) À partir de 1990 y compris ex-RDA.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)		Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)	
	r 1990	1998	1990	1998
France	**52 497**	**70 000**	**20 185**	**29 700**
États-Unis	39 363	46 395	43 007	71 116
Espagne	34 085	47 749	18 593	29 585
Italie	26 679	34 829	20 016	30 427
Royaume-Uni	18 013	25 750	14 940	21 233
Chine	10 484	25 073	2 218	12 600
Pologne	3 400	18 820	358	8 000
Mexique	17 176	19 810	5 467	7 897
Canada	15 209	18 825	6 339	9 133
République Tchèque	7 278	16 325	...	...
Hongrie	20 510	15 000	...	...
Autriche	19 011	17 352	13 410	11 560
Allemagne	17 045	16 511	11 471	15 859
Russie	7 204	15 810	2 752	7 107
Suisse	13 200	11 025	7 411	8 208
Hong-Kong	6 581	9 575	5 032	7 109
Grèce	8 873	11 077	...	...
Portugal	8 020	11 200	...	...
Turquie	4 799	8 960	3 225	8 300
Thaïlande	5 299	...	4 326	6 392
Australie	...	...	4 088	5 694
Singapour	...	...	4 596	...
Pays-Bas	5 795	9 102	3 636	6 806
Indonésie	...	...	2 105	...
Belgique	...	...	3 721	5 375
Total monde	**458 247**	**635 134**	**267 762**	**439 393**

(1) Transport exclu.

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Ensemble
ÉTÉ (d'avril à septembre 1998)					
Sports nautiques	22,9	10,2	6,7	6,9	10,6
dont : natation, baignade	12,9	12,5	6,7	6,9	9,6
Randonnée pédestre	7,1	29,2	6,7	3,8	10,4
Promenade	44,0	42,3	31,8	27,3	36,6
Visite de monuments, sites et musées	29,4	32,2	21,5	24,4	26,4
Pas d'activité particulière	13,5	11,7	20,8	26,7	18,2
HIVER (d'octobre 1997 à mars 1998)					
Sports d'hiver		50,3	0,8	0,1	9,1
Promenade	41,8	50,7	20,8	19,8	30,4
Visite de monuments, sites et musées	20,6	11,9	9,9	24,2	16,2
Pas d'activité particulière	21,9	11,6	42,0	36,2	28,2

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (balance des paiements)

	1980	1994	1995	1996	1997	1998
Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays (1)						
Organisation mondiale du tourisme (OMT)						
Arrivées de touristes (millions de dollars)	82 467	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
Recettes touristiques (millions de dollars)	29 385	46 386	46 386	46 386	46 386	46 386
Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone						
Europe	24 082	47 740	18 383	29 358	29 358	29 358
Amérique	36 829	36 829	20 016	20 427	20 427	20 427
Asie	10 484	25 073	2 218	12 000	12 000	12 000
Afrique	15 209	16 825	6 336	7 997	7 997	7 997
Océanie	7 218	16 325	3 000	9 130	9 130	9 130
Total	82 467	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
Dépenses des touristes français à l'étranger par grande zone						
Europe	20 385	46 386	18 383	29 358	29 358	29 358
Amérique	24 082	47 740	20 016	20 427	20 427	20 427
Asie	10 484	25 073	2 218	12 000	12 000	12 000
Afrique	15 209	16 825	6 336	7 997	7 997	7 997
Océanie	7 218	16 325	3 000	9 130	9 130	9 130
Total	82 467	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000

(1) A partir de 1990 y compris ex-RDA.

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports français en 1998 et 1997.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances »; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs.
15. Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs ».
16. Sportifs reconnus par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Jeunesse et vie associative (CVL et CLSH)

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) se distinguent en deux types :

— les centres de vacances (CV), qui fonctionnent essentiellement pendant les vacances scolaires et principalement durant l'été, puisque les trois quarts des jeunes sont accueillis dans des séjours d'été (en particulier en juillet). Les effectifs accueillis dépassent le million en 1998 (1 015 100) dont 52,4 % représentent la tranche d'âges des 6 - 12 ans (531 900).

— les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnent au fil de l'an (en particulier le mercredi). Bien que l'on ait constaté en 1994 et 1996 deux légères baisses d'affluence, l'activité d'accueil de ces centres a un fonctionnement régulier; on dénombre en 1996 près de 4 millions d'accueils. On compte le plus gros effectif pendant l'été : 843 706 en juillet, 513 541 en août, et 155 478 en septembre-début octobre; ce qui montre l'importance de ce dispositif en France.

Sport

Le premier million de licenciés fut atteint en France en 1945. Depuis cette date, la création d'institutions non olympiques, élargies aux activités non compétitives, le développement du mouvement associatif sportif et du bénévolat couplés avec le décompte des scolaires ont permis d'accroître dans de fortes proportions le nombre de licenciés. En 1958, les licenciés atteignent les 2,5 millions, et ils sont estimés en 1998 à plus de 14 millions. Les fédérations olympiques représentent 45,5 % en 1998 et les scolaires 18,2 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs, les différentes formations d'animateurs, etc. sont issues des services déconcentrés (du ministère de la Jeunesse et des Sports) et des services gestionnaires associatifs. Ils font l'objet d'une enquête annuelle.

Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent de fédérations. Pour l'année 1998, ont été recensés 114 fédérations ou groupements : 29 olympiques, 80 agréés par le ministre chargé des sports mais non olympiques (dont 44 délégataires, 16 non délégataires et 20 groupements multisports et affinitaires), 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique (en centre) puis une session de perfectionnement (6 jours).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP) :

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée et sont en général situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Pour plus de précisions sur les fédérations sportives et les filières et sportifs de haut niveau, se reporter au « Lexique du cadre institutionnel et réglementaire des activités physiques et sportives » et à la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, et aux différents décrets d'application et instructions associées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports :
Bureau de la coordination et de la modernisation administrative : DAG/8 (section des statistiques).

— Commission nationale du Sport de haut niveau.

Sources :

— Statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports;

— Statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

Publications :

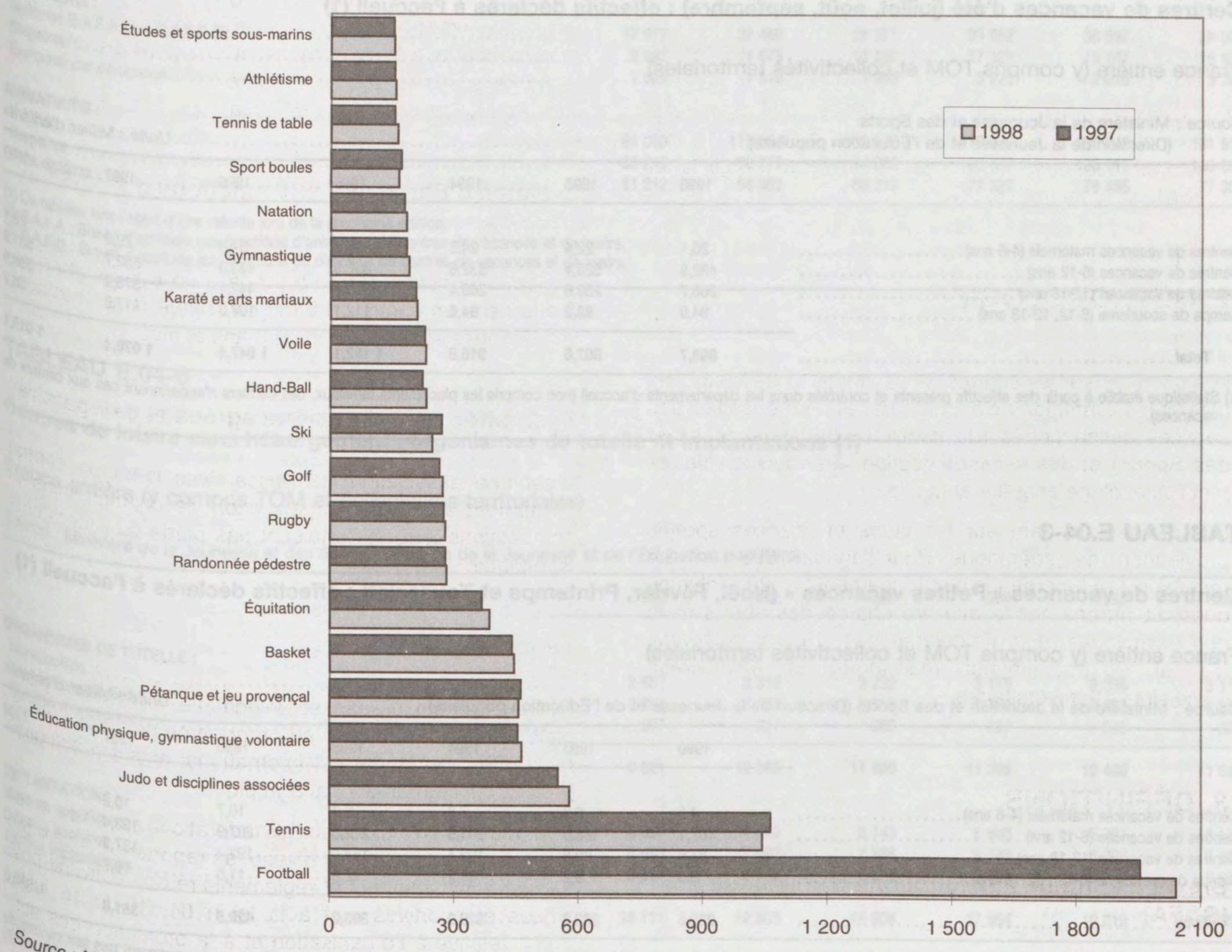
« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports français en 1998 et 1997

En milliers de licences



Source : *Ministère de la Jeunesse et des Sports*

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année civile					
	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996	*e* 1997
D.E.F.A (1)						
Diplômes délivrés	197	241	365	381	...	350
B.E.A.T.E.P (2)						
Diplômes délivrés	44	672	813	857	...	1 250
B.A.P.A.A.T (3)						
Diplômes délivrés	///	298	638	1 042	...	1 850

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.
(3) B.A.P.A.A.T : brevet d'aptitude professionnel d'assistant-animateur technicien.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports
(Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,1	22,4	24,2	38,4	34,8	29,2	28,1
Centres de vacances (6-12 ans)	492,9	525,4	532,6	636,5	463,3	552,7	531,9
Centres de vacances (12-18 ans)	266,7	266,6	265,4	375,1	442,1	376,9	358,9
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	84,0	93,2	94,6	112,1	107,3	117,6	96,2
Total	**863,7**	**907,6**	**916,8**	**1 162,1**	**1 047,5**	**1 076,4**	**1 015,1**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	4,8	6,2	7,8	9,2	10,7	10,2	8,7
Centres de vacances (6-12 ans)	167,1	188,0	201,5	212,3	207,9	193,4	186,4
Centres de vacances (12-18 ans)	87,6	99,8	109,4	158,9	192,4	137,3	131,0
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	9,0	9,2	11,2	12,8	11,5	10,7	8,1
Total	**268,5**	**303,2**	**329,9**	**393,2**	**422,5**	**351,6**	**334,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Nature du diplôme	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2 117	2 235	4 636	5 607	6 602	6 752
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	38 567	43 637	44 483	47 982	48 512	49 708

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'unités de direction	27 889	33 213	35 706	56 016	57 506	57 589
DIRECTEURS :						
Diplômes B.A.F.A (2) + B.A.F.D (3)	17 977	22 460	25 371	35 662	38 587	36 308
Stagiaires	9 992	11 873	14 237	17 129	19 742	15 920
Exerçants par dérogation	1 629	1 810	1 999	3 225	2 810	3 302
ANIMATEURS :						
B.A.F.A.	89 083	112 354	128 675	179 945	180 045	181 818
Stagiaires	60 218	76 777	94 082	106 097	106 111	106 098
Sans diplôme	51 212	58 052	66 219	77 327	78 485	77 302

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition.
(2) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(3) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
ORGANISMES DE TUTELLE :						
Municipalités	2 657	3 316	3 232	3 176	3 336	3 113
Associations privées	6 857	8 732	8 368	7 790	8 808	7 936
Comités d'entreprises	307	327	289	337	342	350
Total	**9 821**	**12 375**	**11 889**	**11 303**	**12 486**	**11 399**
IMPLANTATIONS :						
Locaux spécifiques	3 690	4 843	5 143	5 663	5 721	6 176
Locaux scolaires	6 490	7 588	7 888	6 740	6 896	5 680
Autres implantations	5 531	6 777	6 877	5 551	6 602	5 025
Total	**15 711**	**19 208**	**19 908**	**17 954**	**19 219**	**16 881**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition.

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Période	Effectifs d'enfants					
	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Mercredi	454 870	474 916	890 151	594 280	598 820	631 032
Semaine sauf mercredi	198 893	242 316	499 127	202 884	182 035	211 272
Février	309 758	389 440	440 894	413 044	444 121	441 225
Printemps	332 808	379 489	464 413	435 046	432 123	466 905
Vacances d'été	1 430 640	1 630 176	1 972 993	1 827 888	1 965 426	1 512 725
Toussaint	283 519	319 782	369 608	371 714	372 813	376 706
Noël	208 307	229 604	293 047	254 770	278 653	274 780
Total (2)	**3 218 795**	**3 665 723**	**4 930 233**	**4 099 626**	**4 273 991**	**3 914 645**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition.
(2) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'athlétisme	1 743	2 068	1 716	1 704	1 733	142 853	147 931	149 054	152 769	155 720
Fédération française de badminton	712	738	927	1 043	1 102	34 101	36 839	43 224	51 671	58 308
Fédération française de base-ball, softball et cricket	252	364	239	237	236	13 300	12 734	12 679	12 520	12 361
Fédération française de basket	4 625	4 697	4 737	4 744	4 799	454 729	464 022	448 004	437 974	443 066
Fédération française de boxe	534	542	529	548	563	15 242	15 435	15 896	15 801	16 577
Fédération française de canoë-kayak	871	757	784	738	731	89 188	94 850	89 895	86 682	85 606
Fédération française de cyclisme	2 634	2 741	2 748	2 732	2 759	98 814	98 945	97 119	99 361	109 848
Fédération française d'équitation	5 201	4 561	5 576	6 030	6 280	299 003	320 029	345 882	364 686	384 304
Fédération française d'escrime	708	710	760	717	769	105 092	106 584	104 753	102 693	105 945
Fédération française de football	22 682	20 529	21 351	20 230	20 303	1 927 242	2 055 610	2 007 066	1 953 651	2 039 663
Fédération française de gymnastique	1 347	1 431	1 467	1 489	1 534	167 200	162 186	173 751	182 365	187 814
Fédération française d'haltérophilie et musculation	500	503	515	...	...	22 938	20 766	20 651	...	...
Fédération française de handball	2 318	2 316	2 380	2 385	2 471	205 241	233 732	213 524	221 881	229 911
Fédération française de hockey sur gazon	114	114	113	108	101	8 164	8 090	8 018	7 156	6 864
Fédération française de judo et disciplines associées	5 024	5 285	5 339	5 636	5 797	450 067	485 804	516 331	550 019	577 519
Fédération française de lutte gréco-romaine et libre	226	219	271	248	260	9 780	10 520	11 414	11 486	10 372
Fédération française de natation	1 251	1 255	1 265	1 410	1 512	159 767	167 929	169 820	176 578	182 212
Fédération française de pentathlon moderne	11	11	10	13	12	235	296	468	594	799
Fédération française de ski	2 063	2 095	2 090	1 999	1 876	531 399	471 536	303 213	268 403	245 477
Fédération française des sociétés d'aviron	303	311	320	318	341	44 135	45 277	48 587	52 972	56 472
Fédération française des sports de glace	256	270	273	285	303	34 776	39 106	41 283	40 537	43 104
Fédération française de taekwondo	406	424	448	492	523	19 776	20 539	24 330	25 827	29 310
Fédération française de tennis	10 000	9 900	9 704	9 594	9 417	1 148 683	1 093 398	1 082 809	1 062 786	1 043 133
Fédération française de tennis de table	4 487	4 503	4 428	4 199	4 402	144 559	145 429	148 526	152 757	160 805
Fédération française de tir	1 965	2 057	2 108	2 138	2 141	137 059	141 532	143 191	142 482	143 991
Fédération française de tir à l'arc	1 546	1 541	1 628	1 561	1 579	48 375	50 073	50 644	51 678	52 712
Fédération française de triathlon	452	480	470	549	522	14 776	14 123	15 254	16 178	17 049
Fédération française de voile	1 236	1 201	1 258	1 194	1 229	203 296	214 254	217 224	226 127	229 398
Fédération française de volley-ball	1 743	1 811	1 860	1 835	1 765	90 431	101 634	100 545	98 431	95 677
Total	**75 210**	**73 434**	**75 314**	**74 176**	**75 060**	**6 620 221**	**6 779 203**	**6 603 155**	**6 566 065**	**6 724 017**

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'aéromodélisme	557	587	596	602	604	18 458	19 087	19 270	19 367	19 509
Fédération nationale aéronautique	586	602	614	589	592	48 759	47 397	44 919	45 060	45 299
Fédération française d'aérostation	73	73	75	98	135	576	571	584	568	592
Fédération française de ballon au poing	40	40	41	43	45	1 370	1 484	1 529	1 708	1 753
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	539	562	523	529	543	14 596	14 369	14 756	14 854	14 952
Fédération française de billard	652	677	684	541	501	17 601	18 156	28 418	22 508	20 816
Fédération française de boxe française et savate	615	632	631	644	661	24 615	24 500	25 485	25 332	25 583
Fédération française de char à voile	79	83	82	87	95	4 572	7 941	8 937	7 612	8 265
Fédération française de course d'orientation	232	237	236	245	260	29 722	30 975	39 556	36 616	39 619
Fédération française de danse	627	906	820	822	837	36 587	41 242	42 826	41 846	42 606
Fédération française des études et sports sous-marins	1 929	1 931	1 966	2 044	2 055	161 940	154 084	151 066	151 455	152 212
Fédération française de football américain	326	74	70	207	250	4 781	4 685	3 633	4 984	5 269
Fédération française de giraviation	26	32	32	29	34	327	328	264	323	377
Fédération française de golf	1 113	1 177	1 213	1 300	1 373	228 066	236 864	253 381	261 508	269 594
Fédération française du jeu de balle au tambourin	51	71	40	40	37	3 874	4 114	3 221	2 838	2 815
Fédération française du jeu de paume	33	35	39	41	45	2 292	2 346	2 636	2 672	2 709
Fédération française de karaté et arts martiaux	3 406	3 280	3 118	3 303	3 376	177 956	196 912	201 744	204 321	208 012
Fédération française de longue paume	42	48	48	43	46	1 481	1 882	1 818	1 821	1 877
Fédération française de la montagne et de l'escalade	897	936	1 008	1 036	1 065	44 230	52 850	50 017	49 730	51 581
Fédération française de motocyclisme	1 039	1 052	1 008	1 018	1 023	25 720	26 399	26 908	26 378	26 904
Fédération française motonautique	276	109	97	93	101	3 194	3 203	4 291	3 706	3 807
Fédération française de parachutisme	404	393	390	408	423	24 956	24 543	25 768	26 742	27 744
Fédération française de pêche au coup	786	785	807	819	840	7 824	8 026	8 406	8 481	8 668
Fédération française des pêcheurs en mer	211	222	225	226	239	12 206	11 727	12 188	12 560	13 124
Fédération française des pêcheurs sportifs	71	83	83	90	98	2 217	2 319	2 291	2 348	2 451
Fédération française de pelote basque	304	305	318	309	320	16 844	18 025	18 455	18 507	18 841
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 765	7 546	7 493	7 501	7 466	581 460	572 665	572 759	460 379	455 249
Fédération française de planeur U.L.M.	316	387	380	395	392	5 816	5 227	5 002	4 149	4 071
Fédération française de «France-Racquetball»	15	12	11	11	10	455	422	370	351	296
Fédération française de roller-skating	323	342	406	498	544	16 217	17 719	20 188	23 549	27 470
Fédération française de rugby à XIII	308	308	308	310	312	26 700	27 550	27 590	26 393	26 500
Fédération française de rugby	1 746	1 754	1 755	1 720	1 738	248 079	264 097	274 372	273 047	276 897
Fédération française de sambo	310	322	343	15	9	15 339	15 850	16 661	412	118
Fédération française de sauvetage et secourisme	162	189	198	215	230	20 450	20 516	23 431	23 206	23 606
Fédération française de ski nautique	226	223	228	227	253	11 790	10 939	11 074	11 849	12 515
Fédération française du sport automobile	215	212	211	209	212	25 020	25 261	25 453	25 523	25 833
Fédération française du sport boules	3 142	3 534	3 502	3 483	3 474	112 015	182 242	173 125	168 543	164 330
Fédération française de bowling et des sports de quilles	735	754	765	746	772	23 036	23 059	23 002	23 000	23 108
Fédération française de squash	480	418	542	523	571	16 191	16 145	12 776	11 991	12 276
Fédération française de surf	134	127	117	115	130	7 326	6 196	6 140	7 620	8 582
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	120	126	155	146	148	9 886	9 962	9 974	10 031	10 172
Fédération française de twirling-bâton	373	371	377	381	403	8 458	8 884	9 103	9 244	9 273
Fédération française de vol libre	747	842	619	606	608	29 467	31 751	27 243	26 333	24 867
Fédération française de vol à voile	169	169	168	168	170	31 791	32 409	29 523	31 271	33 072
Total général	**32 200**	**32 568**	**32 342**	**32 475**	**33 040**	**2 104 260**	**2 224 923**	**2 260 153**	**2 130 736**	**2 153 214**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'Aikibudo et disciplines affinitaires	349	630	708	763	820	21 511	23 145	26 419	27 617	29 823
Fédération française d'Aikido et de budo	682	738	757	742	801	23 691	25 512	27 757	28 245	30 490
Club alpin français	140	159	169	171	190	89 561	91 728	92 678	93 667	95 732
Comité national de skateboard	42	54	54	38	48	816	936	1 520	284	310
Fédération française de course camarguaise	200	200	227	237	241	1 421	1 385	1 348	1 562	1 631
Fédération française de course landaise	55	59	36	57	60	1 577	1 762	1 997	1 736	2 205
Fédération française de cyclotourisme	2 881	3 077	3 098	3 090	3 121	117 216	117 877	116 144	116 522	120 017
Fédération française de javelot, tir sur cible	119	122	111	110	113	2 457	2 274	2 078	2 281	2 299
Fédération de joutes et sauvetage nautique	75	80	77	78	84	3 471	3 519	3 492	3 645	3 725
Fédération française de randonnée pédestre	1 304	1 514	1 603	1 678	1 690	265 462	271 006	276 374	278 466	280 448
Fédération française de la retraite sportive	572	639	633	647	689	19 249	21 961	23 158	25 038	27 408
Fédération française de shorinjl-kempo	18	20	19	9	8	3 452	3 817	4 112	2 726	1 061
Fédération française de spéléologie	508	874	637	566	572	7 718	7 728	16 144	15 390	15 759
Fédération française des sports de traîneau et ski-pulka	57	85	108	100	136	762	838	1 650	2 030	2 128
Fédération française de Tchouk-ball	57	74	79	66	32	2 299	2 446	2 440	2 385	1 260
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	104	103	107	45	28	3 443	4 014	4 054	1 854	1 137
Total	**7 163**	**8 428**	**8 423**	**8 397**	**8 633**	**564 106**	**579 948**	**601 365**	**603 448**	**615 433**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière (TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Association nationale des centres de ski de fond	27	39	36	36	48	18 700	24 059	18 450	44 949	48 790
Fédération française du sport adapté	434	505	599	553	531	21 763	25 954	22 330	21 455	20 876
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	22	15	16	19	21	442	370	431	472	510
Fédération française de darts	199	204	214	218	236	2 128	2 405	2 700	2 832	2 996
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	6 060	6 305	6 598	6 890	7 006	317 597	354 133	402 389	453 257	462 081
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2 592	2 513	2 543	2 526	2 563	151 369	152 215	147 746	150 025	152 246
Fédération de handisport	375	375	377	439	472	11 828	12 135	12 341	12 835	13 235
Fédération françaide de padel	35	38	42	60	59	2 000	2 405	2 960	3 219	3 464
Fédération sportive des sourds de France	55	70	73	68	65	2 756	2 690	2 600	2 184	2 078
Fédération française du sport travailliste	250	339	277	262	248	31 419	28 520	27 951	26 439	25 014
Fédération nationale du sport en milieu rural	1 365	1 378	1 396	1 352	1 365	98 050	98 230	100 879	100 454	100 782
Fédération sportive et culturelle de France	1 942	2 148	2 020	1 832	1 890	193 595	198 803	190 531	217 024	221 153
Fédération sportive et culturelle Maccabi	67	84	109	83	76	3 388	3 454	4 281	3 142	2 989
Fédération française sportive et gymnique du travail	3 723	3 962	3 942	3 964	3 926	273 724	276 098	278 604	278 996	278 605
Fédération sportive de la Police française	361	360	368	369	375	31 358	27 115	27 647	25 286	25 357
Union des associations d'Archers du Nord	78	78	80	82	83	3 417	3 456	3 532	3 750	3 882
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10 167	10 729	10 869	10 794	9 819	356 891	449 138	440 641	439 920	344 407
Unon fédérale du sport en entreprises	4 523	4 725	5 117	5 117	1 000	293 129	329 159	383 768	383 768	100 000
Union sportive française de la Fédération de l'Éducation nationale et de la Fonction publique	581	626	522	579	589	23 616	22 543	21 112	23 237	23 853
Fédération française des Clubs omnisports	2 752	2 770	2 575	2 669	2 770	321 447	322 053	296 860	297 463	308 304
Total	**35 608**	**37 263**	**37 773**	**37 912**	**33 142**	**2 158 617**	**2 334 935**	**2 387 753**	**2 490 707**	**2 140 622**

TABLEAU E.04-12

Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération nationale du sport universitaire	563	581	643	658	678	94 584	96 256	94 465	92 104	93 681
Union générale sportive de l'enseignement libre	3 038	3 036	3 009	3 074	3 043	723 164	707 133	700 988	693 940	692 108
Union nationale des clubs universitaires	42	42	45	45	45	71 177	73 358	75 665	77 621	79 457
Union nationale du sport scolaire	9 451	9 378	9 393	9 386	9 433	853 401	873 146	826 322	874 343	891 900
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13 621	13 855	13 701	13 235	13 148	910 090	922 791	913 025	889 848	883 575
Total	**26 715**	**26 892**	**26 791**	**26 398**	**26 347**	**2 652 416**	**2 672 684**	**2 610 465**	**2 627 856**	**2 640 721**

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	1990	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédérations olympiques	6 220 078	6 620 221	6 779 203	6 603 155	6 566 065	6 724 017
Fédérations non olympiques (délégataires ou non)	2 746 804	2 668 366	2 804 871	2 861 518	2 734 184	2 768 647
Groupements multisports et affinitaires	1 360 333	2 158 617	2 334 935	2 387 753	2 490 707	2 140 622
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2 500 208	2 652 416	2 672 684	2 610 465	2 627 856	2 640 721
Total	**12 827 423**	**14 099 620**	**14 591 693**	**14 462 891**	**14 418 812**	**14 274 007**

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	*e* 1997
1er degré	4 869	6 515	5 940	6 404	6 712	8 002	...	8 900
2ème degré	263	341	359	824	932	967	...	650
3ème degré	3	3	4	3	5	4	...	5
Total	**5 135**	**6 859**	**6 303**	**7 231**	**7 649**	**8 973**	...	**9 555**

TABLEAU E.04-15

Sections sportives scolaires , « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1994	1995	■ 1996	1997	*p* 1998	*e* 1999
Sections sportives (1)	1 708	1 748	•	•	•	...
Sections sportives scolaires (depuis 1995) (1)	•	•	•	1 694	1 892	•
Centres permanents d'entraînement et de formation (2)	181	197	•	•	•	135
- « Pôles France », nombre de sections	•	•	137	144	140	269
- « Pôles Espoirs », nombre de sections	•	•	193	234	271	50
Nombre de spécialités sportives	42	42	46	48	49	...
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	...	...	...	39 961	10 061
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	•	•	...	...	...	...
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**29 991**	**33 728**	**39 321**	**40 461**	...	

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.
(2) Les centres permanents d'entraînement et de formation se sont multipliés et sont devenus, à compter de 1996, les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs ». La mention n'est plus faite sur cette ligne, mais en dessous.

TABLEAU E.04-16

Sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sportifs classés	1990	■ 1994	1995	1996	1997	1998
Sportifs de haut niveau :						•
Élite « A » et Espoirs internationaux	**3 912**	•	•	•	•	6 019
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	•	6 389	5 783	5 868	6 049	11 585
Liste « Espoirs »	•	9 006	10 171	10 600	11 628	436
Liste « Partenaires d'entraînement »	•	290	207	230	259	18 040
Total	•	**15 685**	**16 161**	**16 698**	**17 936**	

(1) Depuis le décret de 1993, les sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sont classés selon les trois listes ci-dessus .

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Autres prélèvements.
3. Recettes des hippodromes et sommes engagées en France dans les courses françaises.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Flotte de plaisance.
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes.
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer.
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.
10. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 97-456 du 5 mai 1997 et, les différentes formes de pari, par l'arrêté du 13 septembre 1985 portant règlement du pari mutuel, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989, 31 août 1990, 20 septembre 1991, 2 novembre 1992, 19 mars 1993, 7 mai 1993, 24 janvier 1994, 27 avril 1995, 1er juillet 1995, 29 octobre 1996 et du 30 janvier 1997.

Loterie

La loi de finances du 31 mai 1933 autorise l'organisation d'une loterie nationale dont les bénéfices seront affectés au soutien de grandes causes (anciens combattants...).

Le Loto national a été créé en 1976. Puis, en janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux. Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus le 13 décembre 1990.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

L'effectif de la flotte est mis à jour chaque année à l'aide des immatriculations de navires constatées, des mutations de propriétés, destructions, etc.

La production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.07 « Construction navale, aéronautique et ferroviaire ».

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

● Jeux instantanés

Depuis 1989, La Française des Jeux a procédé au lancement des jeux instantanés suivants :

— 100 000 F Cash du 3 avril 1989 au 31 décembre 1989 (10 F);

— Surf 100 000 F du 12 juin 1989 au 31 mars 1990 (10 F);

— 421 du 4 septembre 1989 au 31 mai 1990 (10 F);

— Jackpot du 8 janvier 1990 au 30 avril 1991 (10 F);

— Banco le 28 mai 1990 (5 F);

— Coup double du 4 mars 1991 au 30 novembre 1991 (10 F);

— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);

— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);

— Nouveau Tac O Tac le 19 février 1993 (20 F);

— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);

— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);

— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);

— Nouveau Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);

— Morpion (10 F) du 13 février 1995 au 11 août 1996;

— Carte Jeux du 17 octobre 1994 au 18 novembre 1995 (50 F);

— Tac O Tac 4 Jeux le 26 juin 1995 (20 F);

— Goal le 16 octobre 1995 (5 F);

— Solitaire le 6 novembre 1995 (10 F);

— Nouveau Millionnaire le 25 mars 1996 (10 F);

— Vatoo du 23 septembre 1996 au 20 mars 1998 (10 F);

— Monopoly du 25 novembre 1996 au 30 août 1998 (20 F);

— Astro le 12 mai 1997 (10 F);

— Nouveau Goal le 30 juin 1997 (5 F);
— Nouveau Millionnaire le 8 septembre 1997 (10 F);
— France 98 le 1er décembre 1997 au 30 août 1998 (20 F).
— L'îLe au trésor le 16 mars 1998 (10 F);
— Top Départ du 28 mai 1998 au 30 août 1999 (10 F);
— Tour du Monde du 7 septembre 1998 au 1er mars 1999 (25 F);
— Tac O Tac TV le 16 novembre 1998 (20 F);
— Saint Valentin du 25 janvier au 19 mars 1999 (10 F);
— Pile et Face le 1er mars 1999 (5F);

• Astro

Lancé le 12 mai 1997, Astro est un jeu instantané relié à l'univers de l'astrologie. Sa particularité réside dans sa déclinaison en douze tickets de jeux différents, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.

La zone de jeu est identique sur chacun des 12 tickets Astro; elle se compose de cinq étoiles à gratter et d'une case gain. Pour gagner, le joueur doit retrouver deux symboles identiques parmi les cinq découverts sous les cinq étoiles. Il remporte alors la somme indiquée dans la case gain (de 10 F à 70 000 F).

Son prix est de 10 F.

• Banco

BANCO a été lancé le 28 mai 1990. Le joueur doit gratter une case sous laquelle apparaît une somme pouvant aller de 5 F à 5 000 F.

Banco est le premier jeu instantané dont les tickets changent régulièrement de couleurs et de motifs. Le prix de vente est de 5 F.

• Bingo

BINGO a été lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associée à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25 000 F.

• Bingo (TV)

Bingo a été lancé le 29 mars 1999. Il s'agit d'un jeu de nombres à tirage hebdomadaire. Chaque bulletin de jeu présente une grille pré-imprimée de 20 numéros, compris entre 1 et 60. La grille de jeu se décompose en 5 lignes, numérotées de 1 à 5, de haut en bas.

Pour participer à un tirage, 36 numéros sont tirés au sort parmi 60. Le joueur doit comparer les numéros tirés, aux numéros figurant sur sa grille de jeu. Pour gagner, il doit avoir au moins retrouvé tous les numéros de la ligne n°1 de sa grille. Plus le joueur complète de lignes dans l'ordre (lignes n°1+2,n°1+2+3...), plus il gagne. Pour une mise de 10 F, le joueur peut gagner de 20 F (pour la ligne n°1 complète) à plusieurs centaines de milliers de francs si sa grille est entièrement complète à l'issue du tirage.

Le Bonus :

Un Bonus de 100 000 F est attribué, en plus du gros lot, au premier joueur qui complète entièrement sa grille, avant le tirage de la 36 ème boule.

• Black Jack

Black Jack a été lancé le 15 juin 1992. C'est le premier jeu instantané associant le principe d'un score à battre et d'une case gain.

Le joueur doit gratter la surface « VOS JEUX » et la « BANQUE ». Si l'un de ses jeux dans la surface « VOS JEUX » est supérieur à celui de la « BANQUE », il gagne la somme inscrite sous la case « GAIN ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 100 000 F.

• France 98

Lancé le 1er décembre 1997, le jeu FRANCE 98 a présenté une caractéristique majeure et tout-à-fait novatrice dans la stratégie de la Française des Jeux; il était à caractère événementiel. En effet, sa durée de vie a été limitée aux 8 mois précédant la finale de la Coupe du Monde de football.

Les trois premiers jeux intitulés « MATCH 1, MATCH 2 et MATCH 3 » sont basés sur le principe du score à battre. Si le score de l'équipe du joueur est supérieur à celui adverse, il gagne la somme indiquée dans la case « GAIN » correspondant au match, symbolisée par un ballon.

Dans le quatrième jeu, le joueur doit gratter 5 cases correspondant à la série de tirs au but de son équipe et cinq cases correspondant à la série de tirs au but de l'équipe adverse. Si au total, son équipe a marqué davantage de tirs au but que l'équipe adverse, il gagne la somme inscrite dans la case « GAIN ».

Enfin, le dernier jeu consiste pour le joueur, à découvrir sous une zone grattable représentant un gardien de but dans sa cage, le dessin au trait d'un gardien de but et d'un ballon. Si le but est marqué, c'est-à-dire si le ballon n'est pas entre les mains du gardien de but, le joueur double ses gains acquis aux jeux précédents.

Son prix était de 20 F.

• Goal

Lancé le 16 octobre 1995, GOAL est le premier jeu instantané rattaché à un univers sportif. En effet, GOAL se décline en 22 tickets de jeux différents, reprenant chacun le logo et les couleurs du maillot d'une grande équipe de football française. Pour gagner, le joueur doit gratter six ballons sous lesquels il doit découvrir trois sommes identiques.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Le 24 mars 1997, GOAL est relancé sous une deuxième version simplifiée, laissant au joueur le choix entre 4 tickets symbolisant les maillots de quatre équipes différentes. Le 1er juin 1997, la présentation graphique et la mécanique de jeu restent identiques à la seconde version du jeu. En revanche, cette troisième version propose un nouveau tableau de lots introduisant un rang de gain maximum de 10 000 F ce qui est une première pour un jeu instantané à 5 F.

● Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu. Les tirages KENO sont quotidiens depuis le 19 janvier 1996.

Le 3 mars 1997, le tableau de lot a été modifié afin d'offrir encore plus de choix : pour une mise de 10 F ou de 20 F, le jeu consiste à jouer de 2 à 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte cinq grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 000 000 F.

Le Numéro Jackpot :

Avec le relancement de KENO le 3 mars 1997, le Numéro Jackpot a remplacé le Top KENO.

Chaque grille jouée à 10 F donne droit à un Numéro Jackpot;

Chaque grille jouée à 20 F donne droit à 2 Numéros Jackpot.

Un numéro Jackpot est composé de quatre nombres.

⇨ Si un joueur a les quatre nombres dans l'ordre, il gagne le Jackpot : 100 000 F mis en jeu chaque jour;

⇨ Les trois derniers nombres dans l'ordre permettent de gagner 20 000 F. Dans le désordre, ils rapportent 5 000 F.

● Carte Jeux

Carte Jeux a été lancée le 17 octobre 1994. C'est un jeu instantané sur lequel plusieurs jeux de la gamme Loterie sont imprimés. Les règles de jeu et les rangs de lots de chacun de ces jeux sont respectés. Toutes les Cartes Jeux sont gagnantes, et il est possible de gagner simultanément sur différents jeux.

L'extérieur de la Carte Jeux est habillé par des illustrations qui changent régulièrement.

Le prix de la Carte Jeux est de 50 F et les gains vont de 10 F à 200 000 F au grattage et de 100 000 F à 1 million à la télévision lorsque le jeu Millionnaire est gagnant « 3 TV » sur la Carte Jeux.

Carte Jeux a été supprimée le 18 novembre 1995.

● L'Île au Trésor

L'Île au Trésor a été lancé le 16 mars 1998. De forme rectangulaire, le ticket représente un parchemin comportant une carte avec des cases à gratter. Le joueur gratte la case départ et découvre une flèche qui lui indique la prochaine case à gratter. Il poursuit ainsi son parcours sur l'île en se guidant grâce au sens de chacune des flèches qu'il découvre.

Si le joueur rencontre en chemin le symbole « pirates », le ticket est perdant. S'il parvient à traverser l'île sans rencontrer les pirates, il gagne la somme indiquée par le sens de la dernière flèche découverte. S'il découvre sur son parcours le symbole « trésor », il gagne 100 000 F.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 20 F à 100 000 F.

● Loto 6/49

Lancé en mai 1976 avec un tirage hebdomadaire le mercredi, le Loto a bénéficié dès mars 1984 d'un deuxième tirage hebdomadaire le samedi.

Depuis septembre 1990, il propose à ses joueurs quatre rendez-vous par semaine, avec 2 tirages le mercredi et 2 le samedi. Chaque tirage est effectué par extraction de 6 boules plus une 7e, au hasard d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer aux tirages du Loto, il existe 2 types de bulletins de Loto : simple et multiple. Le joueur coche pour le bulletin simple 6 numéros par grille sur 2, 4, 6 ou 8 grilles et pour le bulletin multiple 7, 8, 9 ou 10 numéros sur une seule grille. La mise minimum est de 8 F, ce qui correspond à 2 grilles simples de 6 numéros participant à 2 tirages. Le joueur peut choisir de participer à 1 ou 2 jours de tirages consécutifs. Il peut également s'abonner pour 2, 3, 4 ou 5 semaines.

Le joueur fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. Un reçu lui est alors remis contre versement de la mise. Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au Loto sans cocher de bulletin grâce au Système Flash.

Il existe 7 rangs de gain : 3 bons numéros, 3 bons numéros plus le numéro complémentaire, 4 bons numéros, 4 bons numéros + le numéro complémentaire, 5 bons numéros, 5 bons numéros + le numéro complémentaire, 6 bons numéros.

● Joker

Lancé en octobre 1999, Joker est un jeu additionnel du Loto. Il consiste en un numéro à 7 chiffres imprimé sur le bulletin de Loto.

Pour participer au tirage de Joker, le joueur doit cocher la case « oui » de participation et payer 5 F. Il peut également participer à Joker avec le Système Flash.

Le tirage du numéro Joker est effectué par extraction de 7 boules provenant de 7 sphères contenant chacune 10 boules numérotées de 0 à 9. Le joueur gagne si les 1 à 7 derniers chiffres de son numéro Joker correspondent dans l'ordre à ceux du numéro Joker tiré. Les gains vont de 10 à 1 000 000 F.

• Pronostics sportifs

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel.*

• Loto Foot

Le 2 août 1997, le Loto Sportif est remplacé par le Loto Foot, avec 2 jeux distincts : Loto Foot « Matches » et Loto Foot « Scores » et 3 bulletins différents.

* Loto Foot Matches

Avec des bulletins simples et multiples, les joueurs pronostiquent les résultats des rencontres sur le principe du 1N2 (case 1 : victoire de la 1ère équipe, case N : match nul, case 2 : victoire de la seconde équipe).

Deux possibilités de jeu sont offertes aux joueurs : 1 jeu simple à 5 francs avec une seule case par rencontre; et un jeu multiple de 10 à 1 920 F combinant des doubles et/ou des triples. Le joueur gagne s'il a 13, 12, 11 ou 10 bons résultats. Le gain record à 13 bons pronostics a été établi en novembre 1998 et s'élève à 17,6 millions de francs.

* Loto Foot Scores

Sur le bulletin Scores, le joueur pronostique les scores de 5 rencontres et détermine le nombre de buts marqués par chaque équipe (de 0 à 2 buts et plus).

Le joueur a la possibilité de miser 5 ou 10 F.

La mise de 10 F permet de doubler les gains.

Le joueur gagne s'il a 5,4 ou 3 bons Scores.

Lors de la validation Loto Foot, un numéro compris entre 0 et 9 est attribué de manière aléatoire par le terminal de prise de jeu.

Les gagnants dont le reçu comporte le numéro « pactole » doublent leur gain.

En janvier 1999, une version « championnats européens » de Loto Foot (Matches et Scores) a été lancée et permet ainsi aux parieurs de faire des pronostics sur les matches des championnats italien, espagnol....

• Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire a fait l'objet de deux relancements (le premier le 25 mars 1996, puis le deuxième le 8 septembre 1997) et d'un changement de tableau de lots le 22 juin 1998 (2 fois plus de gagnants 3TV par pool). Désormais de forme rectangulaire et arrondie sur le bord supérieur, le ticket présente en son centre un écran de télévision à gratter et une roue multicolore en contreplan. C'est aussi le premier jeu instantané français à avoir associé le principe d'un jeu instantané à une émission de télévision.

En grattant l'écran, le joueur découvre six sommes ou symboles. S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 50 000 F). S'il découvre trois symboles TV, il gagne le droit de participer à un tirage au cours duquel il détermine son gain (de 100 000 F à 1 000 000 F) en actionnant une roue, qui se compose d'un grand et d'un petit plateaux, dans chacun desquels circulent respectivement une boule blanche et une boule jaune. Si la boule blanche détermine le gain (100 000 F, 300 000 F, 500 000 F, 700 000 F et 1 000 000 F), la boule jaune permet pour les sommes de 100 000 F à 700 000 F, de gagner un bonus de 100 000 F supplémentaires, quand elle se stabilise sur l'une des 12 branches de l'étoile.

Son prix est de 10 F.

• Monopoly

Lancé le 25 novembre 1996, Monopoly est le premier jeu instantané adapté d'un jeu de société en France.

Il convient pour le joueur de découvrir les lancers de dés et de parcourir en parallèle le plateau de jeu.

Après s'être placé sur la case « Départ », le joueur gratte les dés du « Lancer n°1 ». En suivant le sens de la flèche, il avance du nombre de case(s) indiqué par ce lancer de dés. Il gratte alors la case atteinte et découvre un symbole.

Il renouvelle cette succession de grattages jusqu'au « Lancer n°9 » inclus, au terme duquel 9 symboles sont découverts.

Si le joueur tombe sur l'une des cases « Chance » ou « Caisse de Communauté », il gratte la carte correspondante située au milieu du ticket et suit les instructions. Il continue à jouer à partir de la dernière case grattée sur le parcours.

Quand le joueur découvre une ou plusieurs combinaisons de symboles indiquées dans le tableau de lots, il gagne le ou les gains correspondants.

Son prix est de 20 F.

• Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 « X » ou 3 « O » sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication, mascotte que l'on retrouve également sur les tickets de jeu depuis le 29 janvier 1996.

● Morpion 10 F

Morpion à 10 F a été lancé le 13 février 1995. C'est une déclinaison du jeu Morpion à 5 F sous une formule de jeu à 10 F. Ainsi, l'idée est d'offrir au joueur deux grilles de Morpion pour un prix et un nombre de lots multipliés par deux.

Les tickets de Morpion à 10 F sont imprimés en série limitée, les mascottes figurant sur les tickets changeant régulièrement d'attitude.

Sur les tickets de Morpion à 10 F, il est possible de gagner simultanément.

Morpion 10 F a été supprimé le 2 octobre 1996.

● Pile et Face

PILE et FACE a été lancé le 1er mars 1999. À l'image d'ASTRO, c'est un jeu qui nécessite l'implication du joueur avant l'acte d'achat, puisqu'il doit choisir son ticket. En effet, PILE et FACE se décline en deux versions : PILE, de couleur verte, et FACE, de couleur rouge. Le joueur doit gratter la pièce de monnaie figurant au centre du ticket. S'il découvre le mot « PILE » pour un ticket PILE (ou « FACE » pour un ticket FACE), il gagne la somme inscrite dans la case GAIN. Il peut ainsi gagner de 5 à 2 000 F.

Son prix est de 5 F.

● Poker Plus

Poker a été lancé le 15 juin 1992 et est devenu Poker Plus le 6 juin 1994. Pour jouer à Poker Plus le joueur a 6 cartes à gratter. S'il découvre 3 cartes identiques n'importe où sous la surface à gratter, il gagne la somme correspondante inscrite dans le tableau de lots situé sur le ticket. S'il découvre 4 cartes identiques, il double son gain.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 200 000 F.

Poker Plus a été retiré du marché le 12 mai 1997.

● Rapido

Rapido a été lancé le 11 janvier 1999. Le joueur remplit son bulletin en cochant 8 numéros sur 20 dans la grille A et 1 numéro sur 4 dans la grille B.

Il choisit ensuite le montant de sa mise (5 ou 10 F) et le nombre de tirages auxquels il souhaite participer (1 à 50 tirages). Les tirages ont lieu toutes les 5 minutes de 6 heures à 23 heures. Ils sont retransmis en direct sur un moniteur vidéo installé dans le point de vente. À chaque tirage, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro est tiré dans la grille B. Les gains du joueur dépendent du nombre de numéros trouvés et varient entre 10 F et 100 000 F pour une mise de 10 F. Il existe 9 rangs de gains possibles. Les gains sont payables immédiatement après le tirage.

● Solitaire

Lancé le 6 novembre 1995 sous une forme octogonale, SOLITAIRE est le premier instantané découpé en France.

Modifié en juillet 1999, le ticket comporte désormais trois « numéros gagnants » dont un numéro gagnant grattable : le numéro bonus, et une zone de jeu qui se compose de 12 billes à gratter. Sous chaque bille apparaissent un numéro et une somme. Les numéros peuvent aller de 1 à 37 inclus. Si le joueur retrouve au moins l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 numéros découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro.

Il est possible de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket, en retrouvant plusieurs fois les « numéros gagnants ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 50 000 F.

● Tac O Tac

Le lancement de Tac O Tac le 25 janvier 1984 initie un nouveau type de loterie : la loterie instantanée. Le billet de Tac O Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30 000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400 000 F). En 1990, le jeu tirage est simplifié.

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac O Tac devient un jeu instantané pur.

La quatrième génération de Tac O Tac a vu le jour le 26 juin 1995. Le ticket se présente plié et propose 4 jeux mettant en oeuvre des mécaniques de jeux chiffrés qui permettent de cumuler les gains.

Le prix de vente est de 20 F, les gains vont de 20 F à 2 000 000 F.

Le 16 novembre 1998, la cinquième version du jeu naît avec Tac O Tac TV. Le jeu capitalise sur quatre jeux à gratter (avec cumul des gains possibles), renoue avec la dimension TV et propose pour la première fois le gain mensualisé :

- les trois premiers jeux permettent de gagner de 20 à 20 000 F instantanément.
- le quatrième jeu offre le gain maximum et permet au joueur de passer à l'émission Tac O Tac TV au cours de laquelle il déterminera son gain mensualisé (de 5 000 F à 10 000 F) ainsi que la durée pendant laquelle il le percevra (de 2 à 10 ans).

● Top Départ

Lancé le 28 mai 1998, TOP DÉPART est le premier jeu instantané à offrir des lots en nature au grattage. Dans la première partie du jeu, le joueur gratte 6 chronos, sous chacun desquels il découvre un temps. Si l'un de ses temps est inférieur à celui indiqué dans le CHRONO OFFICIEL, il gagne de 10 F à 25 000 F. Dans la deuxième partie du jeu, s'il découvre 2 ou 3 drapeaux dans la zone de grattage, il gagne respectivement une Renault Twingo ou une Renault Espace.

Son prix est de 10 F.

• Vatoo

Vatoo a été lancé le 23 septembre 1996. Il a rejoint Millionnaire sur le segment des jeux instantanés associés à une émission de télévision.

Pour jouer, il suffit de gratter six billes sous lesquelles le joueur découvre des sommes ou des symboles.

S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 5 000 F). S'il découvre trois symboles « étoiles », il gagne le droit de participer à une émission télévisée appelée « 55 pour Vatoo » et diffusée sur M6, au cours de laquelle il peut remporter de 10 000 F à 565 000 F et un voyage surprise.

L'émission télévisée associée au jeu n'est plus diffusée depuis le 12 avril 1997.

Son prix est de 10 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 20,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 94-1232 du 30 décembre 1995;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 20,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

— d'un nouveau prélèvement instauré à compter du 1er janvier 1998 : la Contribution Sociale Généralisée dont le mode de calcul est particulier : en effet, il s'applique uniquement aux paris évènementiels selon les taux suivants : Tiercé = 1,62 %, Quarté = 1,94 % et Quinté = 1,45 %.

Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

— Centre administratif des Affaires maritimes;

— Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des transports maritimes, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

« Le milieu associatif de 1983 à 1996 - Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *INSEE-Première*, n° 542, septembre 1997.

« D'où sont mes amis venus », *INSEE-Première*, n° 613, octobre 1998.

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première*, n° 675, octobre 1999.

« La vie associative : participer mais pas militer », G. Hatchuel, J.P Loisel, *Données Sociales* ,1999, INSEE.

* * *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 1er janvier 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU		
	Départements métropolitains		DOM		Départements métropolitains		
	Paris et Région parisienne (1)	Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique	Paris et Région parisienne (1)	Plus du quart du réseau PMU	Autres hippodromes	Moins du quart du réseau PMH
	Paris simples et reports	Autres paris	Tous les paris	Tous les paris	Paris ordinaires	Autres paris	Tous paris
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (2)							
Sociétés de courses (HT)	9,550	13,600	15,400	15,400	9,550	13,600	15,400
Budget général (3)	—	—	—	—	—	—	—
Comptes spéciaux du Trésor :							
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,830	2,480	0,680	0,680	2,830	2,480	0,680
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260
Fonds national pour le développement du sport	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070
Total	**13,800**	**17,500**	**17,500**	**17,500**	**13,800**	**17,500**	**17,500**
2. Prélèvements fiscaux							
Timbre	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800
TVA sur prélèvements sociétés (4)	1,967	2,802	3,172	1,463	1,967	2,802	3,172
Total	**5,767**	**6,602**	**6,972**	**5,263**	**5,767**	**6,602**	**6,972**
Total des prélèvements proportionnels	**19,567**	**24,102**	**24,472**	**22,763**	**19,567**	**24,102**	**24,472**
CRDS (5)	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350
Total	**19,917**	**24,452**	**24,822**	**23,113**	**19,917**	**24,452**	**24,822**

(1) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(2) Décret n° 94-1232 du 30 décembre 1995.
(3) Depuis 1995, les prélèvements non fiscaux du Budget général sont intégrés dans les Comptes spéciaux du Trésor (Fonds national des haras et des activités hippiques).
(4) Décret n° 95-858 du 28 juillet 1995.
(5) Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art.16-II (le taux de la CRDS est de 0,28 % des enjeux).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	2 685,4	2 321,3	2 241,3	1 958,4	1 873,5	1 946,3
CSG (2)	///	///	///	///	310,9	380,4

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : million de francs

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Montant des entrées	66	61	58	55	54	50
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2 514	2 280	2 151	1 957	1 816	1 711
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	34 199	33 866	33 377	34 746	34 177	34 591
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, Grand 7 (1)	18 856	20 512	19 955	20 869	20 264	20 544

(1) Depuis 1993, tiercé, quarté +, quinté + et 2 sur 4. De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO (1) :						
Nombre de bulletins	Millier	496 100	557 000	504 900	318 700	310 800
Montant des mises	Million de F	12 308	12 418	12 010	11 802	11 401
Lots à payer	»	6 309	6 427	6 268	6 050	5 755
Prélèvements non fiscaux	»	4 822	4 840	4 817	4 731	4 582
dont : Mouvement sportif	»	281	295	273	290	313
Prélèvements fiscaux	»	938	910	925	1 020	1 063
dont : TVA	»	366	331	334	324	305
Prélèvements progressifs	»	155	161	88	76	85
Produit des arrondis	»	84	80	61	52	54
LOTO SPORTIF- LOTO FOOT MATCHES ET SCORES (2) :						
Nombre de bulletins	Millier	30 200	33 800	21 300	20 200	21 000
Montant des mises	Million de F	464	515	450	492	584
Lots à payer	»	242	274	246	319	400
Prélèvements non fiscaux	»	176	194	169	131	130
dont : Mouvement sportif	»	11	12	10	12	16
Prélèvements fiscaux	»	33	38	35	43	55
dont : TVA	»	11	14	12	13	16
Prélèvements progressifs	»	13	8	10	15	26
Produit des arrondis	»	0,3	1	0,3	0,8	1,0
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :						///
Nombre de bulletins	Millier	5 300	5 100	4 300	///	///
Montant des mises	Million de F	35	37	30	///	///
Lots à payer	»	21	22	18	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	11	12	10	///	///
dont : Mouvement sportif	»	1	1	1	///	///
Prélèvements fiscaux	»	2	3	2	///	///
dont : TVA	»	1	1	1	///	///
Prélèvements progressifs	»	–	–	–	///	///
Produit des arrondis	»	0,4	0,3	–	///	
JEUX INSTANTANÉS :						
Nombre de tickets placés	Millier	2 108 859	2 226 410	2 311 000	2 255 000	2 456 900
Placements nets (mises)	Million de F	17 038	18 609	19 282	19 693	21 195
Lots à payer	»	10 536	11 497	11 839	11 962	12 843
Prélèvements non fiscaux	»	5 666	6 243	6 484	6 612	6 989
dont : Mouvement sportif	»	392	446	450	499	600
Prélèvements fiscaux	»	836	870	959	1 118	1 363
dont : TVA	»	564	572	618	628	664
KÉNO (3) :						
Nombre de bulletins	Millier	28 800	38 300	66 600	74 600	87 200
Montant des mises	Million de F	1 346	1 473	1 929	2 151	2 474
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	805	852	1 152	1 264	1 435
Prélèvements non fiscaux	»	509	582	719	801	924
dont : Mouvement sportif	»	31	35	43	52	67
Prélèvements fiscaux	»	32	39	58	85	115
dont : TVA	»	32	39	52	58	65
RAPIDO (4) :						4 600
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	///	53
Montant des mises	Million de F	///	///	///	///	36
Lots à payer	»	///	///	///	///	15
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	2
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	3
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	1
dont : TVA	»	///	///	///	///	

(1) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95, tirage du SUPERLOTO le 15/05/1996.
(2) Depuis le 2 août 1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT avec 2 jeux distincts : LOTO FOOT "Matches" et LOTO FOOT "Scores".
(3) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.
(4) À partir d'octobre 1998, début du pilote Rapido (100 points de vente).

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité publique

Unité : Millier de francs

	1990/1991	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998
Produit brut total	2 400 764,2	6 068 028,4	7 153 593,5	8 080 551,6	9 404 440,5
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 666 255,3	5 753 849,0	6 812 832,9	7 746 633,0	9 134 552,9
dont : Produit des machines à sous seulement	1 087 606,3	5 036 098,2	6 136 066,0	7 076 994,6	8 256 276,2
dont : Prélèvements des communes	74 333,8	727 014,6	862 161,6	989 662,3	1 165 544,0

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 31 août

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Métropole :						
Voiliers	**239 976**	**242 379**	**245 031**	**247 531**	**249 608**	**252 739**
2 tonneaux et moins	131 800	132 764	133 907	135 003	135 819	137 091
Plus de 2 tonneaux	108 176	109 615	111 124	112 528	113 789	115 648
Navires à moteurs	**571 513**	**585 666**	**604 804**	**618 661**	**630 527**	**645 911**
2 tonneaux et moins	452 882	462 142	476 148	485 182	492 851	502 522
Plus de 2 tonneaux	118 631	123 524	128 656	133 479	137 676	143 469
Total des navires	**811 489**	**828 045**	**849 835**	**866 192**	**880 135**	**898 730**
2 tonneaux et moins	**584 682**	**594 906**	**610 055**	**620 185**	**628 670**	**639 613**
Plus de 2 tonneaux	**226 807**	**233 139**	**239 780**	**246 007**	**251 465**	**259 117**
Départements d'outre-mer (1) :						
Voiliers	**2 466**	**2 512**	**2 459**	**2 588**	**2 691**	**2 904**
2 tonneaux et moins	367	381	403	418	426	537
Plus de 2 tonneaux	2 099	2 131	2 056	2 170	2 265	2 367
Navires à moteurs	**10 869**	**11 218**	**12 562**	**13 305**	**13 768**	**24 391**
2 tonneaux et moins	7 974	8 170	9 289	9 820	10 149	10 572
Plus de 2 tonneaux	2 895	3 048	3 273	3 485	3 619	3 819
Total des navires	**13 335**	**13 730**	**15 021**	**15 893**	**16 459**	**27 295**
Territoires d'outre-mer (2) :						
Voiliers	**1 021**	**1 086**	**1 148**	**1 204**	**1 264**	**1 307**
2 tonneaux et moins	102	102	104	104	106	106
Plus de 2 tonneaux	919	984	1 044	1 100	1 158	1 201
Navires à moteurs	**12 010**	**12 905**	**13 746**	**14 857**	**15 767** *r*	**16 844**
2 tonneaux et moins	8 461	9 076	9 702	10 407	11 276	11 850
Plus de 2 tonneaux	3 549	3 829	4 044	4 350	4 491	4 794
Total des navires	**13 031**	**13 991**	**14 894**	**16 061**	**17 031**	**18 151**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes

Période du 1er septembre au 31 août

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**
1993-1994												
Moins de 2 tonneaux	110	392	147	78	237	**964**	1 349	1 818	806	1 147	4 140	**9 260**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	82	183	76	106	118	**565**	506	620	328	652	1 652	**3 758**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	80	51	42	103	**319**	67	79	61	106	402	**715**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	48	85	60	72	225	**490**	21	41	20	35	203	**320**
25 tonneaux et plus	9	3	12	16	25	**65**	3	3	6	18	70	**100**
Total	**292**	**743**	**346**	**314**	**708**	**2 403**	**1 946**	**2 561**	**1 221**	**1 958**	**6 467**	**14 153**
1994-1995												
Moins de 2 tonneaux	175	315	222	106	325	**1 143**	1 200	1 550	791	936	3 649	**8 126**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	171	63	112	104	**494**	533	712	354	653	1 546	**3 798**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	89	83	64	147	**426**	68	97	47	95	431	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	49	73	62	70	253	**507**	29	26	16	24	209	**304**
25 tonneaux et plus	10	7	6	15	44	**82**	3	4	3	21	58	**89**
Total	**321**	**655**	**436**	**367**	**873**	**2 652**	**1 833**	**2 389**	**1 211**	**1 729**	**5 893**	**13 055**
1995-1996												
Moins de 2 tonneaux	154	373	124	121	324	**1 096**	1 092	1 551	624	860	3 014	**7 141**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	145	63	112	99	**459**	505	647	300	609	1 579	**3 640**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	39	103	50	53	136	**381**	63	97	71	112	409	**752**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	38	74	57	76	251	**496**	24	20	16	24	214	**298**
25 tonneaux et plus	5	9	8	21	25	**68**	4	2	3	19	83	**111**
Total	**276**	**704**	**302**	**383**	**835**	**2 500**	**1 688**	**2 317**	**1 014**	**1 624**	**5 299**	**11 942**
1996-1997												
Moins de 2 tonneaux	129	313	87	147	140	**816**	1 021	1 355	471	752	2 515	**6 114**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	35	135	31	96	90	**387**	419	665	338	514	1 327	**3 263**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	30	68	43	67	125	**333**	52	66	62	98	327	**605**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	38	57	45	95	245	**480**	9	28	18	16	147	**218**
25 tonneaux et plus	–	6	3	19	33	**61**	5	1	2	22	53	**83**
Total	**232**	**599**	**209**	**424**	**633**	**2 077**	**1 506**	**2 115**	**891**	**1 402**	**4 369**	**10 283**
1997-1998												
Moins de 2 tonneaux	151	507	253	132	229	**1 272**	1 146	1 709	627	830	2 944	**7 256**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	54	162	52	87	114	**469**	563	922	438	821	1 739	**4 483**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	40	119	55	91	202	**507**	80	108	70	139	419	**816**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	46	96	70	107	473	**792**	23	18	20	19	248	**328**
25 tonneaux et plus	5	4	11	30	41	**91**	3	1	2	13	102	**121**
Total	**296**	**888**	**441**	**447**	**1 059**	**3 131**	**1 815**	**2 758**	**1 157**	**1 822**	**5 452**	**13 004**

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1)

Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1997 au 31 août 1998

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total
	Voiliers	Moteurs	**Total**	Voiliers	Moteurs	**Total**	**général**
DOM							
Martinique	7	133	**140**	29	37	**66**	**206**
Guadeloupe	2	161	**163**	67	88	**155**	**320**
Guyane	–	32	**32**	1	14	**15**	**47**
Réunion	2	50	**52**	2	34	**36**	**88**
Saint-Pierre-et-Miquelon (2)	–	47	**47**	3	27	**30**	**77**
Total	**11**	**423**	**434**	**102**	**200**	**302**	**738**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	–	658	**658**	25	100	**125**	**783**
Polynésie française	–	16	16	18	203	**221**	**237**
Total	–	**674**	**674**	**43**	**303**	**346**	**1 020**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Collectivité territoriale.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Nature des événements	1990		1995		1996		1997		1998	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	25	4	19	–	26	–	26	1
Échouements	–	–	401	1	380	–	419	3	453	1
Heurts	335	–	26	–	25	–	36	3	23	1
Chavirements	163	18	190	24	175	21	180	16	229	16
Incendies, explosions	46	–	47	–	42	–	62	5	42	1
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	–	113	–	142	5	160	–	153	–
Disparitions inexpliquées	14	29	27	12	19	23	24	46	21	18
Pannes et avaries	995	3	1 866	5	1 835	–	2 037	5	2 370	2
Hommes à la mer	53	27	79	34	69	31	54	31	68	23

TABLEAU E.05-10

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1994	1995	1996	1997	1998
CHASSE							
Permis délivrés [en milliers] (1)	2 016,5	1 689,2	1 576,4	1 534,2	1 524,5	1 500,4	1 479,6
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	15 045	11 609	7 975	8 056	7 859	7 604	7 368
Professionnels	///	962	730	728	717	731	722
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 110	4 000	4 058	4 073	4 084	4 159	4 172
Permis délivrés [en milliers] (2)	2 359,4	1 875,0	1 772,4	1 804,1	1 755,5	1 704,1	1 638,5

(1) Permis départementaux et nationaux.Validations et validations complémentaires ; période de juillet de l'année n - 1 à juin de l'année n pour les années 1980/1990/1994.
(2) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

F

Enseignement, formation, recherche

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Schéma, graphique et tableaux.

Schéma, graphique et liste des tableaux :

Schéma du système éducatif.

Graphique. Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement.

1. Effectifs d'élèves d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1998.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1998.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1998.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1998.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1998.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.

11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1993-1998.

12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1998.

13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1990-1998.

14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1998.

15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.

16. Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes.

17A. Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations.

17B. Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

18. Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

19. Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1998.

21 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.

22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.

23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).

24. Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

25. Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.

27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.

30. La dépense globale d'éducation.

31. La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1998.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves, des apprentis et des étudiants, en 1998-1999 en France métropolitaine, représente 24,6 % de la population totale et près de 91,0 % des jeunes de 2 à 22 ans.

De 1988 à 1998, la population scolaire et universitaire s'accroît de 350 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminue de plus de 910 000 individus. C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, augmente de plus de 7 points.

Sur cette période de dix ans, la combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire, au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire par degré ou type d'enseignement assez contrastées :

— diminution dans les écoles, dans les collèges et les lycées professionnels;

— augmentation dans les lycées d'enseignement général et technologique et surtout dans l'enseignement supérieur.

Ces mouvements ont lieu dans le contexte de :

— la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire;

— la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire;

— le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 1998, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de 9 %.

Au 1er janvier 1998, près de 1 083 000 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie. Cet effectif progresse de 0,6 % en un an. Les établissements du second degré emploient 55,3 % des agents.

Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif augmente de 1 % en un an. 50 % de ces derniers exercent dans le second degré et 38 % dans le premier degré. Les non-enseignants – hors ceux dans le premier degré qui sont rémunérés par les communes – se répartissent principalement dans les établissements du second degré (71 %), puis de façon équivalente entre les établissements du supérieur (16 %) et l'administration centrale ou les services extérieurs (12 %).

Le budget et le compte de l'éducation

En 1998, le budget de l'Éducation nationale représente 21 % du budget de l'État et 4 % du produit intérieur brut (PIB). La dépense intérieure d'éducation, (607,3 milliards de F) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages), représente 7,2 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint 139,9 milliards de F (y compris investissement) en 1997, soit 1,7 % du PIB. Cette dépense peut se ventiler comme suit : 78,4 milliards de F pour les frais de formation et d'accompagnement, 59,9 milliards de F pour la rémunération des stagiaires et les exonérations de charges sociales prises en charge par l'État (dans le cadre de l'alternance), et 1,6 milliard de F destinés à l'investissement. L'État et les entreprises contribuent de façon égale au financement final de la formation professionnelle avec chacun 39 % des dépenses. La dépense bénéficie pour 58 % aux actifs occupés, dont 20 % aux agents de la fonction publique, pour 22 % aux jeunes de moins de 26 ans et pour 20 % aux demandeurs d'emplois.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1998, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 79,1 % et près de 61,7 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 62,7 % en 1998-1999 (68 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, le nombre de jeunes sortant sans diplôme se stabilise autour de 8 % de l'ensemble des sortants; il a cependant été divisé par plus de deux depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 1997 trois fois et demie plus nombreux (158 000) qu'en 1980 (45 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 33 % à occuper un emploi, 40 % à être chômeurs et 27 % à être inactifs ou au service militaire; pour les jeunes sortis avec un diplôme d'une école supérieure, ces pourcentages sont respectivement de 83 %, 7 % et 10 %. Après une période qui va de 5 à 10 ans, pour les sans diplôme la répartition est 52 %, 26 % et 22 % et pour les diplômés d'une école supérieure, 91 %, 3 % et 6 %.

Pour les jeunes ayant un emploi, leur situation professionnelle est aussi fortement dépendante du niveau de

leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent, cependant, marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

En 1996, sur 210 000 stagiaires en actions de formation alternée, 178 000 environ sont pris en charge par les conseils régionaux, soit 85 % de l'effectif total (contre 61 % en 1995). Cette augmentation traduit la prise en charge progressive par les régions de la globalité des actions de formation destinées aux jeunes. Les actions préqualifiantes représentent 61 % des effectifs, en hausse de 5 % par rapport à 1995, tandis que le nombre de stagiaires en actions qualifiantes baissent de 14 %.

L'ensemble de ces actions représente, en 1996, un coût global d'environ 4,5 milliards de F, pour l'État et les régions, incluant les dotations de décentralisation de 3,5 milliards de F versées aux conseils régionaux. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2,3 milliards de F, la rémunération à 1,6 milliard de F et l'accompagnement à 0,5 milliard de F.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1998. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat); enseignants du supérieur (hors IUFM); enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère de la Jeunesse et des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 1997, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des comptes économiques de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 1996) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats.

Les données financières « Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage » (tableau F01-17B) sont issues du compte économique de la formation professionnelle et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition

1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 150 000 jeunes reprennent une formation chaque année; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans doubles comptes et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);

— le fonds national de l'emploi (FNE);

— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);

— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);

— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s 'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaires) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

— la formation scolaire;

— l'apprentissage;

— la formation professionnelle continue;

— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

● La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et

technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;

— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● Les voies générale et technologique

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);

— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-19) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3. DÉFINITIONS

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine, en général.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées

« classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi , et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1998 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995);

ES : économiques et sociales (B avant 1995);

S : scientifique (C, D ou E avant 1995);

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995);

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995);

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995);

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995);

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; hôtellerie;

BT : brevet de technicien;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées.

L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1980 au moment de la rentrée 1998, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études de l'Évaluation et des Statistiques (DREES), direction de l'Animation de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).

— INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

« RP 90 Formation : résultats du sondage au quart », n° 30-31, janvier 1994.

INSEE-Résultats, série Emploi-Revenus :

« Enquête sur l'emploi de janvier 1999, résultats détaillés », n° 662-663, juillet 1999.

INSEE-*Première* :

« Les diplômes des Français », mars 1994;

« La formation professionnelle continue », n° 314, mai 1994;

« Les 16-25 ans : plus nombreux à l'école que sur le marché du travail », n° 323, juin 1994;

« De l'école à l'emploi », n° 365, mars 1995;

« Les inégalités devant l'école », n° 400, septembre 1995;

« Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux », n° 469, juillet 1996;

« La hausse du niveau de formation - la durée des études a doublé en 50 ans », n° 488, septembre 1996;

« Apprendre sa vie durant - la formation continue dans les entreprises », n° 512, mars 1997;

« Adéquation entre formation et emploi : ce qu'en pensent les salariés », n° 525, juin 1997;

« En 1996, plus d'un jeune homme adulte sur dix a des problèmes en lecture », n° 541, septembre 1997;

« Les langues étrangères en France - Apprendre, c'est bien, pratiquer c'est mieux », n° 568, février 1998;

« Hausse de l'emploi sur dix mois, enquête sur l'emploi de janvier 1999 », n° 658, juin 1999.

Économie et Statistique :

« L'école, les élèves et les parents », n° 293, mars 1996;

« La formation continue dans les entreprises et son retour sur investissement », n° 303, mars 1997;

« Les stages et l'insertion professionnelle des jeunes : une évolution statistique », « Les parcours professionnels des lycéens et apprentis débutants », n° 304-305, avril 1997;

« Les entreprises, les salariés et la formation continue », n° 306, juin 1997;

« L'insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies », « Les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel », n° 323, mars 1999.

Synthèses :

« Bilan formation-emploi, résultats 1996 », n° 17, mars 1998.

Données sociales 1999, INSEE :

« Un siècle d'éducation nationale », Jean-Claude Emin, Paul Esquieu;

« Les dépenses d'éducation de 1974 à 1996 », Paul Esquieu, Michèle Jacquot, Xavier Niel;

« Recrutement et départs des enseignants dans les vingt prochaines années », Pascale Derouillon-Roisné;

« Connaissance des élèves en sciences et en mathématiques au collège - comparaisons internationales », Anne Fervent, Fabrice Murat;

« Évolution des connaissances des élèves en fin de collège », Fabrice Murat, Xavier Niel;

« Collèges publics : les disparités s'accentuent-elles ? », Marie-Christine Ernoult, Danièle Trancart, Alexia Stefanou, Xavier Niel;

« L'entrée dans le supérieur », Sylvie Lemaire;

« Sorties du système éducatif et chômage des jeunes », Pascale Poulet.

France, Portrait-social, 1998-1999, INSEE,

« Niveaux d'éducation en Europe : le rattrapage français ».

Autres publications :

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

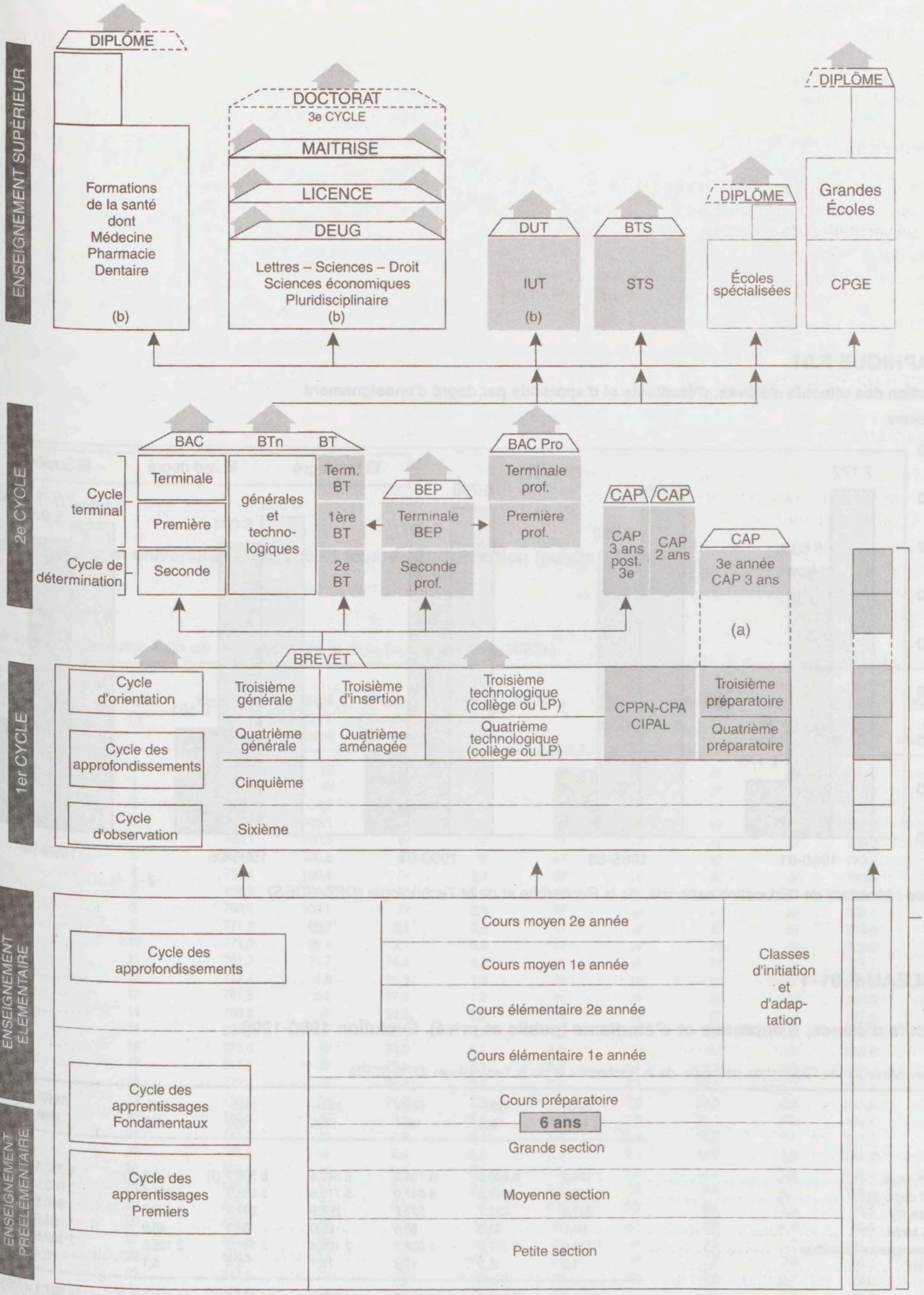
« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

« La dépense de formation professionnelle en 1997 : une légère hausse », Premières synthèses 99.12, n° 48.1, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES.

* * *

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF



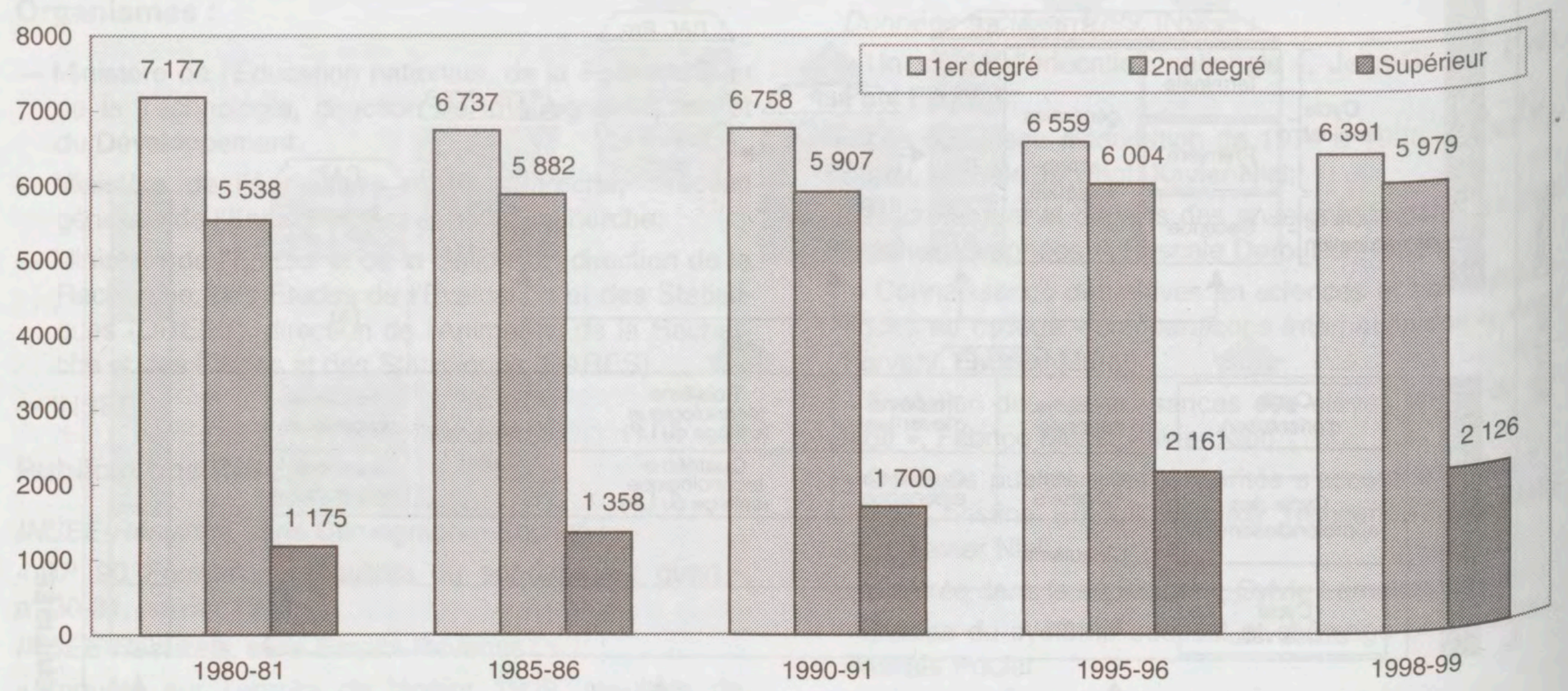
(a) CAP 3 ans Post. 5e, en voie d'extinction.

(b) Formations universitaires

GRAPHIQUE F.01

Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement

En milliers



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Unité : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Total 1er degré	7 124,3	6 686,3	6 704,8	6 543,4	6 506,9 (1)	6 455,9 (1)	6 382,5	6 337,4
Total 2e degré (2)	5 252,5	5 607,2	5 637,0	5 719,6	5 688,3	5 667,8	5 652,6 *r*	5 624,2
Apprentis (3)	241,6	222,1	221,7	268,9	297,4	320,7	340,5	352,4
Spécial santé	94,7	88,6	86,8	85,0	84,9	83,9	83,6	85,7
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 357,9	1 698,7	2 108,4	2 141,0	2 126,5	2 102,5	2 089,5
Autres (4)	1,8	15,2	15,8	13,1	5,5	5,1	5,4	6,2
Total général	**13 889,8**	**13 977,3**	**14 364,8**	**14 738,4**	**14 724,0**	**14 659,9**	**14 567,1** *r*	**14 495,4**
Population 2-22 ans (5)	17 407,0	17 131,5	16 711,6	16 458,9	16 164,5	16 019,5	15 947,5	15 933,3
Total/population 2-22 ans en %	79,8	81,6	86,0	89,5	91,1	91,5	91,3 *r*	91,0

(1) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996 et 1996-1997, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.
(5) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé)

Année 1997-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	2e degré y compris spécialisé	Autres formations	Apprentis	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers)	Taux de scolarisation (2)
1997											
1996	< 1	714,7	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1995	1	719,6	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1994	2	718,7	34,7	///	///	///	///	///	///	249,4	34,7
1993	3	700,6	100,1	///	///	///	///	///	///	701,2	100,0
1992	4	703,1	100,9	///	///	///	///	///	///	709,2	100,0
1991	5	737,5	100,8	///	///	///	///	///	///	743,3	100,0
1990	6	754,4	100,4	///	0,4	///	///	///	///	760,0	100,0
1989	7	758,9	100,5	///	0,4	///	///	///	///	765,3	100,0
1988	8	763,6	100,1	///	0,5	///	///	///	///	768,1	100,0
1987	9	771,2	99,7	0,1	0,6	///	///	///	///	774,0	100,0
1986	10	771,0	96,4	3,1	0,8	///	///	///	///	773,2	100,0
1985	11	781,2	21,7	76,3	0,8	///	///	///	///	771,7	100,0
1984	12	772,4	1,6	96,3	1,0	///	///	///	///	763,8	100,0
1983	13	761,5	0,2	97,9	1,2	///	///	///	///	756,3	100,0
1982	14	750,8	///	96,5	2,2	0,1	///	///	///	742,9	100,0
1981	15	804,2	///	92,1	4,3	1,0	///	///	///	783,7	100,0
1980	16	813,6	///	83,0	5,2	8,0	///	///	///	783,6	96,3
1979	17	817,9	///	75,1	5,0	9,2	0,7	1,0	0,2	746,4	91,3
1978	18	773,3	///	46,1	3,7	7,4	7,5	16,2	1,7	638,8	82,6
1977	19	753,3	///	24,2	2,3	5,4	10,8	24,6	3,3	531,5	70,6
1976	20	756,0	///	9,6	1,2	4,1	9,9	26,1	6,0	430,8	57,0
1975	21	731,0	///	2,9	0,4	3,0	6,6	23,3	8,1	323,6	44,3
1974	22	753,2	///	0,8	0,2	2,1	3,4	18,7	8,6	255,5	33,9
1973	23	800,3	///	0,3	0,1	1,4	1,4	14,2	6,8	193,0	24,1
1972	24	850,0	///	0,1	0,1	0,8	0,5	9,5	4,3	129,2	15,2
1971	25	872,4	///	0,1	///	0,7	0,2	6,6	2,9	91,5	10,5
1970	26	878,0	///	0,1	///	///	0,1	4,7	1,9	60,5	6,9
1969	27	862,9	///	///	///	///	///	3,5	1,3	41,1	4,8
1968	28	856,5	///	///	///	///	///	2,7	0,9	30,3	3,5
1967 et avant (3)	29	847,9	///	///	///	///	///	2,2	0,7	24,0	2,8
	30 et +	35 372,9	///	///	///	///	///	0,4	0,1	178,3	0,5
Total (milliers)		**58 722,6**	**6 382,4**	**5 507,7**	**239,4**	**341,4**	**311,9**	**1 335,4**	**402,2**	**14 520,4**	///
% de la population totale		///	10,9	9,4	0,4	0,6	0,5	2,3	0,7	24,9	24,7

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en différent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Unité : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Enseignement préélementaire public	2 070,5	2 234,0	2 241,0	2 217,3	2 192,9 (1)	2 145,6 (1)	2 102,8	2 091,9
Enseignement préélémentaire privé	313,4	329,5	314,7	313,5	307,9	302,1	300,2	301,2
Total	**2 383,9**	**2 563,5**	**2 555,7**	**2 530,8**	**2 500,8**	**2 447,7**	**2 403,0**	**2 393,1**
CP-CM2 public	3 946,2	3 413,1	3 455,7	3 365,7	3 366,7 (1)	3 369,4 (1)	3 344,0	3 314,2
CP-CM2 privé	668,9	614,2	606,5	581,8	578,5	577,5	574,8	570,4
Total	**4 615,1**	**4 027,3**	**4 062,2**	**3 947,5**	**3 945,2**	**3 946,9**	**3 918,8**	**3 884,6**
Initiation, adaptation public	27,7	19,7	19,7	14,6	...	...	11,4	10,6
Initiation, adaptation privé	2,1	2,0	1,6	2,0	2,1	2,0	2,2	2,0
Total	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**16,6**	**2,1**	**2,0**	**13,6**	**12,6**
Élémentaire public	3 973,9	3 432,8	3 475,4	3 380,3	...	...	3 355,4	3 324,8
Élémentaire privé	671,0	616,2	608,1	583,8	580,7	579,5	577,0	572,4
Total	**4 644,9**	**4 049,0**	**4 083,5**	**3 964,1**	**...**	**...**	**3 932,4**	**3 897,2**
Enseignement spécial public	90,1	69,3	61,7	45,8	...	...	44,5	44,5
Enseignement spécial privé	5,4	4,5	3,9	2,7	2,4	2,6	2,5	2,5
Total (1)	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**48,5**	**...**	**...**	**47,0**	**47,0**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	6 044,4	5 666,8	5 716,4	5 597,6	...	...	5 458,2	5 416,7
Enseignement privé	984,4	945,7	922,8	897,3	888,6	881,6	877,2	873,6
Total	**7 028,8**	**6 612,5**	**6 639,2**	**6 494,9**	**888,6**	**881,6**	**6 335,4**	**6 290,3**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	6 134,5	5 736,1	5 778,1	5 643,4	5 615,9 (1)	5 571,7 (1)	5 502,7	5 461,2
Enseignement privé	989,8	950,2	926,7	900,0	891,0	884,2	879,7	876,1
Total	**7 124,3**	**6 686,3**	**6 704,8**	**6 543,4**	**6 506,9** (1)	**6 455,9** (1)	**6 382,4**	**6 337,3**

(1) L'effectif d'élèves des écoles publiques n'étant pas connu en 1995-1996 et 1996-1997, ce sont les prévisions réalisées en 1995 qui sont utilisées.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	15 721	17 394	18 436	18 646	18 524	18 461	18 460	18 352
Écoles primaires	44 848	41 655	38 227	35 618	35 426	35 019	34 680	34 433
dont : à classe unique	11 433	9 608	7 657	6 375	...	...	6 013	5 873
Écoles d'enseignement spécial	133	1 048	...	...	...	...	...	...
Total	**60 702**	**60 097**	**56 663**	**54 264**	**53 950**	**53 480**	**53 140**	**52 785**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	359	382	414	343	320	307	300	277
Écoles primaires	6 600	6 150	5 904	5 626	5 574	5 523	5 485	5 429
dont : à classe unique	343	274	215	196	182	183	193	178
Écoles d'enseignement spécial	19	14	...	...	...	...	...	...
Total	**6 978**	**6 546**	**6 318**	**5 969**	**5 894**	**5 830**	**5 785**	**5 706**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**66 643**	**62 981**	**60 233**	**59 844**	**59 310**	**58 925**	**58 491**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	58 402	66 091	68 301	69 354	...	...	68 498	68 287
Écoles primaires	185 977	175 467	171 868	166 874	...	...	166 401	166 366
dont : classes uniques	11 433	9 608	7 657	6 375	...	...	6 013	5 873
Écoles d'enseignement spécial	749	558	...	...	...	...	...	...
Total	**245 128**	**242 116**	**240 169**	**236 228**	**...**	**...**	**234 899**	**234 653**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	1 067	1 237	1 363	1 187	1 115	1 074	1 038	961
Écoles primaires	36 513	36 214	36 337	35 885	35 813	35 646	35 532	35 543
dont : classes uniques	343	274	215	196	182	183	193	178
Écoles d'enseignement spécial	59	46	...	...	...	...	...	...
Total	**37 639**	**37 497**	**37 700**	**37 072**	**36 928**	**36 720**	**36 570**	**36 504**
Total enseignement public + privé	**282 767**	**279 613**	**277 869**	**273 300**	**...**	**...**	**271 469**	**271 157**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	30,0	28,6	27,9	27,1	...	...	25,7	25,5
Écoles primaires	23,5	21,9	22,5	22,6	...	...	22,5	22,4
Écoles d'enseignement spécial	14,6	12,9	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	29,9	28,8	27,2	26,7	26,3	25,8	25,7	25,6
Écoles primaires	26,2	25,2	24,5	24,2	24,1	24,0	24,0	24,0
Écoles d'enseignement spécial	12,4	9,2	...	...	...	...	...	...

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	**Total**
Enseignement préélémentaire :							
En école maternelle	889 650	848 904	**1 738 554**	12 530	12 045	**24 575**	902 180	860 949	**1 763 129**
En école primaire	181 527	171 784	**353 311**	140 963	135 652	**276 615**	322 490	307 436	**629 926**
Total	**1 071 177**	**1 020 688**	**2 091 865**	**153 493**	**147 697**	**301 190**	**1 224 670**	**1 168 385**	**2 393 055**
Enseignement élémentaire :									
CP	347 609	325 757	**673 366**	55 732	52 012	**107 744**	403 341	377 769	**781 110**
dont : en école maternelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
CE1	353 800	333 550	**687 350**	57 931	53 923	**111 854**	411 731	387 473	**799 204**
CE2	334 158	319 709	**653 867**	58 453	54 429	**112 882**	392 611	374 138	**766 749**
CM1	331 247	318 442	**649 689**	59 877	56 133	**116 010**	391 124	374 575	**765 699**
CM2	330 860	319 034	**649 894**	63 477	58 403	**121 880**	394 337	377 437	**771 774**
Total	**1 697 674**	**1 616 492**	**3 314 166**	**295 470**	**274 900**	**570 370**	**1 993 144**	**1 891 392**	**3 884 536**
Classe d'initiation	1 049	884	**1 933**	86	95	**181**	1 135	979	**2 114**
Classe d'adaptation	5 247	3 428	**8 675**	1 145	734	**1 879**	6 392	4 162	**10 554**
Total enseignement élémentaire	**1 703 970**	**1 620 804**	**3 324 774**	**296 701**	**275 729**	**572 430**	**2 000 671**	**1 896 533**	**3 897 204**
Enseignement spécial premier degré	26 994	17 539	**44 533**	1 510	980	**2 490**	28 504	18 519	**47 023**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2 802 141**	**2 659 031**	**5 461 172**	**451 704**	**424 406**	**876 110**	**3 253 845**	**3 083 437**	**6 337 282**
Sans l'enseignement spécial	**2 775 147**	**2 641 492**	**5 416 639**	**450 194**	**423 426**	**873 620**	**3 225 341**	**3 064 918**	**6 290 259**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Unité : Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Premier cycle du second degré :									
Enseignement public	1 860,5	2 532,5	2 665,9	2 485,2	2 612,7	2 593,3	2 561,0	2 527,3	2 511,7
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	672,7	668,3	662,0	659,0	657,0
Total	**2 353,1**	**3 137,9**	**3 946,9**	**3 134,6**	**3 285,4**	**3 261,6**	**3 223,5**	**3 186,3**	**3 168,7**
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 204,8	3 078,4	3 277,5	3 253,8	3 216,1	3 179,2	3 162,9
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	153,3	153,4	151,8	133,5	88,4
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	7,9	7,8	7,4	7,1	5,8
Second cycle professionnel :									
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	534,2	540,1	547,4	553,6	553,1
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	149,8	148,5	152,8	154,8	155,1
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**684,0**	**688,6**	**700,2**	**708,4**	**708,2**
dont : 1e et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	149,9	156,4	160,2	163,9	167,4
Second cycle général et technologique :									
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1 243,5	1 180,3	1 165,9	1 167,1	1 175,6	1 170,8
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	319,5	316,2	317,0	314,4	306,5
Total	**421,9**	**1 102,6**	**1 207,6**	**1 570,9**	**1 499,8**	**1 482,1**	**1 484,1**	**1 490,0**	**1 477,3**
Enseignement spécial du second degré :									
Enseignement public	...	122,1	127,1	118,6	118,1	116,0	114,3	115,3	115,1
Enseignement privé	...	0,9	1,7	2,5	3,2	3,2	3,3	3,4	3,6
Total	**...**	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**121,3**	**119,2**	**117,6**	**118,7**	**118,7**
Enseignement public	2 443,0	3 983,7	4 211,3	4 262,9	4 327,2	4 299,3	4 276,0	4 256,5	4 235,6
Enseignement privé	715,2	1 030,0	1 149,0	1 139,4	1 142,0	1 133,0	1 131,8	1 128,2	1 118,6
Total (sans enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 013,7**	**5 360,3**	**5 402,3**	**5 469,2**	**5 432,3**	**5 407,8**	**5 384,7**	**5 354,2**
Enseignement public	2 443,0	4 105,8	4 338,4	4 381,5	4 445,3	4 415,3	4 390,3	4 371,8	4 350,7
Enseignement privé	715,2	1 030,9	1 150,7	1 141,9	1 145,2	1 136,2	1 135,1	1 131,6	1 122,2
Total (avec enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 136,7**	**5 489,1**	**5 523,4**	**5 590,5**	**5 551,5**	**5 525,4**	**5 503,4**	**5 472,9**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
ÉTABLISSEMENTS									
Enseignement public :									
Collèges	4 017	4 751	4 795	4 868	4 916	4 924	4 932	4 942	4 947
Lycées professionnels	1 136	1 311	1 351	1 318	1 166	1 141	1 126	1 111	1 097
Lycées d'enseignement général et technologique	1 159	1 119	1 139	1 269	1 419	1 429	1 429	1 439	1 448
Total	**6 312**	**7 181**	**7 285**	**7 455**	**7 501**	**7 494**	**7 487**	**7 492**	**7 492**
Enseignement privé :									
Collèges	1 274	1 743	1 854	1 803	1 784	1 782	1 783	1 789	1 794
Lycées professionnels	1 626	958	865	798	707	673	662	655	645
Lycées d'enseignement général et technologique	1 663	1 181	1 191	1 269	1 220	1 205	1 171	1 146	1 121
Total	**4 563**	**3 882**	**3 910**	**3 870**	**3 711**	**3 660**	**3 616**	**3 590**	**3 560**
Total public + privé	**10 875**	**11 063**	**11 195**	**11 325**	**11 212**	**11 154**	**11 103**	**11 082**	**11 052**
CLASSES ET DIVISIONS									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	106 402	105 692	104 851	103 888	103 322
2e cycle professionnel	20 003	29 792	25 767	23 157	24 586	24 822	25 182	25 370	25 652
2e cycle général et technologique	22 839	24 702	30 962	40 139	39 923	39 558	39 792	40 084	39 961
Total	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**170 911**	**170 072**	**169 825**	**169 342**	**168 935**
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 084	27 045	26 892	26 763	26 689
2e cycle professionnel	8 199	10 892	8 192	7 574	7 081	7 010	7 120	7 258	7 477
2e cycle général et technologique	7 801	8 202	11 424	12 764	12 402	12 382	12 364	12 301	12 227
Total	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**46 567**	**46 437**	**46 376**	**46 322**	**46 393**
Total public + privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**217 478**	**216 509**	**216 201**	**215 664**	**215 328**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,6	24,5	24,4	24,3	24,3
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,7	21,8	21,7	21,8	21,6
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	29,6	29,5	29,3	29,3	29,3
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,8	24,7	24,6	24,6	24,6
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	21,2	21,2	21,3	21,3	20,7
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,8	25,5	25,6	25,6	25,1

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) (jusqu'à 1996-1997), classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Sixième à troisième :									
Sixième	337 315	323 247	**660 562**	89 542	78 074	**167 616**	426 857	401 321	**828 178**
Cinquième	317 298	309 674	**626 972**	85 073	76 028	**161 101**	402 371	385 702	**788 073**
Quatrième :									
Aménagée	9 403	7 308	**16 711**	2 471	1 479	**3 950**	11 874	8 787	**20 661**
Générale	288 234	297 355	**585 589**	78 205	73 797	**152 002**	366 439	371 152	**737 591**
Technologique	13 669	4 813	**18 482**	6 180	3 106	**9 286**	19 849	7 919	**27 768**
Troisième :									
D'insertion	8 630	6 209	**14 839**	1 449	792	**2 241**	10 079	7 001	**17 080**
Générale	254 567	285 849	**540 416**	70 622	71 841	**142 463**	325 189	357 690	**682 879**
Technologique	29 256	13 658	**42 914**	11 278	6 474	**17 752**	40 534	20 132	**60 666**
Total	**1 258 372**	**1 248 113**	**2 506 485**	**344 820**	**311 591**	**656 411**	**1 603 192**	**1 559 704**	**3 162 896**
Autres niveaux 1er cycle :									
Unités pédagogiques d'intégration (UPI)	221	148	**369**	50	41	**91**	271	189	**460**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	3 069	1 240	**4 309**	253	68	**321**	3 322	1 308	**4 630**
Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CIPAL)	371	182	**553**	190	28	**218**	561	210	**771**
Total	**3 661**	**1 570**	**5 231**	**493**	**137**	**630**	**4 154**	**1 707**	**5 861**
Enseignement spécial :									
SEGPA Enseignement général (1)	43 683	27 500	**71 183**	1 661	1 036	**2 697**	45 344	28 536	**73 880**
SEGPA Formation professionnelle (2)	18 719	13 405	**32 124**	529	357	**886**	19 248	13 762	**33 010**
Total	**62 402**	**40 905**	**103 307**	**2 190**	**1 393**	**3 583**	**64 592**	**42 298**	**106 890**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8 508	3 228	**11 736**	///	///	///	8 508	3 228	**11 736**
Total enseignement spécial	**70 910**	**44 133**	**115 043**	**2 190**	**1 393**	**3 583**	**73 100**	**45 526**	**118 626**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1 332 943**	**1 293 816**	**2 626 759**	**347 503**	**313 121**	**660 624**	**1 680 446**	**1 606 937**	**3 287 383**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1 262 033**	**1 249 683**	**2 511 716**	**345 313**	**311 728**	**657 041**	**1 607 346**	**1 561 411**	**3 168 757**

(1) SEGPA : L'enseignement général est dispensé au cours de trois premières années, (6ème, 5ème et 4ème).
(2) SEGPA : L'enseignement de formation professionnelle est dispensé au cours de trois années supplémentaires (3ème, 1ère année de CAP, et 2ème année de CAP).

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé	
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :								
4e préparatoire	2 308	1 171	**3 479**	837	527	**1 364**	3 145	1 698
3e préparatoire	2 968	1 419	**4 387**	830	595	**1 425**	3 798	2 014
Troisième année	2 674	1 304	**3 978**	681	617	**1 298**	3 355	1 921
Total	**7 950**	**3 894**	**11 844**	**2 348**	**1 739**	**4 087**	**10 298**	**5 633**
CAP en deux ans :								
Première année	10 620	9 164	**19 784**	1 967	4 857	**6 824**	12 587	14 021
Deuxième année	8 618	8 093	**16 711**	1 831	4 306	**6 137**	10 449	12 399
Total	**19 238**	**17 257**	**36 495**	**3 798**	**9 163**	**12 961**	**23 036**	**26 420**
CAP en un an	1 154	551	**1 705**	403	2 234	**2 637**	1 557	2 785
Brevet d'enseignement professionnel :								
Première année (1)	105 399	81 392	**186 791**	24 029	25 453	**49 482**	129 428	106 845
Deuxième année (1)	100 946	79 462	**180 408**	22 635	23 580	**46 215**	123 581	103 042
Total	**206 345**	**160 854**	**367 199**	**46 664**	**49 033**	**95 697**	**253 009**	**209 887**
Brevet d'enseignement professionnel en un an	807	696	**1 503**	103	104	**207**	910	800
Mentions complémentaires (2)	3 449	1 759	**5 208**	483	846	**1 329**	3 932	2 605
Baccalauréat professionnel :								
Première année (3)	37 689	30 101	**67 790**	10 082	10 353	**20 435**	47 771	40 454
Deuxième année (3)	34 728	26 660	**61 388**	8 890	8 888	**17 778**	43 618	35 548
Total	**72 417**	**56 761**	**129 178**	**18 972**	**19 241**	**38 213**	**91 389**	**76 002**
Total second cycle professionnel	**311 360**	**241 772**	**553 132**	**72 771**	**82 360**	**155 131**	**384 131**	**324 132**
Formations complémentaires post CAP - BEP	287	332	**619**	117	242	**359**	404	574
Formations complémentaires post BT et BAC	55	148	**203**	184	436	**620**	239	584

Public + privé **Total**
4 843
5 812
5 276
15 931
26 608
22 848
49 456
4 342
236 273
226 623
462 896
1 710
6 537
88 225
79 166
167 391
708 263
978
823

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxième année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Sciences de la vie et de la terre (SVT)	135 403	207 568	**342 971**	39 929	47 854	**87 783**	175 332	255 422	**430 754**
Technologie des systèmes automatisés (TSA)	38 890	2 919	**41 809**	4 489	407	**4 896**	43 379	3 326	**46 705**
Autres	2 803	10 890	**13 693**	892	5 130	**6 022**	3 695	16 020	**19 715**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1 445	1 243	**2 688**	311	328	**639**	1 756	1 571	**3 327**
Total	**178 541**	**222 620**	**401 161**	**45 621**	**53 719**	**99 340**	**224 162**	**276 339**	**500 501**
Première :									
L (Littéraire)	8 515	40 852	**49 367**	2 566	9 600	**12 166**	11 081	50 452	**61 533**
ES (Économique et sociale)	22 768	41 108	**63 876**	8 519	11 947	**20 466**	31 287	53 055	**84 342**
S (Scientifique)	69 028	53 753	**122 781**	19 902	13 792	**33 694**	88 930	67 545	**156 475**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 663	3 135	**5 798**	801	865	**1 666**	3 464	4 000	**7 464**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	22 591	42 541	**65 132**	6 194	7 793	**13 987**	28 785	50 334	**79 119**
STI (Sciences et technologies industrielles)	29 854	2 283	**32 137**	4 742	496	**5 238**	34 596	2 779	**37 375**
SMS (Sciences médico-sociales)	338	8 525	**8 863**	355	5 691	**6 046**	693	14 216	**14 909**
Brevet de technicien	1 113	671	**1 784**	120	164	**284**	1 233	835	**2 068**
D'adaptation	12 233	13 318	**25 551**	2 789	5 012	**7 801**	15 022	18 330	**33 352**
Autres séries technologiques (1)	1 008	860	**1 868**	307	212	**519**	1 315	1 072	**2 387**
Total	**170 111**	**207 046**	**377 157**	**46 295**	**55 572**	**101 867**	**216 406**	**262 618**	**479 024**
Terminale :									
L (Littéraire)	10 412	48 306	**58 718**	3 088	11 429	**14 517**	13 500	59 735	**73 235**
ES (Économique et sociale)	25 434	42 812	**68 246**	9 455	12 583	**22 038**	34 889	55 395	**90 284**
S (Scientifique)	70 481	53 082	**123 563**	20 044	13 847	**33 891**	90 525	66 929	**157 454**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 850	3 194	**6 044**	785	874	**1 659**	3 635	4 068	**7 703**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	26 415	50 107	**46 522**	7 425	9 779	**17 204**	33 840	59 886	**93 726**
STI (Sciences et technologies industrielles)	38 055	3 026	**41 081**	5 813	480	**6 293**	43 868	3 506	**47 374**
SMS (Sciences médico-sociales)	539	12 492	**13 031**	485	8 089	**8 574**	1 024	20 581	**21 605**
Brevet de technicien	1 647	843	**2 490**	152	309	**461**	1 799	1 152	**2 951**
Autres séries technologiques (1)	1 550	1 197	**2 747**	391	257	**648**	1 941	1 454	**3 395**
Total	**177 383**	**215 059**	**392 442**	**47 638**	**57 647**	**105 285**	**225 021**	**272 706**	**497 727**
Total cycle général et technologique	**526 035**	**644 725**	**1 170 760**	**139 554**	**166 938**	**306 492**	**665 589**	**811 663**	**1 477 252**

(1) Séries TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués), Hôtellerie et STAE (Sciences et Technologie de l'Agriculture et de l'Environnement).

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1993-1998 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Année de naissance	Année scolaire 1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Total entrants
1973 (867 000) :							
Entrants	46 300	21 200	–	–	–	–	500 400 (2)
%	5,3	2,5					57,9
1974 (814 000) :							
Entrants	90 900	46 000	19 400	–	–	–	486 900 (2)
%	11,2	5,7	2,4				59,9
1975 (765 000) :							
Entrants	130 600	89 800	38 400	17 000	–	–	467 800 (2)
%	17,1	11,7	5,0	2,2			61,2
1976 (739 000) :							
Entrants	182 700	135 000	76 600	35 400	15 500	–	459 600 (2)
%	24,7	18,3	10,4	4,8	2,1		62,2
1977 (760 000) :							
Entrants	14 600	204 000	130 300	78 700 *r*	36 500	13 900	477 900
%	1,9	26,8	17,1	10,4	4,8	1,8	62,9
1978 (755 000) :							
Entrants	–	15 800	201 900	132 400 *r*	78 300	32 800	474 100 (3)
%		2,1	26,8	17,5	10,4	4,4	62,8
1979 (772 000) :							
Entrants	–	–	15 200	206 400	138 000	79 400	484 600 (3)
%			2,0	26,8	17,8	10,3	62,8
1980 (818 000) :							///
Entrants	–	–	–	15 500	210 500	144 500	///
%				1,9	25,7	17,6	
1981 (814 000) :							///
Entrants	–	–	–	–	15 100	217 500	///
%					1,9	26,7	
1982 (807 000) :							///
Entrants	–	–	–	–	–	15 800	///
%						2,0	///
Total entrants	**485 600 (4)**	**511 800**	**481 800**	**485 400**	**493 900**	**503 400**	///
Taux d'accès	**62,6**	**67,1**	**63,7**	**63,6**	**62,8**	**62,7**	

(1) Note de lecture : sur les 760 000 enfants de la génération 1977, 14 600 (soit 1,9 %) sont entrés en 1993-1994 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1993 à 1998, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 477 900 jeunes de cette génération, soit 62,9 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 1998-1999 (503 400), ils concernent les générations 1977 à 1982, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,7 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des "entrants" avant 1993-1994.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1973.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1990	1994	1995 (1)	1996	1997	1998	*dont* série (1)
Diplômes du 2e cycle court (2) :								
Certificats d'aptitude professionnelle	235 046	274 243	240 800	252 418	197 137	202 353	208 073	
Brevets d'études professionnelles	78 905	156 543	178 119	182 641	192 043	198 468	201 269	
Diplômes du 2e cycle long :								
Brevets de technicien	4 521	8 348	3 882	2 863	2 486	2 355	2 760	
Baccalauréat général	158 938	247 213	273 096	281 004	258 943	262 301	268 119	
Série A	40 391	63 727	69 578	69 490	65 178	67 948	66 947	L
Série B	31 521	60 092	63 021	74 961	68 109	72 205	72 744	ES
Série C	32 658	56 812	63 345					
Série D et D1M	48 545	58 672	66 761	136 553	125 656	122 148	128 428	S
Série E	5 823	7 910	10 391					
Baccalauréat expérimental (3)	831	///	///	///	///	///	///	
Baccalauréat de technicien	62 217	112 621	126 744	134 498	132 300	132 415	140 679	
				34 429	36 933	33 256	33 739	STI
				4 802	5 441	5 578	6 139	STL
Secteur industriel (F) et autres (4)	26 612	41 948	51 271	12 969	15 304	15 532	17 591	SMS
				1 395	1 432	1 459	1 603	F11, F11', F12
				32	33	133	78	F10B
Secteur économique (G)	35 605	70 249	73 451	76 373	67 971	69 938	74 290	STT
Secteur informatique (H)	443	424	119					
Série hôtellière	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551	2 513	Hôtellerie
	///	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726	STAE, STPA
Baccalauréat professionnel	///	24 116	59 514	65 152	72 156	74 405	79 256	

(1) La classification des bacccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification à partir de l'année 1995. L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire. Les correspondances sont les suivantes : L = A ; ES = B ; S = C, D, D' et E ; STI = F1 à F4, F9, F10A ; STL = F5 à F7 ; STT = G et H ; SMS = F8.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

(3) Baccalauréat supprimé en 1985.

(4) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1990-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Séries (1) (2) (3)	P : présentés A : admis	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Baccalauréat général :									
	P	84 991	99 366	92 356	96 982	96 957	90 057	87 956	82 072
L (ou A avant 1995)	A	63 727	71 533	72 272	69 578	69 490	65 178	67 948	66 947
	%	75,0	72,0	73,5	71,7	71,7	72,4	77,3	81,6
	P	87 132	100 552	98 254	93 529	102 189	95 180	93 976	93 341
ES (ou B avant 1995)	A	60 092	66 716	67 108	63 021	74 961	68 109	72 205	72 744
	%	69,0	66,3	68,3	67,4	73,4	71,6	76,8	77,9
	P	155 361	173 733	177 360	175 439	173 473	160 889	159 126	162 182
S (ou C+D+E avant 1995)	A	123 394	134 117	138 083	104 497	136 553	125 656	122 148	128 428
	%	79,7	77,2	77,9	80,1	78,7	78,1	76,8	79,2
	P	327 484	373 651	373 970	365 950	372 619	346 126	341 058	337 595
Total	**A**	**247 213**	**272 366**	**277 463**	**273 096**	**281 004**	**258 943**	**262 301**	**268 119**
	%	75,5	72,9	74,2	74,6	75,4	74,8	76,9	79,4
Baccalauréat technologique :									
	P	38 633	44 816	47 631	48 638	51 128	50 562	46 063	45 998
STI (ou F1 à F4+F9+F10A avant 1995)	A	26 892	29 210	32 099	33 755	34 429	36 933	33 256	33 739
	%	69,6	65,2	67,4	69,4	67,3	73,0	72,2	73,3
	P	5 284	3 831	3 926	5 481	6 406	6 921	7 245	7 543
STL (ou F5+F6+F7 avant 1995)	A	3 885	2 743	2 658	4 124	4 802	5 441	5 578	6 139
	%	73,5	71,6	67,7	75,2	75,0	78,6	77,0	81,4
	P	84	87	79	85	43	53	186	96
F10B	A	66	61	69	59	32	33	133	78
	%	78,6	70,1	87,3	69,4	74,4	62,3	71,5	81,3
	P	104 398	109 651	106 467	102 328	94 447	84 638	86 089	89 681
STT (ou G+H avant 1995)	A	70 673	75 005	71 081	73 570	76 373	67 971	69 938	74 290
	%	67,7	68,4	66,8	71,9	80,9	80,3	81,2	82,8
	P	14 041	15 110	15 677	16 739	17 499	19 117	19 924	21 560
SMS (ou F8 avant 1995)	A	10 140	10 691	10 165	12 142	12 969	15 304	15 532	17 591
	%	72,2	70,8	64,8	72,5	74,1	80,1	78,0	81,6
	P	1 125	1 356	1 475	1 597	1 742	1 737	1 709	1 803
F11, F'11, F12	A	965	1 150	1 175	1 191	1 395	1 432	1 459	1 603
	%	85,8	84,8	79,7	74,6	80,1	82,4	85,4	88,9
	P	///	///	///	///	3 226	4 557	5 436	6 697
STAE, ST	A	///	///	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726
	%	///	///	///	///	69,1	69,0	73,0	70,6
	P	///	///	///	2 349	2 777	2 450	3 044	2 941
Hôtellerie	A	///	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551	2 513
	%	///	///	///	81,0	81,7	83,3	83,8	85,4
	P	163 565	174 851	175 255	177 217	177 268	170 035	169 696	176 319
Total	**A**	**112 621**	**118 860**	**117 247**	**126 744**	**134 498**	**132 300**	**132 415**	**140 679**
	%	68,9	68,6	66,9	71,5	75,9	77,8	78,0	79,8
Baccalauréat professionnel :									
	P	32 296	58 835	70 988	80 024	89 120	92 270	93 561	102 908
	A	24 116	44 933	51 196	59 514	65 152	72 156	74 405	79 257
	%	74,7	76,4	72,1	74,4	73,1	78,2	79,5	77,0

(1) La classification des baccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification.
(2) L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire.
(3) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D1M : sciences agronomiques et techniques; E : sciences artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1997 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Préparation	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	*dont* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (2)	///	194 331	157 593	168 923	176 072	177 153	181 159	47 161
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	6 712	19 392	26 822	32 269	38 109	42 455	10 813
Mention complémentaire	///	///	5 067	6 042	6 311	7 131	7 321	3 207
Total niveau V	**208 739**	**201 043**	**182 052**	**201 787**	**214 652**	**222 393**	**230 935**	**61 181**
Brevet professionnel (BP) (2)	///	8 802	14 735	18 316	22 066	25 275	29 376	12 331
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	4 223	8 653	12 241	15 242	17 875	21 406	5 890
Total niveau IV	///	**13 025**	**23 388**	**30 557**	**37 308**	**43 150**	**50 782**	**18 121**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	4 575	7 274	10 566	14 312	17 339	7 907
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	969	1 544	2 067	1 917	2 889	1 211
Autres de niveau III (2)	///	///	307	360	621	1 140	1 966	765
Total niveau III	///	**1 299**	**5 851**	**9 178**	**13 254**	**17 369**	**22 194**	**9 883**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	795	1 196	1 734	1 998	2 707	294
Autres de niveaux I et II	///	///	1 137	2 090	3 043	4 313	6 210	2 952
Total niveaux I et II	///	///	**1 932**	**3 286**	**4 777**	**6 311**	**8 917**	**3 246**
Total apprentis	**208 739**	**215 367**	**213 223**	**244 808**	**269 991**	**289 223**	**312 828**	**92 431**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation professionnelle en alternance	13 390	6 367	7 669	9 312	10 156	10 111	9 231	1 608
Total	**222 129**	**221 734**	**220 892**	**254 120**	**280 147**	**299 334**	**322 059**	**94 039**

(1) Centre de formations d'apprentis agricoles non compris.
(2) Y compris titres homologués.

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Unités : Établissement / Élève

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	*dont : filles*
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	118	118	125	125	128	45 935	47 667	51 773	53 069	54 692	*17 251*
Lycées professionnels agricoles (LPA)	103	103	90	89	87	18 474	18 523	16 680	17 269	17 069	*6 959*
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	4	2	2	1	–	334	128	147	48	–	*–*
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	1	58	59	51	58	60	*31*
Total	**226**	**224**	**218**	**216**	**216**	**64 801**	**66 377**	**68 651**	**70 444**	**71 821**	***24 241***
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	///	644	638	638	642	///	93 577	100 132	103 918	105 473	*53 706*
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	241	239	234	234	235	48 736	51 052	54 109	55 873	56 994	*29 773*
Rythme approprié (3)	411	405	404	404	407	39 254	42 525	46 023	48 045	48 479	*23 933*
Total	**652**	**644**	**638**	**638**	**642**	**87 990**	**93 577**	**100 132**	**103 918**	**105 473**	***53 706***
Total public et privé	**878**	**868**	**856**	**854**	**858**	**152 791**	**159 954**	**168 783**	**174 362**	**177 294**	***77 947***

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

France entière

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Formation	Année scolaire 1996-1997			Année scolaire 1997-1998			Année scolaire 1998-1999		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1996	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1997	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1998
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	473	13 353	13 712	455	12962	13668	445	12 733	13 583
Auxiliaires de puériculture	82	2 405	2 403	79	2350	2287	78	2 268	2 305
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	879	272	8	893	263	8	880	289
Infirmiers diplômés d'Etat	346	52 429	15 173	343	50190	15742	338	49 179	14 575
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1 457	476	18	1424	458	18	1 410	466
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5 089	1 496	35	5048	1559	35	4 981	1 479
Pédicures-podologues	10	1 402	276	10	1401	361	10	1 476	358
Psychomotriciens	6	933	259	6	929	283	6	932	293
Techniciens en analyses biomédicales (1)	9	347	200	5	276	184	5	381	3
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 573	579	32	2629	544	32	2635	560
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	950	477	26	935	466	26	954	470
Infirmiers de bloc opératoire	22	468	483	21	474	433	24	544	486
Puéricultrices	32	821	635	32	799	725	30	847	786
Cadres sages-femmes	1	20	20	1	20	20	1	23	19
Cadres de santé (2)	37	1 349	1 127	37	1 236	1 169	36	1 261	1 103
Cadres infirmiers diplômés d'État	–	–	75	–	–	–	–	–	–
Autres cadres paramédicaux	–	–	7	–	–	–	–	–	–
Total écoles de la santé	**1 137**	**84 475**	**37 670**	**1 108**	**81 566**	**38 163**	**1 092**	**80 504**	**36 775**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	88	2 722	2 181	81	2 894	2 539	90	3 163	2 693
Aides médico-psychologiques	57	4 919	2 253	54	5 146	2 328	55	5 282	2 276
NIVEAU IV									
Travailleuses familiales	8	213	168	7	275	163	8	400	145
Moniteurs-éducateurs	46	3 523	1 579	47	3 647	1 516	48	3 700	1 666
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	25	3 055	970	27	3 197	947	29	3 232	912
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	5 761	1 623	51	6 044	1 734	52	6 044	1 737
Éducateurs spécialisés	51	7 782	2 384	51	7 604	2 321	51	7 502	2 409
Éducateurs techniques spécialisés	29	847	250	31	924	319	31	924	271
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	45	919	608	44	937	642	44	963	673
Total écoles sociales	**400**	**29 741**	**12 026**	**393**	**30 678**	**12 519**	**408**	**31 210**	**12 782**

(1) Formation en 3 ans à partir de la rentrée 1996.
(2) Cette nouvelle formation vient en remplacement des diverses formations antérieures de cadres des professions paramédicales.

TABLEAU F.01-17A

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Sources de financement	Unités	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Formation continue : Stagiaires en formation (2)							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 590	3 490	3 496	3 579	3 547
dont Prise en charge directe	»	2 560	2 658	2 590	2 890	2 968	2 882
État	»	3 591	4 115	4 215	4 200	4 016	4 334
dont agents de la fonction publique	»	2 160	2 520	2 740	2 800	2 800	3 264
Régions (4)	»	426	422	485	526	546	553
Total (5)	»	**7 115**	**8 000**	**8 008**	**8 007**	**7 941**	**8 238**
Apprentissage							
Effectifs d'apprentis.(6)	»	242	220	259	290	315	340
Formation continue : heures stagiaires							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	255	214	214	162	154
dont Prise en charge directe	»	116	125	124	113	112	107
État	»	456	570	532	407	399	299
dont agents de la fonction publique	»	108	112	114	117	69	68
Régions (4)	»	124	123	138	193	220	212
Total (5)	»	**710**	**920**	**878**	**805**	**772**	**657**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(6) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.

TABLEAU F.01-17B

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Million de francs

Sources de financement	1987	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Dépense par financeur final (hors investissement)						
Administrations publiques.(1)	40 434	71 732	70 031	69 089	71 494	70 581
dont État	34 421	61 021	58 294	54 913	55 988	54 327
Régions	4 197	7 051	8 076	10 367	12 078	12 682
UNEDIC	259	9 257	8 864	7 264	8 146	10 563
Entreprises	28 695	51 731	50 929	50 062	55 106	54 262
Ménages	1 089	2 064	2 210	2 219	2 615	2 857
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Dépense par public bénéficiaire						
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	14 783 *r*	26 357 *r*	24 083 *r*	24 390 *r*	29 176	30 544
Formation des actifs occupés (1)	44 193 *r*	77 802 *r*	77 994 *r*	76 071 *r*	79 671	79 995
Formation des demandeurs d'emploi	11 501 *r*	30 625 *r*	29 957 *r*	28 173 *r*	28 494	27 724
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Investissements	886	1 974	1 793	1 678	1 643	1 618
Total général	**71 363**	**136 758**	**133 827**	**130 312**	**138 984**	**139 881**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,93	1,81	1,70	1,77	1,72

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unités* : Millier de stagiaires / %

Catégorie professionnelle	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Ingénieurs et cadres (1)	566	655	709	724	736	703
%	19,5	21,0	21,0	20,7	20,5	20,0
Techniciens (1)	799	843	911	898	940	909
%	27,5	27,0	27,0	25,7	26,2	27,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 623	1 754	1 874	1 917	1 818
%	53,0	52,0	52,0	53,6	53,3	53,0
Total	**2 905**	**3 121**	**3 374**	**3 496**	**3 593**	**3 430**
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Homme	1 975	2 029	2 193	2 272	2 334	2 215
%	68,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0
Femme	930	1 092	1 181	1 224	1 257	1 215
%	32,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de janvier 1999)

Unité : %

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Équivalents divers (2)	Baccalauréat	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1995 à 1998)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**37 000**	**103 000**	**90 000**	**20 000**	**17 000**	**31 000**	**153 000**	**125 000**	**40 000**	**83 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	3%	19%	0%	2%	8%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	63%	22%	4%	1%	3%	3%	1%	0%	0%	2%
Autres prof. intermédiaires	13%	17%	33%	81%	23%	21%	13%	4%	6%	1%
Agriculteurs, artisans, commerçants	0%	1%	2%	0%	0%	3%	2%	2%	1%	3%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**79%**	**59%**	**39%**	**84%**	**34%**	**28%**	**16%**	**6%**	**7%**	12%
Employés, ouvriers qualifiés	4%	12%	32%	4%	21%	33%	30%	33%	17%	18%
Employés, ouvriers non qualifiés	0%	4%	7%	0%	8%	12%	18%	21%	23%	
Ensemble des emplois	**83%**	**75%**	**78%**	**88%**	**63%**	**73%**	**64%**	**60%**	**47%**	33%
Chômeurs	7%	14%	13%	5%	20%	17%	21%	29%	31%	40%
Contingent	5%	4%	4%	2%	4%	4%	5%	3%	3%	1%
Inactifs	5%	7%	5%	5%	13%	6%	10%	8%	19%	26%
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1989 à 1994) (3)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**32 000**	**80 000**	**74 000**	**18 000**	**16 000**	**29 000**	**111 000**	**153 000**	**38 000**	**95 000**
Employeurs	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	4%	22%	2%	0%	20%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	75%	36%	7%	4%	9%	6%	3%	0%	1%	2%
Autres prof. intermédiaires	8%	19%	41%	84%	27%	21%	19%	6%	7%	2%
Agriculteurs, artisans, commerçants	1%	1%	4%	0%	1%	5%	4%	4%	4%	4%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**89%**	**78%**	**54%**	**88%**	**57%**	**33%**	**26%**	**10%**	**12%**	21%
Employés, ouvriers qualifiés	2%	8%	29%	2%	20%	38%	40%	43%	30%	27%
Employés, ouvriers non qualifiés	0%	1%	4%	1%	5%	12%	12%	22%	23%	
Ensemble des emplois	**91%**	**87%**	**87%**	**91%**	**82%**	**83%**	**78%**	**75%**	**65%**	52%
Chômeurs	3%	5%	7%	3%	9%	9%	12%	14%	18%	26%
Contingent	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Inactifs	6%	8%	6%	6%	9%	8%	10%	11%	17%	22%

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.
(2) Diplômes équivalents aux BTS, baccalauréat et CAP.
(3) Errata : dans la précédente édition, les quantités moyennes de jeunes sortis de 1988 à 1993 étaient erronées. Les valeurs exactes étaient : 32 000 diplômés des écoles supérieures, 76 000 licences et plus, 69 000 DUT et BTS, 18 000 diplômes paramédicaux et sociaux, 16 000 DEUG, 31 000 équivalents, 105 000 bacheliers, 170 000 CAP et BEP, 38 000 diplômés du brevet et 104 000 sans diplôme.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-*r* 1998	1998-1999
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 434 426**	**1 465 467**	**1 449 129**	**1 423 801**	**1 404 453**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 336 103	1 362 514	1 340 731	1 311 160	1 290 151
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	98 323	102 953	108 398	112 641	114 302
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**81 374**	**84 245**	**83 935**	**81 305**	**79 811**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**199 084**	**228 168**	**225 233**	**230 346**	**233 139**	**234 300**
Enseignement public	43 104	67 011	116 720	155 690	157 793	161 597	162 444	163 179
Enseignement privé	24 211	50 755	82 364	72 478	67 440	68 749	70 695	71 121
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**67 465**	**71 271**	**76 030**	**78 343**	**78 764**	**77 084**
Enseignement public	35 429	39 904	56 344	58 839	63 161	64 644	64 912	62 953
Enseignement privé	4 694	7 430	11 121	12 432	12 869	13 699	13 852	14 131
Préparations intégrées	**2 788**	2 790	**3 965**	**2 151**	**2 209**	**2 445**	**2 380**	**2 639**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**73 803**	**75 640**	**76 841**	**79 098**	**82 954**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	23 257	24 186	24 839	25 979	27 520
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	32 085	32 765	33 009	33 735	34 950
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	18 461	18 689	18 993	19 384	20 484
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	54 293	50 416	47 062	46 759	51 090
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	21 867	22 129	22 327	21 893	22 397
Écoles normales d'instituteurs (post-bac),	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	2 970	3 051	3 065	3 215	3 246
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 582	18 970	18 762	18 533	18 141
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	30 767	31 187	28 175	30 188	30 111
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	67 584	68 943	68 140	65 663	64 916
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	14 519	15 633	16 629	17 205	17 449	17 831
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	28 753	24 992	25 265	26 315	28 071
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	7 186	6 509	6 918	6 522	6 859
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 653	2 444	2 494	2 489	2 498
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 868	1 985	2 080	2 094	2 206
Total enseignement supérieur (1)	**1 145 563**	**1 302 177**	**1 698 716**	**2 108 385**	**2 140 955**	**2 126 201**	**2 102 523**	**2 089 524**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	34 261	56 317	**90 578**	22 731	37 949	**60 680**	12 707	16 525	**29 232**	180 490
Sciences économiques, gestion (hors AES)	18 894	16 788	**35 682**	21 583	21 467	**43 050**	11 937	9 737	**21 674**	100 406
Administration économique et sociale (AES)	12 121	17 880	**30 001**	7 816	11 808	**19 624**	126	260	**386**	50 011
Lettres, sciences du langage, arts	17 821	49 354	**67 175**	10 524	35 186	**45 710**	3 938	7 300	**11 238**	124 123
Langues	19 820	60 635	**80 455**	10 475	44 001	**54 476**	1 957	4 139	**6 096**	141 027
Sciences humaines et sociales	32 910	69 765	**102 675**	32 040	64 054	**96 094**	13 619	17 074	**30 693**	229 462
Sciences et structure de la matière	44 816	21 912	**66 728**	20 714	13 413	**34 127**	8 607	4 081	**12 688**	113 543
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	9 608	2 632	**12 240**	40 928	11 873	**52 801**	12 257	3 313	**15 570**	80 611
Sciences de la nature et de la vie	18 742	25 215	**43 957**	13 683	18 268	**31 951**	7 553	7 550	**15 103**	91 011
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	16 753	7 697	**24 450**	8 307	4 523	**12 830**	394	217	**611**	37 891
Médecine	13 967	23 641	**37 608**	10 041	11 304	**21 345**	24 476	23 744	**48 220**	107 173
Odontologie	465	526	**991**	1 872	1 820	**3 692**	1 520	1 043	**2 563**	7 246
Pharmacie	3 823	7 640	**11 463**	1 649	3 485	**5 134**	3 361	7 199	**10 560**	27 157
Instituts universitaires de technologie	70 137	44 165	**114 302**	///	///	///	///	///	///	114 302
Total	**314 138**	**404 167**	**718 305**	**202 363**	**279 151**	**481 514**	**102 452**	**102 182**	**204 634**	**1 404 453**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**36 129**	**23 541**	**59 670**	**7 698**	**3 456**	**11 154**	**43 827**	**26 997**	**70 824**
Éducation nationale	**34 720**	**23 213**	**57 933**	**7 698**	**3 456**	**11 154**	**42 418**	**26 669**	**69 087**
Préparations scientifiques	27 650	9 866	**37 516**	5 353	1 358	**6 711**	33 003	11 224	**44 227**
Première année	13 214	5 158	**18 372**	2 619	742	**3 361**	15 833	5 900	**21 733**
Deuxième année	14 436	4 708	**19 144**	2 734	616	**3 350**	17 170	5 324	**22 494**
Préparations économiques	4 906	6 133	**11 039**	2 089	1 587	**3 676**	6 995	7 720	**14 715**
Première année	2 654	3 381	**6 035**	1 004	845	**1 849**	3 658	4 226	**7 884**
Deuxième année	2 252	2 752	**5 004**	1 085	742	**1 827**	3 337	3 494	**6 831**
Préparations littéraires	2 164	7 214	**9 378**	256	511	**767**	2 420	7 725	**10 145**
Première année	1 240	4 603	**5 843**	174	352	**526**	1 414	4 955	**6 369**
Deuxième année	924	2 611	**3 535**	82	159	**241**	1 006	2 770	**3 776**
Autres ministères	**1 409**	**328**	**1 737**	**–**	**–**	**–**	**1 409**	**328**	**1 737**
Préparations scientifiques	1 048	307	**1 355**	–	–	–	1 048	307	**1 355**
Première année	427	103	**530**	–	–	–	427	103	**530**
Deuxième année	621	204	**825**	–	–	–	621	204	**825**
Préparations économiques	194	12	**206**	–	–	–	194	12	**206**
Première année	117	5	**122**	–	–	–	117	5	**122**
Deuxième année	77	7	**84**	–	–	–	77	7	**84**
Préparations littéraires	167	9	**176**	–	–	–	167	9	**176**
Première année	82	5	**87**	–	–	–	82	5	**87**
Deuxième année	85	4	**89**	–	–	–	85	4	**89**
Diplôme d'études comptables et financières.	**1 363**	**1 920**	**3 283**	**1 541**	**1 436**	**2 977**	**2 904**	**3 356**	**6 260**
Éducation nationale	1 363	1 920	**3 283**	1 430	1 335	**2 765**	2 793	3 255	**6 048**
Autres ministères	–	–	**–**	111	101	**212**	111	101	**212**
Section de techniciens supérieurs	**84 506**	**78 673**	**163 179**	**30 700**	**40 421**	**71 121**	**115 206**	**119 094**	**234 300**
Éducation nationale	**75 164**	**73 780**	**148 944**	**24 968**	**36 558**	**61 526**	**100 132**	**110 338**	**210 470**
Classes de mise à niveau	483	1 104	**1 587**	472	683	**1 155**	955	1 787	**2 742**
DPECF (1)	375	482	**857**	453	320	**773**	828	802	**1 630**
STS en 1 an (loi quinquennale)	89	121	**210**	13	14	**27**	102	135	**237**
STS en 2 ans	73 077	70 024	**143 101**	23 503	34 611	**58 114**	96 580	104 635	**201 215**
STS en 3 ans	300	1 252	**1 552**	87	548	**635**	387	1 800	**2 187**
DMA (2)	208	313	**521**	34	17	**51**	242	330	**572**
DSAA (3)	144	242	**386**	–	–	**–**	144	242	**386**
DNTS (4)	297	105	**402**	22	18	**40**	319	123	**442**
Formations complémentaires (post-BTS)	191	137	**328**	384	347	**731**	575	484	**1 059**
Agriculture	**9 342**	**4 893**	**14 235**	**4 753**	**2 595**	**7 348**	**14 095**	**7 488**	**21 583**
STS en 1 an	106	59	**165**	92	41	**133**	198	100	**298**
STS en 2 ans	9 236	4 834	**14 070**	4 661	2 554	**7 215**	13 897	7 388	**21 285**
Autres ministères	**–**	**–**	**–**	**979**	**1 268**	**2 247**	**979**	**1 268**	**2 247**
Classe de mise à niveau	–	–	**–**	40	43	**83**	40	43	**83**
DPECF (1)	–	–	**–**	29	27	**56**	29	27	**56**
STS en 2 ans	–	–	**–**	813	1 013	**1 826**	813	1 013	**1 826**
STS en 3 ans	–	–	**–**	51	115	**166**	51	115	**166**
Formations complémentaires (post-BTS)	–	–	**–**	46	70	**116**	46	70	**116**
Total général	**121 998**	**104 134**	**226 132**	**39 939**	**45 313**	**85 252**	**161 937**	**149 447**	**311 384**

(1) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.
(2) DMA : Diplôme des métiers d'art.
(3) DSAA : Diplôme supérieur d'arts appliqués.
(4) DNTS : Diplôme national de technologie spécialisée.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	Garçons	Filles	Total
Écoles d'ingénieurs	64 487	18 467	82 954
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	20 584	6 936	27 520
Préparations intégrées	2 047	592	2 639
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	28 346	22 744	51 090
Établissements privés d'enseignement universitaire	7 692	14 705	22 397
Écoles normales supérieures	2 130	1 116	3 246
Instituts universitaires de formation des maîtres	25 224	54 587	79 811
Écoles d'architecture	10 343	7 798	18 141
Écoles supérieures artistiques et culturelles	12 945	17 166	30 111
Écoles paramédicales hors universités	12 318	52 598	64 916
Écoles préparant aux fonctions sociales	3 529	14 302	17 831
Écoles juridiques et administratives	3 281	3 578	6 859
Écoles de journalisme, et littéraires	789	1 709	2 498
Écoles vétérinaires	906	1 300	2 206
Autres écoles de spécialités diverses	9 231	7 277	16 508
Total	**183 268**	**217 939**	**401 207**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en « sciences ».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences STAPS (1)	Santé	IUT	Ensemble université	CPGE (2)	STS (3)
Agriculteurs exploitants	2 902	3 055	9 056	7 456	2 358	3 900	28 727	1 151	4 209
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	14 356	11 492	30 141	20 252	7 425	9 212	92 878	3 943	12 602
Professions libérales et cadres supérieurs	61 181	40 169	122 684	107 526	55 540	28 700	415 800	29 656	20 734
Professions intermédiaires	22 743	20 047	77 481	55 149	16 369	22 361	214 150	8 842	25 093
Employés	21 917	18 119	61 106	34 726	7 695	16 504	160 067	4 858	24 162
Ouvriers	14 721	16 717	53 142	31 957	6 466	18 233	141 236	3 259	36 078
Retraités, inactifs	15 331	13 134	46 383	22 837	7 205	7 564	112 454	3 741	18 417
Indéterminé	11 956	9 903	47 673	20 949	23 330	3 748	117 559	1 117	5 251
Ensemble	**165 107**	**132 636**	**447 666**	**300 852**	**126 388**	**110 222**	**1 282 871**	**56 567**	**146 546**

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		Tous cycles	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	5 213	10 228	3 644	6 889	1 042	1 711	**9 899**	**18 828**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	21 967	28 102	13 600	19 637	4 365	5 207	**39 932**	**52 946**
Professions libérales et cadres supérieurs	98 298	109 918	65 858	84 631	27 075	30 020	**191 231**	**224 569**
Professions intermédiaires	52 975	67 602	30 826	43 712	8 840	10 195	**92 641**	**121 509**
Employés	40 928	56 551	20 702	30 677	5 361	5 848	**66 991**	**93 076**
Ouvriers	35 488	53 453	17 562	27 002	3 657	4 074	**56 707**	**84 529**
Retraités, inactifs	22 861	31 235	17 814	24 835	7 993	7 716	**48 668**	**63 786**
Indéterminé	17 911	22 861	14 449	20 435	20 524	21 379	**52 884**	**64 675**
Ensemble	**295 641**	**379 950**	**184 455**	**257 818**	**78 857**	**86 150**	**558 953**	**723 918**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Capacité en droit	1 174	1 113	1 618	1 145	1 124	978
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 815	32 821	35 819	37 362	39 466	39 804
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 667	72 456	76 504	76 715	76 065	79 270
Diplôme d'ingénieur	16 080	18 521	20 562	21 851	22 689	22 828
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 617	8 200	8 411	8 166	8 147	8 337
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :						
Droit	12 184	16 461	16 329	17 896	17 224	16 764
Sciences économiques	7 561	10 120	10 365	9 920	9 678	9 862
Administration économique et sociale	6 080	7 145	7 856	7 820	7 600	6 795
Lettres	38 732	47 851	52 422	58 141	58 554	58 963
Sciences (2)	20 658	34 540	35 138	33 635	34 579	34 563
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	2 159	2 372	3 324	3 196	5 337
LICENCE (3) :						
Droit	11 284	15 177	16 224	16 087	16 808	17 262
Sciences économiques	5 248	7 840	8 900	9 071	9 708	9 889
Administration économique et sociale	4 502	6 093	6 842	7 475	7 297	6 841
Lettres	31 445	47 098	52 635	57 942	60 034	62 936
Sciences (2)	16 694	25 638	29 715	32 420	32 660	33 641
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 068	1 930	2 584	2 699	3 161
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (3) :						
Droit	9 642	12 964	13 896	14 237	15 014	15 666
Sciences économiques	6 991	9 229	10 478	10 866	12 463	13 020
Administration économique et sociale	3 397	4 639	4 570	4 737	5 567	4 938
Lettres	16 279	22 265	23 013	25 866	27 119	28 451
Sciences (2)	14 320	19 473	21 955	23 911	25 198	24 893
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	636	645	778	636	764
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (4) :						
Droit	2 794	3 876	4 412	4 407	4 239	4 472
Sciences économiques	4 765	7 114	7 227	7 133	8 272	8 471
Lettres	2 562	4 092	4 427	4 881	5 604	189
Sciences	2 495	4 123	4 159	4 541	4 902	6 038
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	—	46	77	91	84	5 529
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (4) :						118
Droit	3 040	3 943	4 257	4 341	4 933	4 454
Sciences économiques	1 557	2 062	2 201	2 020	2 168	2 049
Lettres	5 843	7 489	7 718	7 652	4 608	7 516
Sciences	9 466	11 066	11 456	11 195	11 195	10 283
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	143	117	58	79
DOCTORAT ET DIPLÔME DE DOCTEUR INGÉNIEUR :						588
Droit	521	516	573	474	618	516
Sciences économiques	411	396	464	352	451	2 387
Lettres	1 513	1 864	2 277	2 186	2 113	6 674
Sciences	4 705	5 482	5 884	5 934	6 198	73
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	25	17	48	
DIPLÔMES DE SANTÉ :						4 700
Diplôme d'état de docteur en médecine (5)	5 339	4 879	4 844	4 654	4 700	2 230
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 319	2 272	2 162	2 176	1 012
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	1 050	984	901	845	

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition précédente.
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.
(5) 1996 et 1997 : estimations.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	1995		1996		1997	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI et V bis : sortie avant le niveau V	56 000	7,9	60 000	8,3	57 000	7,8
Niveau V: niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	172 000	24,4	166 000	22,9	165 000	22,5
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	203 000	28,9	213 000	29,3	224 000	30,6
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	135 000	19,2	127 000	17,5	128 000	17,5
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	138 000	19,6	160 000	22,0	158 000	21,6
Total niveaux	**704 000**	**100,0**	**726 000**	**100,0**	**732 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD - SDESE)

	1990		1995		1996		1997		1998	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298 128	74,0	302 209	76,1	302 348	76,6	302 330	77,0	302 906	77,4
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351 461	55,1	381 435	56,3	384 219	56,5	387 924	56,6	396 549	56,9
Enseignants dans le supérieur	46 338	26,8	59 743	29,8	61 501	30,1	63 557	30,8	64 938	31,2
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34 684	60,6	35 438	62,1	36 188	62,3	34 594	61,5	32 030	60,0
Non enseignants	275 299	63,3	290 533	64,8	289 256	64,9	288 393	64,8	287 042	64,8
Total	**1 005 910**	**61,9**	**1 069 358**	**62,9**	**1 073 512**	**63,1**	**1 076 798**	**63,2**	**1 083 465**	**63,3**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD - SDESE)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	105 913	40,6	76,0	3,6
Instituteurs spécialisés	10 013	42,2	64,7	3,0
Instituteurs	186 446	41,4	78,9	7,6
Autres titulaires	91	49,1	53,8	2,2
Total titulaires	**302 463**	**41,2**	**77,4**	**6,1**
Total non-titulaires	**443**	**35,1**	**79,9**	**3,2**
Total premier degré (1)	**302 906**	**41,2**	**77,4**	**6,1**
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	41 071	42,8	49,8	6,5
Certifiés et assimilés	217 763	42,0	60,8	10,5
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	9 207	45,8	57,5	13,2
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	34 898	50,1	59,5	15,9
Professeurs de lycées professionnels	57 474	44,5	47,1	7,5
Professeurs des écoles	4 969	42,6	49,9	1,7
Instituteurs spécialisés	2 996	42,9	45,2	3,2
Instituteurs	879	38,1	49,9	5,0
Autres enseignants titulaires	390	49,9	32,6	4,1
Total titulaires	**369 647**	**43,4**	**56,9**	**9,9**
Maîtres auxiliaires	25 084	35,2	58,1	7,6
Autres non-titulaires	1 818	35,9	39,3	24,0
Total non-titulaires	**26 902**	**35,3**	**56,8**	**8,7**
Total second degré (2)	**396 549**	**42,8**	**56,9**	**9,9**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES)

	r 1975	*r* 1980	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	564,1	585,7	602,6	619,2	634,4
dont : Dépense intérieure :								
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	539,5	560,2	576,3	592,5	607,3
En milliards de francs, aux prix de 1998	332,0	381,5	489,0	564,9	577,6	587,3	597,7	607,3
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,3	7,3	7,3	7,3	7,2
Dépense intérieure par habitant :								
En francs courants	1 800	3 400	7 500	9 300	9 700	9 900	10 100	10 300
En francs, aux prix de 1998	6 300	7 100	8 600	9 800	10 000	10 100	10 200	10 300
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :								
En francs courants	6 200	11 600	26 400	32 600	33 800	34 800	36 000	37 200
En francs, aux prix de 1998	21 600	24 400	30 400	34 100	34 900	35 500	36 300	37 200
Structure du financement initial (%) :								
État	70,0	69,1	64,2	64,8	64,9	64,9	64,7	64,7
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,0	20,0	20,3	20,4
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,4	2,3	1,8	2,3	2,2
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,9	5,8	5,8	5,8	5,8
Ménages	10,7	10,7	10,0	6,9	7,0	7,5	6,9	6,9

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1998

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDES) — *Unité* : Million de francs

	Financeur final (2)							
			État	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	78 782	–	**78 782**	51 748	–	27	1 507	**132 064**
2e degré	154 684	10 013	**164 697**	33 746	291	1 889	4 328	**204 951**
Enseignement supérieur	56 740	7 776	**64 516**	5 044	2 671	3 408	6 489	**82 128**
Enseignement artistique	–	1 015	**1 015**	5 580	–	15	43	**6 653**
Apprentissage	20	8	**28**	4 847	236	2 758	168	**8 037**
Non ventilé	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3 259	17 341	**20 600**	6 124	797	26 602	10 182	**64 305**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**293 485**	**36 153**	**329 638**	**107 089**	**3 995**	**34 699**	**22 717**	**498 138**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	8 830	704	**9 534**	231	50	–	–	**9 815**
Cantine, internat	12 443	1 073	**13 516**	11 735	36	88	20 697	**46 072**
Autres	4 917	14	**4 931**	1 531	121	166	156	**6 905**
ACHATS DE BIENS ET SERVICE								
Transport scolaire	533	–	**533**	10 727	–	–	336	**11 596**
Fournitures et livres scolaires	439	–	**439**	1 511	–	–	15 276	**17 226**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	5 438	**5 438**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	12 112	–	**12 112**	–	–	–	–	**12 112**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**332 759**	**37 944**	**370 703**	**132 824**	**4 202**	**34 953**	**64 620**	**607 302**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD - SDESE)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	105 913	40,6	76,9	10
Instituteurs spécialisés	10 913	42,2	64,7	22
Instituteurs	186 446	41,4	78,0	22
Autres titulaires	91	48,1	63,6	41
Total titulaires	302 463	41,2	77,4	17
Total non-titulaires	3 453	35,1	79,8	63
Total premier degré (1)	305 916	41,2	77,4	18
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	41 071	42,8	49,8	6
Certifiés et assimilés	217 783	42,0	59,9	12
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	9 207	45,8	37,0	5
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	34 808	50,1	41,1	3
Professeurs de lycées professionnels	57 474	44,6	47,1	4
Professeurs des écoles	4 950	42,6	62,0	14
Instituteurs spécialisés	320	42,9	52,5	14
Instituteurs	1	43,0	100,0	0
Autres enseignants titulaires	369 647	43,4	59,2	9
Total titulaires				
Maîtres auxiliaires	25 084	35,2	54,1	30
Autres enseignants non titulaires	1	43,0	100,0	0
Total non-titulaires	25 085	35,2	54,1	30
Total second degré (2)	394 732	42,8	58,6	10

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les enseignants spécialisés.

(2) Y compris les enseignants spécialisés, les conseillers d'éducation, les documentalistes et les conseillers d'orientation-psychologues.

Chapitre F.02

Recherche et développement expérimental

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Liste des tableaux :

Graphique : Dépense intérieure de recherche et de développement en 1997.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.
7. Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.
8. Chercheurs et effectifs de la R-D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche.
9. Les effectifs de chercheurs dans quelques pays.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (direction de la Programmation et du Développement, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

1. PRÉSENTATION

Après une croissance soutenue dans les années 1980, + 6,0 % par an en volume entre 1980 et 1985 puis + 4,6 % entre 1985 et 1990, la dépense intérieure de R-D (DIRD) plafonne en volume depuis 1990. Entre 1990 et 1997, son taux de croissance est en moyenne d'un quart de point par an et sa part dans le PIB diminue sensiblement, passant de 2,41 % à 2,24 %. Les bouleversements intervenus dans les équilibres mondiaux, l'arrivée à terme de certains grands programmes militaires ou aéronautiques ainsi que les restructurations entre le secteur public et celui des entreprises ont modifié la répartition des efforts de R et D et leur mesure statistique.

En 1998, d'après les résultats provisoires, les administrations financent moins de 50 % des travaux et les entreprises exécutent plus de 60 % des 188 milliards de Francs de travaux de R et D.

En 1997, la dépense intérieure de recherche et de développement expérimental de la France s'élève à près de 182 milliards de Francs, dont plus de 111 milliards de travaux de recherche exécutés dans les entreprises, ce qui correspond à une baisse en volume de 1,4 % par rapport à 1996. La dépense nationale de recherche et de développement expérimental (DNRD) atteint 184 milliards de Francs, un peu plus de la moitié étant financée par les entreprises.

Sur la base d'un équivalent temps plein recherche, 316 000 personnes participent aux travaux de R et D dont 155 000 chercheurs ou ingénieurs de recherche, répartis à raison de 84 600 dans les laboratoires des établissements publics ou des administrations et 70 700 dans ceux des entreprises.

Les implantations de la recherche sont relativement concentrées : trois régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (46,1 %), Rhône-Alpes (10,7 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,9 %) rassemblent en 1997, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, avec la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et des financements publics. Cette recherche a donc une double finalité : la réalisation de travaux de recherche en interne et le soutien orienté de travaux réalisés dans le secteur des entreprises.

La dépense intérieure de R-D des administrations est estimée à 71 002 millions de francs (MF) en 1998. Pour la troisième année consécutive, la DIRD des administrations diminuerait en volume (respectivement, - 0,7 %, - 0,4 % et - 0,1 %). Le recul continu depuis 1992 de la dépense intérieure de la Défense contribue pour l'essentiel à cette évolution, sachant qu'elle participe pour une part importante au montant global (12 % en 1998 contre 20 % en 1992).

Sur la période, la recherche universitaire, qui représente en 1997 environ 27 % de la recherche publique, bénéficie d'une progression continue. En 1998, la croissance attendue est estimée à 2,5 % en volume.

Les établissements publics à caractère scientifique et technologique - EPST - , comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), et les établissements publics à caractère industriel et commercial -EPIC -, tels que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) ou le Centre National d'Études Spatial (CNES) sont les principaux organismes publics de recherche. En 1998, leur dépense intérieure devrait atteindre un montant de 38 135 MF, soit 54 % de la DIRD des administrations.

Mais les administrations ont aussi un rôle de financeur via leurs dépenses extérieures, soit 25 786 MF en 1997 : 51 % est à destination des entreprises et 28 % à destination de l'étranger, essentiellement les organisations internationales comme l'Agence spatiale européenne ou le Centre européen pour la recherche nucléaire. Ce rôle de financeur est en recul en raison de la baisse du budget de recherche militaire en très grande partie réalisé dans le secteur des entreprises. Il diminue aussi avec le recul des programmes aéronautiques civils.

Le secteur des entreprises

Depuis une quinzaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée – au sens de conventions internationales, c'est-à-dire qui emploient au moins un chercheur à temps plein – a plus que triplé. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983 avec la mise en place de mesures fiscales en faveur de la recherche des entreprises comme le crédit d'impôt recherche (CIR). En 1997, les 5 500 unités qui répondent aux conditions ci-dessus, tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent près de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. La R-D dans les entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille comme d'activité économique :

— plus de 180 unités (3,5 %), la plupart de grande taille ou filiales de groupes industriels, emploient 50 chercheurs ou plus. Elles effectuent près des trois quarts de l'effort de R-D des entreprises et reçoivent près de 90 % des financements publics pour la recherche des entreprises. À l'opposé, plus de 4 800 unités (87 %) emploient chacune moins de 10 chercheurs, interviennent pour moins de 12 % dans l'effort total et bénéficient de 6 % des financements publics. Cependant, la part de ces petites entreprises est en augmentation par rapport à 1996;

— en termes d'activité économique, l'électronique, l'aéronautique, la pharmacie, la construction automobile, la chimie et la mécanique réalisent près de 70 % des dépenses intérieures de R-D des entreprises.

Dans les activités traditionnelles où prédominent souvent les PME, une part appréciable de la recherche est exécutée par les centres techniques des organismes professionnels.

Évalué à environ 2,9 milliards de francs en 1997, le coût des mesures fiscales du crédit d'impôt recherche n'est pas compris dans le recensement des financements publics vers les entreprises. Ces financements publics représentent globalement un peu plus du dixième des dépenses intérieures de R-D des entreprises et sont en baisse constante depuis plusieurs années. Ce sont des subventions ou des avances remboursables et surtout

des contrats de recherche des administrations et organismes publics de recherche; plus des deux tiers de ces contrats proviennent du ministère de la Défense et les financements publics se trouvent ainsi concentrés à 77 % sur la construction aéronautique et sur l'électronique.

Les entreprises françaises financent elles-mêmes plus des trois quarts de leurs budgets de recherche, soit sur ressources internes, soit par des contrats de recherche d'entreprise à entreprise.

La dernière partie du financement des travaux de recherche et développement exécutés par les entreprises vient essentiellement de l'étranger. En 1997, ce financement représente environ 12,0 milliards de Francs. Près des deux tiers de ce financement provient d'entreprises étrangères et notamment des partenaires étrangers d'un même groupe industriel. Le dernier tiers est financé par des opérateurs internationaux tels que l'Agence spatiale européenne, le reste, émanant de contrats obtenus par les entreprises françaises sur fonds en provenance de l'Union européenne.

La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (DIRD) avec 2,24 % du PIB se situe en 1997 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon (2,92 %), les États-Unis (2,71 %) et l'Allemagne (2,31 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD), qui mesure les financements de la recherche et développement, et la dépense intérieure de R-D, qui mesure le coût des travaux de R-D exécutés (DIRD).

AVERTISSEMENT

• Modifications de la méthodologie

D'importantes modifications sont intervenues dans l'élaboration des statistiques de la recherche et du développement expérimental et, plus particulièrement, dans celles des entreprises à partir de 1992. Elle rendent délicates les comparaisons avec les années antérieures :

— d'importants services administratifs ont changé de nature et ont été reclassés et interrogés avec les entreprises;

— l'enquête auprès des entreprises comporte maintenant une interrogation par sondage des petites entreprises;

— la nouvelle nomenclature NAF a été introduite dès le 1er janvier 1992;

— la couverture de l'enquête auprès des institutions sans but lucratif (ISBL) a été améliorée.

— la construction de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux amène d'importantes modifications dans la prise en considération des activités de recherche et dans la définition de la branche recherche pour les comptes et pour le compte satellite de la recherche.

Les dépenses et les effectifs de R-D, présentés respectivement dans les tableaux F02-7 et F02-8, sont ici classés par « branche de recherche », c'est-à-dire selon l'industrie directement bénéficiaire des travaux (comme dans les publications statistiques de la recherche), et non plus par « branche d'activité » de l'unité qui a exécuté les travaux.

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de la Programmation et du Développement du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte satellite de la recherche

La Comptabilité nationale appréhende les activités de R-D de deux manières dans le système élargi des comptes :

— dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central, classements des agents économiques et classements des opérations effectuées;

— dans le compte satellite, qui présente l'ensemble des aspects spécifiques du domaine, y compris la recherche pour compte propre; il décrit l'exécution de la recherche et ses circuits de financement dans une approche compatible avec le cadre central de comptabilité

nationale, et selon les principes de mesure proposés par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Articulé sur l'analyse des secteurs institutionnels de production et de financement, il propose quatre descriptions croisant le financement et l'exécution de la R-D ainsi que les dépenses intérieures et les effectifs de R-D avec, respectivement, les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

Il utilise les mêmes classements, par secteur institutionnel, que la Comptabilité nationale.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100).

— nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par milliers d'actifs.

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications ».

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche ;

— INSEE, OCDE.

Publications INSEE :

— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première*, n° 373, avril 1995;

Autres publications :

— « Le compte de la recherche », série *INSEE-Méthodes,* n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE;

— « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati* 1993 », OCDE 1994;

— « Recherche et développement dans les entreprises, résultats 1996 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, mars 1999;

— « Recherche et développement dans les administrations en 1997, résultats 1996 et estimations 1997 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, mars 1999;

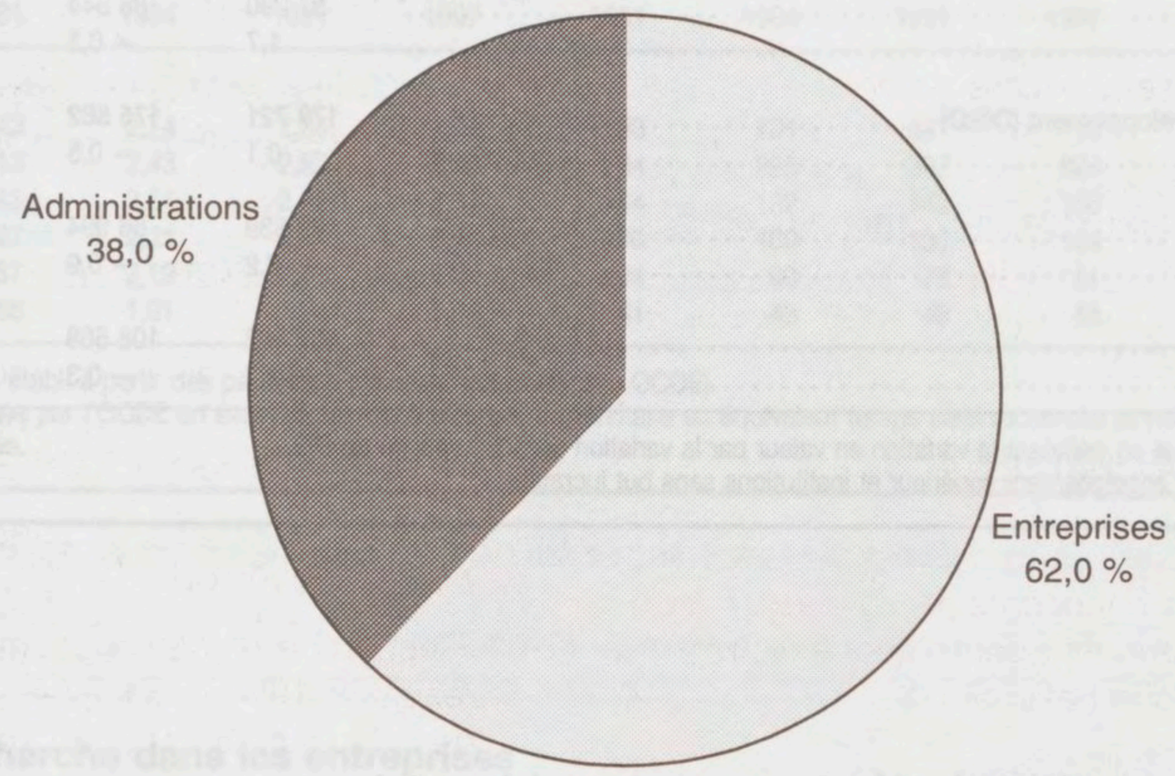
— « Recherche et développement dans les administrations en 1997 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 99.28, août 1999.

— « Recherche et développement dans les entreprises en 1997 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 99.29, août 1999.

* * *

GRAPHIQUE F.02

Dépense intérieure de recherche et de développement en 1997



Source : *Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie*

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

%

	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Effort global (DIRD/PIB en %) (1)	2,45	2,38	2,34	2,32	2,24
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	50,7	50,1	49,5	48,8	47,7
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	38,3	38,2	39,0	38,5	38,0
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	49,3	49,9	50,5	51,2	52,3
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,7	61,8	61,0	61,5	62,0

(1) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

Unités : Million de francs
Variation : %

	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**177 125**	**177 074**	**180 802**	**184 266**	**183 543**
Variation annuelle en volume (1)	0,5	– 1,6	0,5	0,8	– 1,4
Financement par les administrations (2)	89 835	88 730	89 520	89 987	87 562
Variation annuelle en volume (1)	– 0,7	– 2,7	– 0,7	– 0,6	– 3,7
Financement par les entreprises	87 290	88 344	91 282	94 279	95 981
Variation annuelle en volume (1)	1,7	– 0,3	1,7	2,1	0,8
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**173 721**	**175 562**	**179 092**	**182 589**	**181 905**
Variation annuelle en volume (1)	0,1	– 0,5	0,4	0,8	– 1,4
Exécution par les administrations (2)	66 539	66 994	69 880	70 215	70 627
Variation annuelle en volume (1)	2,2	– 0,9	2,7	– 0,7	– 0,4
Exécution par les entreprises	107 182	108 568	109 213	112 373	111 278
Variation annuelle en volume (1)	– 1,2	– 0,3	– 1,0	1,7	– 2,0

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

Unité : Millier (1)

	1993	1994	1995	1996	(2) 1997
Effectif total de Recherche et Développement	**314,2**	**315,2**	**318,4**	**320,8**	**315,9**
Entreprises	164,4	162,0	162,0	162,6	164,1
en %	52,3	51,4	50,9	50,7	51,9
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	74,9	75,1	75,7	76,7	73,2
Enseignement supérieur (3)	74,9	78,1	80,7	81,5	78,7
Effectif des seuls chercheurs (y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des EPST)	**145,9**	**149,2**	**151,2**	**154,8**	**155,3**
Entreprises	66,5	66,7	66,6	68,5	70,7
en %	45,5	44,7	44,0	44,2	45,5
État et institutions sans but lucratif (ISBL)	29,6	30,4	30,9	31,7	29,9
Enseignement supérieur (3)	49,9	52,1	53,7	54,6	54,7

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

	DIRD/PIB en %				(1) DIRD (France base 100)				(1) DIRD / habitant (France base 100)			
	1981	1984	1991	1997	1981	1984	1991	1997	1981	1984	1991	1997
États-Unis	2,43	2,74	2,84	2,71	663	701	641	760	156	163	145	167
Japon (2)	2,13	2,43	2,82	2,92	204	225	267	324	96	103	123	150
Allemagne (3)	2,43	2,51	2,61	2,31	144	132	142	150	124	119	101	107
France	**1,97**	**2,21**	**2,41**	**2,24**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni	2,37	2,19	2,11	1,87	104	93	76	81	100	90	75	80
Italie	0,88	1,01	1,24	1,08	41	43	48	48	40	42	48	48

(1) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) Pour le Japon, la série a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche et non en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 5	compris entre 6 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	4 172	658	297	220	88	104	**5 539**
%	75,2	11,9	5,4	4,0	1,6	1,9	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	7 832	4 339	4 119	6 741	6 079	41 587	**70 697**
%	11,1	6,1	5,8	9,5	8,6	58,8	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	17 539	10 241	10 222	16 393	14 439	95 219	**164 053**
%	10,7	6,2	6,2	10,0	8,8	58,0	**99,9**
Dépenses intérieures de R & D (million de francs)	8 204	5 472	5 861	10 013	10 333	71 395	**111 278**
%	7,4	4,9	5,3	9,0	9,3	64,2	**100,0**
Financement public (million de francs)	554	230	276	489	1 093	10 435	**13 077**
%	4,2	1,8	2,1	3,7	8,4	79,8	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES) — *Unité* : Million de francs

	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
DIRD des entreprises : montant total	**107 182**	**108 568**	**109 213**	**112 373**	**111 278**
en % du PIB	1,51	1,47	1,43	1,43	1,37
Variation annuelle en volume (en %) (1)	– 1,2	– 0,3	– 1,0	1,7	– 2,0
Financement de la DIRD des entreprises :					
Sur fonds des entreprises	77 212	79 588	82 145	84 434	86 262
en % du total	72	73	75	75	77
variation annuelle en volume (en %) (1)	2,4	1,5	1,6	1,6	– 0,4
Sur fonds publics	17 854	16 761	14 907	15 148	12 986
en % du total	17	15	14	13	12
variation annuelle en volume (en %) (1)	– 10,4	– 7,6	– 12,4	0,5	– 16,5
Sur autres fonds (2)	12 116	12 219	12 162	12 791	12 030
en % du total	11	11	11	11	11

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES) — *Unité :* Milliard de francs

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1996		1997	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Construction aéronautique et spatiale	15,4	6,2	12,8	5,1
Industrie automobile	13,3	0,1	13,4	0,1
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (1)	10,6	4,0	11,0	3,3
Industrie pharmaceutique (2)	13,8	0,2	14,3	0,1
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (3)	12,9	1,8	13,2	1,7
Industrie chimique (4)	7,1	0,3	7,1	0,3
Fabrication de machines et équipements (5)	5,2	1,0	5,0	1,0
Énergie et extraction produits énergétiques	5,5	0,2	5,5	0,2
Fabrication machines et appareils électriques	3,8	0,1	4,0	0,1
Fabrication machines de bureau et matériel informatique	2,9	0,4 *r*	2,7	0,3
Services informatiques	2,6	0,1	2,7	0,1
Autres activités marchandes	19,3 *r*	0,9 *r*	19,6	0,8
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	70,2	///	70,6	///
Ensemble	**182,6**	**15,3**	**181,9**	**13,1**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-8

Chercheurs et effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

Unité : en milliers

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1996		1997	
	Effectifs de R & D	Dont chercheurs	Effectifs de R & D	Dont chercheurs
Construction aéronautique et spatiale	16,2	6,6	14,9	5,9
Industrie automobile	20,0	5,3	20,1	5,6
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (1)	15,5	9,4	15,9	10,0
Industrie pharmaceutique (2)	18,0	6,2	18,1	6,2
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (3)	16,6	8,4	17,8	9,2
Industrie chimique (4)	11,4	3,9	11,2	3,9
Fabrication de machines et équipements (5)	9,9	3,3	9,7	3,5
Énergie et extraction produits énergétiques	6,1	3,1	6,1	3,1
Fabrication machines et appareils électriques	6,4	2,6	6,8	2,8
Fabrication machines de bureau et matériel informatique	4,3	3,1	3,9	2,9
Services informatiques	4,7	3,7	4,9	3,9
Autres activités marchandes	33,5 *r*	12,9 *r*	34,7	13,7
Administrations (y.c.enseignement supérieur)	158,2	86,3	151,8	84,6
	320,8	**154,8**	**315,9**	**155,3**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-9

Les effectifs de chercheurs dans quelques pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD/SDES)

	Chercheurs des entreprises			Chercheurs des administrations (1)			Total des chercheurs			Chercheurs par milliers d'actifs		
	1983	1991	1997	1983	1991	1997	1983	1991	1997	1983	1991	1997
États-Unis	533 300	776 400	918 600	189 600	184 100	198 200 (4)	722 900	960 500	964 800 (4)	6,4	7,5	7,4 (4)
Japon (2)	223 880	340 800	404 230	211 460	257 530	221 210	435 340	598 330	625 440	7,4	9,2	9,2
Allemagne (3)	81 870	141 080	129 370 (5)	48 970	100 790	101 758	130 840	241 870	231 128 (5)	4,7	6,1	5,9 (5)
France	**38 270**	**59 590**	**70 700**	**54 410**	**70 190**	**84 600**	**92 680**	**129 780**	**155 300**	**3,9**	**5,2**	**6,1** (6)
Royaume-Uni	77 000	80 000	84 000	...	48 000	63 000 (6)	...	128 000	146 000 (6)	...	4,5	5,1 (6)
Italie	20 980	29 580	27 735 (6)	42 040	45 660	48 710 (6)	63 020	75 240	76 440 (6)	2,7	3,1	3,3 (6)

(1) Comprend les secteurs de l'Etat, de l'enseignement supérieur et des associations, y compris boursiers de thèse.
(2) Pour le Japon, il y a une rupture de série à partir de 1996 pour les chercheurs universitaires qui sont évalués en équivalent temps plein et non plus en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.
(4) Donnée 1993.
(5) Donnée 1995.
(6) Donnée 1996.

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP/OSTES)

Unité : francs courants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
DIRD des entreprises : montant total	107 182	109 856	108 213	110 273	113 800	117 [illegible]
en % du PIB	1,51	1,47	1,43	1,45	1,47	1,47
Variation annuelle en volume (en %) (1)	6,3	0,2	- 2,0	0,7	2,4	1,8
Financement de la DIRD des entreprises :						
Sur fonds des entreprises	77 272	78 345	79 145	81 [illegible]	85 [illegible]	88 [illegible]
en % du total	72	73	75	75	75	75
variation annuelle en volume (en %) (1)	2,4	1,8	1,7	2,9	3,9	3,3
sur fonds publics	17 904	16 781	14 [illegible]	14 [illegible]	14 [illegible]	14 [illegible]
en % du total	16,7	15,3	13,5	12,9	12,4	12,2
variation annuelle en volume (en %) (1)	6,3	- 6,2	- 15,0	- 1,4	- 0,2	- 0,4
sur autres fonds (2)	12 006	14 730	14 [illegible]	15 [illegible]	14 [illegible]	15 [illegible]
en % du total	11,2	13,4	13,2	13,8	12,4	13,3
variation annuelle en volume (en %) (1)	13,9	20,4	- 2,2	6,2	- 0,2	3,7

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par l'indice du PIB.
(2) De sont principalement des fonds provenant de l'étranger.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP/OSTES)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Dépenses intérieures de R & D des entreprises	107 182	109 856	108 213	110 273	113 800	117 [illegible]
Variation annuelle en volume (en %) (1)	6,3	0,2	- 2,0	0,7	2,4	1,8
Financement de la DIRD des entreprises :						
Sur fonds des entreprises	77 272	78 345	79 145	81 [illegible]	85 [illegible]	88 [illegible]
en % du total	72	73	75	75	75	75
variation annuelle en volume (en %) (1)	2,4	1,8	1,7	2,9	3,9	3,3
sur fonds publics	17 904	16 781	14 [illegible]	14 [illegible]	14 [illegible]	14 [illegible]
en % du total	16,7	15,3	13,5	12,9	12,4	12,2
variation annuelle en volume (en %) (1)	6,3	- 6,2	- 15,0	- 1,4	- 0,2	- 0,4
sur autres fonds (2)	12 006	14 730	14 [illegible]	15 [illegible]	14 [illegible]	15 [illegible]
en % du total	11,2	13,4	13,2	13,8	12,4	13,3
variation annuelle en volume (en %) (1)	13,9	20,4	- 2,2	6,2	- 0,2	3,7

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par l'indice du PIB.
(2) De sont principalement des fonds provenant de l'étranger.

TABLEAU F.02-8

Les effectifs de chercheurs dans quelques pays

Source : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP/OSTES)

	Chercheurs (en équivalent plein temps)				Total des chercheurs (en équivalent plein temps)	Chercheurs pour mille actifs	Chercheurs pour mille emplois
	Entreprises	Enseignement supérieur	Administrations	Dont : chercheurs de R & D			
Allemagne (1)	159 [illegible]	59 [illegible]	39 [illegible]	159 [illegible]	257 [illegible]	6,5	9,5
Canada (2)	29 [illegible]	27 [illegible]	5 [illegible]	29 [illegible]	61 [illegible]	4,1	5,3
Corée (3)	84 [illegible]	20 [illegible]	9 [illegible]	84 [illegible]	113 [illegible]	5,6	7,4
États-Unis (4)	539 [illegible]	278 [illegible]	91 [illegible]	539 [illegible]	909 [illegible]	7,0	9,6
France	164 [illegible]	70 [illegible]	29 [illegible]	164 [illegible]	263 [illegible]	4,7	6,5
Japon (5)	421 [illegible]	100 [illegible]	101 [illegible]	421 [illegible]	643 [illegible]	5,2	9,6
Royaume-Uni (6)	129 [illegible]	46 [illegible]	42 [illegible]	129 [illegible]	217 [illegible]	7,6	9,6

(1) Y compris les effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche.
(2) Y compris la fabrication pharmaceutique.
(3) Y compris l'agriculture et sylviculture.
(4) Y compris les chercheurs universitaires qui sont évalués en équivalent temps de thèse.
(5) Y compris la fabrication des produits pharmaceutiques.
(6) Y compris la fabrication des produits pharmaceutiques.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1998.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition par domaine technologique des demandes de brevets déposées par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Continuant la progression entamée depuis 1987, le nombre de demandes de brevets en France connaît encore une croissance entre 1997 et 1998 (+ 16 %), sous l'effet notamment de l'évolution du nombre de demandes présentées par la voie internationale (+ 23,5 % entre 1997 et 1998) qui poursuit une progression très importante et ininterrompue depuis 1978. Bien que la voie de dépôt la plus utilisée depuis 1996 soit la voie internationale, qui représente 50 %, les dépôts par voie européenne sont en augmentation à la suite d'une modification des modalités de règlement des taxes.

Le nombre de demandes de brevets français est en très légère diminution après deux années de hausse. Cette baisse provient de la diminution des dépôts d'origine étrangère.

Après la diminution de 1997 liée aux dépôts communautaires, le nombre de dépôts de marques atteint de nouveau le chiffre de 1996 avec une croissance de 12 % entre 1997 et 1998. En 1998, les dépôts de marques pour une protection en France effectués par chacune des trois voies (française, communautaire et internationale par l'Union de Madrid - Arrangement et Protocole) augmentent. La voie nationale progresse de 11 % entre 1997 et 1998.

Concernant la voie nationale française, les résidents français représentent 58 % des dépôts, viennent ensuite les résidents des États-Unis (10 % des dépôts) et les résidents allemands (8 % des dépôts).

La forte augmentation depuis 1994 du nombre de dessins et modèles déposés (+ 78 % entre 1994 et 1998; + 9 % entre 1997 et 1998) s'explique par la mise en place d'une procédure dite de dépôt simplifié. Cette procédure favorise en effet le nombre élevé de dessins ou modèles dans chaque dépôt, le nombre des dépôts n'augmentant que de 7 % entre 1994 et 1998.

Pour les dessins et modèles français, on constate une augmentation de 10 % entre 1997 et 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

La matière est régie par la loi nº 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant en première partie la propriété littéraire et artistique, en deuxième partie la propriété industrielle.

Ce texte a codifié à droit constant les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses dix centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-neuf États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

Par ailleurs, le « brevet communautaire » issu de la procédure de délivrance des brevets européens devrait être soumis, y compris en ce qui concerne ses effets, à un même corps de règles définies dans la « Convention relative au brevet européen pour le marché commun » (signée à Luxembourg le 15 décembre 1975). Cette convention n'est toutefois pas encore entrée en vigueur.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de cent pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi nº 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété intellectuelle. La durée de la protection est de dix ans, indéfiniment renouvelable.

— la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant une soixantaine de pays, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de dix ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi nº 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité;
- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi nº 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

De plus, la loi nº 94-102 du 5 février 1994 et le décret nº 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode) à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 19 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des dépôts de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces dépôts sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les domaines technologiques pris en compte dans le tableau F.03-3 sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe; la dernière mise à jour date du 1er janvier 1995. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire, depuis 1996, et la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale, la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut national de la propriété industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques dans les pays de l'Union européenne auprès de l'Office pour l'harmonisation sur le marché intérieur.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la propriété industrielle.
— INSEE.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

— dossier : « Les brevets », n° 275-276, 1994.

Autres publications :

Législation :

— *Le droit français des signes distinctifs,* P. Mathély Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* J.J. Burst, R. Kovar - Paris : Litec, 1986.

— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* B. Phelip - Paris : Delmas, 1989.

— *Le droit des brevets,* par J. Foyer, M. Vivant - Paris : PUF, 1990.

— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Y. Saint-Gal - Paris : Delmas, 1991.

— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

— Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels, par J. L. Pierre - Paris : Edition formation entreprise, 1993.

— Le nouveau droit français des marques, par P. Mathély, J.J. Burst - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.

— Traité des dessins et modèles par P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.

— Le droit des dessins et modèles, par D. Cohen – Paris : Economica, 1997.

— Le droit de la propriété industrielle, par A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.

— Le droit français de la propriété intellectuelle, par Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.) - Paris : Cedat, 1999.

Statistiques :

— « Bulletin officiel de la propriété industrielle » - Institut national de la propriété industrielle (annuel).

— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.

— Statistiques annuelles de la propriété industrielle, partie I : brevets, modèles d'utilité, partie II : marques de produits et de services, dessins et modèles industriels, obtentions végétales, micro-organismes + Cédérom.

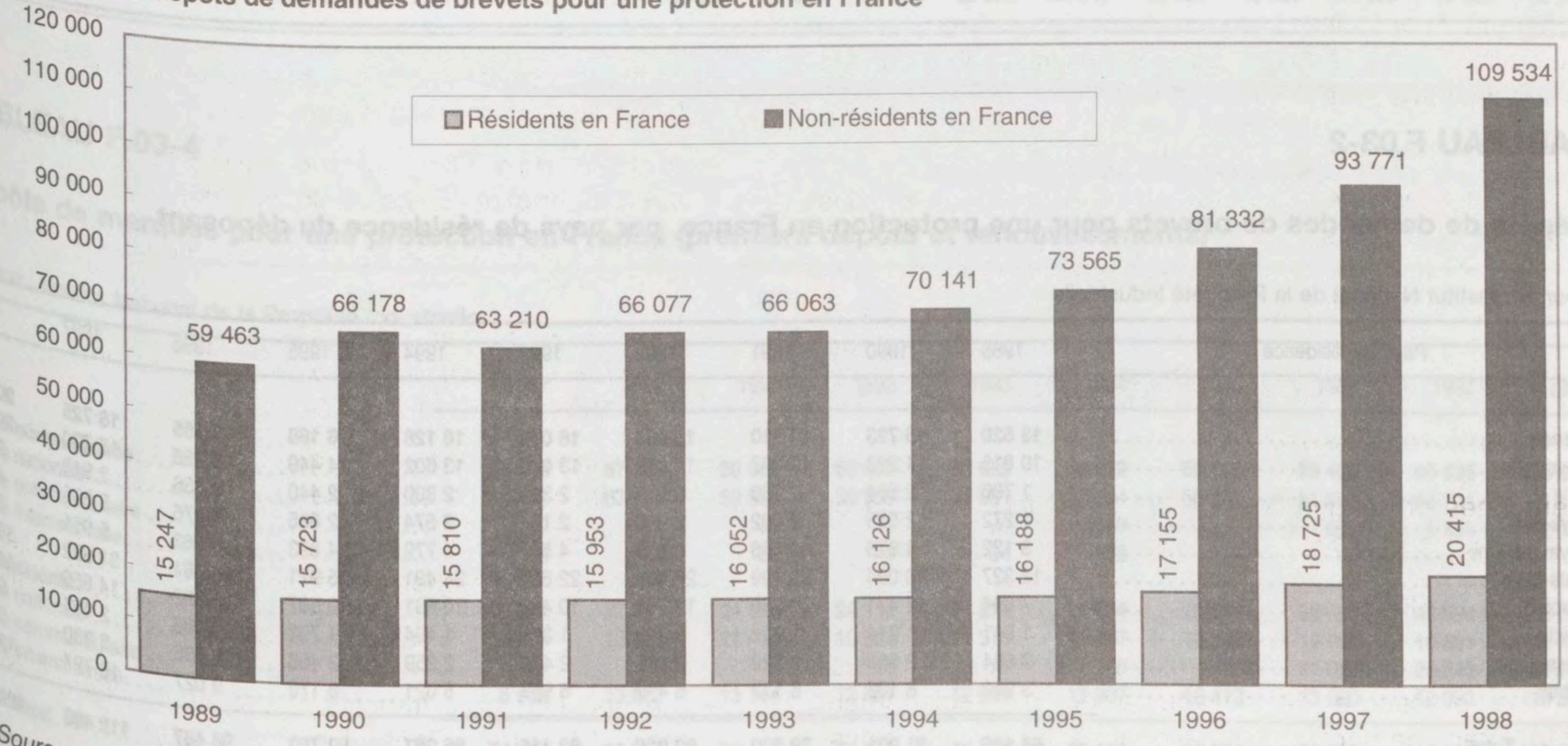
— « Ten years of the European Patent Office » - World Patent Information, vol. 10, n° 2, 1988.

— La marque communautaire en 1997 : analyse statistique des dépôts à l'OHMI, par l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).

* * *

GRAPHIQUE F.03-1

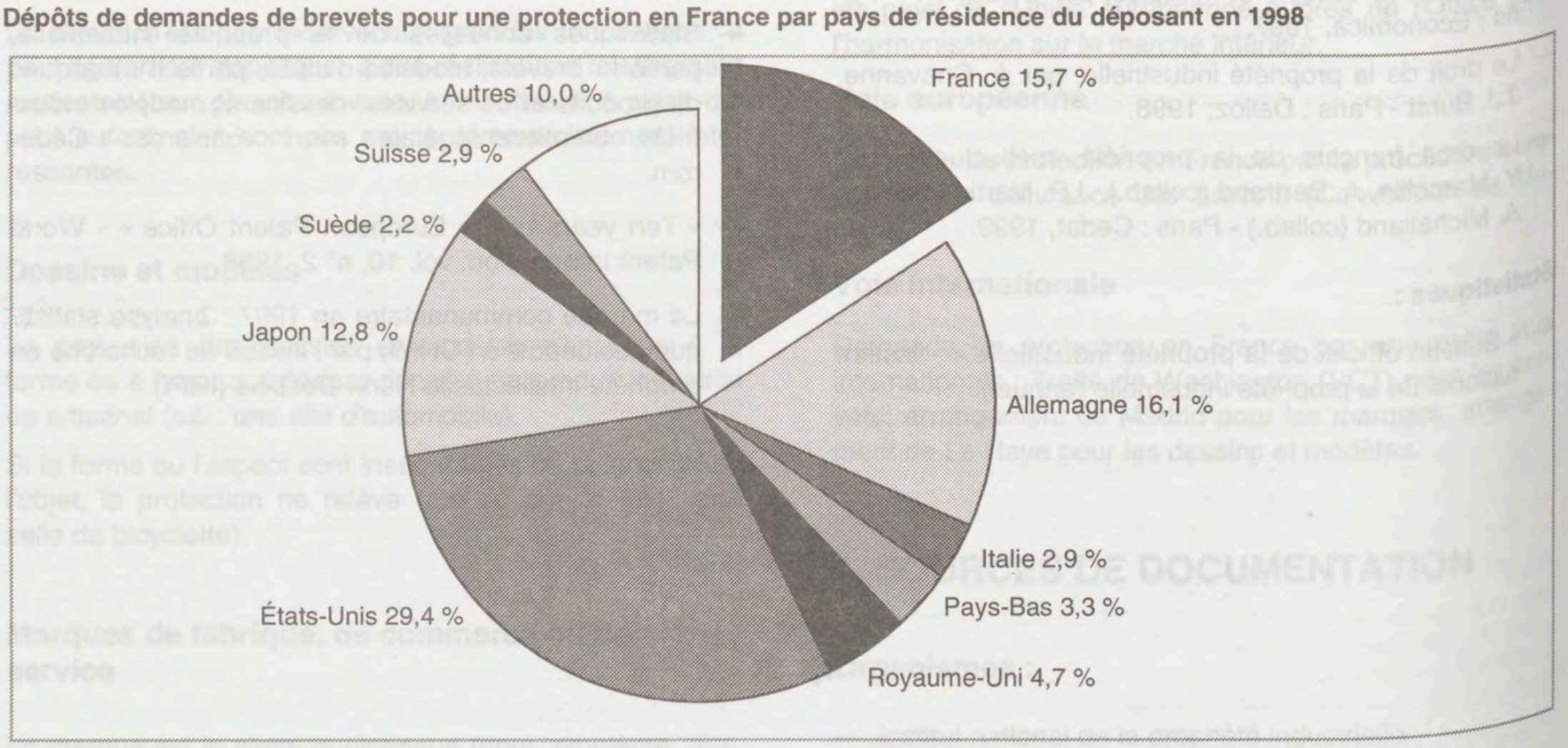
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : *Institut national de la propriété industrielle*

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1998



Source : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Résidents en France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**
Voie nationale	12 050	12 378	12 597	12 539	12 638	12 514	12 419	12 916	13 252	13 251
Voie européenne	1 271	2 551	2 249	2 298	1 987	2 075	2 039	2 074	3 093	3 960
Voie internationale	199	794	964	1 116	1 427	1 537	1 730	2 165	2 380	3 204
Non-résidents	**42 602**	**66 178**	**63 210**	**66 077**	**66 063**	**70 141**	**73 565**	**81 332**	**93 771**	**109 534**
Voie nationale	7 543	4 260	3 908	3 547	3 402	3 525	3 477	3 484	3 637	3 544
Voie européenne	29 398	44 812	39 086	39 009	36 568	35 339	34 282	34 553	40 089	44 444
Voie internationale	5 661	17 106	20 216	23 521	26 093	31 277	35 806	43 295	50 045	61 546
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**
Allemagne	10 015	14 223	12 057	12 858	13 040	13 602	14 449	14 786	17 770	20 970
Italie	1 706	2 554	2 350	2 579	2 311	2 390	2 440	2 656	2 912	3 767
Pays-Bas	1 272	2 085	2 092	2 339	2 164	2 574	2 835	3 276	3 895	4 234
Royaume-Uni	3 122	4 876	4 488	4 458	4 512	4 779	4 893	4 863	5 951	6 119
États-Unis	12 327	20 094	20 199	22 468	22 821	24 491	25 971	29 481	31 882	38 123
Japon	7 094	12 471	12 335	11 264	10 413	10 531	10 557	12 392	14 850	16 675
Suède	1 041	1 214	1 255	1 249	1 376	1 494	1 792	2 085	2 454	2 872
Suisse	2 084	2 553	2 322	2 423	2 438	2 259	2 458	2 766	3 330	3 767
Autres	3 941	6 108	6 112	6 439	6 988	8 021	8 170	9 027	10 727	13 007
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1986	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Électronique-Électricité	**2 454**	**2 600**	**2 441**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**	**3 237**	**3 490**
Composants électriques, électrotechnique	1 154	1 029	1 058	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237	1 237	1 248
Audiovisuel	481	488	394	353	382	369	383	403	429	420
Télécommunications	393	513	454	441	579	574	587	680	890	1 073
Informatique	290	407	376	402	377	379	365	405	469	542
Semiconducteurs	136	163	159	143	112	148	120	144	212	207
Instrumentation	**2 175**	**1 991**	**1 950**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**	**2 078**	**1 904**
Optique	343	380	376	339	317	375	383	409	423	311
Analyse, mesure et contrôle	1 265	1 041	1 022	897	938	951	904	953	1 005	983
Ingénierie médicale	567	570	552	617	649	760	619	623	650	610
Chimie, Pharmacie	**1 804**	**1 688**	**1 616**	**1 498**	**1 545**	**1 633**	**1 661**	**1 632**	**1 686**	**1 750**
Chimie organique fine	544	506	496	474	470	476	484	429	467	432
Chimie macromoléculaire	235	216	164	193	172	205	233	243	248	190
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	273	283	269	245	339	396	438	439	444	555
Biotechnologies	149	113	148	140	113	145	131	118	145	163
Matériaux, métallurgie	412	433	409	319	320	298	281	297	265	280
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	191	137	130	127	131	113	94	106	117	130
Procédés industriels	**2 206**	**1 830**	**1 744**	**1 633**	**1 753**	**1 678**	**1 643**	**1 615**	**1 647**	**1 671**
Procédés technologiques généraux	500	468	458	408	486	476	440	424	428	447
Traitement de surface - Revêtement	231	166	169	178	173	164	150	143	156	168
Travail des matériaux	692	576	517	399	410	398	431	399	387	408
Procédés thermiques et appareillages	418	311	313	298	352	305	267	326	316	340
Industrie chimique et pétrolière	273	210	161	180	177	177	219	193	196	155
Environnement - Pollution	92	99	126	170	155	158	136	130	164	153
Machines, Mécanique	**5 703**	**4 927**	**4 806**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**	**5 233**	**5 139**
Machines-outils	530	448	478	435	466	363	322	394	356	337
Moteurs, pompes, turbines	568	464	436	368	408	419	444	468	534	539
Composants mécaniques	1 283	1 128	1 082	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033	1 051	1 085
Manutention, imprimerie	1 234	1 069	1 049	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086	1 047	1 045
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	567	443	372	395	417	418	362	428	460	415
Transport	1 246	1 091	1 114	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393	1 573	1 521
Technologie nucléaire	131	117	115	101	93	105	104	60	66	87
Spatial - Armement	144	167	160	138	141	171	132	133	146	110
Consommation des ménages - BTP	**2 687**	**2 474**	**2 485**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**	**2 587**	**2 490**
Équipements et produits de consommation	1 530	1 387	1 330	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714	1 601	1 568
Bâtiment - Travaux publics	1 157	1 087	1 155	989	999	1 087	1 115	1 084	986	922
Demandes non classées	**1 495**	**1 128**	**1 463**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**	**421**	**351**
Total des demandes	**18 524**	**16 638**	**16 505**	**16 086**	**16 040**	**16 039**	**15 896**	**16 400**	**16 889**	**16 795**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1987	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Résidents en France	**56 462**	**67 805**	**59 955**	**50 407**	**52 025**	**54 012**	**56 845**	**63 423**	**66 635**	**73 671**
Voie nationale	56 423	67 771	59 920	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734	71 491
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	1 610	1 898	2 161
Voie internationale	39	34	35	48	34	28	–	5	3	19
Non résidents	**18 291**	**27 320**	**24 528**	**24 112**	**24 277**	**24 684**	**26 049**	**65 553**	**48 934**	**55 364**
Voie nationale	9 629	13 368	11 414	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601	12 496
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	41 383	25 340	29 067
Voie internationale	8 662	13 952	13 114	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993	13 801
Total	**74 753**	**95 125**	**84 483**	**74 519**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**	**129 035**

TABLEAU F.03-5

Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France (en nombre de modèles)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1987	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Résidents en France	**20 249**	**24 540**	**27 967**	**25 220**	**22 970**	**23 540**	**35 850**	**46 046**	**51 332**	**56 354**
Voie nationale (1)	19 262	23 050	26 711	23 400	21 000	21 600	33 969	44 061	48 709	53 942
Voie internationale	987	1 490	1 256	1 820	1 970	1 940	1 881	1 985	2 623	2 412
Non-résidents	**8 013**	**12 155**	**13 619**	**13 851**	**14 656**	**14 609**	**13 771**	**14 617**	**16 385**	**17 209**
Voie nationale (1)	2 599	2 245	2 087	2 200	2 000	2 200	2 667	3 093	3 666	3 485
Voie internationale	5 414	9 910	11 532	11 651	12 656	12 409	11 104	11 524	12 719	13 724
Total	**28 262**	**36 695**	**41 586**	**39 071**	**37 626**	**38 149**	**49 621**	**60 663**	**67 717**	**73 563**

(1) Les chiffres de la voie nationale pour les années 1992 à 1994 sont des estimations.

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Recettes	6 802	6 615	7 501	8 670	9 401	9 420	10 209	11 528	9 639	11 927	13 748
Dépenses	13 286	11 457	11 265	12 538	13 861	13 338	13 651	15 061	13 569	14 444	16 007
Soldes	**– 6 484**	**– 4 842**	**– 3 764**	**– 3 868**	**– 4 460**	**– 3 918**	**– 3 442**	**– 3 533**	**– 3 930**	**– 2 517**	**– 2 259**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays	1996			1997			1998		
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	Soldes
UE	5 620	6 189	**– 569**	5 490	5 578	**– 88**	6 674	6 701	– 27
dont : Royaume-Uni	1 076	1 535	**– 460**	996	1 081	**– 85**	1 357	1 218	139
Pays-Bas	604	1 208	**– 604**	623	1 196	**– 573**	518	1 161	– 643
U.E.B.L	684	386	**298**	725	408	**317**	647	484	163
Allemagne	1 335	1 066	**289**	1 086	980	**106**	1 947	1 218	729
Italie	617	493	**124**	734	295	**439**	775	290	485
Espagne	820	109	**711**	750	104	**646**	899	119	780
États-Unis	3 227	7 427	**– 4 200**	2 465	6 456	**– 3 991**	3 170	6 775	– 3 605
Canada	177	158	**19**	161	78	**83**	414	99	315
Japon	1 375	357	**1 018**	1 299	358	**941**	1 186	397	789
Suisse	644	1 294	**– 650**	719	1 375	**– 656**	681	1 532	– 851

G

Données économiques générales

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : à prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services : aux prix de l'année précédente chaînés, base 95.
3. Ressources et emplois de biens et services : contribution à la croissance du PIB, aux prix de l'année précédente.
4. Valeur ajoutée par branche à prix courants.
5. Valeur ajoutée par branche aux prix de l'année précédente chaînés, base 1995.
6. Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.
8. Principaux agrégats par habitant.
9A. Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.
9B. Principaux ratios des entreprises non financières.
10. Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des Institutions de l'Union européenne.
11. Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA).
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).
15. Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de Maastricht.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la Division « Synthèse générale des comptes » et de la Division « Synthèses des Biens et Services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1998, la croissance est de 3,2 % en moyenne annuelle, record de la décennie. La hausse des prix se réduit encore par rapport à celle de 1997, déjà qualifiée d'historiquement faible. La consommation des ménages est le principal moteur de la croissance. L'investissement, lui aussi, reprend. Les investissements en matériels et logiciels informatiques ont notamment la part belle ; les investissements en biens d'équipement sont très dynamiques au premier semestre et ralentissent ensuite.

Le commerce extérieur, affecté par la crise asiatique et ses effets induits, freine légèrement la croissance. Le déficit public représente 2,7 % du PIB, contre 3 % en 1997.

MÉTHODOLOGIE

Les principales notions

La comptabilité nationale est une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur leur territoire qualifié de « territoire économique ». Le territoire économique considéré est le suivant :

— le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.

Les concepts principaux qui sous-tendent toute la description que font les comptes nationaux sont ceux de production, de revenu et d'épargne. En effet, la production mesure la création de biens et services sur le territoire économique et donc l'essentiel de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande, sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. Dans le même temps, la production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, celles qui ont leur centre d'intérêt économique sur le territoire économique.

Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, trois types de regroupements sont utilisés :

— les secteurs institutionnels regroupent des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages,...) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision;

— les branches, constituées des unités de production homogène impliquées dans les activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité;

— les produits, définis en référence à une nomenclature de produits.

Dans une analyse plus globale, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur net (PIN) ou le produit intérieur brut (PIB), selon que l'on déduit ou non la consommation de capital fixe (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque sans double compte. Ceci impose de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut : on ne peut y rapporter la production totale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité concernée; il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et de revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Pour les ménages, par contre, une part importante du revenu est consacrée à la consommation finale. De même, par convention, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des Comptes nationaux

Les comptes nationaux désormais diffusés sont ceux de la « base 95 » et non plus la « base 80 ».

Cette nouvelle base des comptes a été l'occasion de la mise en place d'un nouveau système de comptabilité, de

l'adoption d'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits, et d'une révision complète des évaluations.

Le nouveau système de comptabilité nationale est aligné sur le système Européen (SEC 95) et lui-même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93). Il n'apporte pas de bouleversements par rapport à l'ancien. Il introduit néanmoins plusieurs changements, dont il convient de souligner les principaux :

— la production et par contrecoup la valeur ajoutée sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;

— il n'y a plus de calcul d'un PIB marchand et d'un PIB non marchand ;

— deux notions de consommation finale ont été introduites : dépense de consommation et consommation finale effective ;

— les logiciels font désormais partie de la formation brute de capitale fixe ;

— la définition des secteurs institutionnels a été légèrement modifiée :

- les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance ont été regroupées au sein des Sociétés financières,
- les Administrations privées ont laissé la place aux Institutions sans but lucratif au service des ménages,
- les Grandes entreprises nationales ne sont plus distinguées au sein des Sociétés non financières,
- enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.

— les flux monétaires sont rapportés à leur date de génération ; ce principe était déjà appliqué, mais il souffrait de nombreuses exceptions, qui sont supprimées.

— le territoire économique a été étendu aux Départements d'outre-mer.

Par ailleurs, le calcul des comptes à prix constants a été revu. Pour chacun des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants sont ensuite calculés en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.

Cette façon de faire a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente. Mais les comptes ainsi obtenus ne sont pas strictement additifs : le montant à prix constants d'un poste n'est pas égal à la somme des montants à prix constants de ses composantes. Un écart d'origine purement arithmétique s'introduit. Des comptes aux prix de l'année 1995, équilibrés, ont été calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer, mais ils ne figurent pas dans le Rapport. Ils servent notamment au calcul des comptes nationaux trimestriels.

La nouvelle nomenclature d'activités et de produits utilisée par les comptes nationaux est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993 et cohérente avec la nomenclature Européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles et sont ensuite figées.

On parle de comptes définitif, semi-définitif et provisoire.

Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

— l'évolution des prix, censée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans l'espace et le temps;

— les variations de volume, qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité. Elles sont mesurées à partir des évaluations à prix constants.

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens du Traité de Maastricht et les comptes nationaux

Le traité de Maastricht impose aux États membres de satisfaire simultanément aux cinq critères de convergence suivants pour participer à la monnaie unique (Euro):

— *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

— *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

— *le critère de stabilité des changes* : impose le respect des marges normales de fluctuation prévues par le SME (*Système monétaire européen*), sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre depuis au moins deux ans.

— le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduire les créances des administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les dettes de décalages comptables ne sont pas pris en compte.

3. DÉFINITIONS

Administrations publiques

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou

d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Capacité ou besoin de financement

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation effective des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la dépense de consommation individualisable des Administrations.

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.

Consommation intermédiaire

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en oeuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, à la charge des salariés, et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi.

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages

Voir Consommation effective des ménages

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Entreprise individuelle

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de sociétés. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées par le secteur institutionnel des ménages.

Épargne

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Importations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'oeuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les Impôts sur les produits et les Autres impôts sur la production.

Impôts sur les produits

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir FBCF.

Ménages

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émission ou cessions de titres. D'autres sont la contre-partie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'oeuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les

produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'oeuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :

– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;

– les produits troqués ;

– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;

– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;

– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des Administrations publiques et des Institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteur institutionnel

Ensemble d'unités institutionnelles. Une unité institutionnelle est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Sociétés financières

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts...), les auxiliaires financiers et d'assurance, les sociétés d'assurance (y compris mutuelles, institutions de retraite complémentaire).

Sociétés non financières

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Subventions

Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les Subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les Autres subventions sur la production.

Valeur ajoutée

Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, Études méthodologiques, série F, n° 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 95, Eurostat.

« Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1988 », *INSEE - Résultats* n° 664, juillet 1999, 2ème version à paraître en janvier 2000.

« L'Économie française, édition 1999-2000 », Livre de poche, INSEE, juin 1999.

« ETC 1999-2000 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1998 », INSEE-Résultats, n° 179, août 1999.

« Les comptes de la Nation en 1998 », *INSEE-Première*, n° 645, mai 1999.

« Les comptes des administrations publiques en 1998 », *INSEE-Première,* n° 646, mai 1999.

« La consommation des ménages en 1998 », *INSEE-Première,* n° 657, juin 1999.

« Dette publique en base 95, au sens du traité de Maastricht - 1995 à 1998 », *Informations Rapides*, n° 196 du 9 juillet 1999.

Économie et Statistique, n° 318, août 1998 : « La comptabilté nationale vingt ans après.

Économie et Statistique, nos 321/322, janvier-février 1999 : « Comptabilité nationale : le passage à la nouvelle base ».

Courrier des statistiques, nos 87-88, décembre 1999 : « La nouvelle base 1995 ».

Voir aussi sur le site **www.insee.fr**

Séries longues en base 80 :

« Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1997 », *INSEE-Résultats*, nos 607 à 609, juin 1998. (données 90 à 97 en base 80).

« 20 ans de comptes nationaux 1970-1989 » *INSEE-Résultat* n[os] 27-28, novembre 1990.

Un demi-siècle de croissance », *INSEE-Première*, n° 486, septembre 1996.

« Les produits intérieurs bruts régionaux entre 1982 et 1996 : croissance et fluctuations », *INSEE-Première*, n° 616, novembre 1998.

« Les régions françaises dans l'Union européenne - Produit intérieur brut des régions en 1994 », *INSEE-Première*, n° 602, août 1998.

« Les prélèvements obligatoires dans l'Union européenne », *INSEE-Première*, n° 552, octobre 1997.

« Les comptes nationaux trimestriels, séries longues 1970 - 1997 en base 1980 », *INSEE-Résultats*, n° 620, décembre 1998.

« 25 ans de comptes économiques des départements d'Outre-Mer. 1970-1994 - Tomes 1 et 2. Tableaux économiques d'ensemble », *INSEE-Résultats*, n[os] 557 à 561, octobre 1997.

* * *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité :* Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**7 126 027**	**7 226 530**	**7 499 702**	**7 752 424**	**7 951 366**	**8 224 901**	**8 564 678**
Importations	**1 492 949**	**1 389 734**	**1 511 122**	**1 638 343**	**1 703 087**	**1 851 269**	**1 999 754**
Total ressources	**8 618 976**	**8 616 264**	**9 010 824**	**9 390 767**	**9 654 453**	**10 076 170**	**10 564 432**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	3 917 539	3 989 519	4 123 379	4 257 387	4 392 535	4 464 206	4 658 708
Individuelle des administrations publiques	944 088	1 018 009	1 059 557	1 094 013	1 132 866	1 163 762	1 208 522
Collective des administrations publiques	701 222	750 277	750 839	756 806	790 362	814 119	812 962
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	35 157	42 185	43 791	46 100	47 893	48 615	49 179
Total dépenses de consommation finale	**5 598 006**	**5 799 990**	**5 977 566**	**6 154 306**	**6 363 656**	**6 490 702**	**6 729 371**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	838 324	770 147	791 041	806 793	805 329	813 100	868 674
Des ménages hors entreprises individuelles	346 559	332 443	349 602	356 473	362 475	375 619	391 735
Des sociétés financières	44 405	42 998	32 230	39 638	44 783	52 110	58 148
Des administrations publiques	261 654	254 043	256 773	252 965	255 630	244 897	255 386
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	954	975	991	996	961	993	772
Total formation brute de capital fixe	**1 491 896**	**1 400 606**	**1 430 637**	**1 456 865**	**1 469 178**	**1 486 719**	**1 574 715**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**5 958**	**5 782**	**5 833**	**6 017**	**5 852**	**6 708**	**7 120**
Variation des stocks	**– 11 042**	**– 88 427**	**– 14 142**	**28 910**	**– 19 367**	**– 1 530**	**27 847**
Exportations	**1 534 158**	**1 498 313**	**1 610 930**	**1 744 669**	**1 835 134**	**2 093 571**	**2 225 379**
Total emplois	**8 618 976**	**8 616 264**	**9 010 824**	**9 390 767**	**9 654 453**	**10 076 170**	**10 564 432**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services : aux prix de l'année précédente chaînés (1), base 95

Évaluations nouvelle base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million de francs 95

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**7 529 209**	**7 462 409**	**7 616 584**	**7 752 424**	**7 837 926**	**7 992 215**	**8 245 020**
Importations	**1 459 605**	**1 404 987**	**1 520 513**	**1 638 343**	**1 664 535**	**1 767 749**	**1 921 591**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	4 181 438	4 157 063	4 205 857	4 257 387	4 311 773	4 319 853	4 467 720
Individuelle des administrations publiques	1 020 954	1 067 327	1 088 417	1 094 013	1 112 582	1 130 141	1 161 634
Collective des administrations publiques	738 971	774 018	766 097	756 806	780 211	794 007	784 272
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	37 075	43 530	44 763	46 100	46 991	47 126	47 174
Total dépenses de consommation finale	**5 976 193**	**6 039 628**	**6 102 589**	**6 154 306**	**6 251 557**	**6 291 071**	**6 460 985**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	840 807	774 010	789 973	806 793	800 591	810 790	864 904
Des ménages hors entreprises individuelles	352 507	334 194	348 735	356 473	358 075	360 320	372 014
Des sociétés financières	41 610	40 996	30 779	39 638	44 803	52 243	59 121
Des administrations publiques	263 412	253 728	255 369	252 965	252 216	239 765	250 888
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	956	966	972	996	952	983	768
Total formation brute de capital fixe	**1 502 344**	**1 406 812**	**1 428 187**	**1 456 865**	**1 456 637**	**1 463 953**	**1 547 124**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**5 695**	**5 713**	**5 662**	**6 017**	**5 814**	**6 742**	**7 169**
Variation des stocks	**2 665**	**– 83 612**	**– 14 658**	**28 910**	**– 16 858**	**– 196**	**29 759**
Exportations	**1 508 901**	**1 508 240**	**1 623 979**	**1 744 669**	**1 805 311**	**1 998 786**	**2 123 318**

(1) Ces données sont obtenues par chaînage des prix, appliqué aux données évaluées en prix constants. Par construction, les équilibres ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contribution à la croissance du PIB, aux prix de l'année précédente

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	0,5	– 0,3	0,6	0,7	0,7	0,1	1,9
Individuelle des administrations publiques	0,5	0,6	0,3	0,1	0,2	0,2	0,4
Collective des administrations publiques	0,4	0,5	– 0,1	– 0,1	0,3	0,2	– 0,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	–	0,1	–	–	–	–	–
Total (2) dépenses de consommation finale	**1,4**	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**1,3**	**0,5**	**2,1**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,1	– 0,9	0,2	0,2	– 0,1	0,1	0,7
Des ménages hors entreprises individuelles	– 0,2	– 0,3	0,2	0,1	–	–	0,1
Des sociétés financières	– 0,4	–	– 0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Des administrations publiques	0,1	– 0,1	–	–	–	– 0,2	0,1
Total (2) formation brute de capital fixe	**– 0,3**	**– 1,3**	**0,3**	**0,4**	**–**	**0,1**	**1,0**
Solde extérieur des biens et services	**0,8**	**0,8**	**–**	**–**	**0,5**	**1,2**	**– 0,4**
Exportations	1,2	–	1,6	1,6	0,8	2,5	1,6
Importations	0,4	– 0,8	1,6	1,6	0,3	1,3	2,0
Variation des stocks	**– 0,3**	**– 1,2**	**0,9**	**0,6**	**– 0,6**	**0,2**	**0,4**
Produit intérieur brut	**1,5**	**– 0,9**	**2,1**	**1,7**	**1,1**	**2,0**	**3,2**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Agriculture	216 163	204 175	224 006	232 723	231 335	236 826	242 185
Industries agricoles et alimentaires	184 845	195 447	193 011	194 441	197 257	207 424	209 479
Industries des biens de consommation	246 744	243 272	244 587	252 389	253 701	261 981	269 072
Industrie automobile	92 328	85 056	94 443	90 360	89 763	98 151	104 706
Industries des biens d'équipement	259 727	230 340	242 310	261 334	255 781	275 326	289 911
Industries des biens intermédiaires	479 636	451 862	474 749	510 086	503 194	529 074	537 842
Énergie	197 329	201 129	193 279	204 038	217 743	212 176	213 198
Construction	407 949	378 122	380 379	376 118	363 252	356 338	361 253
Commerce	691 014	712 081	727 286	757 574	735 607	753 258	782 724
Transports	275 782	268 574	282 317	280 921	284 215	306 817	326 007
Activités financières	331 712	347 711	379 466	363 506	377 671	374 334	383 133
Activités immobilières	764 609	797 057	826 282	854 738	884 517	909 964	944 140
Services aux entreprises	904 382	924 768	923 039	957 793	1 019 302	1 071 069	1 143 168
Services aux particuliers	363 167	380 067	395 749	388 457	402 199	417 088	445 720
Éducation, santé, action sociale	700 647	758 860	784 599	830 763	849 201	880 012	911 447
Administration	561 949	589 645	616 246	628 516	665 948	670 092	689 714
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 269 269	– 264 928	– 275 778	– 259 147	– 262 141	– 240 500	– 235 465
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**6 408 714**	**6 503 238**	**6 705 970**	**6 924 610**	**7 068 545**	**7 319 430**	**7 618 234**
TVA	521 763	522 972	552 446	579 227	623 952	645 644	662 992
Impôts sur importations	12 143	11 492	10 940	11 322	9 756	9 853	9 816
Autres impôts sur les produits	298 125	310 592	341 253	351 563	362 342	373 722	395 348
Subventions à l'importation	– 1	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 114 717	– 121 764	– 110 907	– 114 298	– 113 229	– 123 748	– 121 712
Produit intérieur brut	**7 126 027**	**7 226 530**	**7 499 702**	**7 752 424**	**7 951 366**	**8 224 901**	**8 564 678**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) La production et par contrecoup la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base » et non plus aux « prix du producteur »; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs, et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-5

Valeur ajoutée par branche aux prix de l'année précédente chaînés (1), base 1995

Évaluations nouvelle base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Million de francs 95

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Agriculture	232 625	221 622	224 924	232 723	244 582	247 868	251 685
Industries agricoles et alimentaires	190 200	196 258	194 107	194 441	191 171	193 513	195 611
Industries des biens de consommation	243 280	227 319	232 867	252 389	245 195	255 354	264 869
Industrie automobile	90 325	80 764	90 885	90 360	94 608	103 175	116 521
Industries des biens d'équipement	234 386	216 753	237 073	261 334	254 845	280 022	295 954
Industries des biens intermédiaires	490 025	473 182	497 099	510 086	518 892	544 029	556 883
Énergie	195 642	193 176	189 968	204 038	212 527	204 232	208 994
Construction	422 036	378 015	378 563	376 118	359 128	340 694	341 544
Commerce	715 419	722 081	737 132	757 574	731 008	746 872	773 244
Transports	276 117	269 521	284 644	280 921	292 887	312 649	326 585
Activités financières	380 674	376 397	386 625	363 506	361 252	339 824	334 541
Activités immobilières	834 310	839 210	845 527	854 738	867 288	880 391	895 888
Services aux entreprises	952 822	954 903	936 562	957 793	1 004 648	1 035 017	1 097 641
Services aux particuliers	406 339	403 132	409 043	388 457	389 030	393 926	407 876
Éducation, santé, action sociale	772 087	805 218	811 441	830 763	831 555	848 933	866 815
Administration	602 071	613 603	631 007	628 516	657 419	652 558	662 386
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 288 865	– 274 403	– 277 471	– 259 147	– 254 807	– 226 922	– 215 965
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (3))	**6 762 976**	**6 702 475**	**6 817 840**	**6 924 610**	**7 001 228**	**7 149 880**	**7 377 202**
TVA	553 503	550 069	574 716	579 227	585 470	603 349	617 593
Impôts sur importations	9 818	9 293	9 897	11 322	10 619	11 515	12 508
Autres impôts sur les produits	353 152	342 019	346 568	351 563	356 101	355 832	369 637
Subventions à l'importation	– 1	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 130 837	– 122 406	– 113 306	– 114 298	– 115 492	– 128 914	– 132 186
Produit intérieur brut	**7 529 209**	**7 462 409**	**7 616 584**	**7 752 424**	**7 837 926**	**7 992 215**	**8 245 020**

(1) Ces données sont obtenues par chaînage des prix, appliqué aux données évaluées en prix constants. Par construction, les équilibres ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(3) La production et par contrecoup la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base » et non plus aux « prix du producteur »; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs, et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Milliard de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**6 678,0**	**6 768,2**	**6 981,7**	**7 183,8**	**7 330,7**	**7 559,9**	**7 853,7**
Rémunération des salariés	3 777,2	3 835,7	3 905,3	4 037,9	4 146,4	4 252,4	4 411,6
dont : Salaires et traitements bruts	2 722,5	2 764,3	2 819,9	2 922,0	3 000,1	3 081,5	3 201,5
Cotisations sociales à la charge des empoyeurs	1 054,7	1 071,4	1 085,3	1 115,9	1 146,3	1 170,9	1 210,1
Impôts sur la production et les importations	258,2	278,1	294,9	314,3	336,3	349,1	361,4
Subventions	– 61,0	– 66,5	– 64,4	– 58,3	– 69,6	– 60,7	– 57,9
Excédent brut d'exploitation	2 058,3	2 095,8	2 202,6	2 232,4	2 248,8	2 336,7	2 431,2
Revenu mixte brut	645,3	625,1	643,3	657,5	668,8	682,5	707,4

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliard de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs	**6 678,0**	**6 768,2**	**6 981,8**	**7 183,7**	**7 330,7**	**7 559,9**	**7 853,7**
dont : Sociétés non financières	3 737,3	3 744,8	3 839,4	3 978,9	4 024,1	4 177,2	4 354,2
Sociétés financières	337,5	350,7	383,5	364,8	379,5	376,2	383,6
Administrations publiques	1 111,3	1 170,4	1 218,6	1 262,2	1 321,5	1 353,6	1 400,6
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	1 470,3	1 477,5	1 514,7	1 550,9	1 577,7	1 624,5	1 686,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages	21,6	24,8	25,6	26,9	27,9	28,4	28,9
Ajustement pour services bancaires imputés	– 269,3	– 264,9	– 275,8	– 259,1	– 262,1	– 240,5	– 235,5
Valeur ajoutée totale	**6 408,7**	**6 503,3**	**6 706,0**	**6 924,6**	**7 068,6**	**7 319,4**	**7 618,2**
Revenu disponible brut	**7 059,5**	**7 170,8**	**7 418,0**	**7 666,5**	**7 892,3**	**8 174,0**	**8 518,6**
dont : Sociétés non financières	685,5	660,5	691,2	672,0	682,2	721,4	736,1
Sociétés financières	77,1	102,2	119,1	116,0	95,4	105,4	117,9
Administrations publiques	1 660,9	1 633,8	1 723,9	1 763,4	1 894,6	1 964,9	2 100,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	4 601,0	4 732,0	4 839,9	5 068,8	5 172,0	5 332,0	5 513,1
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	34,9	42,3	43,9	46,3	48,1	50,3	50,8
Dépenses de consommation finale	**5 598,0**	**5 800,0**	**5 977,6**	**6 154,3**	**6 363,7**	**6 490,7**	**6 729,4**
dont : Collective des administrations publiques	701,2	750,3	751,3	756,8	794,6	814,1	813,0
Individuelle des administrations publiques	944,1	1 018,0	1 059,1	1 094,0	1 128,7	1 163,8	1 208,5
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	3 917,5	3 989,5	4 123,4	4 257,4	4 392,5	4 464,2	4 658,7
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	35,2	42,2	43,8	46,1	47,9	48,6	49,2
Dépenses de consommation effective des ménages (2)	**4 653,9**	**4 782,0**	**4 918,5**	**5 060,3**	**5 235,0**	**5 326,9**	**5 520,9**
Épargne brute	**1 461,5**	**710,3**	**1 440,5**	**1 512,1**	**1 528,7**	**1 683,3**	**1 789,2**
dont : Sociétés non financières	685,5	660,5	691,2	672,0	682,2	721,4	736,1
Sociétés financières	77,1	102,2	119,1	116,0	95,4	105,4	117,9
Administrations publiques	15,6	– 134,5	– 86,5	– 87,5	– 28,6	– 13,0	79,2
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	683,5	742,5	716,5	811,4	779,5	867,8	854,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	– 0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	1,7	1,6
Formation brute de capital fixe	**1 491,9**	**1 400,6**	**1 430,6**	**1 456,8**	**1 469,2**	**1 486,8**	**1 574,7**
dont : Sociétés non financières	761,3	697,1	708,6	722,7	730,9	735,5	785,7
Sociétés financières	44,4	43,0	32,2	39,6	44,8	52,1	58,1
Administrations publiques	261,7	254,0	256,8	253,0	255,6	244,9	255,4
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	423,6	405,5	432,0	440,5	436,9	453,3	474,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**– 20,7**	**57,0**	**– 4,2**	**20,1**	**71,1**	**189,1**	**175,3**
en % du PIB	**– 0,3**	**0,8**	**– 0,1**	**0,3**	**0,9**	**2,3**	**2,0**
dont : Sociétés non financières	– 23,4	85,6	39,6	– 37,5	20,6	– 33,0	– 33,8
Sociétés financières	33,0	61,7	90,3	110,2	51,2	51,8	58,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	263,3	338,4	276,7	370,5	325,3	411,7	377,2
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	3,2	3,7	3,8	3,7	4,1	5,7	6,1
Administrations publiques	– 296,9	– 432,3	– 414,5	– 426,9	– 330,1	– 247,1	– 232,2
en % du PIB	– 4,2	– 6,0	– 5,5	– 5,5	– 4,2	– 3,0	– 2,7
Administration centrale	– 233,0	– 352,4	– 358,6	– 360,8	– 293,9	– 229,2	– 250,5
en % du PIB	– 3,3	– 4,9	– 4,8	– 4,7	– 3,7	– 2,8	– 2,9
État	– 234,7	– 350,8	– 362,6	– 320,3	– 296,0	– 287,4	– 259,2
en % du PIB	– 3,3	– 4,8	– 4,8	– 4,1	– 3,7	– 3,5	– 3,0
Organismes divers d'Administration centrale (ODAC)	1,7	– 1,6	4,0	– 40,5	2,0	58,3	8,7
en % du PIB	–	–	–	– 0,5	–	0,7	0,1
Administrations locales	– 33,4	– 14,0	– 17,3	– 13,8	4,6	22,7	28,0
en % du PIB	– 0,5	– 0,2	– 0,2	– 0,2	0,1	0,3	0,3
Administrations de Sécurité sociale	– 30,5	– 65,9	– 38,5	– 52,4	– 40,7	– 40,6	– 9,7
en % du PIB	– 0,4	– 0,9	– 0,5	– 0,7	– 0,5	– 0,5	– 0,1

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celles qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

Source : INSEE

Unité : Franc

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PIB (prix courants)	124 203	125 342	129 529	133 342	136 213	140 333	145 542
PIB (prix chaînés)	131 231	129 433	131 548	133 342	134 268	136 363	140 109
Revenu national brut	123 754	125 231	129 034	132 639	136 134	140 519	145 974
Revenu disponible brut des ménages	80 194	82 075	83 591	87 184	88 600	90 974	93 686
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	68 280	69 197	71 216	73 228	75 246	76 168	79 166
Épargne brute des ménages	11 913	12 878	12 375	13 956	13 353	14 806	14 519
Capacité de financement des ménages	4 589	5 869	4 779	6 373	5 573	7 024	6 410

TABLEAU G.01-9A

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliards de francs et %

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	5 580,2	5 792,2	5 943,2	6 208,9	6 352,8	6 544,4	6 770,8
Revenu disponible brut	4 601,0	4 732,0	4 839,9	5 068,8	5 172,0	5 332,0	5 513,1
Transferts sociaux en nature	979,2	1 060,2	1 103,3	1 140,1	1 180,8	1 212,4	1 257,7
Prestations sociales en nature	542,5	594,3	615,5	644,0	658,3	680,3	709,6
Transferts de biens et services non marchands individuels	436,7	465,9	487,9	496,1	522,4	532,1	548,1
Revenu disponible brut	4 601,0	4 732,0	4 839,9	5 068,8	5 172,0	5 332,0	5 513,1
Dépenses de consommation finale	3 917,5	3 989,5	4 123,4	4 257,4	4 392,5	4 464,2	4 658,7
Épargne brute	683,5	742,5	716,5	811,4	779,5	867,8	854,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	263,3	338,4	276,7	370,5	325,3	411,7	377,2
En %							
Taux d'épargne (2)	14,8	15,7	14,8	16,0	15,1	16,3	15,5
Taux d'épargne financière (3)	5,7	7,1	5,7	7,3	6,3	7,7	6,8
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (4)							
Salaires et traitements bruts	...	– 0,8	– 0,2	1,6	0,8	1,3	3,0
Cotisations sociales à la charge des salariés	...	1,7	3,5	1,4	3,6	– 4,2	– 19,0
Salaires et traitements nets	...	– 1,3	– 0,9	1,6	0,2	2,6	7,7
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	...	3,5	0,9	1,8	2,5	1,3	1,8
Revenus salariaux et sociaux	...	0,5	– 0,2	1,7	1,2	2,1	5,3
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	...	– 1,5	0,9	0,3	–	1,4	2,8
Cotisations des non salariés	...	– 2,7	– 2,6	2,1	7,8	– 1,5	– 22,6
Revenu disponible brut	...	0,4	0,1	2,7	0,1	1,7	2,5
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,5	2,4	2,2	2,0	1,9	1,4	0,9

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(3) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(4) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU G.01-9B

Principaux ratios des entreprises non financières

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliards de francs et %

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	64,8	64,7	64,1	63,6	64,4	63,7	63,5
Taux de marge (2)	32,2	32,1	32,5	32,7	31,9	32,3	32,4
Taux d'investissement (3)	20,4	18,6	18,5	18,2	18,2	17,6	18,0
Taux d'épargne (4)	18,3	17,6	18,0	16,9	17,0	17,3	16,9
Taux d'autofinancement (5)	90,0	94,8	97,5	93,0	93,3	98,1	93,7
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	22,3	21,8	20,7	20,4	19,3	19,2	19,0
Taux de marge (6)	75,9	76,5	77,8	78,1	79,3	79,4	79,5
Taux d'investissement (3)	9,3	9,2	10,2	10,3	9,1	9,3	9,6
Valeur ajoutée des entrepreneurs individuels / VA totale	18,2	17,5	17,3	17,1	17,0	16,7	16,6

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée brute.
(3) Formation brute de capital fixe / Valeur ajoutée brute.
(4) Épargne brute / Valeur ajoutée brute.
(5) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.
(6) Revenu mixte / Valeur ajoutée brute.

TABLEAU G.01-10

Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des Institutions de l'Union européenne

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Milliard de francs et %

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
En milliard de francs							
Impôts après transferts (2)	1 692,7	1 730,4	1 851,5	1 940,4	2 069,4	2 200,9	2 450,6
Administrations publiques centrales	1 197,9	1 194,1	1 243,0	1 296,7	1 401,7	1 454,2	1 504,5
dont : État	1 166,3	1 163,8	1 212,1	1 262,5	1 341,6	1 389,1	1 436,2
Administrations publiques locales	358,7	382,8	405,6	424,6	449,8	471,7	492,8
Administrations de sécurité sociale	71,0	94,3	140,3	154,2	162,6	218,1	400,9
Institutions de l'Union Européenne (3)	65,2	59,2	62,6	64,8	55,3	56,9	52,3
Cotisations sociales effectives (4)	1 348,6	1 370,0	1 402,0	1 443,8	1 489,1	1 491,1	1 397,4
État	20,2	21,8	23,3	24,4	24,5	33,7	35,1
Administrations de sécurité sociale	1 328,4	1 348,2	1 378,7	1 419,4	1 464,5	1 457,5	1 362,3
Prélèvements obligatoires effectifs	**3 041,4**	**3 100,4**	**3 253,6**	**3 384,2**	**3 558,5**	**3 692,1**	**3 848,0**
En pourcentage du PIB							
Taux de prélèvements fiscaux (2)	23,8	23,9	24,7	25,0	26,0	26,8	28,6
Administrations publiques centrales	16,8	16,5	16,6	16,7	17,6	17,7	17,6
dont : État	16,4	16,1	16,2	16,3	16,9	16,9	16,8
Administrations publiques locales	5,0	5,3	5,4	5,5	5,7	5,7	5,8
Administrations de sécurité sociale	1,0	1,3	1,9	2,0	2,0	2,7	4,7
Institutions de l'Union Européenne (3)	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6
Taux de prélèvements sociaux (4)	18,9	19,0	18,7	18,6	18,7	18,1	16,3
État	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Administrations de sécurité sociale	18,6	18,7	18,4	18,3	18,4	17,7	15,9
Taux de prélèvements obligatoires effectifs	**42,7**	**42,9**	**43,4**	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,9**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et nets d'impôts dus non recouvrables.
(3) Non compris la « quatrième ressource », versements effectués par l' État aux institutions de l'UE et inscrits en dépense de l'État.
(4) Nettes des cotisations dues non recouvrables.

TABLEAU G.01-11

Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Dépenses de consommation finale	5 598,0	5 800,0	5 977,6	6 154,3	6 363,7	6 490,7	6 729,4
Formation brute de capital fixe totale	1 491,9	1 400,6	1 430,6	1 456,9	1 469,2	1 486,7	1 574,7
Variations de stocks	– 11,0	– 88,4	– 14,1	28,9	– 19,4	– 1,5	27,8
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	6,0	5,8	5,8	6,0	5,9	6,7	7,1
Exportations de biens et de services	1 534,2	1 498,3	1 610,9	1 744,7	1 835,1	2 093,6	2 225,4
Importations de biens et de services	1 492,9	1 389,7	1 511,1	1 638,3	1 703,1	1 851,3	1 999,8
Produit intérieur brut	7 126,0	7 226,5	7 499,7	7 752,4	7 951,4	8 224,9	8 564,7
Revenu national brut	7 100,2	7 220,1	7 471,0	7 711,5	7 946,8	8 235,8	8 590,1
Revenu national disponible brut	7 059,5	7 170,8	7 418,0	7 666,5	7 892,3	8 174,0	8 518,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	– 20,7	57,0	– 4,2	20,1	71,1	189,1	175,3

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA) (1)

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1997

Source : Eurostat — *Unité :* Milliard de SPA

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible *e*	Consommation finale nationale	Épargne nationale nette *e*	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation
Union européenne (à 15)	**7 143,9**	...	**5 623,1** *e*	...	**1 352,3** *e*	...
Union européenne (à 11, Zone EURO)	**5 591,8**	...	**4 335,1** *e*	...	**1 092,5** *e*	...
Allemagne	1 664,1	1 412,7	1 285,1	127,5	353,3	– 9,8
Autriche	173,4	147,3	130,4	16,9	43,9	– 3,3
Belgique	220,7	198,9	171,5	27,4	39,3	10,6
Danemark	118,4	99,8	93,7	6,1	25,4	0,4
Espagne	598,6	523,1	465,0	58,1	126,6	9,1
Finlande	96,3	78,7	71,1	7,7	16,7	5,2
France	**1 157,4**	**1 009,1**	**923,8**	**85,4**	**195,6**	**36,6**
Grèce	138,6	133,3	122,2	11,1	27,8	– 0,3
Irlande	71,1	54,2	44,5	9,7	14,0	3,7
Italie	1 140,4	984,1	891,0	93,1	200,0	36,2
Luxembourg	13,8	13,2	8,3	4,9	3,2	3,4
Pays-Bas	320,3	283,5	232,7	50,8	65,1	21,1
Portugal	135,8	...	111,8 *e*	...	34,9 *e*	...
Royaume-Uni	1 128,5	...	944,9 *e*	...	185,2 *e*	...
Suède	167,9	139,3	132,5	6,8	23,6	3,5
Japon	2 824,8	...	1 985,5	...	805,8	...
États-Unis	7 382,2 *e*	...	...	418,6	...	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) (1) rapportés à la population et à l'emploi

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1997

Source : Eurostat

Unité : SPA

				Par habitant	Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national disponible net	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
		e			
Union européenne (à 15)	**19 040** *e*	**...**	**14 987** *e*	**11 885** *e*	**28 667** *e*
Union européenne (à 11, Zone EURO)	**19 177** *e*	**...**	**14 868** *e*	**11 900** *e*	**29 187** *e*
Allemagne	20 281	17 216	15 662	13 300 *e*	28 921
Autriche	21 480	18 167	16 160	12 075	29 070
Belgique	21 681	19 538	16 843	13 715	36 938
Danemark	22 049	18 886	17 729	11 817	26 918
Espagne	15 222	13 303	11 825	9 447	25 508
Finlande	18 738	15 318	13 830 *e*	9 914	26 812
France	**19 749**	**17 219**	**15 763**	**11 919**	**30 333**
Grèce	13 214	12 716	11 653	9 701	22 476
Irlande	19 370 *e*	14 767	12 125 *e*	9 587 *e*	28 504 *e*
Italie	19 471	16 803	15 214	12 035	30 811
Luxembourg	32 655	31 279	19 721	15 671	35 777
Pays-Bas	20 527	18 167	14 909	11 993	33 095
Portugal	13 652	...	11 238 *e*	8 728 *e*	17 991
Royaume-Uni	19 123 *e*	...	16 012 *e*	12 572 *e*	26 304 *e*
Suède	18 977	15 742	14 976	10 072	26 668
Japon	22 402 *e*	...	15 746 *e*	13 585 *e*	...
États-Unis	27 561 *e*	...	...	19 497 *e*	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Sources : « Perspectives économiques » de l'OCDE

%

	Moyenne 1971-1981	1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*e* 1999	*e* 2000
Union Européenne à 15	**2,7**	**2,6**	**3,0**	**3,0**	**2,4**	**1,8**	**2,7**	**2,8**	**1,9**	**2,4**
Union Européenne à 11 (Zone « EURO »)	**2,8**	**2,3**	**3,6**	**2,7**	**2,1**	**1,6**	**2,5**	**2,9**	**2,1**	**2,6**
Allemagne	2,4	2,0	5,7	2,7	1,2	1,3	2,2	2,8	1,7	2,3
Autriche	3,1	2,2	4,6	2,4	1,7	2,0	2,5	3,3	2,2	2,6
Belgique	2,9	1,0	3,0	2,6	2,3	1,3	3,0	2,9	1,9	2,2
Danemark	1,9	4,3	1,2	5,8	3,0	3,3	3,1	2,9	1,6	2,0
Espagne	3,0	2,6	3,7	2,3	2,7	2,4	3,5	3,8	3,3	3,3
Finlande	3,4	3,4	– 0,5	3,7	3,9	4,1	5,5	4,7	3,3	3,6
France	**2,9**	**1,9**	**2,5**	**2,8**	**2,1**	**1,6**	**2,3**	**3,2**	**2,3**	**2,6**
Grèce	4,0	3,1	–	2,0	2,1	2,4	3,2	3,5	3,0	3,5
Irlande	4,7	3,1	8,5	7,3	11,1	7,4	9,8	10,4	7,5	6,7
Italie	3,4	2,8	2,2	2,2	2,9	0,9	1,5	1,4	1,4	2,2
Luxembourg	2,3	2,9	2,2	4,2	3,8	3,0	4,7	5,7	3,3	3,8
Pays-Bas	2,4	3,1	4,1	3,2	2,3	3,1	3,6	3,8	2,2	2,4
Portugal	4,2	2,8	4,4	2,2	2,9	3,2	3,7	3,9	3,1	3,2
Royaume-Uni	1,6	3,8	0,6	4,4	2,8	2,6	3,5	2,1	0,7	1,6
Suède	1,9	1,9	1,4	3,3	3,9	1,3	1,8	2,9	2,4	2,8
Norvège	4,4	5,2	2,0	5,5	3,8	4,9	4,3	2,1	0,6	2,6
Suisse	1,6	3,4	3,7	0,5	0,6	–	1,7	2,1	1,2	1,8
Canada	4,0	5,4	0,3	4,7	2,6	1,2	3,8	3,0	2,9	2,8
États-Unis	3,0	3,6	1,2	3,5	2,3	3,4	3,9	3,9	3,6	2,0
Japon	4,3	4,4	5,1	0,6	1,5	5,1	1,4	– 2,8	– 0,9	–
Total OCDE	**3,4**	**3,5**	**2,8**	**2,9**	**2,3**	**3,2**	**3,3**	**2,3**	**2,2**	**2,1**

TABLEAU G.01-15

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Données validées par Eurostat

Sources : Eurostat et Commission européenne (mise à jour Octobre 1999)

États membres	Zone Euro	U E à 15	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche	Portugal	Finlande	Suède	Royaume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)																	
En moyenne annuelle / (n-1)																	
1996 (2)	2,2	2,4	1,8	2,1	1,2	7,9	3,6	2,1	2,2	4,0	1,2	1,4	1,8	2,9	1,1	0,8	2,5
1997	1,6	1,7	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
1998	1,1	1,3	0,9	1,3	0,6	4,5	1,8	0,7	2,1	2,0	1,0	1,8	0,8	2,2	1,4	1,0	1,5
(Moyenne sur les douze derniers mois)																	
Octobre 1999 (3)	1,0	1,1	0,9	1,8	0,5	2,6	2,0	0,4	2,2	1,6	0,7	2,0	0,4	2,3	1,1	0,4	1,4
II. Taux d'intérêt à long terme																	
(Moyenne annuelle)																	
1994	8,2	8,4	7,8	7,8	6,9	20,8	10,0	7,2	7,9	10,5	7,2	6,9	7,0	10,5	9,0	9,7	8,2
1995	8,7	8,9	7,5	8,3	6,9	17,4	11,3	7,5	8,3	12,2	7,2	6,9	7,1	11,5	8,8	10,2	8,3
1996	7,2	7,5	6,5	7,2	6,2	14,4	8,7	6,3	7,3	9,4	6,3	6,2	6,3	8,6	7,1	8,0	7,9
1997	6,0	6,3	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
1998	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	8,5	4,8	4,6	4,8	4,9	4,7	4,6	4,7	4,9	4,8	5,0	5,6
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1994	− 5,0	− 5,4	− 4,9	− 2,4	− 2,4	− 10,0	− 6,3	− 5,8	− 1,7	− 9,2	+ 2,8	− 3,8	− 5,0	− 6,0	− 6,4	− 10,3	− 6,8
1995	− 4,8	− 5,0	− 3,8	− 2,4	− 3,3	− 10,3	− 7,1	− 4,9	− 2,1	− 7,7	+ 1,8	− 4,1	− 5,1	− 5,7	− 4,6	− 6,9	− 5,7
1996	− 4,1	− 4,1	− 3,1	− 0,9	− 3,4	− 7,5	− 4,5	− 4,1	− 0,2	− 6,6	+ 2,8	− 1,8	− 3,7	− 3,3	− 3,1	− 3,5	− 4,4
1997	− 2,5	− 2,3	− 1,6	+ 0,4	− 2,7	− 4,0	− 2,5	− 3,0	+ 1,0	− 2,7	+ 3,8	− 1,0	− 1,8	− 2,5	− 1,2	− 0,7	− 1,9
1998	− 2,0	− 1,5	− 0,9	+ 1,0	− 2,0	− 2,5	− 1,7	− 2,9	+ 2,4	− 2,7	+ 2,5	− 0,7	− 2,2	− 2,2	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,5
IV. Dette des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1994	69,1	67,3	133,3	76,5	50,2	109,3	62,6	48,5	88,2	124,9	5,7	77,9	65,4	63,8	59,6	79,0	50,3
1995	73,4	71,2	132,0	72,1	58,3	110,1	64,2	52,8	78,4	125,3	5,8	77,9	69,4	65,9	58,1	77,6	52,5
1996	74,9	73,1	128,8	67,7	60,8	112,3	68,5	55,7	68,6	124,6	6,3	76,1	69,8	64,9	57,6	76,7	53,1
1997	74,5	71,4	123,4	63,9	61,5	109,5	67,1	58,1	59,9	122,4	6,4	70,8	64,1	61,7	55,0	76,1	51,5
1998	73,7	69,3	118,2	58,0	61,1	106,3	65,1	58,8	49,5	118,7	6,9	67,5	63,0	57,8	49,7	74,2	48,7

(1) Critères précisés dans la partie « DÉFINITIONS » du chapitre.
(2) Pour l'Union européenne et le Royaume-Uni, les données sur les prix à la consommation de 1996 sont estimées.
(3) Pour la Zone EURO, l'Union européenne, la France, les Pays-Bas et l'Autriche, les données sur les prix à la consommation de la série « Octobre 1999 » sont provisoires.

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de taille.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.
15A. Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.
15B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services.
16. Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

L'industrie française est de plus en plus structurée en groupes d'entreprises. Au 1er janvier 1997, les groupes détiennent 37 % des firmes industrielles, emploient 77 % des effectifs et réalisent 83 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière. Les firmes indépendantes françaises effectuent moins de 6 % des exportations directes. Les filiales françaises des groupes étrangers sont responsables de près de 40 % des exportations de l'industrie française.

Le poids des groupes est particulièrement fort dans les secteurs très capitalistiques tels que la chimie minérale ou organique, le caoutchouc, la sidérurgie (plus de 90 % des emplois) et de haute technologie : pharmacie, matériel de transport terrestre (automobile ou ferroviaire), bureautique. À l'inverse, leur rôle est moindre dans la plupart des industries traditionnelles (moins de 60 % des effectifs) : filière du textile, de l'habillement, du travail des métaux, du travail du bois, machinisme agricole ...

Plus de 3 600 groupes sont recensés dans l'industrie manufacturière. La taille de ces groupes industriels est très variable : 2 300 groupes emploient moins de 500 salariés en France, 520 en emploient entre 500 et 2 000 et 180 plus de 2 000.

Si la quasi totalité des entreprises de 500 salariés et plus appartiennent à des groupes, seulement 35 % des PMI sont dans ce cas; cependant, 97 % des entreprises de 250 salariés et plus appartiennent à des groupes.

Les trois quarts des échanges intragroupes se font au sein de l'Union européenne. Les produits les plus concernés sont l'automobile et les biens d'équipement.

Au cours de l'année 1998, 266 447 entreprises se sont créées contre 271 088 l'année précédente, soit un écart de près de 2 %. Le repli concerne plus précisément les créations par reprise et les réactivations. Le nombre de défaillances d'entreprises jugées en 1998 est de 45 379, soit une baisse de 13 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution concerne tous les secteurs et en particulier les transports et l'industrie.

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture mais à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises de « l'industrie, du commerce et des services » dénommées ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), géré par l'INSEE, recense les entreprises et les établissements du système productif;

— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes;

— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)*; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation interadministrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi le numéro unique d'identification SIREN à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale;
  — leur catégorie juridique;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — le nombre de leurs établissements.
— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement) des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination interadministrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, du commerce et des services, car, souvent, on omet de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus; on distingue quatre catégories principales :

— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC);

— les bénéfices agricoles (BA);

— les bénéfices non commerciaux (BNC);

— les régimes micro.

L'ensemble de ces sources, à l'exception des régimes micro, fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. De plus, il y a structurellement un pourcentage élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

On distingue, dans les BIC, deux grands régimes d'imposition qui concernent environ 1 800 000 unités :

Les tableaux de ce chapitre portant sur les régimes d'imposition sont relatifs à l'année 1997; aussi l'ensemble des seuils ci-dessous sont-ils ceux en vigueur en 1997.

● Le régime du forfait, en usage pour les entreprises réalisant moins de 500 000 F de chiffre d'affaires TTC (ou moins de 150 000 F pour les prestataires de services) et pour celles n'ayant pas opté pour le régime réel. Les informations saisies sont en nombre limité;

● Le régime du bénéfice réel « simplifié » ou « normal » :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre la limite du forfait (500 000 F) et 5 000 000 F (ces seuils sont fixés à 150 000 F et 1 500 000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal,

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 000 000 F (soit 1 500 000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps. Elle s'oriente vers une plus grande proportion d'unités au régime simplifié d'imposition du fait de la stabilité du seuil limite des forfaits.

— le régime micro s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas 100 000 F, qui relèvent de la franchise de TVA et qui relèvent du forfait.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. On distingue de même un régime forfaitaire (évaluation administrative) et un régime réel (déclaration contrôlée). Les fichiers couvrent environ 425 000 unités.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. Comme pour les BIC, les BA recouvrent trois régimes d'imposition, le régime réel normal, le régime réel simplifié et le régime du forfait. L'exploitation des BA est récente, et ne concerne que les deux régimes réels d'imposition, soit environ 225 000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable *n* ne sont disponibles qu'en juillet *n* + 2.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînes, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision, la société tête du groupe; le lien de dépendance est mesuré par la part du capital détenu.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi

liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Le répertoire SIRENE : objectif qualité », *Courrier des statistiques,* n° 46, avril 1988;

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », Chiffres-Clés (annuel), SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« Observer et représenter un monde de plus en plus complexe - Un défi pour la statistique d'entreprises », *INSEE-Méthodes,* n° 54, juin 1996;

« Les industries agro-alimentaires en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 514, janvier 1997;

« Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995 », *INSEE-Résultats*, nos 535 à 537, mai 1997;

« Les entreprises du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats*, nos 562 - 564, septembre 1997;

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE-Résultats*, nos 624 - 627, janvier 1999;

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État du 31 décembre 1997 », *INSEE-Résultats*, n° 629, décembre 1998;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997 », *INSEE-Résultats,* nos 638 - 645, février-mars 1999;

« Les entreprises de services en 1997 », *INSEE-Résultats*, nos 668 - 669, août 1999;

« Les entreprises du commerce en 1996 - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprises », *INSEE-Résultats*, n° 670, août 1999;

« Les petites entreprises industrielles en 1997 », *INSEE-Résultats*, nos 680-681, novembre 1999 (et cédérom des résultats plus détaillés, premier trimestre 2000);

« La France des services », édition 1996, *INSEE.*

INSEE-Première :

« Les restructurations industrielles de 1979 à 1991 », n° 318, mai 1994;

« Le profil du créateur influence la survie de l'entreprise », n° 372, avril 1995;

« 1994 : l'année des grandes entreprises », n° 445, avril 1996;

« Les cessations d'entreprises depuis 1989 », n° 463, juin 1996;

« Mondialisation industrielle : le rôle des filiales de commerce de gros des groupes étrangers », n° 485, septembre 1996;

« Les repreneurs d'entreprises », n° 509, février 1997;

« La restructuration des grands établissements industriels », n° 513, mars 1997;

« 1995 : une croissance sélective de l'activité des entreprises », n° 539, août 1997;

« Le nombre de groupes d'entreprises a explosé en 15 ans », n° 553, novembre 1997;

« L'industrie manufacturière en 1997 - Une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998;

« Ingénierie française, ingénierie européenne », n° 596, juillet 1998;

« Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », n° 628, janvier 1999;

« Le tissu productif régional : diversité et concentration », n° 630, janvier 1999;

« Panorama des petites entreprises industrielles », n° 667, juillet 1999;

« Les groupes et la déformation du système statistique », V. Thollon-Pommerol, *Économie et Statistique*, n° 229, INSEE, 1990;

« Les entreprises petites et moyennes : croissance et atouts », *Économie et Statistique*, nos 271 - 272, numéro spécial, INSEE, 1994.

« Emploi : mythe des PME et réalité des groupes », *Économie et Statistique*, nos 319 - 320, F. BOCCARA, INSEE, 9/10 1998.

« Intégration économique et localisation des entreprises », *Économie et Statistique*, nos 326 - 327, Dossier, INSEE, 6/7 1999.

« Groupe et territoire », V. HECQUET et F. LAINÉ, *Synthèses*, n° 22 (Tendances régionales 1998), mars 1999;

Autres publications :

Enquête implantations, DREE-Résultats, août 1997;

« Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME : le rôle des groupes (1984-1992) », F. Boccara, Document de travail, E9702, INSEE, 1997.

« Inscription territoriale des groupes et identité des systèmes productifs locaux », V. Hecquet et F. Lainé, Document de travail, E9705/H9701, INSEE, 1997.

*
* *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				Total
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	
Situation au 1er janvier 1997					
Organismes publics	58	29	14	1	102
Organismes privés	108	110	23	∈	241
Entreprises	1 848	1 113	168	2	3 131
dont : Entreprises agricoles	685	41	2	∈	728 *e*
Entreprises financières	25	19	2	∈	46
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 138	1 053	164	2	2 357
Total	**2 014**	**1 252**	**205**	**3**	3 474
Situation au 1er janvier 1998 (2)					
Organismes publics	60	28	13	1	102
Organismes privés	155	96	18	∈	269
Entreprises	1 807	1 058	163	2	3 030
dont : Entreprises agricoles	612	14	1	∈	627 (3)
Entreprises financières	26	19	2	∈	47
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 169	1 025	160	2	2 356
Total	**2 022**	**1 182**	**194**	**3**	3 401
Situation au 1er janvier 1999 (2)					
Organismes publics	60	29	13	1	103
Organismes privés	148	105	18	∈	271
Entreprises	1 832	1 074	166	2	3 074
dont : Entreprises agricoles	644	17	1	∈	662 (3)
Entreprises financières	27	19	2	∈	48
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 161	1 038	163	2	2 364
Total	**2 040**	**1 208**	**197**	**3**	3 448

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Les opérations d'intégration des entreprises agricoles sont en cours dans le répertoire SIRENE. Ce chiffre est un comptage intermédiaire.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Au 1er janvier

Source : INSEE (SIRENE) (2)

%

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Employeurs	50,0	50,7	49,1	50,2	50,9
Non-employeurs	50,0	49,3	50,9	49,8	49,1
Mono-établissements	93,7	93,6	93,3	93,1	93,0
Pluri-établissements	6,3	6,4	6,7	6,9	7,0
Monorégionales	98,1	98,1	98,0	97,9	97,8
Non-monorégionales (3)	1,9	1,9	2,0	2,1	2,2
Ensemble des entreprises (en milliers)	**2 312**	**2 353**	**2 334**	**2 340**	2 364

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 383	46 092	6 036	1 133	245	119	11	**73 019**
Industrie	EC à EG	71 156	87 224	31 267	7 386	1 614	719	136	**199 502**
Construction	EH	141 389	154 977	20 482	2 052	284	108	19	**319 311**
Commerce	EJ	304 383	305 001	38 104	4 842	643	222	63	**653 258**
Transports	EK	53 290	30 003	7 811	1 522	269	86	16	**92 997**
Activités immobilières	EM	40 681	22 312	1 799	135	18	5	—	**64 950**
Services aux entreprises	EN	169 190	123 159	18 548	2 865	596	269	52	**314 679**
Autres services	EP à ER	361 480	254 764	16 602	2 053	243	77	24	**635 243**
Total		**1 160 952**	**1 023 532**	**140 649**	**21 988**	**3 912**	**1 605**	**321**	**2 352 959**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 831	44 699	5 621	1 088	248	102	13	**71 602**
Industrie	EC à EG	72 070	83 160	29 781	6 991	1 604	682	139	**194 427**
Construction	EH	139 457	148 954	18 853	1 871	257	105	16	**309 513**
Commerce	EJ	300 587	294 923	35 281	4 422	588	204	62	**636 067**
Transports	EK	53 208	29 039	7 539	1 504	285	79	18	**91 672**
Activités immobilières	EM	41 105	20 902	1 541	117	15	4	—	**63 684**
Services aux entreprises	EN	178 745	122 424	17 460	2 642	581	269	56	**322 177**
Autres services	EP à ER	383 388	243 668	15 124	1 830	254	80	20	**644 364**
Total		**1 188 391**	**987 769**	**131 200**	**20 465**	**3 832**	**1 525**	**324**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	18 138	45 124	5 813	1 116	250	100	14	**70 555**
Industrie	EC à EG	69 439	83 487	29 831	7 006	1 546	691	137	**192 137**
Construction	EH	133 217	152 130	18 896	1 821	248	100	13	**306 425**
Commerce	EJ	288 429	298 574	35 788	4 574	635	223	63	**628 286**
Transports	EK	52 443	29 907	7 747	1 571	302	87	17	**92 074**
Activités immobilières	EM	40 564	21 419	1 601	113	14	6	—	**63 717**
Services aux entreprises	EN	181 199	127 408	18 142	2 730	601	274	55	**330 409**
Autres services	EP à ER	382 762	255 479	15 950	1 841	273	79	22	**656 406**
Total		**1 166 191**	**1 013 528**	**133 768**	**20 772**	**3 869**	**1 560**	**321**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	17 278	45 267	6 067	1 117	255	107	13	**70 104**
Industrie	EC à EG	67 857	83 638	29 935	6 871	1 562	692	135	**190 690**
Construction	EH	128 995	156 259	19 510	1 812	227	92	12	**306 907**
Commerce	EJ	283 182	302 212	36 336	4 658	614	236	65	**627 303**
Transports	EK	51 757	30 884	8 055	1 598	323	88	19	**92 724**
Activités immobilières	EM	41 036	22 404	1 684	125	14	4	—	**65 267**
Services aux entreprises	EN	186 201	133 327	18 872	2 801	654	285	66	**342 206**
Autres services	EP à ER	385 527	264 185	17 022	1 876	273	73	24	**668 980**
Total		**1 161 833**	**1 038 176**	**137 481**	**20 858**	**3 922**	**1 577**	**334**	**2 364 181**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Établissement

Activités	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							Total
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1999	2 000 et plus	
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	22 300	50 802	6 347	1 458	307	66	1	81 281
Industrie	EC à EG	83 419	99 927	36 706	9 156	2 067	826	66	232 167
Construction	EH	146 565	159 463	22 556	2 746	271	54	1	331 656
Commerce	EJ	349 053	381 582	45 929	5 810	678	108	4	783 164
Transports	EK	58 950	40 608	12 020	2 520	406	132	13	114 649
Activités immobilières	EM	44 492	24 965	1 729	108	11	1	—	71 306
Services aux entreprises	EN	197 438	145 855	24 618	5 237	914	220	46	374 328
Autres services	EP à ER	381 957	276 095	19 518	2 321	215	41	5	680 152
Total		**1 284 174**	**1 179 297**	**169 423**	**29 356**	**4 869**	**1 448**	**136**	2 668 703
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	23 763	48 592	5 951	1 419	309	66	1	80 101
Industrie	EC à EG	87 407	93 949	34 802	8 813	2 075	801	63	227 910
Construction	EH	146 110	152 457	20 797	2 566	228	48	1	322 207
Commerce	EJ	358 148	359 242	43 185	5 462	675	111	1	766 824
Transports	EK	60 355	38 926	11 491	2 578	404	121	14	113 889
Activités immobilières	EM	45 507	23 149	1 514	85	8	—	—	70 263
Services aux entreprises	EN	211 869	142 659	22 888	4 756	1 029	261	16	383 478
Autres services	EP à ER	408 825	262 380	17 740	2 194	227	44	2	691 412
Total		**1 341 984**	**1 121 354**	**158 368**	**27 873**	**4 955**	**1 452**	**98**	2 656 084
Situation au 1er janvier 1998 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	21 871	49 499	6 057	1 439	310	71	1	79 248
Industrie	EC à EG	84 483	94 801	35 076	8 816	2 000	804	58	226 038
Construction	EH	140 013	155 967	20 879	2 432	217	35	—	319 543
Commerce	EJ	343 840	366 279	44 116	5 589	695	122	4	760 645
Transports	EK	60 005	37 728	11 078	2 392	345	121	27	111 696
Activités immobilières	EM	44 922	24 067	1 548	81	10	1	—	70 629
Services aux entreprises	EN	214 165	149 685	23 817	4 813	1 059	254	12	393 805
Autres services	EP à ER	408 239	275 963	18 888	2 172	248	39	2	705 551
Total		**1 317 538**	**1 153 989**	**161 459**	**27 734**	**4 884**	**1 447**	**104**	2 667 155
Situation au 1er janvier 1999 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 933	49 898	6 267	1 410	325	76	1	78 910
Industrie	EC à EG	82 894	95 573	35 198	8 664	2 004	814	52	225 199
Construction	EH	135 661	160 408	21 545	2 304	189	41	1	320 149
Commerce	EJ	336 531	374 673	44 947	5 675	747	122	2	762 697
Transports	EK	59 365	39 135	11 555	2 459	353	131	29	113 027
Activités immobilières	EM	45 382	25 475	1 632	82	11	—	—	72 582
Services aux entreprises	EN	207 923	163 757	28 673	5 707	1 225	279	10	407 574
Autres services	EP à ER	411 495	286 775	19 962	2 209	238	30	4	720 713
Total		**1 300 184**	**1 195 694**	**169 779**	**28 510**	**5 092**	**1 493**	**99**	2 700 851

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	42 898	2 263	3 770	**49 261**	15 264	4 891	**23 758**	**73 019**
Industrie	EC à EG	21 872	5 164	48 967	**78 191**	82 002	34 582	**121 311**	**199 502**
Construction	EH	33 455	3 214	183 925	**221 653**	79 296	10 708	**97 658**	**319 311**
Commerce	EJ	81 729	232 150	20 298	**360 546**	223 798	48 786	**292 712**	**653 258**
Transports	EK	5 300	27 269	24 279	**58 143**	25 815	6 569	**34 854**	**92 997**
Activités immobilières	EM	201	9 427	20	**16 379**	34 059	7 171	**48 571**	**64 950**
Services aux entreprises	EN	5 574	17 170	13 383	**142 614**	108 836	35 629	**172 065**	**314 679**
Autres services	EP à ER	49 507	133 607	27 685	**492 990**	105 208	11 765	**142 253**	**635 243**
Total		**240 536**	**430 264**	**322 327**	**1 419 777**	**674 278**	**160 101**	**933 182**	**2 352 959**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	2 160	3 657	**47 569**	15 790	4 785	**24 033**	**71 602**
Industrie	EC à EG	20 358	4 722	46 806	**74 253**	81 663	33 815	**120 174**	**194 427**
Construction	EH	30 389	2 801	176 703	**210 864**	81 201	10 372	**98 649**	**309 513**
Commerce	EJ	78 077	218 086	19 519	**341 501**	227 211	47 575	**294 566**	**636 067**
Transports	EK	5 129	25 922	23 946	**56 226**	26 417	6 552	**35 446**	**91 672**
Activités immobilières	EM	187	8 546	15	**15 876**	33 867	6 865	**47 808**	**63 684**
Services aux entreprises	EN	5 323	16 253	12 889	**143 909**	114 307	35 916	**178 268**	**322 177**
Autres services	EP à ER	48 691	128 623	27 630	**497 076**	110 307	11 676	**147 288**	**644 364**
Total		**229 594**	**407 113**	**311 165**	**1 387 274**	**690 763**	**157 556**	**946 232**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998 (*r*) (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	2 168	3 612	**46 072**	16 336	4 718	**24 483**	**70 555**
Industrie	EC à EG	19 184	4 343	45 749	**71 770**	82 420	33 192	**120 367**	**192 137**
Construction	EH	27 893	2 425	173 868	**205 069**	84 432	10 062	**101 356**	**306 425**
Commerce	EJ	75 298	210 184	18 911	**328 185**	233 433	46 519	**300 101**	**628 286**
Transports	EK	5 072	25 444	23 734	**55 431**	27 568	6 494	**36 643**	**92 074**
Activités immobilières	EM	169	8 025	11	**15 369**	34 730	6 703	**48 348**	**63 717**
Services aux entreprises	EN	5 182	16 105	12 650	**144 179**	121 148	36 169	**186 230**	**330 409**
Autres services	EP à ER	48 162	125 284	27 754	**503 747**	115 579	11 588	**152 659**	**656 406**
Total		**220 935**	**393 978**	**306 289**	**1 369 822**	**715 646**	**155 445**	**970 187**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999 (3)									
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	2 168	3 575	**44 993**	16 971	4 613	**25 111**	**70 104**
Industrie	EC à EG	18 296	4 140	45 098	**70 142**	83 104	32 574	**120 548**	**190 690**
Construction	EH	25 861	2 250	172 763	**201 799**	88 419	9 916	**105 108**	**306 907**
Commerce	EJ	72 402	206 447	18 533	**322 082**	239 410	45 416	**305 221**	**627 303**
Transports	EK	4 942	25 134	23 584	**54 919**	28 699	6 481	**37 805**	**92 724**
Activités immobilières	EM	165	7 686	11	**15 728**	35 935	6 584	**49 539**	**65 267**
Services aux entreprises	EN	5 050	16 050	12 580	**147 464**	128 392	36 799	**194 742**	**342 206**
Autres services	EP à ER	47 654	123 225	28 206	**510 406**	121 520	11 481	**158 574**	**668 980**
Total		**213 286**	**387 100**	**304 350**	**1 367 533**	**742 450**	**153 864**	**996 648**	**2 364 181**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS)

Source : INSEE (SIRENE) (1)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Créations totales							
Industries agricoles et alimentaires	EB	6 573	7 359	7 190	7 277	6 885	6 800
Autres industries	EC à EG	18 601	19 691	18 662	17 283	16 283	15 540
Construction	EH	33 557	37 745	36 823	35 106	34 168	33 269
Commerce	EJ	87 805	93 979	88 338	83 831	81 460	78 090
Transports	EK	10 022	10 656	10 509	9 651	10 075	9 650
Activités immobilières	EM	7 142	7 914	7 472	7 009	7 408	7 889
Services aux entreprises	EN	41 328	44 340	44 630	43 867	43 872	44 184
Autres services	EP à ER	68 434	72 447	71 229	71 251	70 937	71 025
Total		**273 462**	**294 131**	**284 853**	**275 275**	**271 088**	**266 447**
Créations nouvelles							
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 201	2 485	2 434	2 263	2 089	2 006
Autres industries	EC à EG	12 623	13 580	13 052	11 894	10 982	10 672
Construction	EH	20 781	23 604	23 752	22 599	21 790	21 667
Commerce	EJ	53 744	57 612	53 864	50 499	48 462	46 709
Transports	EK	7 043	7 562	7 548	6 845	7 114	6 947
Activités immobilières	EM	5 660	6 200	5 882	5 506	5 740	6 231
Services aux entreprises	EN	34 273	36 687	36 860	36 421	36 193	36 684
Autres services	EP à ER	34 594	36 034	35 531	35 601	34 480	35 275
Total		**170 919**	**183 764**	**178 923**	**171 628**	**166 850**	**166 191**
Reprises							
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 888	3 145	3 119	3 273	3 005	3 161
Autres industries	EC à EG	3 113	2 997	2 562	2 554	2 511	2 245
Construction	EH	3 807	3 643	3 223	3 285	3 397	3 230
Commerce	EJ	16 544	17 098	15 437	14 920	14 974	14 077
Transports	EK	903	840	851	794	903	883
Activités immobilières	EM	342	343	310	296	328	314
Services aux entreprises	EN	1 662	1 597	1 594	1 521	1 691	1 555
Autres services	EP à ER	18 879	20 010	19 449	19 400	19 576	19 015
Total		**48 138**	**49 673**	**46 545**	**46 043**	**46 385**	**44 480**
Réactivations							
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 484	1 729	1 637	1 741	1 791	1 633
Autres industries	EC à EG	2 865	3 114	3 048	2 835	2 790	2 623
Construction	EH	8 969	10 498	9 848	9 222	8 981	8 372
Commerce	EJ	17 517	19 269	19 037	18 412	18 024	17 304
Transports	EK	2 076	2 254	2 110	2 012	2 058	1 820
Activités immobilières	EM	1 140	1 371	1 280	1 207	1 340	1 344
Services aux entreprises	EN	5 393	6 056	6 176	5 925	5 988	5 945
Autres services	EP à ER	14 961	16 403	16 249	16 250	16 881	16 735
Total		**54 405**	**60 694**	**59 385**	**57 604**	**57 853**	**55 776**

(1) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique

Année 1998

Source : INSEE (SIRENE) (1)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	**Total**
		Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 418	544	800	25	1 930	16	67	**6 800**
Industrie	EC à EG	1 004	467	5 279	421	8 181	138	50	**15 540**
Construction	EH	797	210	20 310	96	11 372	208	276	**33 269**
Commerce	EJ	4 451	34 013	2 066	6 989	29 625	720	226	**78 090**
Transports	EK	149	4 048	1 558	189	3 617	66	23	**9 650**
Activités immobilières	EM	11	749	2	2 691	4 313	79	44	**7 889**
Services aux entreprises	EN	440	3 979	2 188	15 818	21 037	496	226	**44 184**
Autres services	EP à ER	2 949	21 948	3 174	25 816	16 153	167	818	**71 025**
Total		**13 219**	**65 958**	**35 377**	**52 045**	**96 228**	**1 890**	**1 730**	**266 447**

(1) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES 16	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Industrie	EB à EG	9 464	10 096	8 758	7 700	7 582	6 915	5 866
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 483	1 454	1 512	1 471	1 297	1 236	1 158
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	2 589	2 828	2 179	1 781	1 888	1 646	1 338
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 863	2 233	1 778	1 476	1 371	1 381	1 042
Biens de consommation	EC	3 529	3 581	3 289	2 972	3 026	2 652	2 328
Construction	EH	11 551	11 721	10 314	10 414	10 369	10 224	8 826
Commerce (1)	EJ	16 775	16 820	16 208	15 666	15 694	15 463	13 586
Transports	EK	2 402	2 624	2 390	1 972	2 117	2 155	1 793
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	6 977	7 408	6 840	6 421	6 482	6 432	5 709
Immobilier	EM	2 639	3 264	3 458	3 176	3 045	2 518	2 201
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	7 897	8 678	8 770	8 530	8 648	8 507	7 398
Total		**57 705**	**60 611**	**56 738**	**53 879**	**53 937**	**52 214**	**45 379**

(1) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et la forme juridique

Année 1997

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (2)
Bénéfice réel normal (BRN) :			
Personnes physiques	98 981	306 219	275 336
Sociétés en participation	3 613	6 640	50 123
Sociétés en nom collectif	19 383	385 214	802 157
SARL	362 369	2 447 750	1 892 825
SA	164 272	7 387 978	12 330 232
Autres formes juridiques	51 122	1 326 629	1 411 443
Régime simplifié (RSI) :			
Personnes physiques	825 919	624 052	447 484
Sociétés en participation	1 117	682	528
Sociétés en nom collectif	12 076	11 441	9 048
SARL	286 020	584 394	267 360
SA	5 384	12 263	5 898
Autres formes juridiques	41 343	25 434	18 478
Forfaits	100 383	–	15 911
Total BIC (3) (4)	**1 971 982**	**13 118 696**	**17 526 823**
Bénéfices non commerciaux :			
Personnes physiques	439 832	271 606	234 725
Société civile	19 199	93 761	51 860
Autres formes juridiques	6 479	9 811	6 083
Total BNC (3) (4)	**465 510**	**375 178**	**292 668**
Bénéfices agricoles réels :			
Personnes physiques	154 692	54 781	111 619
Sociétés civiles	75 830	63 723	103 582
Autres formes juridiques	645	2 760	1 760
Total BA réels	**231 167**	**121 264**	**216 960**

(1) En 1997, on dispose de la répartition des entreprises imposées aux bénéfices agricoles réels, mais celle des entreprises imposées aux bénéfices agricoles au forfait n'est pas disponible.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Bénéfice industriel et commercial et bénéfice non commercial : effectif salarié non disponible pour les entreprises imposées au forfait.
(4) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-10A

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1997 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NES 16	Nombre d'entreprises				Effectif total (1)			
		Régime d'imposition			**Total**	Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	9 330	30 787	3 563	**43 680**	98 050	56 746	3 563	**158 359**
Industries agricoles et alimentaires	EB	16 090	49 335	2 210	**67 635**	473 264	149 597	2 210	**625 071**
Industries des biens de consommation	EC	26 569	36 112	2 683	**65 364**	705 175	65 254	2 683	**773 112**
Industrie automobile	ED	1 421	640	21	**2 082**	274 800	1 535	21	**276 356**
Industries des biens d'équipement	EE	20 280	19 926	614	**40 820**	779 647	43 747	614	**824 008**
Industries des biens intermédiaires	EF	35 639	24 288	2 153	**62 080**	1 439 028	54 387	2 153	**1 495 568**
Eau, Gaz, Électricité	EG	1 098	794	17	**1 909**	244 904	684	17	**245 605**
Construction	EH	59 510	210 730	15 962	**286 202**	905 416	470 555	15 962	**1 391 933**
Commerce	EJ	214 648	296 539	33 078	**544 265**	2 367 675	463 915	33 078	**2 864 668**
Transports	EK	27 855	56 268	4 143	**88 266**	862 458	76 694	4 143	**943 295**
Activités financières	EL	18 771	7 730	80	**26 581**	586 588	7 955	80	**594 623**
Activités immobilières	EM	80 869	114 156	8 778	**203 803**	197 509	111 426	8 778	**317 713**
Services aux entreprises	EN	108 452	83 392	951	**192 795**	2 126 472	123 065	951	**2 250 488**
Services aux particuliers	EP	57 055	220 464	25 959	**303 478**	609 396	437 397	25 959	**1 072 752**
Éducation, santé, action sociale	EQ	11 142	9 182	63	**20 387**	248 058	22 539	63	**270 660**
Non déterminé		11 011	11 516	108	**22 635**	44 908	17 768	108	**62 784**
Total (3)		**699 740**	**1 171 859**	**100 383**	**1 971 982**	**11 963 348**	**2 103 264**	**100 383**	**14 166 995**

(1) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels (effectif salarié non disponible pour les forfaits).
(2) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(3) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-10B

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1997 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

Secteur	Code NES 16	Chiffre d'affaires (HT)			
		Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	65 356	16 094	290	**81 740**
Industries agricoles et alimentaires	EB	793 777	49 569	479	**843 825**
Industries des biens de consommation	EC	769 736	20 634	380	**790 750**
Industrie automobile	ED	541 080	663	4	**541 747**
Industries des biens d'équipement	EE	883 065	18 086	95	**901 246**
Industries des biens intermédiaires	EF	1 531 987	19 823	313	**1 552 123**
Eau, Gaz, Électricité	EG	647 346	293	2	**647 641**
Construction	EH	621 578	146 195	2 948	**770 721**
Commerce	EJ	4 858 725	260 535	5 976	**5 125 236**
Transports	EK	647 648	21 529	458	**669 635**
Activités financières	EL	3 174 959	2 255	2	**3 177 216**
Activités immobilières	EM	331 942	24 708	440	**357 090**
Services aux entreprises	EN	1 405 284	38 125	93	**1 443 502**
Services aux particuliers	EP	363 013	120 059	4 406	**487 478**
Éducation, santé, action sociale	EQ	95 043	5 235	10	**100 288**
Non déterminé		31 578	4 994	14	**36 586**
Total (2)		**16 762 117**	**748 797**	**15 910**	**17 526 824**

(1) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(2) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de taille

Année 1997

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche d'effectifs							
0	169 326	–	667 055	145 916	64 071	5 192 388	1 202 851
1	68 109	68 109	144 970	9 594	10 787	362 218	77 224
2 à 4	158 025	460 343	515 511	17 699	42 281	924 368	136 171
5 à 9	150 425	1 019 424	1 024 210	29 854	89 889	1 326 046	188 940
10 à 19	69 275	951 938	1 018 370	34 532	126 031	1 303 841	168 397
20 à 49	57 389	1 792 616	2 127 808	238 488	213 712	3 657 289	279 332
50 à 99	13 598	946 708	1 090 844	49 754	128 476	1 985 500	148 464
100 à 199	7 400	1 029 951	1 308 425	62 608	201 338	2 714 815	151 415
200 à 499	4 099	1 239 713	1 651 875	75 502	285 417	3 704 773	276 824
500 à 999	1 196	827 606	1 094 257	64 441	219 272	3 188 074	153 784
1 000 à 1 999	559	769 185	1 226 225	65 292	264 648	4 206 858	163 391
2 000 à 4 999	245	742 595	1 840 775	65 188	243 485	5 587 218	136 856
5 000 à 9 999	56	385 826	427 098	18 021	102 338	1 356 440	63 022
10 000 à 19 999	17	227 206	235 662	9 321	77 408	1 557 305	30 733
20 000 à 49 999	14	458 645	1 721 949	36 502	165 913	4 367 641	47 035
50 000 et plus	7	940 565	667 083	68 195	118 561	1 392 620	121 614
Total (1)	**699 740**	**11 860 430**	**16 762 116**	**990 909**	**2 353 627**	**42 827 396**	**3 346 054**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 1 MILLION DE F	218 969	227 660	72 329	38 270	2 061	5 372 033	1 046 962
1 à 1,9 M	103 533	322 338	151 902	12 054	4 151	493 276	73 782
2 à 4,9 M	155 490	911 576	507 233	26 781	16 507	946 406	130 983
5 à 9,9 M	95 700	974 551	671 075	25 973	28 352	852 404	142 406
10 à 19 M	54 996	1 003 650	768 209	29 230	48 043	1 115 935	174 478
20 à 49 M	39 254	1 308 677	1 225 680	49 202	106 841	1 677 931	224 920
50 à 99 M	15 431	949 861	1 076 089	46 439	111 910	1 769 046	186 104
100 à 199 M	8 158	901 397	1 130 620	61 760	150 066	4 203 496	203 921
200 à 499 M	4 979	1 101 797	1 520 802	87 844	257 605	3 553 386	219 445
500 à 999 M	1 636	702 284	1 119 666	79 948	208 357	2 418 218	168 301
1 à 1,9 MILLIARD	807	643 661	1 120 313	79 237	238 899	2 600 045	171 358
2 à 4,9 MILLIARDS	528	716 866	1 623 595	97 761	330 911	4 920 084	203 480
5 à 9,9 MILLIARDS	165	426 791	1 130 649	219 569	224 731	2 617 543	116 091
10 à 19 MILLIARDS	50	435 865	675 118	23 251	109 514	2 147 264	61 992
20 à 49 MILLIARDS	25	229 528	728 549	15 655	221 292	2 989 433	65 202
50 MILLIARDS et plus	19	1 003 928	3 240 289	97 934	294 388	5 150 896	156 627
Total (1)	**699 740**	**11 860 430**	**16 762 116**	**990 909**	**2 353 627**	**42 827 396**	**3 346 054**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-11 (suite et fin)

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de taille

Année 1997

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche de « Total bilan »							
< 1 MILLION DE F	251 531	643 019	458 242	26 684	22 777	112 235	26 946
1 à 4,9 M	274 972	1 773 524	1 200 309	31 770	51 654	653 078	90 077
5 à 9,9 M	72 797	983 195	837 607	21 807	50 586	509 383	69 201
10 à 99 M	83 039	2 933 601	3 172 492	102 063	337 052	2 272 529	358 058
100 à 499 M	12 349	1 578 597	2 281 087	107 100	430 145	2 661 877	504 692
500 à 999 M	2 145	596 492	1 102 693	68 817	229 316	1 490 741	277 721
1000 à 1999 M	1 225	540 345	1 065 743	82 570	203 401	1 713 457	311 028
2000 à 4999 M	865	593 925	1 228 427	115 772	243 022	2 669 082	453 117
5000 à 9999 M	331	403 391	641 167	54 304	157 540	2 329 086	265 111
10 à 19,9 MILLIARDS	202	261 967	529 353	57 091	90 104	2 916 981	308 345
20 à 49,9 MILLIARDS	185	381 057	887 129	42 311	265 245	5 459 561	223 497
50 à 99,9 MILLIARDS	52	479 570	517 578	45 013	154 327	3 518 784	185 521
100 à 299 MILLIARDS	33	434 198	611 027	198 827	c	5 662 275	163 508
300 MILLIARDS et plus	14	257 549	2 229 260	36 779	c	10 858 327	109 230
Total (1)	**699 740**	**11 860 430**	**16 762 116**	**990 909**	**2 353 627**	**42 827 396**	**3 346 054**
Tranche de capital social							
< 1 MILLION DE F	590 337	4 139 477	4 008 306	156 571	334 549	4 156 053	93 930
1 à 1,9 M	44 720	962 416	1 010 624	31 712	98 520	823 807	56 727
2 à 4,9 M	29 672	893 117	1 019 112	35 020	125 617	847 974	87 787
5 à 9,9 M	13 207	629 889	766 890	33 082	115 621	841 478	87 322
10 à 19 M	8 534	676 309	944 456	41 771	154 433	1 255 091	113 274
20 à 49 M	6 291	808 507	1 180 876	70 096	229 774	1 650 806	189 189
50 à 99 M	2 760	660 765	968 790	73 335	195 061	1 685 762	187 936
100 à 199 M	1 849	541 464	950 019	83 747	177 184	3 151 669	251 214
200 à 499 M	1 362	770 300	1 173 555	102 569	244 230	5 286 635	411 881
500 à 999 M	527	251 471	588 512	32 594	141 129	4 049 375	361 032
1 à 1,9 MILLIARD	261	241 747	631 392	45 584	155 437	3 801 643	365 970
2 à 4,9 MILLIARDS	153	327 171	2 174 475	33 502	143 803	6 849 024	448 058
5 MILLIARDS et plus	67	957 797	1 345 110	251 324	238 270	8 428 079	691 734
Total (1)	**699 740**	**11 860 430**	**16 762 116**	**990 909**	**2 353 627**	**42 827 396**	**3 346 054**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1997

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	606 719	5 441 227
Production vendue de biens	1 339 903	4 596 276
Production vendue de services	407 005	6 721 777
Chiffre d'affaires net	**2 353 627**	**16 759 280**
Production stockée		– 38 057
Production immobilisée		68 618
Subventions d'exploitation		82 707
Reprises et transferts de charges		763 835
Autres produits		468 297
Total des produits d'exploitation		**18 104 680**
Charges		
Achats de marchandises		4 318 518
Variations de stock (marchandises)		4 833
Achats de matières premières, autres approvisionnements		2 371 989
Variations de stock (mat. premières, autres)		2 415
Autres achats et charges externes		3 983 297
Impôts, taxes et versements assimilés		387 732
Salaires et traitements		1 865 550
Charges sociales		802 365
Immobilisations : dotation aux amortissements		590 673
Immobilisations : dotation aux provisions		29 315
Actif circulant : dotation aux provisions		126 053
Risques, charges : dotation aux provisions		998 002
Autres charges		474 515
Total des charges d'exploitation		**15 955 257**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**2 149 423**
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		25 348
Perte supportée ou bénéfice transféré		22 183

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	377 395
Produits des autres valeurs	930 631
Autres intérêts et produits assimilés	1 150 739
Reprises de provisions, transferts de charges	163 373
Différences positives de change	402 962
Produits nets sur cessions de valeurs	85 761
Total des produits financiers	**3 110 861**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	247 415
Intérêts et charges assimilées	3 508 632
Différences négatives de change	885 096
Charges nettes sur cessions de valeurs	52 220
Total des charges financières	**4 693 363**
RÉSULTAT FINANCIER	– 1 582 502
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	570 086
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	137 967
Produits exceptionnels sur opération en capital	861 110
Reprises de provisions, transferts de charges	214 607
Total des produits exceptionnels	**1 213 684**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	177 145
Charges exceptionnelles sur opération en capital	712 062
Dotations aux amortissements, provisions	240 037
Total des charges exceptionnelles	**1 129 244**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	84 440
Participation des salariés	26 069
Impôts sur les bénéfices	201 775
Total des produits	**22 454 573**
Total des charges	**22 027 891**
BÉNÉFICE OU PERTE	426 682

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1997

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	**14 319**	
IMMOBILISATIONS		
Fonds commercial	364 635	28 564
Autres incorporelles	387 473	209 617
Immobilisations corporelles	8 026 326	3 575 262
Immobilisations financières	22 789 220	1 041 947
TOTAL	**31 567 654**	**4 855 390**
ACTIF CIRCULANT		
STOCKS :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1 082 404	100 089
Stocks marchandises	611 185	41 861
Avances, acomptes sur commandes	101 649	363
Clients et comptes rattachés	2 846 352	138 138
Autres créances	3 814 453	59 897
Valeurs mobilières de placement	3 673 974	9 188
Disponibilités	3 120 084	585
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	988 150	1 219
TOTAL	**16 238 251**	**351 340**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	145 470	
Primes de remboursement des obligations	18 583	
Écart de conversion actif	49 782	
TOTAL ACTIF BRUT	**48 034 059**	
TOTAL GÉNÉRAL (ACTIF NET)	**42 827 329**	

PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
Capital social (individuel)	3 325 334
Primes émission, fusion	1 701 485
Écarts de réévaluation	72 784
Réserves	1 980 607
Report à nouveau	– 463 870
Résultat de l'exercice	426 682
Subventions investissement	132 380
Provisions réglementées	198 839
TOTAL	**7 374 241**
Autres fonds propres	421 127
Provisions pour risques, charges	4 798 038
DETTES	
Emprunts, dettes assimilées	22 658 193
dont : concours bancaires courants, soldes créditeurs	2 999 122
Avances, acomptes sur commandes	469 547
Dettes fournisseurs	2 260 148
Autres dettes	3 576 889
COMPTE DE RÉGULARISATION	
Produits constatés d'avance	1 204 154
TOTAL	**33 168 053**
Écarts de conversion passif	**64 992**
TOTAL GÉNÉRAL	**42 827 329**

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1998

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Industrie des viandes	B01	14 334	151 364	207 657
Industrie du lait	B02	1 200	63 379	150 630
Industrie des boissons	B03	1 809	44 329	104 489
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 390	34 043	91 784
Industries alimentaires diverses	B05	48 902	285 326	289 266
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	10 259	118 499	77 832
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 494	49 793	28 755
Édition, imprimerie, reproduction	C20	24 126	211 301	203 179
Industrie pharmaceutique	C31	639	89 970	188 220
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 155	54 308	100 891
Fabrication de meubles	C41	17 247	100 412	68 841
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 509	15 048	12 085
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	4 050	36 232	28 698
Fabrication d'appareils domestiques	C44	264	28 404	30 042
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	433	19 699	37 664
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 188	21 185	14 543
Construction automobile	D01	1 390	198 230	454 183
Fabrication d'équipements automobiles	D02	692	77 659	87 564
Construction navale	E11	1 729	18 462	16 343
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	63	15 513	12 353
Construction aéronautique et spatiale	E13	366	81 580	177 703
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	240	9 286	7 906
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 486	47 647	36 528
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 807	94 167	61 851
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 371	69 516	68 200
Fabrication de machines d'usage général	E24	4 911	96 984	87 192
Fabrication de machines agricoles	E25	4 839	26 118	31 311
Fabrication de machines-outils	E26	872	16 587	14 132
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	3 237	67 848	69 000
Fabrication d'armes et de munitions	E28	164	5 679	9 173
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	479	40 032	85 468
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 250	27 677	23 268
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 191	70 590	86 181
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	7 482	39 077	33 455
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 333	81 808	81 183
Extraction de minerais métalliques	F11	52	895	492
Autres industries extractives	F12	2 367	32 770	29 408
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 177	52 754	44 447
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 980	98 727	97 730
Filature et tissage	F21	1 833	58 560	54 425
Fabrication de produits textiles	F22	2 691	47 447	36 323
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	1 021	27 924	16 602
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	10 054	86 800	66 152
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	212	29 103	46 989
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 410	65 511	68 325
Industrie chimique minérale	F41	387	22 942	46 659
Industrie chimique organique	F42	473	54 381	154 151
Parachimie	F43	1 128	57 988	97 655
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	25	2 864	4 595
Industries du caoutchouc	F45	602	69 784	55 328
Transformation des matières plastiques	F46	4 353	142 987	125 152

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1998

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Industrie des viandes	B01	8	37	5	17
Industrie du lait	B02	16	70	17	60
Industrie des boissons	B03	19	69	23	59
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	19	55	17	40
Industries alimentaires diverses	B05	14	41	5	11
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	9	29	4	9
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	20	52	9	41
Édition, imprimerie, reproduction	C20	7	19	4	10
Industrie pharmaceutique	C31	13	76	12	70
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	20	83	20	72
Fabrication de meubles	C41	12	42	10	25
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	18	53	14	42
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	17	51	10	42
Fabrication d'appareils domestiques	C44	44	93	46	89
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	78	93	61	89
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	29	64	25	65
Construction automobile	D01	76	94	68	86
Fabrication d'équipements automobiles	D02	25	85	26	76
Construction navale	E11	51	74	35	66
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	76	98	71	97
Construction aéronautique et spatiale	E13	77	95	63	92
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	52	92	45	89
Fabrication d'élément en métal pour la construction	E21	8	25	5	18
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	19	40	10	25
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	23	67	18	60
Fabrication de machines d'usage général	E24	10	36	11	30
Fabrication de machines agricoles	E25	29	46	13	35
Fabrication de machines-outils	E26	17	64	16	64
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	22	46	10	27
Fabrication d'armes et de munitions	E28	80	97	73	94
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	76	94	62	89
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	29	68	24	63
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	43	90	39	79
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	30	56	13	34
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	28	57	17	43
Extraction de minerais métalliques	F11	71	100	53	98
Autres industries extractives	F12	16	37	17	35
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	35	82	31	75
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	15	45	9	36
Filature et tissage	F21	11	41	9	22
Fabrication de produits textiles	F22	11	45	9	35
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	30	61	27	57
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	10	16	4	4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	22	85	20	87
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	16	50	11	41
Industrie chimique minérale	F41	37	81	36	79
Industrie chimique organique	F42	38	82	46	88
Parachimie	F43	23	68	15	58
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	65	100	50	100
Industries du caoutchouc	F45	53	85	51	82
Transformation des matières plastiques	F46	6	24	5	16

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1998

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	304	68 662	116 085
Production de métaux non ferreux	F52	283	24 772	57 557
Fonderie	F53	490	34 785	22 236
Services industriels du travail des métaux	F54	14 394	184 308	114 357
Fabrication de produits métalliques	F55	4 594	101 714	78 631
Récupération	F56	3 542	21 528	27 493
Fabrication de matériel électrique	F61	2 676	140 326	136 573
Fabrication de composants électroniques	F62	1 032	48 189	54 758
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	47	13 062	4 007
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	70	1 202	3 038
Extraction de minerais d'uranium	G13	4	215	148
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	19	11 883	32 609
Raffinage de pétrole	G15	119	19 406	268 472
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 419	165 799	284 999
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	231	33 675	54 366
Bâtiment	H01	267 317	964 033	579 200
Travaux publics	H02	18 885	229 492	191 521
Commerce et réparation automobile	J10	77 364	385 615	651 040
Commerce de gros, intermédiaires	J20	116 495	923 494	2 775 518
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	5 418	433 203	780 918
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	74 497	112 088	131 545
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	270 491	724 975	786 216
Transports ferroviaires	K01	27	175 943	c
Transport routier de voyageurs	K02	35 534	149 373	55 187
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	41 403	262 625	172 078
Transports par eau	K04	2 131	14 002	30 522
Transports aériens	K05	370	59 354	73 852
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 447	84 012	87 434
Agences de voyage	K08	3 455	35 061	56 946
Organisation du transport de fret	K09	2 898	106 363	119 834
Intermédiation financière	L01	11 994	405 911	2 250 653
Assurance	L02	698	124 630	845 070
Activités de poste et de courrier	N11	1 110	283 046	c
Télécommunications	N12	751	165 259	176 991
Activités informatiques	N21	18 740	197 583	145 307
Services professionnels	N22	33 029	189 704	156 710
Administration d'entreprises	N23	31 882	87 546	188 632
Publicité et études de marché	N24	16 182	105 008	119 289
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	24 274	187 645	166 883
Location sans opérateur	N31	18 072	57 857	89 647
Sélection et fourniture de personnel	N32	2 617	406 679	80 021
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	43 525	462 050	179 807
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 442	42 781	29 611
Recherche et développement	N40	1 171	21 849	21 194
Hôtels et restaurants	P10	192 413	571 091	262 736
Activités audiovisuelles	P21	6 698	64 501	89 441
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	21 445	93 879	87 523
Services personnels	P31	82 901	148 466	47 774

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1998

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en%		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	50	87	44	88
Production de métaux non ferreux	F52	49	88	44	85
Fonderie	F53	18	74	18	68
Services industriels du travail des métaux	F54	6	12	5	5
Fabrication de produits métalliques	F55	11	35	7	23
Récupération	F56	8	35	5	17
Fabrication de matériel électrique	F61	28	65	22	57
Fabrication de composants électroniques	F62	47	78	27	63
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	91	100	99	100
Extraction d'hydrocarbure; services annexes	G12	91	99	82	99
Extraction de minerais d'uranium	G13	100	100	100	100
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	93	100	86	100
Raffinage de pétrole	G15	74	96	60	94
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	86	92	89	93
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	58	92	59	90
Bâtiment	H01	6	6	4	4
Tavaux publics	H02	6	20	5	11
Commerce et réparation automobile	J10	9	13	4	4
Commerce de gros, intermédiaires	J20	4	5	∈	∈
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	26	49	25	49
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	5	7	6	10
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	4	12	4	10
Tansports ferrovières	K01	c	c	99	100
Transport routier de voyageurs	K02	22	29	33	41
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	5	5	1	1
Transports par eau	K04	39	83	40	82
Transports aériens	K05	80	93	84	93
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	33	61	20	47
Agences de voyage	K08	24	46	24	38
Organisation du transport de fret	K09	14	47	12	41
Intermédiation financière	L01	85	88	29	56
Assurance	L02	21	79	22	84
Activités de poste et de courrier	N11	c	c	98	98
Télécommunications	N12	87	93	92	93
Activités informatiques	N21	5	19	6	19
Services professionnels	N22	16	28	5	6
Administration d'entreprises	N23	37	54	7	12
Publicité et études de marché	N24	16	38	7	22
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	12	30	6	18
Location sans opérateur	N31	11	46	12	40
Sélection et fourniture de personnel	N32	53	65	58	70
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	5	12	6	14
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	8	55	10	60
Recherche et développement	N40	31	78	22	67
Hôtels et restaurants	P10	4	10	5	10
Activités audiovisuelles	P21	30	53	19	37
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	45	46	15	22
Services personnels	P31	4	8	4	5

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction

Séries CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 16 et 36	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Industries agricoles et alimentaires	**EB BO**	**105**	**105**	**109**	**113**	**117**	119
Industries des biens de consommation	**EC**	**104**	**107**	**111**	**115**	**121**	126
Habillement, cuir	C1	93	92	89	85	87	90
Édition, imprimerie, reproduction	C2	96	99	102	104	106	110
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	116	120	127	134	143	151
Industries des équipements du foyer	C4	98	103	109	114	124	127
Industrie automobile	**ED DO**	**95**	**108**	**109**	**113**	**121**	134
Industries des biens d'équipement	**EE**	**88**	**90**	**94**	**98**	**106**	114
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	102	99	93	96	117	127
Industries des équipements mécaniques	E2	88	92	101	105	109	116
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	79	82	87	91	96	102
Industries des biens intermédiaires	**EF**	**93**	**99**	**107**	**104**	**112**	116
Industries des produits minéraux	F1	94	99	102	100	104	108
Industrie textile	F2	92	96	97	94	100	103
Industries du bois et du papier	F3	92	99	110	103	108	113
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	98	103	112	108	115	117
Métallurgie, et transformation des métaux	F5	83	92	102	98	106	112
Industries des composants électriques et électroniques	F6	101	107	117	120	138	145
Énergie	**EG**	**114**	**115**	**116**	**125**	**127**	119
Production de combustibles et de carburants	G1	94	93	94	103	110	97
Eau, gaz, électricité	G2	131	135	136	144	141	139
Construction	**EH HO**	**96**	**95**	**97**	**98**	**97**	102
Ensemble industrie	**EB à EG**	**99**	**103**	**107**	**110**	**116**	120
Ensemble industrie et construction (1)		**98**	**102**	**106**	•	•	•
Ensemble hors énergie et IAA (1)	**EC à EF**	**95**	**100**	**105**	**106**	**114**	120

(1) Par souci de cohérence avec les publications de l'indice de la production industrielle, une nouvelle série agrégée est publiée depuis novembre 1996 (BMS n° 11) sous la dénomination « Industrie hors énergie et IAA ». La série « Industrie manufacturière » est conservée mais prend la dénomination « Ensemble de l'industrie ». La série « Industrie et construction » n'est plus publiée depuis novembre 1996.

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services

Indices de valeur

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36 ou 114	Champ NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Commerce et réparation automobile	**J1**	**50**	**109,1**	**113,3**	**119,8**	**116,7**	**128,6**
Commerce de véhicules automobiles		50.1Z	108,4	112,7	120,4	115,4	129,2
Entretien et réparation de véhicules automobiles		50.2Z	111,9	113,4	115,1	118,2	124,8
Commerce de gros d'équipements automobiles		50.3A	115,6	123,0	123,4	122,6	129,5
Commerce de détail d'équipements automobiles		50.3B	124,7	130,9	132,4	138,6	143,3
Commerce et réparation de motocycles		50.4Z	99,2	104,2	118,9	128,3	139,8
Commerce de détail de carburants		50.5Z	100,9	102,9	104,7	106,7	108,0
Commerce de gros	**J2 (1)**	**51 (1)**	**102,7**	**107,2**	**108,5**	**113,8**	**119,4**
Commerce de gros de produits agricoles bruts		51.2	92,7	95,0	95,8	101,5	99,3
Commerce de gros de produits alimentaires		51.3	105,5	108,1	108,7	111,6	117,1
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires		51.4	109,9	113,9	114,6	120,0	128,9
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles		51.5	102,7	108,2	110,2	115,6	117,5
Commerce de gros d'équipement professionnel		51.6	98,9	106,2	108,6	115,9	128,2
Autres commerces de gros		51.7	99,9	110,8	125,7	142,6	152,3
Commerce de détail	**J3**	**52**	**109,7**	**112,2**	**114,9**	**119,5**	**125,1**
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	52.1 (D, E, F)	118,0	122,2	126,4	133,4	139,5
dont : Supermarchés		52.1D	113,5	118,5	124,1	130,2	137,0
Hypermarchés		52.1F	122,4	126,3	130,1	138,1	143,9
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	52.1 (A, B, C) et 52.2	94,5	93,0	92,2	93,1	94,8
Commerce de détail d'alimentation générale de petites surfaces et de produits surgelés		52.1 (A, B, C)	95,3	94,2	94,3	94,7	96,9
Bouchers, volaillers, tripiers		52.2C	88,4	86,1	84,2	85,0	84,1
Commerce de détail spécialisé en produits autres que les viandes ou à base de viandes		52.2 (A, E, G, J, N, P, L)	99,8	98,6	97,8	99,5	103,2
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	52.1 (H, J) et 52.2 à 52.7	105,6	107,4	109,5	112,6	118,7
dont : Grands magasins et autres magasins non spécialisés		52.1 (H, J)	97,2	95,8	96,6	97,0	102,3
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et articles médicaux et d'orthopédie		52.3 (A, B, C)	118,9	124,7	126,8	128,8	136,0
Commerce de détail d'équipement de la personne		52,4 (C, E, F)	98,3	96,4	96,8	100,4	105,9
Commerce de détail d'équipement du foyer		52,4 (H, J, L)	96,9	98,8	100,3	102,0	109,1
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat		52,4 (A,N, P, U, X)	111,2	115,7	120,5	124,5	130,3
Commerce de détail d'hygiène, culture, loisirs, sports		52.3E et 52.4 (R, T, W)	117,0	120,5	123,9	130,2	139,1
Commerce de détail de produits divers (y compris les biens d'occasion)		52.4 (V, Y, Z) et 52.5Z	93,2	94,6	99,3	103,7	105,7
Vente par correspondance		52.6 (A, B)	120,8	119,6	120,4	122,8	129,4
Boulangeries, pâtisseries artisanales		**15.8C et 15.8D**	**99,6**	...	...	...	...
Transports	**EK**	**60 (3) à 63**	**114,2**	**117,4**	**121,0**	**125,3**	**137,1**
dont : Transport routier de voyageurs	K02	60.2 (A, B, C, E, G)	116,7	120,7	126,5	127,6	136,8
Transport routier de marchandises	K03 (2)	60.2 (L,M, N, P)	109,8	116,4	120,4	125,5	135,2
Transports par eau	K04	61.1 et 61.2	86,4	86,8	84,1	83,0	87,5
Transports aérien	K05 (3)	62.1Z et 62.2Z	112,1	115,0	117,4	123,3	132,6
Gestion des infrastructures des transports	K07	63.1 et 63.2	129,3	131,9	137,1	142,0	152,6
Agences de voyage	K08	63.3Z	110,6	113,8	106,0	108,4	116,3
Organisation et transport de frêt	K09	63.4	102,9	109,6	112,0	118,3	127,6
Activités immobilières	**M0**	**70**	**98,3**	**100,0**	**102,3**	**105,2**	**109,8**
Promotion, gestion immobilière	M01	70.1 et 70.3	100,8	102,6	104,6	109,3	113,8
Location immobilière	M02	70.2	93,1	94,8	97,8	96,9	101,5

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-15B (suite et fin)

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Indices de valeur

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36 ou 114	Champ NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Services aux entreprises	**EN (4)**		**109,5**	**115,0**	**119,3**	**124,3**	**135,7**
Conseils et assistances	N2	72 et 74 (1 à 4)	106,3	109,9	113,6	117,3	126,4
Activités informatiques....	N21	72	112,9	117,2	124,5	132,8	155,7
Services professionnels..	N22	74.1 (A, C, G)	113,8	115,6	121,8	126,4	132,9
Administration d'entreprises	N23	74.1J	108,5	113,9	109,4	114,2	117,3
Publicité et études de marchés	N24	74.1E et 74.4 (A, B)	95,6	99,5	103,2	104,6	112,4
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	74.2 et 74.3	103,0	106,6	108,5	109,3	113,6
Services opérationnels	N3	71, 74(5 à 8) et 90	111,6	120,6	123,7	130,5	144,7
Location sans opérateur	N31	71	123,5	127,4	132,9	135,0	146,1
Sélection et fourniture de personnel	N32	75	98,6	123,9	121,7	140,5	176,7
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	74.6 à 74,8	111,8	115,8	120,2	123,7	129,2
Assainissement, voirie et gestion de déchets	N34	90	157,1	169,4	182,2	192,3	204,1
Services aux particuliers	**EP (5)**	**55, 92, 93**	**107,6**	**108,1**	**108,5**	**111,4**	**118,5**
Hôtels et restaurants	P1 (6)	55.1, 55.3 à 55.5	100,9	99,0	97,5	100,0	106,1
dont : Hôtels		55.1	95,4	94,1	92,8	97,3	105,2
Restaurants		55.3	98,8	96,3	92,7	93,7	97,6
Cafés		55.4	104,6	102,8	101,3	104,6	110,9
Cantines et traiteurs		55.5	126,3	125,5	133,3	134,4	144,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	92	137,8	150,3	160,6	166,0	182,8
Services personnels	P3	93	107,7	105,7	104,9	106,8	107,8
dont : Blanchisseries, teintureries		93.0A et 93.0B	113,1	108,3	112,3	117,2	118,2
Coiffure		93.0D	107,7	106,3	102,3	102,9	103,4
Soins de beauté et entretien corporel		93.0 (E, K, L)	107,4	104,5	103,0	104,8	110,5
Services funéraires		93.0 (G, H)	97,6	97,9	103,5	106,4	105,1

(1) Hors groupe 51.1, relatif aux intermédiaires de commerce.
(2) Hors transport par conduites 60.3Z.
(3) Hors transport spatial 62.3Z.
(4) Hors Poste, recherche et développement,partie de N1 et N4.
(5) Hors services domestiques (P32).
(6) Hors groupe 55.2 (autres moyens d'hébergement de courte durée).

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes , « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Source : INSEE

Secteur	Codes de la NES	Le « contour élargi » des groupes : Nombre d'entreprises	Le « contour élargi » des groupes : Effectif salarié en milliers	Le « noyau dur » des groupes : Nombre d'entreprises	Le « noyau dur » des groupes : Effectif salarié en milliers	Le « noyau dur » des groupes : Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur : Total	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur : Groupes publics français	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur : Groupes privés français	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur : Groupes étrangers	Effectif salarié en milliers : Groupes publics français	Effectif salarié en milliers : Groupes privés français	Effectif salarié en milliers : Groupes étrangers
Année 1997 (provisoire)													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	673	30	516	27	280	**84**	1	73	10	13	13	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 016	301	1 578	277	608	**433**	–	361	72	2	206	70
Industries des biens de consommation	EC	2 663	392	2 245	374	1 009	**696**	1	546	149	6	246	122
Industrie automobile	ED	262	248	233	238	130	**72**	–	34	38	1	184	53
Industries des biens d'équipement	EE	2 225	508	1 857	490	928	**563**	7	373	183	109	200	181
Industries des biens intermédiaires	EF	5 583	901	4 672	868	1 843	**1 363**	4	966	393	23	560	286
Énergie	EG	446	240	357	236	82	**34**	3	23	8	168	59	9
Construction	EH	2 340	294	2 152	287	466	**284**	–	266	18	2	269	17
Commerce	EJ	10 616	960	9 239	921	3 411	**2 067**	4	1 632	431	5	722	194
Transports	EK	2 825	548	2 374	527	669	**342**	8	289	45	296	202	29
Activités financières	EL	6 112	535	5 313	528	1 870	**454**	11	329	114	91	405	32
Activités immobilières	EM	10 091	54	8 127	39	2 485	**375**	3	319	53	4	32	2
Services aux entreprises	EN	14 719	1 407	12 688	1 372	5 175	**1 013**	13	821	179	480	518	373
Services aux particuliers	EP	2 981	221	2 407	203	708	**423**	14	366	43	26	127	50
Éducation, santé, action sociale	EQ	604	54	531	50	246	**165**	–	162	3	1	48	2
Administration	ER	72	4	62	4	59	**5**	2	3	–	1	3	–
Activité non déclarée		267	–	223	–	130	**12**	–	2	10	–	–	–
Total (2)		**64 495**	**6 697**	**54 574**	**6 442**	**20 099**	**8 385**	**71**	**6 565**	**1 749**	**1 228**	**3 794**	**1 422**
Année 1996													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	608	29	450	27	251	**63**	1	56	6	13	12	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 915	292	1 496	268	585	**415**	–	346	69	2	198	68
Industries des biens de consommation	EC	2 560	390	2 163	371	945	**657**	1	512	144	6	246	119
Industrie automobile	ED	257	262	228	251	126	**72**	–	38	34	1	198	52
Industries des biens d'équipement	EE	2 164	508	1 797	489	891	**547**	8	370	169	121	194	175
Industries des biens intermédiaires	EF	5 437	892	4 562	861	1 776	**1 273**	4	918	351	24	561	275
Énergie	EG	418	250	341	246	79	**31**	3	18	10	169	68	9
Construction	EH	2 308	304	2 122	298	455	**275**	–	257	18	2	281	15
Commerce	EJ	9 916	899	8 581	863	3 156	**1 859**	3	1 499	357	5	685	173
Transports	EK	2 723	539	2 280	519	625	**300**	6	249	45	298	191	29
Activités financières	EL	5 835	536	4 991	530	1 789	**449**	11	323	115	95	404	31
Activités immobilières	EM	9 249	53	7 404	38	2 272	**342**	3	291	48	5	30	3
Services aux entreprises	EN	13 652	1 306	11 667	1 273	4 656	**970**	16	801	153	502	476	295
Services aux particuliers	EP	2 610	210	2 091	194	638	**368**	13	319	36	25	120	48
Éducation, santé, action sociale	EQ	570	49	499	45	222	**143**	–	141	2	1	43	1
Administration	ER	69	3	53	3	50	**4**	1	3	.	1	2	.
Activité non déclarée		368	–	268	–	161	**9**	–	3	6	–	–	–
Total (2)		**60 659**	**6 521**	**50 993**	**6 275**	**18 677**	**7 777**	**70**	**6 144**	**1 563**	**1 270**	**3 709**	**1 295**

(1) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Source : INSEE

	Nombre de groupes (1)	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (2)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Année 1997 (provisoire)				
Micro-groupes (3) : 0 à 499 salariés	6 897	827	1 503	1 035
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 080	1 043	1 635	939
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	313	1 187	2 220	2 337
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	85	3 385	6 556	6 990
Total (4)	**8 375**	**6 442**	**11 915**	**11 301**
Année 1996				
Micro-groupes (3) : 0 à 499 salariés	6 343	766	1 330	883
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 042	1 016	1 499	826
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	302	1 148	2 107	2 294
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	84	3 346	5 604	6 113
Total (4)	**7 771**	**6 275**	**10 541**	**10 116**

(1) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(2) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(3) L'augmentation des micro-groupes est toujours importante : + 20,3 % de 1996 par rapport à 1995 et + 17,2 % de 1997 par rapport à 1996.
(4) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi » en %
Année 1997 (provisoire)			
Nombre d'entreprises	54 574	64 495	85
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 442	6 697	96
Ressources élargies (1) :			
Valeur (en milliards de francs)	11 915	12 331	97
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	11 301	11 482	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 728	6 134	93
Année 1996			
Nombre d'entreprises	50 993	60 659	84
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 275	6 521	96
Ressources élargies (1) :			
Valeur (en milliards de francs)	10 541	10 914	97
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	10 116	10 303	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 673	6 065	94

(1) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2), par activité et forme juridique

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Entreprise

Activités	Code NES 16	Personnes physiques			Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1996 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	EB	42 898	3 770	**47 102**	12 455	1 409	**14 696**	**61 798**
Autres industries	EC à EG	21 872	48 967	**71 364**	52 102	8 219	**61 589**	**132 953**
Construction	EH	33 455	183 925	**218 236**	65 899	3 534	**72 928**	**291 164**
Commerce	EJ	81 729	20 298	**104 258**	53 258	7 172	**62 108**	**166 366**
Transports	EK	5 300	24 279	**29 972**	2 885	228	**3 227**	**33 199**
Hôtellerie	EM	201	20	**286**	466	53	**543**	**829**
Services aux entreprises	EN	5 574	13 383	**19 691**	13 096	1 036	**14 425**	**34 116**
Services aux particuliers	EP à ER	49 507	27 685	**78 875**	23 436	833	**25 453**	**104 328**
Total		**240 536**	**322 327**	**569 784**	**223 597**	**21 651**	**254 969**	**824 753**
Situation au 1er janvier 1997 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	3 657	**45 544**	12 896	1 417	**15 065**	**60 609**
Autres industries	EC à EG	20 358	46 806	**67 664**	52 599	8 251	**61 995**	**129 659**
Construction	EH	30 389	176 703	**207 896**	68 342	3 546	**74 931**	**282 827**
Commerce	EJ	78 077	19 519	**99 797**	54 782	7 052	**63 346**	**163 143**
Transports	EK	5 129	23 946	**29 468**	3 048	220	**3 370**	**32 838**
Hôtellerie	EM	187	15	**255**	456	46	**525**	**780**
Services aux entreprises	EN	5 323	12 889	**18 887**	13 686	1 029	**14 977**	**33 864**
Services aux particuliers	EP à ER	48 691	27 630	**78 010**	24 681	835	**26 639**	**104 649**
Total		**229 594**	**311 165**	**547 521**	**230 490**	**21 561**	**234 209**	**808 369**
Situation au 1er janvier 1998 (*r*) (3)								
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	3 612	**44 065**	13 462	1 416	**15 604**	**59 669**
Autres industries	EC à EG	19 184	45 749	**65 409**	53 658	8 280	**63 000**	**128 409**
Construction	EH	27 893	173 868	**202 536**	71 976	3 537	**78 334**	**280 870**
Commerce	EJ	75 298	18 911	**96 489**	57 045	6 910	**65 337**	**161 826**
Transports	EK	5 072	23 734	**29 216**	3 185	218	**3 505**	**32 721**
Hôtellerie	EM	169	11	**235**	472	48	**546**	**781**
Services aux entreprises	EN	5 182	12 650	**18 482**	14 459	1 016	**15 719**	**34 201**
Services aux particuliers	EP à ER	48 162	27 754	**77 650**	26 196	843	**28 121**	**105 771**
Total		**220 935**	**306 289**	**534 082**	**240 453**	**22 268**	**270 166**	**804 248**
Situation au 1er janvier 1999 (3)								
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	3 575	**43 013**	14 060	1 396	**16 137**	**59 150**
Autres industries	EC à EG	18 296	45 098	**63 892**	55 385	8 432	**64 871**	**128 763**
Construction	EH	25 861	172 763	**199 439**	76 597	3 617	**82 895**	**282 334**
Commerce	EJ	72 402	18 533	**93 411**	59 653	6 909	**67 896**	**161 307**
Transports	EK	4 942	23 584	**28 982**	3 404	241	**3 737**	**32 719**
Hôtellerie	EM	165	11	**232**	520	65	**609**	**841**
Services aux entreprises	EN	5 050	12 580	**18 294**	15 738	1 068	**17 056**	**35 350**
Services aux particuliers	EP à ER	47 654	28 206	**77 789**	27 913	816	**29 794**	**107 583**
Total		**213 286**	**304 350**	**525 052**	**253 270**	**22 544**	**282 995**	**808 047**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

L'information dont vous avez besoin se trouve à l'INSEE

SUR CÉDÉROM, LES DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES CONÇUES ET PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE.

De nombreuses informations chiffrées relatives à l'activité économique de la France.

Les principaux résultats des comptes nationaux en versions française et anglaise.

Des données indispensables pour :

- nourrir les modèles économétriques,
- actualiser vos travaux,
- appréhender l'ensemble des composantes de la croissance, à travers l'investissement, la consommation des ménages, les exportations et la formation de stocks.

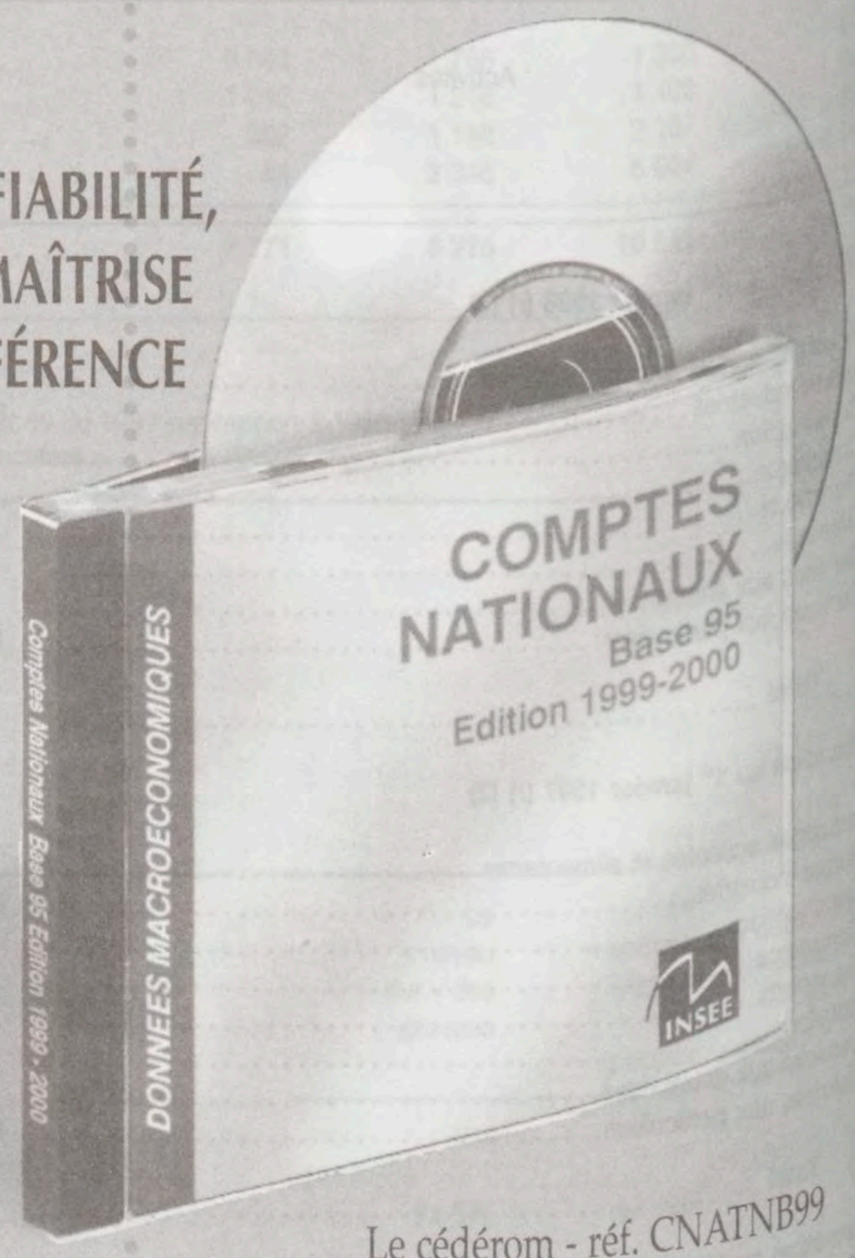
Des Comptes nationaux entièrement revus et évalués en base 95 (au lieu de la base 80) pour :

- tenir compte de l'évolution de l'économie et des nouveaux besoins d'information,
- répondre aux exigences européennes avec une harmonisation du système comptable et de la nomenclature.
- des séries de 1992 à 1998, complétées par des séries longues annuelles et trimestrielles de 1978 à 1998.

Des améliorations méthodologiques :

- nouveaux contours des secteurs,
- nouvelles définitions des investissements,
- intégration des départements d'Outre-mer,
- des séries entièrement révisées de 1992 à 1998 complétées par des séries longues annuelles et trimestrielles de 1978 à 1998.

FIABILITÉ, MAÎTRISE ET RÉFÉRENCE



Le cédérom - réf. CNATNB99

350 FF* (53,36 €)

CONFIGURATION MINIMALE CONSEILLÉE :
- Lisible sur tout matériel PC • 8 Mo de RAM (mémoire vive)
- Internet Explorer (version 5) • Ecran VGA ou SVGA couleur • Lecteur cédérom double vitesse
- L'installation du produit sur votre disque dur nécessite un espace de 4 Mo

Tableaux au format Microsoft Excel.

Renseignements produits électroniques : 01 53 17 88 77

BON DE COMMANDE

• Je commande : ..... cédérom(s) Comptes Nationaux 1999 /2000

Ci-joint mon règlement de.....FF*..... €*

**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,05 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : ..... Signature *(obligatoire) :*

À retourner accompagné de votre paiement à Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

❑ Mme ❑ M. Nom : |_____|

Prénom : |_____|

Organisme : |_____|

Service/Fonction : |_____|

Adresse : |_____|

|_____|

Code postal : |_____| Ville : |_____|

Téléphone : |_____| Fax : |_____|

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En personnes physiques.
2. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En équivalent temps plein.
3. Emploi intérieur salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein.
4. Durée annuelle effective du travail et volume d'heures travaillées par branche.
5. Productivité horaire apparente du travail en évolution, par rapport à l'année précédente.
6. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Synthèse des Biens et Services » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Toutes les données de ce chapitre ont trait aux Comptes nationaux, base 1995 ; elles complètent celles du chapitre G.01. Elles concernent essentiellement les notions d'emploi intérieur, de durée du travail et de productivité horaire apparente du travail.

Il est rappelé que 1995 est l'année de la nouvelle base de Comptabilité nationale.

Nous ne rappelons pas dans ce chapitre la méthodologie de la Comptabilité nationale qui figure déjà au chapitre G.01.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Branche

Regroupements d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits (CPF). Une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et rien que ceux-ci.

Durée effective du travail

Concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladies, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.

Emploi intérieur

Comprend toutes les personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, dans son activité principale quelle que soit la durée de son travail. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires (activité intérimaire, contrat à durée déterminée, TUC, etc ...).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Population active occupée

La population active occupée comprend la population active ayant un emploi, les militaires du contingent (inclus dans les salariés) et les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT).

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Rapport sur les comptes de la Nation 1998 :

« L'Économie française », édition 1999-2000, Le livre de Poche, INSEE, juin 1999.

« Comptes et indicateurs économiques » , *INSEE-Résultats,* n° 664, juillet 1999;

ETC 1999-2000, « Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1998 », *INSEE-Résultats,* n° 657, août 1999.

* * *

TABLEAU G.03-1

Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel

En personnes physiques

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Millier de personnes

	TES 16 ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 251,5	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 086,2	1 076,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	605,3	592,2	587,8	573,5	592,6	591,2	594,0
Industries des biens de consommation	EC	887,1	847,2	820,7	807,0	778,7	760,4	752,3
Industrie automobile	ED	281,4	272,1	262,0	261,3	260,1	253,1	251,7
Industries des biens d'équipement	EE	843,6	786,6	757,3	768,8	766,5	757,2	765,3
Industries des biens intermédiaires	EF	1 560,8	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 398,1	1 405,3
Énergie	EG	248,5	245,6	241,7	241,3	239,3	234,5	229,5
Construction	EH	1 617,6	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 419,7	1 414,4
Commerce	EJ	3 073,8	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 103,7	3 143,5
Transports	EK	957,0	950,7	950,8	961,8	980,4	985,5	1 011,3
Activités financières	EL	783,6	771,9	769,7	770,6	762,3	752,4	759,7
Activités immobilières	EM	334,8	346,8	349,8	342,4	352,1	357,5	356,6
Services aux entreprises	EN	2 492,0	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 709,1	2 879,2
Services aux particuliers	EP	1 616,3	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 879,3	1 927,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 418,0	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 660,2	3 671,2
Administration	ER	2 829,2	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 873,5	2 848,8
Ensemble		**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 821,6**	**23 086,8**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 705,8	11 516,1	11 557,3	11 736,9	11 832,9	11 889,3	12 132,7
Sociétés financières (SF)	S12	687,9	677,0	674,6	676,3	669,6	664,1	672,3
Institutions financières (IF)	S12A	504,1	496,7	494,9	496,0	487,2	480,1	487,6
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	40,2	38,7	38,4	38,3	38,8	41,0	41,7
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	143,6	141,6	141,3	142,0	143,6	143,0	143,0
Administrations publiques (APU)	S13	5 453,4	5 532,2	5 603,8	5 581,9	5 620,4	5 618,6	5 597,7
Administration centrale (APUC)	S1311	2 676,6	2 700,9	2 715,5	2 706,9	2 691,7	2 682,6	2 675,2
État	S13111	2 436,1	2 456,4	2 465,5	2 457,5	2 438,5	2 429,5	2 422,4
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	240,5	244,5	250,0	249,4	253,2	253,1	252,8
Administrations locales (APUL)	S1313	1 578,1	1 615,8	1 658,9	1 644,1	1 695,4	1 702,5	1 690,5
Collectivités locales	S13131	1 380,2	1 406,2	1 444,6	1 432,1	1 475,5	1 489,6	1 477,9
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	197,9	209,6	214,3	212,0	219,9	212,9	212,6
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 198,7	1 215,5	1 229,4	1 230,9	1 233,3	1 233,5	1 232,0
Régimes d'assurances sociales	S13141	261,6	259,2	260,7	252,1	242,9	242,1	239,9
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	937,1	956,3	968,7	978,8	990,4	991,4	992,1
Ménages (y compris EI)	S14	4 718,8	4 531,2	4 402,9	4 413,5	4 334,7	4 364,7	4 400,0
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 444,9	4 235,9	4 092,1	4 048,7	3 960,9	3 942,9	3 956,5
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	273,9	295,3	310,8	364,8	373,8	421,8	443,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm)	S15	234,6	264,1	270,8	280,6	294,6	284,9	284,1
Total des secteurs résidents	**S1**	**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 821,6**	**23 086,8**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.03-2

Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel

En équivalent temps plein

Évaluations nouvelle base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Millier de personnes, équivalent temps plein

	TES 16 ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 310,4	1 250,9	1 217,0	1 185,5	1 156,1	1 128,1	1 127,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	581,4	568,5	561,1	546,4	561,4	562,1	565,1
Industries des biens de consommation	EC	876,1	834,9	806,9	792,7	761,8	746,5	737,7
Industrie automobile	ED	279,7	270,3	260,1	259,1	257,1	250,6	248,9
Industries des biens d'équipement	EE	835,8	778,2	747,7	756,6	752,4	744,7	752,8
Industries des biens intermédiaires	EF	1 542,9	1 461,0	1 412,0	1 415,8	1 393,4	1 374,4	1 381,2
Énergie	EG	246,0	243,1	238,8	237,9	236,1	232,8	227,7
Construction	EH	1 643,7	1 546,0	1 508,0	1 505,2	1 468,3	1 439,3	1 433,7
Commerce	EJ	2 870,3	2 799,9	2 781,8	2 824,1	2 839,7	2 855,5	2 886,1
Transports	EK	930,4	921,7	920,3	928,5	942,6	948,8	975,0
Activités financières	EL	751,8	736,3	733,6	734,4	724,7	716,0	720,7
Activités immobilières	EM	303,0	312,6	308,2	303,9	309,3	315,7	313,6
Services aux entreprises	EN	2 366,4	2 342,4	2 414,9	2 421,8	2 432,1	2 512,8	2 650,0
Services aux particuliers	EP	1 503,1	1 525,5	1 524,2	1 614,6	1 618,5	1 636,0	1 674,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 247,5	3 291,7	3 336,5	3 400,3	3 416,2	3 419,9	3 427,7
Administration	ER	2 698,9	2 728,9	2 765,7	2 713,3	2 726,5	2 727,5	2 703,6
Ensemble		**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 610,7**	**21 826,1**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 137,5	10 888,1	10 881,6	11 013,8	11 035,1	11 087,8	11 281,3
Sociétés financières (SF)	S12	661,9	648,3	645,5	646,8	639,0	633,8	639,4
Institutions financières (IF)	S12A	487,1	478,3	475,8	476,7	467,2	459,6	465,1
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	37,7	35,7	35,5	35,4	35,8	38,1	38,8
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	137,1	134,3	134,2	134,7	136,0	136,1	135,5
Administrations publiques (APU)	S13	5 177,2	5 241,6	5 306,6	5 277,8	5 294,1	5 299,2	5 278,0
Administration centrale (APUC)	S1311	2 562,0	2 583,9	2 598,0	2 589,1	2 566,8	2 560,7	2 552,8
État	S13111	2 333,5	2 352,0	2 360,9	2 353,3	2 328,6	2 322,2	2 315,0
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	228,5	231,9	237,1	235,8	238,2	238,5	237,8
Administrations locales (APUL)	S1313	1 480,8	1 509,4	1 548,6	1 531,1	1 572,7	1 581,8	1 570,1
Collectivités locales	S13131	1 304,8	1 325,2	1 360,4	1 345,6	1 380,1	1 395,3	1 383,8
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	176,0	184,2	188,2	185,5	192,6	186,5	186,3
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 134,4	1 148,3	1 160,0	1 157,6	1 154,6	1 156,7	1 155,1
Régimes d'assurances sociales	S13141	249,7	247,4	248,8	240,3	230,5	229,9	227,8
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	884,7	900,9	911,2	917,3	924,1	926,8	927,3
Ménages (y compris EI)	S14	4 807,5	4 605,3	4 471,0	4 462,1	4 384,3	4 349,3	4 388,4
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 455,5	4 236,4	4 094,2	4 047,6	3 951,0	3 917,9	3 936,8
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	352,0	368,9	376,8	414,5	433,3	431,4	451,6
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm)	S15	203,3	228,6	232,4	239,6	243,7	240,6	239,0
Total des secteurs résidents	**S1**	**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 610,7**	**21 826,1**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.03-3

Emploi intérieur (1) salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein

Évaluations nouvelle base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Millier de personnes

	TES 16	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Par branche, en personnes physiques								
Agriculture	EA	336,0	333,0	339,5	347,1	350,3	355,1	354,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	527,2	519,2	518,3	505,7	526,2	525,8	528,9
Industries des biens de consommation	EC	832,8	794,8	770,2	758,0	732,0	715,4	708,3
Industries automobile	ED	280,2	271,0	261,0	260,3	259,1	252,1	250,7
Industries des biens d'équipement	EE	817,1	760,6	731,7	742,6	740,1	731,4	739,7
Industries des biens intermédiaires	EF	1 510,7	1 431,2	1 385,9	1 389,8	1 369,5	1 351,7	1 359,2
Énergie	EG	248,3	245,4	241,5	241,1	239,1	234,3	229,3
Construction	EH	1 321,4	1 245,7	1 217,2	1 210,2	1 174,3	1 144,9	1 139,8
Commerce	EJ	2 572,6	2 528,1	2 522,1	2 577,8	2 617,5	2 637,5	2 677,7
Transports	EK	886,9	881,4	881,8	890,7	907,9	913,5	939,4
Activités financières	EL	755,9	746,2	744,1	745,0	737,1	727,8	735,4
Activités immobilières	EM	294,8	312,2	318,6	312,6	321,4	327,3	326,8
Services aux entreprises	EN	2 310,1	2 294,8	2 379,0	2 404,6	2 433,9	2 517,9	2 683,8
Services aux particuliers	EP	1 287,0	1 328,9	1 338,1	1 470,2	1 520,7	1 558,6	1 605,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 160,8	3 234,0	3 292,4	3 363,4	3 368,0	3 407,1	3 419,4
Administration	ER	2 826,6	2 858,7	2 897,5	2 845,9	2 875,6	2 871,5	2 846,8
Ensemble		**19 968,4**	**19 785,2**	**19 838,9**	**20 065,0**	**20 172,7**	**20 271,9**	**20 545,5**
Par branche, en équivalent temps plein (3) (millier de personnes, équivalent temps plein)								
Agriculture	EA	317,9	312,9	318,3	324,0	330,2	334,3	334,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	507,9	499,8	496,3	482,9	499,3	501,2	504,5
Industries des biens de consommation	EC	814,5	775,8	750,1	737,6	709,3	696,1	688,6
Industries automobile	ED	278,5	269,2	259,1	258,1	256,1	249,6	247,9
Industries des biens d'équipement	EE	810,0	752,9	722,8	731,2	726,8	719,7	728,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 493,8	1 413,3	1 365,7	1 368,6	1 346,4	1 328,9	1 336,0
Énergie	EG	245,8	242,9	238,6	237,7	235,9	232,6	227,5
Construction	EH	1 303,3	1 226,2	1 196,8	1 190,9	1 153,7	1 127,2	1 122,2
Commerce	EJ	2 385,1	2 324,7	2 313,6	2 359,7	2 384,0	2 405,3	2 437,6
Transports	EK	859,6	851,7	850,7	856,8	869,5	876,2	902,6
Activités financières	EL	725,5	711,9	709,4	710,2	700,9	692,8	697,8
Activités immobilières	EM	265,0	279,8	278,7	275,8	280,3	287,3	285,6
Services aux entreprises	EN	2 167,2	2 141,0	2 211,4	2 220,3	2 228,4	2 302,4	2 433,9
Services aux particuliers	EP	1 165,9	1 190,2	1 189,2	1 286,6	1 295,6	1 310,1	1 345,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	2 988,4	3 035,9	3 079,7	3 142,9	3 159,3	3 166,1	3 175,8
Administration	ER	2 696,6	2 726,8	2 763,8	2 711,5	2 724,7	2 725,7	2 701,8
Ensemble		**19 025,0**	**18 755,0**	**18 744,2**	**18 894,8**	**18 900,4**	**18 955,5**	**19 169,7**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(3) L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

TABLEAU G.03-4

Durée annuelle effective (1) du travail et volume d'heures travaillées par branche

Évaluations nouvelle base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

		TES 16	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Durée annuelle effective du travail (1) (exprimée en heures annuelles par salarié)									
Agriculture	EA	1 624,2	1 646,6	1 661,6	1 609,9	1 630,6	1 611,8	1 610,2	
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 595,3	1 605,8	1 598,6	1 574,0	1 574,4	1 571,9	1 572,5	
Industries des biens de consommation	EC	1 599,1	1 602,5	1 601,7	1 586,6	1 589,9	1 588,1	1 595,5	
Industries automobile	ED	1 618,4	1 590,9	1 607,1	1 617,5	1 615,6	1 614,5	1 621,1	
Industries des biens d'équipement	EE	1 633,4	1 629,3	1 628,7	1 622,9	1 619,0	1 619,2	1 621,8	
Industries des biens intermédiaires	EF	1 621,0	1 616,5	1 621,1	1 613,0	1 616,3	1 613,0	1 618,2	
Énergie	EG	1 623,8	1 634,0	1 635,5	1 608,1	1 617,4	1 635,3	1 625,5	
Construction	EH	1 668,2	1 670,5	1 671,7	1 654,5	1 651,6	1 649,2	1 654,1	
Commerce	EJ	1 553,2	1 550,5	1 547,7	1 531,1	1 520,7	1 522,2	1 524,2	
Transports	EK	1 634,9	1 636,8	1 641,7	1 612,1	1 613,2	1 618,3	1 619,2	
Activités financières	EL	1 589,2	1 590,1	1 590,8	1 575,7	1 572,9	1 574,2	1 581,7	
Activités immobilières	EM	1 480,1	1 487,2	1 455,3	1 452,4	1 438,3	1 443,9	1 452,9	
Services aux entreprises	EN	1 563,2	1 562,6	1 556,5	1 528,4	1 508,0	1 515,8	1 497,1	
Services aux particuliers	EP	1 353,7	1 337,0	1 323,3	1 307,3	1 265,9	1 253,4	1 257,8	
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 315,5	1 318,1	1 318,7	1 298,8	1 294,5	1 300,2	1 298,7	
Administration	ER	1 590,9	1 605,9	1 608,4	1 579,9	1 584,2	1 586,7	1 583,7	
Ensemble		**1 535,2**	**1 534,0**	**1 531,7**	**1 509,5**	**1 501,9**	**1 501,9**	**1 500,3**	
Volume d'heures travaillées annuelles (en millions d'heures)									
Agriculture	EA	2 843,0	2 710,7	2 614,4	2 468,1	2 402,3	2 356,0	2 354,9	
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 016,4	1 001,2	990,3	955,3	988,4	981,5	986,0	
Industries des biens de consommation	EC	1 461,8	1 398,5	1 354,8	1 319,9	1 276,8	1 245,0	1 236,5	
Industries automobile	ED	456,1	433,5	421,7	423,3	420,8	409,3	408,7	
Industries des biens d'équipement	EE	1 392,1	1 295,1	1 247,3	1 262,2	1 255,8	1 240,6	1 255,9	
Industries des biens intermédiaires	EF	2 556,7	2 417,7	2 349,1	2 346,8	2 318,6	2 282,9	2 301,5	
Énergie	EG	403,7	401,4	395,5	388,0	387,1	383,6	373,0	
Construction	EH	2 860,1	2 694,1	2 635,4	2 603,2	2 540,6	2 499,9	2 497,8	
Commerce	EJ	5 050,0	4 946,0	4 918,1	4 944,0	4 969,3	4 990,6	5 056,3	
Transports	EK	1 608,9	1 599,3	1 605,6	1 598,2	1 630,8	1 644,8	1 687,0	
Activités financières	EL	1 260,1	1 241,2	1 238,4	1 228,6	1 213,3	1 198,8	1 215,7	
Activités immobilières	EM	520,3	536,9	529,7	516,8	527,5	536,9	538,9	
Services aux entreprises	EN	4 028,8	4 009,1	4 122,3	4 085,1	4 086,9	4 253,2	4 463,9	
Services aux particuliers	EP	2 804,9	2 847,2	2 861,4	3 005,8	3 015,5	3 021,8	3 113,0	
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 770,6	4 860,9	4 943,4	4 973,9	4 985,0	5 028,5	5 033,7	
Administration	ER	4 501,5	4 594,8	4 663,9	4 499,8	45 559,2	4 560,3	4 513,1	
Ensemble		**37 535,0**	**36 987,6**	**36 891,3**	**36 619,0**	**77 577,9**	**36 633,7**	**37 035,9**	

(1) La durée du travail effective concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladies, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.03-5

Productivité horaire apparente du travail (1) en évolution, par rapport à l'année précédente

Évaluations nouvelle base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) %

	TES 16	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Agriculture	EA	17,9	– 0,1	5,2	9,7	8,0	3,2	1,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	– 2,2	4,8	–	4,0	– 5,0	1,9	0,6
Industries des biens de consommation	EC	– 0,8	– 2,3	5,8	11,1	0,4	6,8	4,4
Industrie automobile	ED	7,8	– 5,9	15,7	– 0,9	5,3	12,1	13,1
Industries des biens d'équipement	EE	5,1	– 0,6	13,6	9,4	– 2,0	11,2	4,4
Industries des biens intermédiaires	EF	5,6	2,1	8,1	2,7	3,0	6,5	1,5
Énergie	EG	3,7	– 0,7	– 0,2	9,5	4,4	– 3,0	5,2
Construction	EH	4,4	– 4,9	2,4	0,4	– 2,2	– 3,6	0,3
Commerce	EJ	– 0,9	3,1	2,7	2,2	– 4,0	1,7	2,2
Transports	EK	2,6	– 1,8	5,2	– 1,0	2,2	5,8	1,8
Activités financières	EL	0,8	0,4	3,0	– 5,2	0,6	– 4,8	– 2,9
Activités immobilières	EM	4,3	– 2,5	2,1	3,6	– 0,6	– 0,3	1,4
Services aux entreprises	EN	– 0,2	0,7	– 4,6	3,4	4,9	– 1,0	1,0
Services aux particuliers	EP	– 4,0	– 2,3	1,0	– 9,6	– 0,2	1,1	0,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	0,7	2,4	– 0,9	1,6	– 0,1	1,2	2,0
Administration	ER	0,7	– 0,2	1,3	3,1	3,2	– 0,8	2,6
Ensemble		**2,3**	**0,6**	**2,0**	**2,5**	**1,2**	**2,0**	**2,1**

(1) L'indice de la productivité horaire apparente du travail met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.03-6

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE (principaux indicateurs économiques - septembre 1999) %

	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	8,8	7,9	6,5	6,9	6,8	6,2	5,7	4,6
États-Unis	10,8	8,7	7,5	6,5	7,4	6,9	6,8	6,7	5,7
France	**13,8**	**10,4**	**9,0**	**7,0**	**7,5**	**7,7**	**6,5**	**5,7**	**4,8**
Italie	15,3	11,9	11,9	9,6	10,6	11,8	9,4	6,9	4,9
Japon	9,2	7,4	5,2	4,3	4,2	3,2	3,1	2,4	1,5
Royaume-Uni	13,8	11,1	9,1	7,9	8,0	8,2	7,8	7,0	5,5
Taux du marché monétaire à trois mois									
Allemagne	9,5	8,5	9,5	7,3	5,4	4,5	3,3	3,3	3,5
États-Unis	11,4	7,5	3,4	3,0	4,6	5,9	5,4	5,6	5,5
France	**12,2**	**10,3**	**10,3**	**8,6**	**5,9**	**6,6**	**3,9**	**3,5**	**3,6**
Italie	17,1	12,2	14,0	10,2	8,5	10,5	8,8	6,9	5,0
Japon	10,9	7,7	4,5	3,0	2,2	1,2	0,6	0,6	0,7
Royaume-Uni	16,6	14,8	9,6	5,9	5,5	6,7	6,0	6,8	7,3
Zone EURO (2)	///	///	///	///	///	///	4,6	4,1	3,8

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Avant janvier 1999, taux synthétique en fin de période pour la Zone-euro, calculé à partir des taux nationaux pondérés par le PIB, les données seront des moyennes de période, à partir de 1999.

H

Prix

Chapitre H.01

Indices de prix à la consommation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation.

1A. Évolution des indices de prix nationaux à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon.

1B. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne.

2. Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.

3. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.

4. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier.

5. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

6. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

7. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En glissement sur un an, les prix à la consommation de l'ensemble des ménages augmentent de 0,3 % en décembre 1998 après 1,1 % en décembre 1997. En moyenne annuelle, l'évolution est de + 0,7 % (+ 1,2 % de 1996 à 1997). La décélération des prix observée au dernier trimestre 1997 est suivie d'une remontée des prix au cours du premier trimestre 1998. Ceux-ci se stabilisent au cours du deuxième trimestre et amorcent au mois de juillet une baisse continue jusqu'à la fin de l'année 1998.

Au sein de l'Union européenne, les prix décélérent en 1998. Selon les indices de prix à la consommation harmonisés (IPCH) destinés aux comparaisons internationales et publiés depuis mars 1997, l'évolution moyenne en décembre 1998, est de + 1,0 % après + 1,6 % en décembre 1997. Le Luxembourg et l'Autriche ont le taux d'inflation le plus bas; comme en 1997, la Grèce a le taux le plus élevé. En France, l'évolution des prix sur la base de l'IPCH (+ 0,3 %) est égale à celle de l'indice national de référence.

En 1998, la baisse des prix de l'énergie amorcée en 1997 se poursuit (- 5,2 % en décembre 1998, en glissement annuel). Cette décroissance est continue tout au long de l'année et s'aligne sur celle des prix des produits pétroliers (- 7,1 %). La diminution des prix des essences (- 5,6 %) et des fiouls domestiques (- 18,8 %) en est la principale explication. Les prix du gaz de ville (- 4,9 %) et de l'électricité (- 1,9 %) enregistrent des baisses plus faibles.

Les prix des produits manufacturés augmentent peu en 1998 comme en 1997. En décembre 1998, en glissement annuel, les prix sont stables. Au cours de l'année, le secteur de l'habillement et des chaussures enregistre des évolutions d'amplitudes faibles hormis les mois traditionnels de soldes, plus nombreuses en 1998 qu'en 1997 (- 6,6 % en janvier 1998, - 5,8 % en juillet 1998). Les autres produits manufacturés enregistrent une augmentation de 0,2 % en décembre 1998, sur douze mois.

L'année 1998 est marquée par une forte reprise des ventes notamment d'automobiles neuves (+ 1,0 % en moyenne annuelle au lieu de - 2,6 % en 1997); celle des marques françaises est particulièrement soutenue. Les prix de nombreux produits, à fort contenu technologique, poursuivent leur baisse. C'est le cas du matériel vidéo (- 9,2 % en moyenne annuelle de 1997 à 1998), des machines de bureau (- 22,2 %). En moyenne annuelle, les prix des produits alimentaires augmentent de 1,6 % (+1,2% en 1997). En fait, l'année 1998 est marquée par des niveaux élevés des prix des produits frais (+ 4,1 % au lieu de + 2,0 % en 1997), essentiellement ceux des fruits frais et des légumes frais, les mauvaises conditions climatiques du début de l'année et les gelées printanières sont les principales causes de ces prix supérieurs à ceux de 1997, aux mêmes périodes.

Les prix des services de santé sont stables pour 1997 et 1998 (en moyenne annuelle). Les prix des consultations des médecins conventionnés omnipraticiens progressent en avril mais les actes de radiologie subissent une baisse en août perceptible en septembre jusqu'au mois de novembre ; s'ajoute la baisse des tarifs des dentistes.

Les prix du tabac augmentent de 3,1 % en moyenne annuelle contre + 8,0 % en 1997. Les hausses touchent moins les produits fortement consommés.

Les prix des services publics baissent de 0,2 % (en moyenne annuelle). En particulier, les prix du timbre postal et colis postaux ne changent pas en 1998; la SNCF, par le biais de grandes réformes tarifaires enregistre globalement sur l'année une baisse des prix. L'indice des prix des transports aériens termine 1998 au même niveau que 1997, en raison de la moindre hausse de décembre; le glissement annuel de ce mois est négatif (- 0,2 %) mais en moyenne annuelle, il progresse de 3,1 %.

Les prix des services du secteur privé s'accroissent sensiblement (+ 1,9 % en moyenne annuelle). La coupe du monde de football provoque des hausses sensibles dans l'hôtellerie au cours des mois de juin et juillet (+ 3,8 % en moyenne annuelle).

Les prix des loyers et de l'eau s'accroissent de 2,2 %.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1)

(Base 100 : année 1990)

L'indice base 100 en 1990 a pris la suite de l'indice « des 296 postes » mis en service en 1971, d'abord avec la référence (1970 = 100), puis en juillet 1983 avec la référence (1980 = 100). Se proposant de décrire encore plus fidèlement l'évolution des prix à la consommation, et de se rapprocher des pratiques internationales, l'indice base 1990 = 100 a apporté par rapport à son prédécesseur les aménagements suivants:

1° Calcul de deux indices, l'un (nouveau) correspondant à la population de référence « tous ménages », l'autre correspondant à la population de référence traditionnelle « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ».

2° Pour l'indice « tous ménages », mise en service d'une nouvelle nomenclature en 265 postes, récapitulée selon plusieurs grilles de lecture nouvelles.

3° Modifications de traitement sur plusieurs sous-ensembles de l'indice général:

— nouveau traitement des produits frais;

— mensualisation des relevés de prix pour l'ensemble de l'indice.

— prise en compte des soldes.

4° Élargissement du champ suivi à 6 nouveaux postes « services ».

● Un indice « tous ménages »

La population de référence de l'indice base 1980 (les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé) ne représente qu'une part faible et décroissante de l'ensemble des ménages résidents en France (25 % au recensement de 1990). Ceci affaiblissait la comparabilité de l'indice des prix français par rapport aux indices des prix étrangers.

(1) Pour plus d'information voir le BMS de février 1993.

L'indice base 1990 consacre la distinction définitive entre un indice servant à l'information publique, aux comparaisons internationales et aux travaux scientifiques d'une part, et un indice destiné à la revalorisation du SMIC et des contrats privés d'autre part (tableau 1). Deux indices parfaitement cohérents sont publiés chaque mois qui se rapportent l'un à l'ensemble des ménages, l'autre aux ménages urbains ouvriers et employés.

Tableau 1. **–Utilisation des indices des prix à la consommation base 1990**

Population de référence	Couverture en termes de produits	Utilisations
Ensemble des ménages.	Y compris tabac.	Information publique. Comparaisons internationales. Travaux scientifiques.
	Hors tabac.	Revalorisation des contrats privés.
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé.	Hors tabac.	Revalorisation du SMIC. Revalorisation des contrats privés.

Quelles sont les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés ?

Par grand poste budgétaire, la réponse est fournie dans le tableau 2 : les ménages urbains ouvriers et employés consomment proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, pour leur logement... et un peu moins pour leurs dépenses de santé, de transports, de vacances... En fait, les pondérations ne diffèrent significativement entre les deux populations de référence que pour une vingtaine de postes sur 265. De fait on constate des différences très faibles entre les évolutions des indices d'ensemble afférents aux deux populations de référence.

Tableau 2. **–Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Postes budgétaires	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1997	1998	1997	1998
1. Alimentation, boissons, tabac	22,18	22,20	23,99	24,01
dont tabac (1-4).....	(1,98)	(2,00)	(3,06)	(3,06)
2. Habillement et chaussures.....	6,58	6,44	6,61	6,45
3. Logement, chauffage, éclairage.....	11,39	11,67	13,66	13,86
4. Meubles, matériel de ménage, entretien de la maison.....	8,22	8,08	7,36	7,21
5. Santé.....	9,57	9,42	8,56	8,48
6. Transports et communications.....	19,39	19,65	18,52	18,80
7. Loisirs, spectacles, enseignement, culture.....	8,25	8,12	7,96	7,88
8. Autres biens et services	14,42	14,42	13,34	13,31
dont restaurants, cafés (8-31).....	(6,65)	(6,68)	(6,56)	(6,58)
dont hôtels, voyages, hébergement vacances.(8-32 + 8-4).....	(1,97)	(1,96)	(1,32)	(1,32)
	100,00	100,00	100,00	100,00

• Le traitement des prix des produits frais

Comme c'est le cas de plusieurs postes de l'indice, les prix des produits frais (légumes, fruits, produits de la mer, fleurs) sont sujets à des variations saisonnières. En revanche, une chose est propre à ces produits frais : les quantités consommées par les ménages varient beaucoup d'un mois à l'autre; en outre, certaines variétés disparaissent des points de vente pendant plusieurs mois de l'année (fraises, abricots, poires).

Comme la plupart de leurs homologues étrangers, les statisticiens français suivent les évolutions des prix de ces produits frais selon une technique adaptée à ce problème particulier, celle du « panier mensuel variable ». Ils appliquaient aux indices « produits frais » un lissage par moyenne mobile sur douze mois, ce qui était une particularité de l'indice français (1980 = 100).

Le traitement des prix des produits frais dans l'indice (1990 = 100) consiste à aller jusqu'au bout de la logique

du panier variable et à abandonner le lissage sur douze mois. Il donne les résultats suivants :

— en glissement sur douze mois, les nouveaux indices des prix des produits frais fournissent presque exactement les mêmes indications que les anciens indices;

— les indices des prix des produits frais (1990 = 100) comportent des variations mensuelles nettement plus fortes que les anciens indices des prix des mêmes produits frais.

● **Mensualisation et prise en compte des soldes**

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon (élargi en 1990-1991) de 6 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 = 1990 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 = 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 = 1990 publié en février 1993 une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

● **Champ théorique de l'indice des prix à la consommation**

Les biens et services qui ont un prix et qui relèvent du champ théorique de l'indice des prix « à la consommation » ne constituent qu'un sous-ensemble des dépenses figurant dans le budget des ménages français.

Sont exclues du champ théorique de l'indice, des dépenses telles l'achat de logements ou de valeurs mobilières (opérations d'investissement), les annuités de remboursement accompagnant les acquisitions de logements ou de biens durables (opérations financières), les versements pour la retraite (opérations d'épargne), les impôts directs, les cotisations sociales, les intérêts versés, ainsi que les dons ou pensions versées à d'autres ménages (opérations de répartition).

Le champ théorique de l'indice des prix est constitué par la « consommation des ménages au sens des comptes nationaux », concept autour duquel arrivent à peu près à se rejoindre la plupart des pays développés. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions : exclusion des achats de biens d'occasion entre ménages, prise en compte des primes nettes des indemnités reçues en ce qui concerne les assurances, des paris nets des gains en ce qui concerne les jeux de hasard, etc. L'autoconsommation par les ménages de produits alimentaires (jardins familiaux) ou de services de logements (rendus par les propriétaires à eux-mêmes) ne relève pas non plus du champ théorique de l'indice, car les prix de tels services sont bien évidemment fictifs.

Ce champ théorique étant acquis, il restait dans l'indice (1980 = 100) un défaut de couverture, parce que le suivi des prix de certains services pose de difficiles problèmes conceptuels ou d'ordre organisationnel (certains organismes ou professions ne rentrent pas aisément dans le dispositif de suivi des prix), ou encore d'ordre économique (la collecte a toujours un coût). Dans l'indice (1980 = 100), ce défaut représentait un peu moins de 9% de la consommation totale des ménages.

Or, en 1993, dans l'indice (1990 = 100) celui-ci représentait moins de 8 %; il est composé de la façon suivante :

Services juridiques (notaires, avocats, conseils...)	0,5%
Jeux de hasard (primes moins gains)	0,3%
Services des assurances (primes moins indemnités)	1,8%
Services domestiques	0,9%
Hôpitaux et cliniques privées, cures	1,3%
Établissements pour personnes âgées	0,9%
Paiements partiels de services non marchands (crèches, enseignement, santé...)	1,6%
Services divers	0,4%
	7,7%

● **6 nouveaux postes « services » dans l'indice base 100 = 1990**

Sur les 265 postes de la nomenclature de l'indice (1990 = 100), six accueillent des postes nouvellement couverts : transports aériens, transports maritimes et côtiers, locations de voiture, transports par ambulance, services funéraires et services vétérinaires. La pondération de ces six postes est de l'ordre de 1,2 %, ce qui a fait passer le taux de couverture de l'indice de 91,1 % à 92,3 %.

● **Des séries depuis 1990 pour les indices « tous ménages »**

Les indices « tous ménages », avec leurs nouvelles nomenclatures et les nouveaux traitements qu'ils incorporent n'ont pas été publiés avant janvier 1993 : l'INSEE présente des séries rétrospectives depuis le mois de janvier 1990, le premier de la nouvelle année de référence.

En fait, cet objectif n'est pas entièrement accessible, car le dispositif de collecte des prix et de calcul des indices n'a pas été organisé dès 1990 pour accueillir les nouveaux traitements.

Les indices de prix « tous ménages » en 265 postes ont été recalculés rétroactivement depuis janvier 1990.

La mensualisation de l'indice des loyers a été reconstituée *a posteriori* depuis janvier 1990.

Le nouveau traitement des produits frais a été appliqué depuis janvier 1990 aux relevés de prix « produits frais » effectués depuis cette date.

En revanche, la mensualisation des relevés de l'habillement n'a commencé sur le terrain qu'en janvier 1992, de même que le relevé des prix soldés des

vêtements de dessus et la collecte des prix des 6 nouveaux postes « services ».

• Sur 1992, les indices (1990 = 100) pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ont été recalculés :

— L'indice des prix à la consommation des ménages urbains ouvriers et employés a été publié dans le BMS jusqu'en janvier 1993 (indice de décembre 1992), en base 100 en 1980, à traitement constant, c'est-à-dire en ne prenant en compte pratiquement aucune des innovations de la base 1990.

La seule exception concerne la prise en compte, dès janvier 1992, dans l'indice (1980 = 100) de la *mensualisation des relevés de l'habillement* (vêtements de dessus et chaussures), car l'accueil mensuel des enquêteurs par les commerçants avait besoin d'être vérifié et rodé sans attendre janvier 1993.

— À partir de janvier 1993, l'indice (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés prend en compte les mêmes innovations que l'indice « tous ménages » : outre la mensualisation des relevés des vêtements de dessus et chaussures déjà effective depuis janvier 1992, il incorpore les soldes, la mensualisation des loyers, le nouveau traitement des produits frais et les indices des nouveaux postes « services ».

L'évolution de l'indice des prix (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés au cours de l'année 1992 ne respecte pas exactement le profil 1992 de l'indice (1980 = 100) qui aura constitué l'indice de référence pendant l'année 1992. Des écarts peuvent être constatés certains mois, notamment en périodes de soldes sur les vêtements de dessus, ou encore des variations brutales de prix des produits frais.

• Raccordements des séries (1990 = 100) avec les séries (1980 = 100) antérieurement publiées pour l'indice des ménages urbains ouvriers et employés

L'utilisation du « coefficient de raccordement » a pour seul intérêt de continuer à faire vivre la référence juridique constituée par l'indice (1980 = 100) après l'abandon de cet indice par l'INSEE, dans le cas sans doute fréquent où les contractants n'éprouveront pas l'envie de remplacer dans leur contrat la référence à l'indice (1980 = 100) par une référence à l'indice (1990 = 100).

On notera que ce « coefficient de raccordement » peut faire l'objet d'estimations légèrement différentes si on compare les niveaux des indices (1980 = 100) et (1990 = 100) à des dates différentes de la date anniversaire des contrats. Une période de comparaison fréquemment invoquée est l'année 1990. En effet, sur cette année, le niveau de l'indice (1990 = 100) est 100,0 et le coefficient de raccordement se déduit immédiatement du niveau moyen en 1990 de l'indice (1980 = 100) :

$$\frac{\text{indice 1990 (1980 = 100)}}{\text{indice 1990 (1990 = 100)}} = \frac{183,6}{100,0} = 1,836$$

Ce coefficient de raccordement commode diffère légèrement de celui calculé en juillet 1992 parce que les évolutions mensuelles de 1990 à 1992 ne sont pas strictement identiques entre l'indice (1980 = 100) et l'indice (1990 = 100).

Des coefficients de raccordement entre indices (1980 = 100) et indices (1990 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1990, soit sur un mois quelconque de 1992, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

• Indices spécifiques

— Indice des prix des spécialités pharmaceutiques

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 800 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 70 % et 40 %).

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 au 1er janvier 1970 s'effectuera en prenant pour coefficient 1,195 pour les spécialités remboursables et 2,085 pour les spécialités non remboursables.

— Indice des prix des véhicules

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire systématique.

L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 en 1980 s'effectue en prenant le coefficient 1,783 pour les automobiles.

• Indices sous-jacents et CVS

Depuis juin 1996, deux nouveaux indices ont vu le jour. Ainsi, l'évolution mensuelle des prix corrigée des variations saisonnières est publiée avec l'indice définitif. Par ailleurs, un indice dit « d'inflation sous-jacente » c'est-à-dire hors produits à prix volatils, hors tarifs publics et corrigés des mesures fiscales est publié également avec l'indice définitif en évolution mensuelle et annuelle. Il permet de connaître la tendance de fond de l'inflation hors intervention de l'État et hors des mouvements de prix des matières premières.

22. Départements et territoires d'outre-mer

Les indices des prix des départements d'outre-mer ont fait l'objet d'une rénovation simultanément à celle de l'indice métropolitain. Ils sont complètement harmonisés avec ce dernier et possèdent :

— la même population de référence (ensemble des ménages);

— une couverture de la consommation identique;

— la même nomenclature de produits;

— la même date de diffusion (année 1990);

— une méthodologie générale et des traitements particuliers (produits frais par exemple) identiques.

Le lecteur peut donc se reporter au texte relatif à l'indice national des prix en métropole.

Les pondérations de chacun des indices ont été calculées à partir des résultats actualisés des enquêtes « Budget de famille » réalisées au milieu des années 1980.

En plus des indices d'ensemble avec ou sans tabac, les séries publiées sont celles des regroupements de produits servant à l'analyse conjoncturelle.

Le lecteur qui souhaite poursuivre la série des indices d'ensemble dans leur ancienne base doit multiplier les nouveaux indices publiés par les coefficients de raccordement suivants :

— Guadeloupe : 2,256;

— Martinique : 2,200;

— Guyane : 1,997;

— Réunion : 2,209.

L'indice des prix de détail à la consommation en Nouvelle-Calédonie a été mis en place en août 1975 par la Direction territoriale des statistiques et des études économiques (DTSEE), celui de la Polynésie française en novembre 1972 (nouvelle base 100 en décembre 1988, base 100 précédente en décembre 1980) par l'Institut territorial de la statistique et des études économiques (ITSTAT).

23. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

Depuis mars 1997, des indices de prix à la consommation harmonisés dans l'ensemble des quinze pays de l'Union européenne sont publiés chaque mois. Cet indice sert depuis 1998 au calcul du critère de convergence sur les prix du traité de Maastricht. Il est défini sur un champ commun avec des méthodes de calcul harmonisées. En France, il couvre 83,6 % de l'ensemble de la consommation des ménages (indice national 92,3 %). Y sont intégrés les assurances, les services juridiques et domestiques, les formalités administratives et les véhicules d'occasion qui sont ajoutés à l'indice national base 1998 et qui est publié depuis février 1999 dans le bulletin mensuel de statistique.

L'indice des prix harmonisé (IPCH) a fait l'objet d'une publication « Informations rapides » spéciale le 7 mars 1997 n° 73 et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

24. Le nouvel indice base 100 = 1998

Depuis février 1999, un nouvel indice des prix à la consommation, enrichi, est publié et rétropolé sur l'année 1998. La nouvelle base est l'année 1998 = 100. Ce nouvel indice apporte en particulier les améliorations suivantes :

- extension de la couverture (environ 5 % de la consommation) par intégration de nouveaux postes de services tels que les assurances habitation et auto-mobiles, les services domestiques et juridiques, les véhicules d'occasion, l'enlèvement des ordures ménagères, les crèches et assistantes maternelles, les établissements pour personnes âgées.

- actualisation de la base des produits frais : nouvelles variétés, nouvelles pondérations.

- élargissement de la couverture géographique de l'indice aux DOM.

- pondérations basées sur la nouvelle base de la Comptabilité Nationale (1995 = 100).

- modification de la nomenclature par alignement sur la nomenclature européenne COICOP (« classification of individual consumption by purpose ») adoptée pour l'IPCH, à un niveau plus détaillé.

L'indice est publié selon 12 fonctions de consommation et environ 280 regroupements et groupes de produits en remplacement des 8 fonctions de consommation, 70 regroupements et des 265 postes. Les premières données annuelles paraîtront dans l'édition 2001 de cet ouvrage.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des Ménages : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé France entière : les séries principales.

Pour une présentation générale de l'indice des prix :

— Plaquette de présentation de l'indice des prix (16 pages), janvier 1997.

— « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », INSEE 1998.

Pour une présentation générale de la rénovation de l'indice des prix (1990 =100).

— Un nouvel indice des prix à la consommation (1990 = 100). Les *Notes bleues de Bercy,* n° 2, 1-15 novembre 1992.

— Le *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, février 1993.

Pour une présentation détaillée des innovations introduites dans l'indice des prix (1990 = 100), 5 notes techniques sont disponibles dans les directions régionales de l'INSEE ou auprès de la division « Prix à la consommation » de l'institut.

Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations. *Bulletin mensuel de statistique,* février 1999.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

« L'indice des prix de la Martinique : méthodes, bilan (1979-1984) et perspectives », *Les Dossiers Antilles-Guyane,* n° 10, 1985.

« L'indice des prix à la consommation des ménages urbains de condition moyenne. Base 100 en 1978 », *Documents,* n° 33, 1980 (Réunion).

« Prix à la consommation : présentation et précision du nouvel indice », *Économie et statistique,* n° 267, juillet 1993.

« La comparaison France-Allemagne », *Économie et statistique,* n^os 275-276, 1994.

« L'indice des prix à la consommation surestime-t'-il l'inflation ? », *Économie et Statistique*, n° 303, 1997.

« Les prix des services publics modèrent l'inflation », *INSEE-Première,* n° 621, décembre 1998;

« Les prix des services privés aux ménages », *INSEE-Première*, n° 653, juin 1999.

« Entre 1990 et 1998 les prix à la consommation ont augmenté de 16 % », *INSEE-Première*, n° 673, septembre 1999;

« Indice des prix à la consommation des 265 postes ». Série rétrospective, 1990-1995, *INSEE-Résultats,* n^os 476-477, juin 1996.

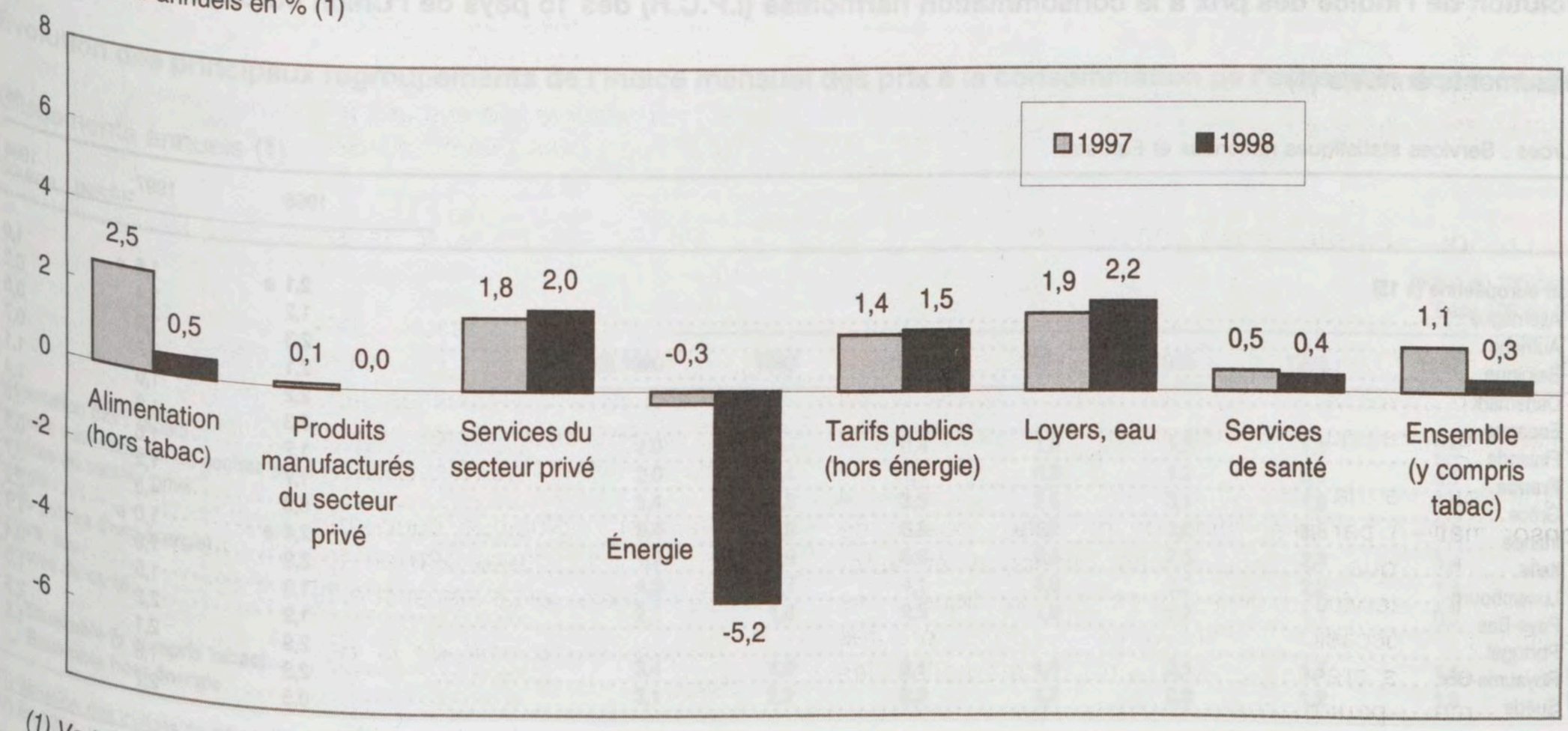
« Informations rapides » n° 179, juin 1996, sur l'indice CVS et l'inflation sous-jacente.

*
* *

GRAPHIQUE H.01

Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 265 postes)

Glissements annuels en % (1)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n

Source : INSEE

TABLEAU H.01-1A

Évolution des indices de prix nationaux à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

	1993	1994	1995	1996	1997	1998 %
Union européenne (à 15) (2)	**3,4**	**3,1**	**3,0**	**2,2**	**2,0**	**1,3**
dont : Allemagne (ex République fédérale d')	3,7	2,5	1,8	1,4	1,7	1,0
Autriche	3,5	2,6	1,8	2,4	0,1	0,7
Belgique	2,7	1,9	1,5	2,5	1,1	0,6
Danemark	1,5	2,3	1,8	2,3	2,1	1,7
Espagne	4,9	4,3	4,3	3,2	2,1	1,4
Finlande	1,5	1,6	–	1,0	1,9	0,8
France	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**	**1,1**	**0,3**
Grèce	11,3	8,8	8,5	7,9	5,2	3,8
Irlande (3)	1,5	2,4	2,4	1,9	1,6	1,7
Italie	4,3	4,0	5,6	2,7	2,0	0,8
Luxembourg	3,6	2,0	1,3	1,5	1,5	0,4
Pays-Bas	2,6	2,6	1,7	2,5	2,3	1,7
Portugal	9,7	6,2	5,0	4,2	3,4	2,8
Royaume-Uni	1,9	2,9	3,2	2,5	3,7	2,7
Suède	4,0	2,5	2,2	- 0,4	1,6	- 1,1
États-Unis d'Amérique	2,7	2,7	2,5	3,3	1,7	1,5
Japon	1,0	0,6	- 0,3	0,2	1,8	0,7

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Union européenne (à 15) à partir de 1994.
(3) Variation de l'indice de novembre de l'année n-1 à novembre de l'année n de 1993 à 1997.

TABLEAU H.01-1B

Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

	1996	1997	1998 %
Union européenne (à 15)	**2,1** *e*	**1,6** *e*	**1,0**
Allemagne	1,2	1,4	0,2
Autriche	2,3	1,0	0,5
Belgique	2,1	0,9	0,7
Danemark	2,2	1,6	1,1
Espagne	3,3	1,9	1,4
Finlande	1,7	1,6	0,8
France	**1,7**	**1,2**	**0,3**
Grèce	6,9	4,5	3,7
Irlande	2,4 *e*	1,0 *e*	2,2
Italie	2,9	1,8	1,7
Luxembourg	1,3	1,5	0,4
Pays-Bas	1,9	2,2	1,5
Portugal	2,9	2,1	2,8
Royaume-Uni	2,3	1,8	1,5
Suède	0,5	2,7	–

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-2

Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Glissements annuels (1)

Source : INSEE

%

	Indice en 265 postes Base 100 en 1990							
	(2) 1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Alimentation (hors tabac)	3,0	–	0,4	1,0	1,5	1,3	2,5	0,5
Produits manufacturés du secteur privé	2,0	1,4	1,1	0,3	1,2	0,5	0,1	–
Services du secteur privé	5,4	4,8	3,5	2,5	3,1	1,9	1,8	2,0
Énergie	6,4	– 1,8	3,8	– 0,2	3,6	6,6	– 0,3	– 5,2
Tarifs publics (hors énergie)	1,0	3,9	6,6	6,4	2,5	2,0	1,4	1,5
Loyers, eau	4,5	5,7	4,1	3,8	3,2	2,2	1,9	2,2
Services de santé	2,1	1,8	0,5	2,8	2,2	1,1	0,5	0,4
Ensemble (y compris tabac)	**3,4**	**1,9**	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**	**1,1**	**0,3**
Ensemble hors énergie	**3,1**	**2,2**	**2,0**	**1,7**	**2,0**	**1,2**	**1,3**	**0,9**

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) En 1990, indice en 296 postes, base 100 en 1980.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1994	1995	1996	1997	1998	Pondération
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**109,7**	**111,6**	**113,8**	**115,2**	**116,0**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	109,0	110,8	112,9	114,1	114,8	9 800
1. ALIMENTATION, BOISSONS, TABAC	**107,5**	**109,5**	**111,5**	**114,1**	**116,0**	**2 220**
Produits alimentaires	**103,7**	**105,0**	**106,2**	**108,1**	**109,8**	**1 719**
Pains et céréales	110,4	111,6	113,3	115,3	116,5	223
dont : Pain	112,3	114,5	116,8	119,0	120,4	70
Viandes	103,8	104,3	105,8	108,4	109,2	532
dont : Bœuf à rôtir	106,4	107,0	107,1	108,5	110,9	92
Poissons	100,0	98,8	100,6	103,8	110,1	106
dont : Poisson frais	98,3	96,6	98,9	103,7	109,6	52
Laits, fromages et œufs	101,8	101,6	102,3	103,0	103,8	250
dont : Laits	104,1	104,6	105,1	106,0	106,8	53
Yaourts	95,8	94,5	94,6	94,5	94,4	36
Œufs	104,4	104,6	106,3	108,2	108,8	20
Huiles et graisses	104,7	106,7	108,7	109,9	111,9	60
dont : Beurres	101,5	101,4	102,1	102,7	104,3	34
Légumes	97,9	100,5	102,7	102,4	105,1	141
dont : Légumes frais	97,9	101,2	103,9	103,8	107,2	111
Fruits	103,1	105,8	106,0	109,1	113,2	104
dont : Fruits frais	102,5	105,5	105,6	108,9	113,2	97
Sucre	110,8	113,2	115,7	119,3	121,2	10
Café, thé, cacao	101,7	122,3	117,6	121,7	124,3	52
Autres produits alimentaires	106,2	106,7	107,6	109,3	110,3	241
Boissons non alcoolisées	**109,3**	**109,4**	**110,6**	**112,5**	**112,9**	68
dont : Eaux minérales et de source	113,7	114,5	116,1	118,9	119,5	34
Boissons alcoolisées	**109,5**	**111,2**	**113,7**	**115,9**	**117,6**	233
dont : Vins de consommation courante	105,8	109,8	114,9	116,2	116,9	24
Vins supérieurs	110,3	113,6	117,4	119,1	122,4	88
Tabacs	**155,9**	**169,1**	**182,0**	**196,5**	**202,5**	200
2. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**106,9**	**107,3**	**108,3**	**108,8**	**108,6**	644
Habillement	**106,9**	**107,3**	**108,2**	**108,8**	**108,6**	513
Vêtements de dessus pour hommes	103,4	103,8	104,9	105,5	105,4	76
Vêtements de dessus pour femmes	104,3	104,2	104,7	105,0	105,0	131
Vêtements de dessus pour enfants	103,9	103,7	104,3	104,2	103,1	37
Lingerie, bonneterie pour hommes	108,0	108,0	109,2	109,9	109,7	60
Lingerie, bonneterie pour femmes	111,3	112,3	113,6	114,6	114,5	101
Lingerie, bonneterie pour enfants	108,4	108,7	109,5	110,4	109,8	54
Vêtements de travail, accessoires du vêtement, tissus	110,2	111,2	112,5	113,3	113,6	54
Chaussures	**106,3**	**106,9**	**107,9**	**108,0**	**107,6**	124
Réparation d'articles d'habillement et de chaussures	**115,0**	**119,6**	**122,6**	**124,8**	**127,4**	7
3. LOGEMENT, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE	**113,7**	**116,0**	**119,2**	**120,8**	**121,1**	1 167
Logement et eau	**121,2**	**125,2**	**128,6**	**130,8**	**133,7**	714
Logement	118,4	121,5	124,2	125,9	128,4	608
dont : Loyers des résidences principales	118,4	121,5	124,1	125,8	128,3	576
Chauffage, éclairage	**103,4**	**103,6**	**106,5**	**107,3**	**104,3**	453
Électricité	107,1	108,0	109,2	106,9	104,5	256
Gaz	105,1	105,2	106,6	112,8	114,9	121
dont : Gaz de ville	101,1	100,3	100,5	104,8	106,4	90
Fiouls domestiques	88,8	86,8	97,8	101,4	88,1	70
4. MEUBLES, MATÉRIELS ET ARTICLES DE MÉNAGE, ENTRETIEN DE LA MAISON	**109,4**	**111,1**	**113,7**	**114,7**	**115,7**	808
Meubles, tapis, revêtements de sols	**108,7**	**110,3**	**112,5**	**113,4**	**114,3**	187
Articles de ménage en textiles, autres articles d'ameublement	**111,4**	**113,3**	**116,4**	**117,3**	**118,4**	87
Gros appareils ménagers	**98,4**	**97,5**	**97,7**	**97,0**	**95,6**	107
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**115,0**	**117,4**	**120,8**	**121,8**	**122,9**	91
Entretien courant de la maison	**111,9**	**114,4**	**117,8**	**119,6**	**121,6**	336
Articles de ménage non-durables	105,1	106,8	109,2	110,3	111,9	130
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	104,5	108,4	111,6	112,8	114,8	42
Services pour l'habitation	117,9	121,0	125,1	127,4	129,7	206
dont : Services d'entretien du logement	118,0	121,3	125,5	128,0	130,5	157

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 1)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1994	1995	1996	1997	1998	Pondération
5. SANTÉ	**104,6**	**107,0**	**108,1**	**108,7**	**109,2**	**942**
Produits pharmaceutiques	**102,3**	**103,2**	**104,1**	**104,4**	**104,4**	**342**
dont : Spécialités pharmaceutiques	101,1	102,0	102,7	102,8	102,8	321
Appareils thérapeutiques	**115,0**	**116,7**	**118,5**	**118,5**	**119,4**	**50**
Médecins, auxiliaires médicaux	**105,1**	**108,5**	**109,8**	**110,5**	**111,2**	**550**
dont : Services des médecins	108,7	112,8	114,0	114,6	115,8	288
Dentistes	100,6	103,7	104,7	105,6	105,5	115
6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**111,3**	**114,0**	**117,1**	**118,0**	**117,6**	**1 965**
Achats de véhicules	**106,3**	**107,6**	**107,6**	**105,0**	**105,9**	**404**
dont : Automobiles	105,9	107,2	107,1	104,3	105,3	377
Utilisation des véhicules	**114,5**	**118,4**	**124,1**	**126,6**	**125,6**	**1 114**
Pneus, pièces et accessoires, réparations des véhicules	120,8	124,7	128,9	130,0	130,6	577
Essences, lubrifiants	105,9	110,0	117,7	121,8	118,2	446
dont : Essences	105,6	109,9	117,9	122,4	118,6	418
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	120,7	123,6	127,7	130,2	133,1	91
dont : Péages, parkings	125,1	129,1	134,5	138,5	142,4	61
Services de transport	**114,8**	**117,3**	**118,7**	**121,5**	**123,7**	**265**
dont : Transports ferroviaires	111,1	113,1	114,9	115,5	115,4	67
Transports aériens	114,4	115,3	110,8	114,0	117,5	62
Communications	**102,9**	**102,3**	**101,1**	**99,4**	**95,5**	**182**
dont : Services de télécommunications	99,9	99,0	96,7	94,4	90,1	155
Services postaux	118,7	120,0	126,3	128,2	128,5	27
7. LOISIRS, SPECTACLES, ENSEIGNEMENT, CULTURE	**106,9**	**107,7**	**108,9**	**109,0**	**109,2**	**812**
Appareils et accessoires de loisirs	**100,4**	**99,5**	**99,2**	**98,0**	**96,7**	**387**
Radio, télévision	82,8	79,2	74,8	69,3	64,5	70
Photographie, musique, autres biens durables	96,9	97,0	97,3	95,6	93,0	34
Autres articles récréatifs	107,5	107,3	108,1	108,5	108,6	253
dont : Disques, bandes et cassettes enregistrées	112,5	113,2	114,7	114,9	114,6	66
Loisirs, spectacles, culture	**113,4**	**116,5**	**120,2**	**122,0**	**124,7**	**210**
Livres, quotidiens, périodiques	**113,4**	**115,4**	**117,4**	**118,5**	**119,4**	**168**
Enseignement	**118,1**	**120,6**	**122,3**	**123,9**	**125,6**	**47**
8. AUTRES BIENS ET SERVICES	**114,2**	**116,3**	**118,8**	**120,5**	**122,5**	**1 442**
Soins et produits personnels	**113,0**	**114,3**	**116,5**	**118,6**	**120,1**	**289**
Coiffure, beauté	116,8	119,3	121,8	123,0	124,7	99
Articles pour les soins personnels	110,8	111,4	113,5	115,9	117,3	190
Autres articles personnels	**102,8**	**103,4**	**104,0**	**103,9**	**103,7**	**156**
Horlogerie, bijouterie	94,4	93,8	93,7	93,4	92,5	77
Maroquinerie, autres	109,9	110,7	111,6	111,5	112,2	52
Papeterie, autres fournitures	112,3	116,6	119,1	119,4	120,4	27
Restaurants, cafés, hôtels	**116,4**	**119,3**	**122,0**	**124,0**	**126,3**	**851**
Restaurants et cafés	116,1	118,9	121,6	123,7	125,8	668
dont : Repas traditionnel dans un restaurant	113,8	115,7	117,9	119,4	120,9	303
Hôtels, services de logement analogues	117,8	120,7	123,5	125,1	128,4	183
dont : Location de chambres d'hôtel	117,3	120,3	122,4	123,6	128,3	78
Voyages organisés	**114,6**	**117,3**	**117,9**	**119,4**	**123,7**	**13**
Services financiers	**119,3**	**120,8**	**123,9**	**124,0**	**128,5**	**63**
Autres services aux ménages	**120,7**	**123,3**	**127,5**	**131,2**	**133,5**	**70**
dont : Services funéraires	119,5	122,8	128,8	134,4	140,0	34
ANALYSE CONJONCTURELLE						
Alimentation (hors tabac)	104,5	105,8	107,1	109,0	110,7	2 020
Produits manufacturés du secteur privé	106,6	107,4	108,5	108,4	108,5	3 252
Services du secteur privé	118,1	121,3	124,6	126,8	129,2	1 964
Énergie	104,4	106,4	111,8	114,3	110,9	871
dont : produits pétroliers	103,6	106,8	115,1	119,8	114,9	519
Tarifs publics hors énergie	119,7	123,7	127,0	130,6	131,6	661
dont : services publics	108,8	110,3	110,9	111,6	111,4	461
Loyers, eau	121,3	125,2	128,7	130,9	133,8	682
Services de santé	105,1	108,5	109,8	110,5	111,2	550

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 2 et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Classification par fonctions de consommation	1994	1995	1996	1997	1998	Pondération
					Base 100 en 1990	
REGROUPEMENTS PARTICULIERS						
Ensemble hors tabac et alcools	108,9	110,7	112,8	113,9	114,6	9 497
Ensemble hors énergie	110,1	112,1	114,0	115,3	116,5	9 129
Ensemble hors produits frais	110,0	112,0	114,2	115,5	116,2	9 725
Ensemble non alimentaire	111,1	113,3	115,7	116,9	117,5	7 980
Ensemble des produits vendus par le commerce de détail	105,4	106,3	107,5	108,6	109,4	4 078
Alimentation plus restaurants, cantines, cafés	107,1	108,8	110,4	112,4	114,2	2 688
Alimentation hors produits frais	105,3	106,5	107,7	109,7	110,9	1 745
Produits manufacturés, hors tabac et eau	106,2	107,3	109,2	109,7	109,0	4 123
Services hors loyers	115,1	118,2	120,8	122,6	124,3	3 081
Services y compris eau	115,6	118,7	121,4	123,1	125,0	3 657
INDICES DIVERS :						///
Ensemble y compris loyers fictifs	110,5	112,6	114,8	116,2	117,2	///
Supercarburant avec plomb	106,0	110,6	117,3	121,7	119,1	///
Supercarburant sans plomb, indice d'octane 98	102,7	108,9	115,6	120,0	117,1	///
Gazole	109,6	109,7	121,9	126,6	120,4	///
Fioul domestique (10 000 l)	88,6	86,3	97,5	101,3	87,3	

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains				Ménages parisiens (2)			
	1996	1997	1998	Pondération	1996	1997	1998	Pondération
Ensemble hors tabac	**113,0**	**114,2**	**114,9**	**9 694**	**113,1**	**114,0**	**///**	**9 683**
Ensemble y compris tabac	114,4	115,9	116,7	10 000	114,6	115,7	///	10 000
Alimentation	106,8	108,7	110,3	2 095	107,2	108,6	///	1 967
Pains et céréales	113,1	115,0	116,2	204	114,6	116,3	///	193
Viandes et poissons	105,1	107,7	109,3	677	106,0	108,4	///	622
Œufs, laits, corps gras	103,6	104,4	105,3	333	104,2	104,4	///	299
Légumes et fruits	103,5	104,6	107,8	250	103,5	104,6	///	261
Autres produits alimentaires	108,8	110,8	112,1	345	109,1	109,9	///	308
Boissons	113,3	115,6	116,7	286	113,1	114,2	///	284
Produits manufacturés	109,3	109,7	109,1	4 040	108,6	108,6	///	3 742
Habillement et textiles	108,7	109,2	109,0	676	109,6	109,9	///	619
Autres produits manufacturés	109,4	109,8	109,1	3 364	108,2	108,2	///	3 123
Services	122,1	123,8	125,8	3 559	121,6	123,1	///	3 974
Services relatifs au logement	127,4	129,5	132,3	1 054	127,2	128,6	///	1 088
dont : Loyers, eau	127,6	129,7	132,5	987	127,3	128,8	///	1 022
Soins personnels et de l'habillement	121,9	123,0	124,5	101	120,6	121,1	///	124
Services de santé	109,9	110,6	111,3	531	109,6	110,3	///	525
Transports publics	121,6	124,5	126,7	231	124,4	128,2	///	364
Services d'utilisation de véhicules privés	138,0	141,3	144,5	304	138,4	140,7	///	305
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	122,1	124,3	126,7	755	120,7	122,6	///	946
Autres services	116,2	116,9	117,5	583	113,9	114,6	///	622

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.
(2) Les séries des indices de prix à la consommation relatifs aux ménages parisiens ont été supprimées à partir de janvier 1998.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Situation en décembre

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Spécialités pharmaceutiques	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Remboursables par la Sécurité sociale	98,2	98,0	98,9	99,2	99,2	98,8
Non remboursables par la Sécurité sociale	138,9	144,0	146,9	150,0	154,4	157,6

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE

	Base 100 en 1990					
	1994	1995	1996	1997	1998	Pondération
Guadeloupe						
Alimentation (hors tabac)	108,0	111,3	112,6	113,8	117,1	2 803
Produits manufacturés du secteur privé	109,7	110,8	111,6	112,2	112,6	3 105
Services du secteur privé	112,7	115,5	119,1	120,6	123,1	1 800
Énergie	105,2	106,6	110,7	115,0	116,7	865
Tarifs publics	119,6	119,6	114,7	112,2	110,5	355
Loyers, eau	117,9	120,9	122,8	125,8	127,9	695
Services de santé	110,9	115,6	117,2	117,8	119,2	318
Ensemble	**110,1**	**112,4**	**114,0**	**115,3**	**117,1**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,1**	**112,4**	**113,9**	**115,2**	**116,9**	**9 930**
Martinique						
Alimentation (hors tabac)	110,9	112,8	113,5	115,1	118,4	2 468
Produits manufacturés du secteur privé	107,7	108,4	108,6	108,6	108,5	2 861
Services du secteur privé	125,2	130,1	135,5	137,2	139,5	2 245
Énergie	108,8	113,0	116,2	119,5	119,4	894
Tarifs publics	121,0	122,9	117,3	116,4	114,5	373
Loyers, eau	117,8	120,2	123,9	128,3	130,2	933
Services de santé	117,6	122,3	123,4	123,9	125,7	278
Ensemble	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**118,5**	**120,0**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**118,4**	**119,9**	**9 968**
Guyane						
Alimentation (hors tabac)	105,2	107,0	107,6	109,4	110,5	2 670
Produits manufacturés du secteur privé	107,4	107,5	107,0	107,1	106,0	2 496
Services du secteur privé	121,9	125,7	128,9	131,8	133,9	2 119
Énergie	107,1	111,4	116,3	119,0	121,8	681
Tarifs publics	115,6	115,7	109,9	106,9	106,3	395
Loyers, eau	113,9	116,2	117,8	118,3	118,0	1 495
Services de santé	122,0	128,8	130,8	131,8	133,8	144
Ensemble	**108,9**	**110,9**	**111,8**	**112,9**	**113,5**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**108,8**	**110,7**	**111,5**	**112,6**	**113,1**	**9 914**
Réunion						
Alimentation (hors tabac)	111,7	112,6	114,7	116,5	119,7	2 532
Produits manufacturés du secteur privé	111,4	113,0	114,5	115,1	116,2	3 186
Services du secteur privé	118,5	122,6	127,5	131,0	133,0	1 767
Énergie	109,6	109,5	111,1	112,2	112,9	767
Tarifs publics	114,9	120,7	123,7	125,7	119,0	612
Loyers, eau	125,7	128,0	130,4	133,5	137,5	863
Services de santé	110,0	115,4	117,3	117,9	119,3	275
Ensemble	**113,5**	**115,5**	**117,7**	**119,3**	**120,8**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**113,4**	**115,1**	**117,3**	**118,9**	**120,7**	**9 846**

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

Moyennes annuelles

Source : Services territoriaux de statistique

	r 1993	r 1994	r 1995	r 1996	r 1997	1998	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992							
Ensemble	**101,9**	**104,9**	**106,3**	**107,8**	**109,9**	**111,2**	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	102,9	106,2	107,1	110,3	114,5	115,8	2 691
Habillement-Textiles	99,8	99,7	99,1	97,2	96,3	96,6	470
Autres produits manufacturés	101,0	102,7	103,8	104,5	105,0	105,7	3 278
Services	102,0	106,2	108,3	109,3	111,7	113,4	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988							
Ensemble	**107,1**	**108,7**	**110,0**	**111,2**	**112,7**	**114,2**	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	106,5	...	111,2	112,8	115,5	116,5	3 208
Habillement-Textiles	99,8	...	97,9	95,8	94,5	92,1	629
Autres produits manufacturés	108,3	...	110,5	110,7	111,5	111,7	3 035
Services	107,9	...	110,8	113,3	114,9	119,2	3 128

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX FONDAMENTAUX SUR L'EUROPE, LA FRANCE, LES RÉGIONS... À PORTÉE DE CLIC !

INSEE

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 2000

- 85 dossiers répartis en 6 thèmes principaux sur l'économie et la société françaises ;
- 850 tableaux statistiques, des données plus détaillées, des comparaisons internationales ;
- des séries chronologiques sur plusieurs dizaines d'années ;
- 18 visites guidées à vocation pédagogique avec commentaires et exercices ;
- un moteur de recherche et un lexique de 500 mots ;
- 177 numéros d'*INSEE Première* et de nombreux articles (*Données sociales, Synthèse...*)... peuvent être édités en fac-similé sur votre imprimante.

➜ Un tableur intégré, *Statis*, calcule pourcentages, taux, indices, trace des graphiques, fonctions instantanées de croisement, permet d'exporter les tableaux sur votre propre tableur.

➜ Reconnu d'intérêt pédagogique par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie pour l'édition 1999.

INSEE, CRDP, 1999
Réf. TEF99CD **290 FF (44,21 €)**

LA FRANCE ET SES RÉGIONS

État des lieux des régions françaises à travers 14 thèmes : population, formation, emploi, conditions de vie, santé, pauvreté, développement économique, agriculture, industrie, services, culture, environnement, justice,administrations,locales.

- 240 tableaux
- 154 cartes.

➜ Logiciel utilitaire intégré Beyond 20/20 incluant des fonctions instantanées de recherche, documentation, croisement, tri, infographie.

INSEE, 1997
Réf. FSR97CD **220 FF (33,54 €)**

ATLAS DES ZONES D'EMPLOI

Vision synthétique de l'ensemble de la France sous l'angle de ses 348 zones d'emploi, avec

des données sur la population, le peuplement, les actifs, l'éducation, l'emploi, le chômage, les condition de vie...

Accès aux données par 3 entrées :

- par thème : 24 thèmes accompagnés de cartes et de commentaires ;
- par zone d'emploi : 10 pages d'indicateurs pour chacune ;
- par donnée : tables de données (300 variables) avec possibilité de les visualiser sous forme de tableaux, cartes, graphiques, diagrammes...

➜ Logiciel utilitaire intégré Beyond 20/20 incluant : fonctions instantanées de recherche, documentation, croisement, tri, infographie.

INSEE, services statistiques ministériels, DATAR, CNAF, 1999
Réf. ATLZONEMP **350 FF (53,36 €)**

RECENSEMENT DE LA POPULATION 1999

Populations légales
Données définitives

Chiffres définitifs de la population (population totale, municipale, comptée à part, doubles comptes), pour les communes, les cantons, les arrondissements, les départements et les régions.
Rappel des chiffres du recensement de 1990.

➜ Logiciel utilitaire intégré Beyond 20/20 incluant des fonctions instantanées de recherche, documentation, croisement, tri, infographie.

INSEE, 2000
Réf. RP99PLCFR **200 FF (30,49 €)**

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 2000

Les principales informations produites par le système statistique français, mais également certaines données internationales.

- Tous les chiffres de l'économie et de la société françaises en 16 domaines et 800 tableaux : agriculture/industries agricoles et alimentaires, énergie, finances, commerce extérieur/balance des paiements...
- Chaque chapitre comprend des textes (présentation, méthodologie, définition), des tableaux et des graphiques.

➜ Confort de lecture et de navigation optimal : recherche par mots-clés, index de 1 100 termes, pose de signets, défilement des tableaux sous têtière fixe....

INSEE, 2000
Réf. ASF103CD **390 FF (59,46 €)**

L'EUROPE DANS TOUS SES ÉTATS

140 000 données sur l'Europe des 15, présentées à 3 niveaux géographiques : pays, grandes régions, régions...
Des séries statistiques de 1980 à 1997 harmonisées et validées par Eurostat.
160 indicateurs économiques et sociaux fondamentaux, répartis en 11 grands thèmes : agriculture, données de cadrage, conditions sociales, démographie, énergie, entreprises, économie, emploi, environnement, recherche, transports...

➜ Logiciel utilitaire intégré Beyond 20/20 incluant des fonctions instantanées de recherche, documentation, croisement, tri, infographie.
➜ Bilingue français/anglais.

INSEE/EUROSTAT/LES ÉCHOS, 1998
Réf. CDEUROP98 **350 FF (53,36 €)**

BON DE COMMANDE à retourner à : INSEE Info Service Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS Cedex 12

ADRESSE DE LIVRAISON

Nom : . . . . . Prénom : . . . . .

Organisme : . . . . . Adresse de l'organisme : . . . . .

Code postal : . . . . . Ville . . . . . Pays . . . . .

Tél. : . . . . . Télécopie : . . . . .

E-mail : . . . . .

1) JE SOUHAITE RECEVOIR LES CÉDÉROMS SUIVANTS :

Produit	Référence	Quantité	Prix unitaire	Montant
Tableaux de l'économie française	TEF99CD		290 FF (44,21 €)	
Annuaire statistique de la France	ASF103CD		390 FF (59,46 €)	
Atlas des zones d'emploi	ATLZONEMP		350 FF (53,36 €)	
Recensement de la population 1999	RP99PLCFR		200 FF (30,49 €)	
La France et ses régions	FSR97CD		220 FF (33,54 €)	
L'Europe dans tous ses États	CDEUROP98		350 FF (53,36 €)	
	Montant de la commande :			
	+ Participation forfaitaire aux frais d'envoi			15 FF OFFERT

BM

2) JE SOUHAITE ÉGALEMENT RECEVOIR :

❒ *INSEE Actualités*, magazine d'informations sur les produits et services de l'INSEE (4 numéros par an) - **GRATUIT**

❒ Le catalogue des disquettes et cédéroms de l'INSEE - **GRATUIT**

3) JE RÈGLE UN MONTANT DE . . . . . FF PAR :

❒ chèque bancaire (à l'ordre de l'INSEE)

❒ carte bancaire :

❒ Visa ❒ Mastercard ❒ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° . . . . .

Date d'expiration : . . . . .

Signature : . . . . .

Date de la commande : . . . . .

4) MERCI DE NOUS AIDER À MIEUX VOUS CONNAÎTRE POUR MIEUX VOUS DOCUMENTER :

Votre profession : . . . . .

Avez-vous déjà acheté un de nos produits ?
❒ Oui ❒ Non

Si oui, lequel ? . . . . .

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.

2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyens de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique.
6. Tarifs des taxis à Paris.
7. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (électricité, gaz,), les services (péages, transports publics, poste, eau,), la santé (médecins, transports sanitaires,), etc.

Les tableaux 2 à 7 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

* * *

TABLEAU H.02-1

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE

Unité : Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1997	1998
Pains et céréales			
Pain de campagne fabrication maison (1)	kg	18,29	///
Pain baguette	»	15,89 ■	16,07 ■
Pain parisien	»	12,12 ■	12,20 ■
Éclair individuel (1)	pièce	6,82	///
Pain au chocolat (1)	pièce	3,80	///
Croissant ordinaire (1)	pièce	3,30	///
Farine de blé type 45 (1)	kg	5,27	///
Pâtes supérieures	500 g	4,80 ■	4,85 ■
Pâtes aux œufs (1)	250 g	4,28 ■	///
Riz long pré-traité ou étuvé (1)	kg	13,62 ■	///
Viandes			
Bœuf			
Filet	kg	155,53	159,07 ■
Faux-filet	»	97,17	98,93 ■
Rumsteck	»	95,09	96,76 ■
Entrecôte	»	87,92	91,12 ■
Bifteck dans la bavette	»	90,16	92,07 ■
Côte avec os	»	79,52	81,82 ■
Macreuse à braiser	»	48,45	48,03 ■
Bifteck haché	»	61,08 ■	61,04 ■
Veau			
Côtes premières avec os (1)	kg	84,74 ■	///
Escalope	»	105,61	107,48 ■
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	95,51 ■	97,94 ■
Agneau			
Épaule avec os (1)	kg	56,61	///
Côtes premières (1)	»	84,35	///
Côtes découvertes	»	76,75	78,01 ■
Gigot racourci	»	72,85	73,80 ■
Cheval			
Bifteck 1ère catégorie ou dans la bavette (1)	kg	84,29	///
Porc			
Rôti dans le filet	kg	52,88	50,19 ■
Côtes premières	»	43,95	41,56 ■
Échine avec os	»	42,37	39,46 ■
Jambon choix vendu sous plastique (de 2 à 6 tranches)	»	78,07	77,78 ■
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	kg	17,38	15,90 ■
Lapin entier	»	42,94	43,33 ■
Triperie			
Foie de veau frais	kg	117,23	130,12 ■
Rognons de porc (1)	»	28,08	///
Poissons			
Poissons frais			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	119,87	129,95
Cabillaud en tranche	»	66,55	72,56
Filet de cabillaud	»	67,59	75,57
Filet de merlan	»	72,72	77,76
Lieu noir en tranche	»	43,62	46,81
Limande-sole	»	64,84	68,44
Merluchon ou colinot	»	68,81	71,91
Roussette	»	56,69	59,59
Saumon d'élevage	»	51,38	52,58
Sole nº 3 ou 4	»	123,71	///
Thon rouge	»	74,51	77,95
Truite grise ou rose ou saumonée	»	41,44	///
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé	400 g	20,61 ■	22,45 ■
Thon au naturel en boîte	160 g	7,76	8,91 ■
Crustacés et mollusques frais			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	44,85	44,87
Crevettes grises	»	99,58	98,32
Crevettes roses de Norvège (1)	»	75,78	///
Crevettes roses d'Afrique	»	117,14	122,49
Huîtres creuses de claires cat. 3-4	douze	29,33	28,61
Langoustines crues	kg	90,55	97,60
Moules de bouchot	»	19,09	19,37
Tourteaux	»	40,42	40,89
Lait, fromages et œufs			
Lait pasteurisé entier	litre	5,73	5,81 ■
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	3,86	3,89 ■
Yaourts nature	les 4	4,77	4,72 ■
Yaourts aromatisés	les 8	7,92	7,78 ■
Petits suisses nature 40% M.G.	180 g	3,75	3,64 ■
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	9,84	9,81 ■
Rocquefort (1)	kg	103,31	///
Saint-Paulin (1)	»	36,76	///
Emmental français	»	47,04	47,65 ■
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,91	7,85 ■
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	36,90 ■	34,08 ■
Huile 100% arachide (1)	»	14,21 ■	///
Huile de tournesol	»	9,77	10,48 ■
Margarine au tournesol (1)	250 g	5,18 ■	///
Beurre extra-fin	»	8,73	8,81 ■
Légumes			
Légumes frais			
Ail (1)	kg	35,07	///
Artichauts	»	14,98	14,41
Asperges	»	33,60	34,72
Carottes	»	5,91	6,13
Champignons de Paris	»	24,45	24,85
Concombres		11,41	11,94
Courgettes	»	9,45	11,78
Endives	»	13,73	12,47
Haricots verts extra-fins	»	30,50	33,67
Oignons	»	7,16	9,06
Poireaux	»	10,85	10,67
Poivrons verts	»	16,68	15,60
Pommes de terre anciennes à chair ferme	»	7,34	7,67
Pommes de terre anciennes Bintjes ou ordinaires	»	4,13	4,61
Pommes de terre nouvelles	»	6,84	7,72
Radis roses	botte	5,44	5,68
Tomates	kg	12,71	13,29
Choux-fleur (1)	pièce	10,88	///
Batavia	»	4,92	4,94
Chicorée frisée	»	9,73	9,76
Laitue	»	4,48	4,65
Scarole	»	9,45	9,43
Légumes en conserve			
Petits pois extra-fins en boîte (1)	560 g	6,36	///
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	4,82 ■	4,73 ■
Concentré de tomates 28% en boîte (1)	70 g	0,99 ■	///
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	9,36 ■	9,36 ■
Maïs doux en grains en boîte (1)	285 g	4,92 ■	///
Fruits frais			
Abricots	kg	16,10	22,81
Avocat	pièce	4,71	4,61
Bananes	kg	10,71	10,93
Brugnons	»	17,07	20,34

(1) Série supprimée en 1998.

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE

Unité : Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1997	1998
Cerises	kg	25,60	36,68
Citrons	»	14,11	13,99
Clémentines		12,91	12,55
Fraises	»	31,21	34,53
Melons	»	15,77	13,61
Oranges Navel	»	10,32	9,91
Autres oranges	»	10,37	9,80
Pamplemousses	»	11,08	11,51
Pêches chair blanche	»	15,42	19,43
Pêches chair jaune	»	14,51	18,11
Poires	»	11,97	13,01
Pommes Golden	»	10,16	9,97
Pommes reinettes	»	11,76	11,87
Pommes rouges	»	11,66	11,85
Prunes	»	13,67	///
Raisins Chasselas	»	19,52	19,01
Raisins Italia ou Idéal	»	13,70	12,32
Raisins Muscat Hambourg	»	21,44	18,64
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	8,10	8,10 ■
Café moulu non décaféiné	250 g	8,86 ■	9,02 ■
Café moulu 100% arabica	»	15,53 ■	15,85 ■
Chocolat au lait en tablette (1)	100 g	4,75 ■	///
Chocolat noir en tablette (1)	»	3,79	///
Sel fin iodé fluoré ou non (1)	500 g	3,40 ■	///
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200 g	5,04 ■	5,10 ■
Boissons			
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	3,17	3,12 ■
Vin rouge de table 12° (1)	litre	8,70	///
Vin rouge de table 11°	»	7,73	7,77 ■
Bière blonde de luxe en pack (6x33 cl)	pack	16,59	16,64 ■
Apéritifs anisés 45°	litre	94,09	94,22 ■
Whisky	75 cl	85,17 ■	81,91 ■
Cognac trois étoiles (1)	70 cl	91,45	///
Habillement, chaussures			
Jupe pure laine de forme droite ou avec quelques plis (1)	pièce	531,80 ■	///
Pantalon jean pour enfant en coton (1)	»	156,61	///
Chemise de ville pour homme en coton (1)	»	272,48	///
Slip pour homme en coton, imprimé ou rayé (1)	»	51,39	///
Mi-chaussettes homme en acrylique et polyamide (1)	paire	///	///
Collant voile avec élasthanne (1)		24,32	///
Chaussures ville homme basses, en cuir, semelle cuir (1)	»	572,05 ■	///
Escarpins classiques femme, en cuir,semelle cuir (1)	»	510,43 ■	///
Logement, chauffage, éclairage			
Eau distribuée, abonnement inclus,T.T.C	120 m^3	1 868,49	1 942,00
Gaz butane comprimé, sans consigne	13 kg	108,43	112,86 ■
Fioul domestique (à domicile)	10^3 l	2 257,07	1 959,00 ■
Entretien de la maison			
Pile ronde alcaline type LR20 (1)	pièce	11,64 ■	///
Ampoule électrique ordinaire de 75 W (1)	»	5,27	///
Papier aluminium en rouleau (1)	20 m	13,41 ■	54,77 ■
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	54,62 ■	49,31 ■
Poudre de lavage pour lave-vaisselle	3 kg	50,38 ■	///
Eau de Javel concentrée en berlingot (1)	pièce	1,55	204,59 ■
Travaux de plomberie T.T.C	heure	199,54	200,17 ■
Travaux d'électricité (heure de main-d'œuvre T.T.C)	heure	195,75	///
Blanchissage d'un drap blanc (1)	pièce	13,37	///
Nettoyage d'un pantalon pour homme (1)	»	28,89	
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 165 X 13	pièce	437,99 ■	411,34 ■
Mécanique automobile : main d'œuvre T.T.C	heure	224,46	232,35 ■
Carrosserie automobile : main d'œuvre T.T.C	»	235,00	241,27 ■
Contrôle technique : pour un véhicule de plus de 5 ans (1)	forfait	338,38	///
Essence super avec plomb	litre	6,51	6,33 ■
Gazole	»	4,48	4,23 ■
Essence super sans plomb : octane 98	»	6,27	6,08 ■
Leçon d'auto-école pour permis B	heure	162,00	164,40 ■
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mm	pièce	35,03 ■	34,18 ■
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	31,25 ■	30,28 ■
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier, format 10 x 15	»	79,45	79,03 ■
Tatouage d'un chien au dermographe, avec anesthésie (1)	»	311,35	///
Fleurs et plantes			
Azalée diamètre 35 cm environ	pot	78,52	87,56 ■
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	62,25	63,10 ■
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	62,27	63,08 ■
Œuillets en bouquet	tige	3,19	3,24 ■
Rose à l'unité	»	14,27	13,38 ■
Roses en bouquet	fleur	4,91	4,84 ■
Tulipes en bouquet	»	4,14	4,12 ■
Soins et produits personnels			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	100,59	101,06 ■
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	205,91	207,96 ■
Shampooing, coupe, permanente traitante et brushing pour femme (1)	»	326,77	///
Dentifrice au fluor en tube de 75 ml (1)	»	10,30	///
Mouchoirs en papier blanc en boîte (1)	100	5,80 ■	///
Cartouches de stylo petit format (1)	6	///	///
Restaurants, cafés, hôtels			
Repas dans un restaurant universitaire (1)	pièce	///	6,28
Tasse de café au comptoir	»	6,10	15,83
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	15,93	///
Apéritif anisé au comptoir (1)	2 cl	10,23	

(1) Série supprimée en 1998.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France

Unité : Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1995 1er août (2)	1996 1er avril	1996 15 novembre	1997 1er mai	1997 3 novembre	1998 1er mai	1998 1er novembre	1999 1er janvier (3)
Tarif « B0 » :								
Prix de l'énergie	0,2598	0,2571	0,2629	0,2723	0,2806	0,2739	0,2671	0,2671
Prime fixe annuelle (4)	209,99	208,11	212,59	219,40	225,47	220,12	214,76	187,87
Tarif « B1 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1762	0,1744	0,1782	0,1844	0,1899	0,1854	0,1808	0,1808
Prime fixe annuelle (4)	760,07	753,56	769,62	796,83	819,55	801,31	782,21	684,27
Tarif « B2 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1657	0,1640	0,1676	0,1734	0,1786	0,1744	0,1702	0,1702
Prime fixe annuelle (4)	1 074,40	1 067,31	1 090,03	1 127,51	1 157,62	1 130,55	1 102,91	964,82

(1) Taxes comprises.
(2) Augmentation de la TVA qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.
(3) Baisse de la TVA qui passe de 20,6% à 5,5% pour la prime fixe annuelle.
(4) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France

Unités : Abonnements : en francs par mois
Énergie : en francs par kWh

	1994 10 mars	(1) 1995 1er août	1996 28 février	1997 20 avril	1998 1er mai	(2) 1999 1er janvier
ABONNEMENTS						
Option de base :						
3 KVA	14,27	14,51	14,33	14,33	14,33	12,54
6 KVA	36,25	36,86	36,43	36,43	36,43	31,87
9 KVA	73,36	74,60	73,72	73,72	73,83	64,58
12 KVA	109,87	111,72	110,40	107,76	106,35	93,03
15 KVA	146,37	148,84	147,08	141,80	138,87	121,48
18 KVA	182,88	185,96	183,76	175,84	171,39	149,93
Option « Heures creuses » :						
6 KVA	68,02	69,17	68,35	66,73	65,44	57,25
9 KVA	118,46	120,46	119,04	118,60	117,47	102,76
12 KVA	169,45	172,31	170,28	170,64	169,51	148,29
15 KVA	220,43	224,15	221,52	222,68	221,55	193,81
18 KVA	271,42	276,00	272,76	274,72	273,59	239,34
24 KVA	408,52	415,41	410,53	442,64	457,51	400,23
30 KVA	545,61	554,81	548,29	610,57	641,44	561,12
36 KVA	682,71	694,22	686,05	778,49	825,36	722,02
Option « Effacement jours de pointe » :						
12 KVA	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35	59,79
15 KVA	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35	59,79
18 KVA	68,02	69,17	68,35	68,35	68,35	59,79
36 KVA	271,42	276,00	272,76	272,76	272,76	238,61
ÉNERGIE						
Option de base (simple tarif) :						
3 KVA	0,88	0,90	0,90	0,87	0,86	0,86
Option « Heures creuses » (double tarif) :						
Heures pleines	0,76	0,77	0,77	0,73	0,71	0,71
Heures creuses	0,43	0,44	0,44	0,44	0,43	0,43
Option « Effacement jours de pointe » :						
Heures normales	0,48	0,49	0,49	0,49	0,49	0,49
Pointe mobile	3,86	3,93	3,93	3,93	3,93	3,93

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.
(2) Baisse de la TVA, qui passe de 20,6% à 5,5% pour les abonnements.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste

Unité : Franc

Nature du service	1er août 1994	1er août 1995	18 mars 1996	1997	1998	1999
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	2,40	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70
- courrier urgent	2,80	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00
De 500 g à 1 kg urgent	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustrée simple tarif normal (1)	2,40	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70
Coliéco de 1 kg recommandé R1 (2)	32,00	32,00	34,50	34,50	34,50	35,00
Colissimo (3) :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,50
- jusqu'à 500 g	18,00	18,00	19,00	19,00	19,00	19,50
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	17,00	17,00	19,00	19,00	19,00	19,50
- jusqu'à 500 g	25,00	25,00	27,00	27,00	27,00	27,50
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	16,00	16,00	15,50	15,50	15,50	15,50
- paquet R1	10,00	10,00	10,50	10,50	10,50	10,50
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin (service rapide)	2,80	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00
	(4) 1994	(4) 1995	(4) 1996	(4) 1997	(4) 1998	(4) 1999
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00	9,00
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (5) :						
- jusqu'à 1 000 F	13,50	14,00	16,00	18,00	19,00	20,00
- de 1 000 F à 10 000 F (6)	20,00	20,00	23,00	///	///	///
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	100,00	100,00	105,00	110,00	115,00	120,00
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	150,00	155,00	160,00	165,00	175,00	180,00
Mandats						
Mandat-lettre jusqu'à 1 000 F (régime intérieur) [7]	20,00	22,00	26,00	30,00	32,00	33,00
Mandat-carte jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	26,00	28,00	32,00	34,00	35,00	36,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Prestation créée le 22 mai 1989.
(4) Date d'effet le 1er août.
(5) Remplace « Mandats ordinaires de versement sur un autre compte » figurant dans l'édition de 1993.
(6) À compter de 1997, taux variable selon les tranches.
(7) Au delà de 1 000 francs , taux variable selon les tranches.

TABLEAU H.02-5

Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique (taxes comprises)

Source : France Télécom

Nature du service	Unité	Ancienne date d'effet	Valeur	Nouvelle date d'effet	Valeur
Communication :					
Unité télécom à partir d'un poste public	Franc	01/03/97	0,813	01/10/97	0,813
Conversation locale à partir d'un poste public :					
1ère impulsion (1)	»	01/03/97	1,000	01/10/97	1,000
Les suivantes	»	01/03/97	0,813	01/10/97	0,813
Unité télécom à partir d'un poste privé	Franc	01/03/97	0,742	01/10/97	0,742
Conversation locale à partir d'un poste privé :					
Durée de l' impulsion	Seconde	01/03/97	180 (2)	01/10/97	180 (2)
Durée des suivantes	»	01/10/97	159 (2)	01/03/99	158 (2)
Conversation à grande distance plus de 100 km :					
Durée de la 1ère impulsion	»	01/03/97	32 (2)	01/10/97	39 (2)
Durée des suivantes	»	01/10/97	39 (2)	01/03/99	44 (2)
Minitel :					
Kiosque grand public 36.15 (Télétel 3) :					
Tarif 32 par minute TTC	Franc	01/03/97	0,850 (3)	01/10/97	0,850 (3)
Tarif 34 par minute TTC	»	01/03/97	1,010 (3)	01/03/97	1,010 (3)
Tarif 36 par minute TTC	»	01/03/97	1,290 (3)	01/03/97	1,290 (3)

(1) La 1ère impulsion vaut 0,813 F. Elle est majorée de 0,187 F pour les cabines à pièces.
(2) Durée d'une impulsion en seconde facturée à une unité télécom en tarif normal. La durée des impulsions supplémentaires est majorée de 50%, au tarif réduit.
(3) Ajouter 0,12 F à la connexion.

TABLEAU H.02-6

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris

Unité : Franc

	1990 12 février	1993 15 janvier	1994 7 février	1995 6 janvier	1996 6 janvier	1997 12 janvier	1998 22 janvier	1999 13 janvier
Jour :								
Prise en charge	10,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	2,62	3,01	3,23	3,29	3,36	3,45	3,53	3,58
Nuit :								
Prise en charge	10,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	4,08	4,68	5,10	5,19	5,45	5,70	5,83	5,94

TABLEAU H.02-7

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Unité : Franc

	1994 1er août	1995 1er août	1996 1er juillet	1997 1er août	1998 1er juillet	1999 1er juillet
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						8,00
- à l'unité	7,00	7,50	8,00	8,00	8,00	5,50
- au carnet	4,10	4,40	4,70	4,80	5,20	
Carte orange mensuelle	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	329/219	345/230	365/243	383/255	407/271	407/279
Coupon valable dans les zones 1 à 3	483/296	507/311	547/334	573/350	589/362	589/370
Coupon valable dans les zones 1 à 4	681/395	713/414	743/432	767/447	777/456	777/465
Coupon valable dans les zones 1 à 5	865/487	907/511	927/524	961/544	975/555	975/565
Coupon valable dans les zones 1 à 6	943/526	987/551	1 063/592	1 107/617	1 123/629	1 123/636
Coupon valable dans les zones 1 à 7	1 081/595	1 133/624	1 209/665	1 259/693	1 279/707	1 279/714
Coupon valable dans les zones 1 à 8	1 211/660	1 269/692	1 361/741	1 413/770	1 435/785	1 435/792

(1) 1ère classe.
(2) 2ème classe.

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction

1. Méthodologie.
2. Sources de documentation.
3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.
2. Indices annuels des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).

4A. Indices agrégés de prix de vente industriels : IAA.

4B. Indices de prix de vente industriels hors IAA.

5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] (base 100 en 1990)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1990 a pris la suite de l'indice base 100 en 1980 calculé jusqu'en décembre 1993. Ce changement de base, coordonné au niveau de l'Union européenne, a traduit trois changements majeurs :

— refonte du système d'information;

— changement de l'année de référence;

— changement du jeu de pondérations.

1.1.1 Le système d'information

Contrairement à la plupart des indices calculés par l'INSEE, l'IPPAP ne s'appuie pas sur un système homogène d'enquêtes réalisées à son intention. Il nécessite le rassemblement d'une multitude de données de nature variée :

— constatation de prix par les commissions de cotation;

— relevés de prix sur les marchés;

— interrogation de professionnels;

— consultation de tarifs;

— réalisation d'enquêtes statistiques;

— enregistrement de transactions.

Elles proviennent d'horizons divers :

— organisations professionnelles;

— offices par produits;

— ministère de l'Agriculture et de la Pêche;

Par rapport à la base 1980, on observe une meilleure couverture des transactions en produits agricoles par les organisations professionnelles. L'INSEE a tiré profit de ce surcroît d'information. Des progrès substantiels ont notamment été réalisés dans les domaines suivants :

Céréales. – Mise en place par l'ONIC d'un dispositif d'enquêtes qui relèvent à présent les prix à l'entrée des organismes stockeurs. Introduction dans le calcul de l'indice du prix du triticale. L'indice des céréales qui repose sur une enquête mensuelle et une enquête trimestrielle fait l'objet d'une révision tous les trois mois.

Pommes de terre. – Introduction, dans l'indice, de séries relatives aux pommes de terre livrées à l'industrie de transformation et aux variétés à chair ferme.

Vins. – Couverture presque complète des prix à la production des vins AOC commercialisés en vrac et des vins de consommation courante, ainsi que des vins doux naturels. Introduction, dans l'indice, des vins destinés à la fabrication du cognac.

Oléagineux. – L'indice des graines oléagineuses, précédemment regroupées avec les autres produits végétaux a été isolé pour tenir compte de l'importance acquise par ces cultures depuis une dizaine d'années.

Produits de l'horticulture. – Ce regroupement est constitué des postes suivants :

— *fleurs coupées* dont la base de données a été renforcée;

— *plants de pépinières* également améliorés et isolés du regroupement « semences et plants » auquel ils participaient dans la base précédente;

— *plantes en pot* absentes de la base précédente;

— *plantes à massif* absentes de la base précédente.

Semences, plants et fourrages. – On a regroupé ici les produits végétaux essentiellement intraconsommés par la branche agriculture. Leur coefficient de pondération est représentatif des livraisons aux non-agriculteurs ou des exportations.

Bovins. – Création d'un indice relatif aux gros bovins maigres.

Ovins. – Recentrage du système d'information sur les cotations couvrant les principales aires de production.

Lait. – Rénovation par le SCEES (Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche) de l'échantillon de l'enquête sur le prix du lait de vache. Adjonction d'un indice du prix du lait de brebis.

Volailles. – Adaptation de la nomenclature de produits et de l'échantillon servant de base à l'enquête sur le prix des volailles de boucherie réalisée par le SCEES.

Les mutations qui touchent l'économie agricole se traduisent au niveau des circuits de commercialisation par un relatif déclin des marchés physiques au profit des filières contractuelles, moins ouvertes à l'observation des prix. Ce phénomène ne peut manquer d'affecter les conditions de réalisation d'un indice de prix et rend nécessaire la mise en place d'enquêtes spécifiques.

Pour la plupart d'entre eux, les prix sont suivis au stade de la production. Toutefois, dans certains secteurs (pommes de terre de conservation, oléagineux, protéagineux, plantes en pot et à massif), l'absence d'information sur le prix perçu par les agriculteurs a rendu nécessaire le suivi de prix au stade expédition (prix au départ de la zone de production) ou même au stade de gros.

1.1.2 Les méthodes de calcul

La confection de l'IPPAP nécessite le suivi de près de 3 000 séries de prix dont environ 2 000 pour le seul indice des fruits et légumes réalisé par le SCEES à partir des relevés du Service des nouvelles des marchés (SNM) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Dans la plupart des cas, ces prix sont eux-mêmes le résultat de synthèses à divers niveaux d'agrégation, de relevés de prix de transactions plus ou moins nombreuses, ces synthèses étant réalisées par les organismes auprès desquels l'INSEE recueille l'information.

Le prix moyen de chaque poste homogène est rapporté au prix moyen correspondant de l'année 1990. Le prix annuel comme l'indice annuel sont calculés par moyenne arithmétique des valeurs mensuelles, pondérées si nécessaire par la part représentative de chaque mois dans la valeur des livraisons de l'année de référence. Toutefois, dans le cas des produits dont le prix est fixé pour la durée de la campagne, le prix annuel moyen est celui de la seule partie de l'année où le produit est effectivement commercialisé. Cependant, pour assurer tout au long de l'année l'homogénéité de l'indice d'ensemble, chaque

indice élémentaire est maintenu durant le restant de la campagne au niveau atteint pendant la période de commercialisation.

1.1.3 Le jeu de pondération

Dans la structure, l'IPPAP est conforme à la Nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973). Toutefois, les fruits et légumes dont les prix sont affectés de mouvements brusques ont été isolés, de façon à permettre le suivi de tendances plus régulières. L'indice des regroupements est calculé par moyenne arithmétique pondérée des indices élémentaires. Le jeu de pondération a été déduit des Comptes de l'agriculture définitifs de l'année 1990.

Les coefficients de pondération sont proportionnels aux livraisons de la branche agriculture, déduction faite de l'autoconsommation et des taxes liées aux produits.

Les produits tels que semences et plants, et animaux maigres, vendus pour l'essentiel au sein de la branche agriculture pour être réintroduits dans le système de production, participent au calcul de l'indice général pour autant qu'ils sortent de la branche. Leur pondération est représentative des ventes à des non-agriculteurs et des exportations.

Les postes pour lesquels les Comptes de l'agriculture ne sont pas assez détaillés, ont été décontractés au prorata d'une production en valeur calculée au moyen des informations disponibles. La pondération des produits pour lesquels aucune donnée de prix n'a pu être trouvée est répartie entre les autres postes participant au même regroupement. Les coefficients de pondération affectés à chaque poste et chaque regroupement sont valables tout le long de l'année. Dans les quatre secteurs suivants :

— pommes de terre;

— fleurs coupées;

— fruits;

— légumes frais;

la forte saisonnalité des arrivages a conduit à utiliser la technique du panier variable. Celle-ci consiste, à l'intérieur de chacun de ces regroupements, à appliquer chaque mois un schéma de pondération différent, représentatif du calendrier de commercialisation. Toutefois, le coefficient affecté à chacun de ces quatre regroupements dans le calcul de l'indice général demeure identique tout au long de l'année.

En 2000 intervient un changement de base (1995 = 100). L'indice correspondant est publié dans le bulletin mensuel de statistique.

1.2 Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens (base 100 en 1995)

L'indice des prix de gros alimentaires est rénové; il passe de la base 100 en 1962, à la base 100 en 1995. Cet indice qui retrace l'évolution des prix des produits alimentaires au stade de gros est calculé à partir des relevés de prix réalisés chaque jour à Rungis par le service des nouvelles du marché du Ministère de l'agriculture (SNM). Il couvre cinq secteurs : fruits, légumes, produits de la marée, viande, oeufs et produits laitiers.

L'indice doit retracer les évolutions de prix à travers les différentes mutations du marché, qu'il s'agisse de changements dans la structure des arrivages ou du calendrier.

Les indices des postes élémentaires sont calculés chaque mois, puis l'indice de chaque secteur et enfin l'indice général. Ils sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE.

Les indices moyens annuels des postes élémentaires sont obtenus par moyenne arithmétique des indices mensuels avec des pondérations variables du mois dans l'année sauf pour les produits laitiers où elles sont égales à 1 pour les douze mois. Ensuite, les indices annuels moyens de chaque secteur et l'indice annuel moyen général sont obtenus par moyenne arithmétique des indices moyens annuels des postes élémentaires avec pondérations variables selon les postes.

1.3 Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA] (base 100 en 1990)

Cet indice remplace l'IPPINEA, la composition de ces deux indices est très proche. Plus complet que l'IPPINEA français, l'IPAMPA couvre un champ plus large. Le nouvel indice reprend le nom de l'indice européen IPAMPA. Il est harmonisé avec ceux des autres pays membres de l'Union européenne et permet les comparaisons internationales. Il est composé de deux parties :

— indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA).

— indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

L'enquête réalisée par le SCEES a été refondue. On relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente. L'échantillon de produits a été recentré.

Le champ de l'enquête a été élargi. Précédemment, il portait sur les engrais, les produits phytosanitaires et les aliments du bétail. Il a été étendu aux produits et services vétérinaires, aux semences et au petit matériel. Des secteurs dont la couverture était incomplète, font à présent l'objet d'une collecte d'informations portant sur une nomenclature détaillée et offrant des garanties renforcées de fiabilité. De plus, les prix qui étaient relevés chaque trimestre en trois vagues mensuelles, sont observés chaque mois. La nouvelle enquête ayant démarré fin 1996, la rétropolation des séries a été réalisée à l'aide des sources disponibles.

L'IPAMPA est un indice de Laspeyres. Les indices des postes élémentaires sont le rapport d'une moyenne de prix calculée un mois donné, avec celle relative à l'année de base. Les indices des regroupements sont obtenus à partir des indices élémentaires, par moyenne arithmétique pondérée. Le poids attribué à chaque poste dans le regroupement auquel il appartient, est proportionnel à la valeur du poste de dépenses correspondant au cours de l'année de base. L'année de base est 1990; elle change tous les cinq ans comme pour l'IPPAP. Ainsi, en 2000, l'indice passe en nouvelle base (1995 = 100). Il est publié dans le bulletin mensuel de statistique.

Au total, l'indice est calculé pour 240 postes élémentaires dont 210 pour le champ couvert par l'enquête du SCEES.

Toutefois, l'indice de certains postes reposant sur un nombre réduit de séries, la diffusion se fait sur une nomenclature plus agrégée.

1.4 Indice de prix de vente industriels

On distingue les :

1.4.1 Industries agro-alimentaires

La mise en place des indices de prix de vente industriels dans les industries agro-alimentaires a débuté en 1977, l'année de base retenue alors était 1976 pour la plupart des branches couvertes, exceptionnellement 1977 ou 1978. L'ensemble des indices a été publié avec une année de base commune : 1982. En septembre 1987, tous les indices ont été calculés en année de référence 1985. À l'occasion de ce changement de référence, de nouvelles séries d'indices (viande fraîche, viande de poulet et de lapin, pains divers et viennoiserie industriels) ont été introduites, permettant la publication d'un indice synthétique de l'ensemble des produits des industries alimentaires. Ces indices sont publiés en nomenclature CPF (Classification de Produits Française) et en référence 1990, depuis le bulletin mensuel de statistique n°5 de mai 1996. Chaque changement de référence entraîne une réactualisation des pondérations. Celles-ci sont issues des ventes réalisées par les producteurs français sur le marché intérieur dans les Comptes Nationaux.

Par contre, les pondérations relatives aux entreprises à l'intérieur de l'échantillon (pour chaque produit) ne sont actualisées qu'à l'occasion de changements de base effectués à des dates différentes selon les branches.

La démarche adoptée pour le choix de produits-témoins et l'observation de leurs prix est analogue à celle qui est utilisée pour l'élaboration des indices de prix à la production dans les autres branches industrielles décrites ci-après.

1.4.2 Industries hors champ agro-alimentaire

La mise sur pied d'indices de prix de vente industriels se heurte à deux difficultés majeures :

— d'une part, la stabilité des produits industriels est parfois de courte durée alors que le calcul d'indices impose de disposer d'informations comparables dans le temps. Comme lors de l'observation des prix à la consommation, on retrouve les phénomènes liés à la mode (industries de l'habillement, chaussures, etc.), phénomènes qui se répercutent très en amont. À cela vient s'ajouter l'existence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués;

— d'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit peuvent être observés.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'INSEE et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

La mise en place des indices se fait progressivement, branche professionnelle par branche professionnelle. Dans chacune d'elles, un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, quelque 4 000 entreprises auront été concernées.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix de l'échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. Deux modalités de diffusion sont prévues : à destination des entreprises de la branche et de leur organisme professionnel d'une part, dans un niveau très détaillé, par le canal du *Bulletin mensuel de statistique,* d'autre part, et suivant plusieurs niveaux d'agrégation (Nomenclature économique de synthèse – NES –, niveaux 3 chiffres, 2 chiffres de la Classification des produits française – CPF – pour les indices les plus agrégés, et niveau 4 chiffres de la CPF et par famille de produits pour les indices plus détaillés).

Le calcul des indices des prix de vente industriels dans les industries hors champ agro-alimentaire est fait selon la formule de Laspeyres : la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production française vendue sur le marché intérieur au cours de l'année de référence. Pour certains produits toutefois, la part des constructeurs français dans le marché intérieur est insuffisamment représentative de celui-ci , des prix à l'importation sont alors observés.

En ce qui concerne les taxes, on se conforme aux recommandations de l'OSCE qui préconise de suivre des prix hors TVA mais y compris les taxes spécifiques. En pratique, le problème ne se pose que pour les prix du gaz distribué (hors ventes aux ménages), qui incluent la taxe intérieure sur le gaz naturel (TIGN), lorsqu'elle s'applique, ce qui est effectif depuis 1986, et pour les prix du fioul lourd, base 1979, qui incluent la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Les pondérations sont en valeur et restent fixes plusieurs années. Les années de base pour le calcul des pondérations sont diverses, dans la mesure où les indices ont été mis sur pied les uns après les autres. En revanche, l'année de référence (moyenne des indices = 100) est maintenant commune (1990) pour tous les indices de base antérieure à 1991. Des précisions sur le changement d'année de référence de 1985 en 1990 figurent au BMS

n° 3 de 1995. En particulier, les coefficients de raccord à appliquer aux anciennes valeurs des indices pour obtenir des séries cohérentes se trouvent p. 133 à 143 de ce numéro.

Les indices sont calculés mensuellement pour l'essentiel.

Un changement, de base (année de référence 1995) sera effectué en 2000.

Dans ce chapitre ne sont présentées que des données agrégées; le tableau sur les indices de prix de vente industriels hors IAA est exprimé selon la nomenclature économique de synthèse, (NES) niveau 114. Vous trouverez la totalité des indices dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* les indices y sont présentés en NES et CPF depuis le n° 11 de novembre 1995. Vous trouverez dans ce même numéro une table de correspondance entre l'ancienne nomenclature NAP et la nouvelle nomenclature CPF selon les identifiants du *BMS*.

1.5 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

« Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 2, février 1994.

« Les indices de prix de vente industriels , référence 100 = 1990 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 3, mars 1995.

« Les indices de prix de vente industriels : nouvelle nomenclature », *Bulletin mensuel de statistique,* n° 11, novembre 1995.

« La mesure des mouvements des prix agricoles », *INSEE-Résultats,* n° 429, système productif, n° 92, novembre 1995.

« Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 5, mai 1997.

« Les surprenantes variations des prix industriels de la viande », *INSEE-Première*, n° 615, novembre 1998.

« Indice des prix de gros alimentaires - nouvelle base 100 en 1995 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 9, septembre 1999.

« Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises », *INSEE- Méthodes*, n° 89, octobre 1999.

*
* *

TABLEAU H.03-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE

	Pondération	1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	Base 100 en 1990 *p* 1998
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**88,6**	**89,6**	**89,4**	**89,7**	**89,7**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**91 210**	**88,3**	**89,0**	**88,3**	**88,7**	**88,3**
• Produits végétaux sans fruits et légumes	**44 161**	**82,2**	**85,4**	**84,9**	**83,3**	**84,7**
Céréales	15 774	77,8	78,7	78,7	72,7	66,0
dont : Blé tendre	9 336	79,5	78,5	79,2	74,6	67,3
Maïs	3 043	72,0	77,8	77,9	65,7	60,4
Orge de mouture	1 714	85,2	85,5	82,8	77,0	70,5
Pommes de terre	1 089	117,9	137,4	93,9	94,0	117,3
Vins	16 606	86,8	93,8	94,3	95,4	105,5
Vins de consommation courante	2 257	95,8	101,8	103,0	99,0	104,6
Vins de qualité	13 137	83,0	90,8	91,2	93,4	105,5
Produits de l'horticulture	2 575	96,2	98,4	99,8	99,6	97,6
Oléagineux	3 571	55,2	52,3	52,4	54,7	57,1
• Produits animaux	**47 049**	**94,0**	**92,4**	**91,4**	**93,7**	**91,7**
Bétail sur pieds	22 082	92,1	89,3	85,5	89,8	86,0
dont : Gros bovins	10 871	97,6	89,6	78,4	83,9	88,9
Veaux de boucherie	2 987	97,9	100,4	91,8	97,7	103,2
Porcs	6 342	76,6	81,4	90,7	90,8	67,0
Ovins	1 263	101,1	97,5	110,3	118,1	108,2
Lait	15 585	100,1	100,3	100,1	99,6	100,9
Volailles et lapins	8 418	87,2	85,1	90,3	92,7	88,8
Poulets	2 854	91,1	88,1	90,9	94,4	91,2
Dindes et dindons	1 624	90,1	88,3	91,1	95,8	92,8
Lapins	1 104	80,2	85,3	86,5	89,8	90,5
Œufs	1 694	82,3	77,1	93,7	91,1	80,3
• Fruits et légumes	**8 790**	**92,2**	**95,8**	**100,7**	**100,6**	**104,2**
Légumes	4 547	96,9	98,9	110,1	105,4	101,5
Fruits	4 243	87,1	92,4	90,7	95,4	107,1

(1) La méthodologie de ces indices a été publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de février 1994 (BMS 94-2).

TABLEAU H.03-2

Indices annuels (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998
INDICE GÉNÉRAL	**1 000**	**100,0**	**100,9**	**100,0**	**99,9**
Fruits	**207**	**100,0**	**93,6**	**95,2**	**100,3**
dont : Fraises	18	100,0	100,6	81,8	85,6
Pommes	23	100,0	115,3	94,4	107,6
Pêches	8	100,0	103,6	81,2	102,6
Fruits exotiques	103	100,0	91,0	95,9	96,9
Légumes	**159**	**100,0**	**104,0**	**96,2**	**97,5**
dont : Tomates	29	100,0	107,6	99,9	103,6
Salades	16	100,0	143,6	134,0	123,1
Melon	18	100,0	80,2	62,0	49,9
Pommes de terre	16	100,0	73,7	70,8	75,8
Marée	**116**	**100,0**	**100,0**	**106,2**	**111,9**
dont : Poissons	71	100,0	99,3	105,1	111,3
Crustacés	31	100,0	101,4	106,0	110,6
Coquillages	11	100,0	98,7	106,1	106,7
Viandes	**331**	**100,0**	**101,0**	**101,1**	**98,2**
dont : Bœuf	115	100,0	91,9	95,0	96,0
Veau	43	100,0	91,5	98,5	108,5
Agneau	35	100,0	117,5	126,4	117,1
Porc	63	100,0	108,5	110,3	86,4
Volaille	44	100,0	113,4	106,5	104,7
Œufs et produits laitiers	**187**	**100,0**	**106,5**	**106,2**	**104,0**
dont : Beurre	17	100,0	100,6	102,7	106,5
Œufs	31	100,0	133,9	131,5	111,9
Fromages	82	100,0	101,4	101,9	104,5

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.03-3

Indices annuel bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

	Pondération	1994	1995	1996	1997	1998
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**103,0**	**104,8**	**108,5**	**110,1**	107,8
1. Biens et services de consommation courante	**81 518**	**101,4**	**103,0**	**107,0**	**108,6**	105,5
dont : Énergie	7 101	96,5	96,4	105,4	108,6	98,5
Semences	8 312	103,3	104,0	105,2	105,9	106,8
Engrais et amendements	12 161	94,7	102,0	106,6	104,5	103,4
dont : Engrais azotés	4 412	92,3	103,6	110,7	103,4	96,2
Engrais binaires	2 340	96,0	102,4	105,2	106,3	110,0
Engrais ternaires	3 447	93,1	99,6	104,0	104,2	105,1
Produits de protection des cultures	8 414	103,1	102,4	103,8	104,8	104,6
Aliments des animaux	24 996	94,3	92,7	97,4	100,6	93,1
dont : Aliments pour gros bovins	4 542	95,2	93,3	98,4	102,0	95,0
Aliments pour porcins	7 157	92,9	90,4	94,4	96,3	88,8
Aliments pour volailles	7 427	93,4	92,5	95,9	97,1	91,1
Produits et services vétérinaires	3 213	109,4	112,0	116,0	117,7	119,3
Matériel et petit outillage	2 617	84,5	96,4	91,1	90,2	91,2
2. Biens d'investissements	**18 482**	**110,3**	**112,4**	**115,1**	**116,8**	117,9
dont : Équipements	12 732	110,9	113,4	116,6	117,9	119,3
dont : Tracteurs	4 060	114,4	116,4	121,0	122,4	123,5
Machines et matériel de récolte	2 156	107,8	110,4	112,9	114,3	115,8
Machines et matériel de culture	2 057	111,5	114,2	117,8	119,7	121,2
Machines et installations à la ferme	3 277	106,1	108,7	111,1	112,5	114,6

(1) L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) remplace l'indice des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles. (IPPINEA). Voir note méthodologique et séries rétropolées de 1990 à 1996 pages 141 à 147 du bulletin mensuel de statistique n° 5 de mai 1997.

TABLEAU H.03-4A

Indices agrégés de prix de vente industriels (hors taxes) (1)

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Sources : INSEE et Service des nouvelles du marché du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Référence 100 en 1990

Intitulé du produit	N° de CPF	Pondération	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Produits des industries agricoles et alimentaires	**DA 00**	**1 000**	**100,2**	**100,9**	**101,7**	**103,2**	102,9
Produits des industries alimentaires	15 00	977	99,2	99,7	100,4	101,5	101,3
Viandes et produits à base de viande	15 10	267	92,5	90,6	92,6	96,8	92,4
Poissons et produits de la pêche préparés	15 20	16	100,0	102,0	102,8	105,8	114,7
Produits à base de fruits et légumes	15 30	39	100,2	100,2	98,7	97,5	99,5
Huiles, tourteaux et corps gras	15 40	13	117,4	114,8	117,0	120,2	129,5
Produits laitiers et glaces	15 50	221	98,8	100,4	100,5	100,9	101,8
Farine, céréales transformées et produits amylacés	15 60	37	94,2	92,7	91,1	88,2	85,5
Aliments pour animaux	15 70	94	98,6	97,5	99,1	99,8	94,4
Autres produits alimentaires	15 80	115	109,5	112,7	111,3	111,5	114,4
Boissons	15 90	175	102,3	103,6	104,4	103,8	107,7
Produits à base de tabac	16 00	23	140,1	149,0	155,6	171,4	170,0

(1) L'année de référence est celle pour laquelle tous les indices sont égaux à 100. Les pondérations publiées ici sont fixées pour une période de 5 ans.

TABLEAU H.03-4B

Indices de prix de vente industriels (hors taxes)

Industries hors IAA

Source : INSEE

Intitulé du produit	NES 16 ou 36	Pondération	1994	1995	1996	1997	1998
			Référence 100 en 1990				
Biens de consommation							
Savons parfums et produits d'entretien	C32	107	110,7	110,0	111,4	111,1	111,6
Fabrication de meubles	C41	239	109,8	112,1	113,4	113,7	114,2
Produits de l'industrie automobile	**ED**	**1 000**	///	///	///	**97,9**	**96,3**
Produits de la construction automobile	D01	789	///	///	///	97,8	96,2
Équipements pour automobiles	D02	211	101,6	101,1	100,9	99,1	97,5
Biens d'équipement							
Équipements mécaniques	E23	162	108,4	109,3	110,8	111,3	111,3
Machines d'usage général	E24	276	98,1	99,3	99,8	99,3	99,8
Machines agricoles	E25	54	109,3	112,1	114,9	116,2	117,6
Machines outils	E26	56	104,4	105,5	107,7	107,7	108,4
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	E32	209	98,4	99,5	102,5	104,2	105,0
Biens intermédiaires	**EF**	**1 000**	**96,7**	**101,7**	**99,0**	**98,5**	**97,6**
Produits minéraux	F10	142	106,4	108,2	108,6	108,3	109,6
Produits divers des industries extractives	F12	29	110,2	111,3	113,0	113,5	114,8
Verre et articles en verre	F13	27	97,6	100,5	99,6	97,6	97,7
Produits céramiques et matériaux de construction	F14	86	107,9	109,6	109,9	110,0	111,7
Produits de l'industrie textile	F20	87	100,5	102,4	101,1	101,9	99,7
Produits filés, tissés ou ennoblis	F21	44	94,4	96,6	94,3	97,9	94,2
Étoffes et articles à maille	F23	18	104,3	105,4	105,1	104,3	104,8
Produits en bois, papier ou carton	F30	156	94,9	104,5	99,9	97,8	99,1
Produits du travail du bois	F31	63	102,1	105,9	105,1	105,0	105,6
Pâte à papier, papiers et carton	F32	30	83,3	102,9	89,8	86,2	89,6
Articles en papier ou en carton	F33	63	93,5	103,8	99,8	96,3	97,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	F40	250	94,5	100,8	97,9	97,8	95,3
Produits de la chimie minérale	F41	38	89,6	95,4	97,3	92,9	93,1
Produits de la chimie organique	F42	45	82,7	101,8	87,9	94,7	85,8
Produits de la parachimie	F43	50	102,2	103,2	104,2	103,6	103,1
Fibres artificielles ou synthétiques	F44	3	83,3	90,1	84,2	82,2	100,0
Produit en caoutchouc	F45	28	101,6	100,2	100,2	97,4	93,6
Produits en matières plastiques	F46	86	96,3	101,7	99,4	98,7	97,6
Métaux ou produits métallurgiques	F50	283	93,3	97,8	94,0	93,7	93,1
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	F51	104	89,6	95,4	89,2	87,0	88,5
Métaux non ferreux	F52	41	87,4	96,7	88,8	95,6	89,2
Pièces de fonderie	F53	34	...	99,9	99,2	99,0	98,1
Composants électriques et électroniques	F60	82	98,2	100,6	99,3	97,9	95,2
Matériel électrique	F61	73	100,1	103,3	102,9	102,3	99,7
Composants électroniques	F62	9	82,4	77,1	68,3	61,1	57,5
Produits énergétiques tous usages série C.V.S	**EG**	**1 000**	**105,1**	**106,6**	**112,0**	**113,1**	**104,3**
Combustibles et carburants	G10	535	101,4	102,9	106,9	115,2	99,7
Eau, gaz, électricité	G20	465	109,5	111,0	111,7	110,7	109,5
Électricité, gaz, chaleur	G21	406	103,6	103,7	112,5	100,8	98,6
Eau potable distribuée à usage domestique (hors assainissement)	G22	59	...	100,9	104,7	107,9	108,8

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction (1) des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE

	1994	1995	1996	1997	1998
	Base 100 : 4ème trimestre 1953				
1er trimestre	1 016	1 011	1 038	1 047	1 058
2ème trimestre	1 018	1 023	1 029	1 060	1 058
3ème trimestre	1 020	1 024	1 030	1 067	1 057
4ème trimestre	1 019	1 013	1 046	1 068	1 074
Moyenne annuelle	**1 018,3**	**1 017,8**	**1 035,8**	**1 060,5**	**1 062,7**

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 6 de juin 1998 page 147.

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

I

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18 Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur.
23. Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.
24. Compte spécifique de la branche « agriculture » : valeur de la production à prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en 1955, 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1963, en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste-Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

— les pertes sur le champ;

— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;

— les parties de produits inutilisables;

— les produits fatals.

---

(1) Marge brute standard.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature NAF et regroupé selon la nomenclature NES pour les besoins des Comptes Nationaux en base 1995.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1995. Les comptes des années écoulées antérieures à $n-3$ sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n^{os} 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole* :

— Agreste-primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Les cahiers :* études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an, et 3 à 5 numéros doubles portant sur un thème spécifique);

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA (Série Données Chiffrées IAA) et de l'Agriculture (Série Données Chiffrées Agriculture);

Éditions électroniques Agreste :

— Recensements généraux de l'agriculture, fiches comparatives 1970-1979-1988 : une centaine de données par commune, canton, petite région agricole, département et région (structures, productions animales et végétales, moyens de production, population et emploi);

— Statistique agricole annuelle, séries de 1989 à 1997 : 850 variables par département et par année (territoire, productions animales, productions végétales);

Bases de données :

— Agristat : Banque de données statistiques agrégées sur l'agriculture française. Plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968;

— Aristide : Outil d'interrogation des fichiers d'enquête, qui permet d'obtenir des tableaux statistiques à la demande.

— *Conjoncture* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA).

— *Le Bulletin :* un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Conjoncture*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA.

— *Notes de conjoncture spécialisée :* une série de publications spécialisées et adaptées à chaque domaine :

Commerce extérieur agro-alimentaire (mensuel);

Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars);

Légumes (mensuel);

Fruits (mensuel de mai à novembre);

Viticulture (mensuel de juillet à novembre);

Productions animales (apériodique – 10 numéros par an);

Lait et produits laitiers (mensuel);

Aviculture (mensuel);

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel);

Animaux hebdo (hebdomadaire avec un supplément mensuel).

— Collection *Graph Agri.*

Chaque volume *Graph Agri* présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes :

Graph Agri France (annuel);

Graph Agri Europe (apériodique);

Graph Agri régions (apériodique);

Graph forêt bois.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux «Prosper» (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES-INSEE :

Inventaire communal de 1998 :

Communoscopes, Cartovisions

— pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :

— 9 pages de tableaux par commune,

— 2 pages par chef-lieu de canton,

— 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,

— des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.

Disponibles sur Cédéroms :

— 1 cédérom pour chaque région,

— une collection de cédéroms France entière.

Accès internet

- www.agriculture.gouv.fr
- www.datar.gouv.fr
- www.insee.fr

SCEES-INSEE-INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

SCEES-FNIE : les livraisons d'engrais en France.

SCEES-ONIC-SIDO : Paiements compensatoires aux surfaces cultivées.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« L'agriculture depuis 1949 », *INSEE-Première,* n° 430, février 1996;

« Un demi-siècle d'agriculture », *INSEE-Première,* n° 466, juin 1996;

« Quinze années de grandes cultures : baisse des prix et réduction des coûts », *INSEE-Première,* n° 473, juillet 1996;

« Blé tendre, pomme de terre et porc : coûts de production en baisse entre 1990 et 1996 », *INSEE-Première,* n° 612, octobre 1998;

« L'agriculture en 1998 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 654, juin 1999;

« Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 1999 », *INSEE-Première* n° 688, décembre 1999;

« Les comptes de l'agriculture en 1997», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 614, juin 1998;

« Le compte spécifique de l'agriculture en base 95, séries 1959-1996», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 658-659, mai 1999;

« L'agriculture, tendances et disparités », *Synthèses INSEE*, n°10, mai 1997;

« Les comptes de l'agriculture en 1998 - Rapports présentés à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation, session du 15 juin 1999 », *Synthèses INSEE*, n°27, juillet 1999;

« Les agriculteurs », *Contours et caractères,* INSEE, mars 1993;

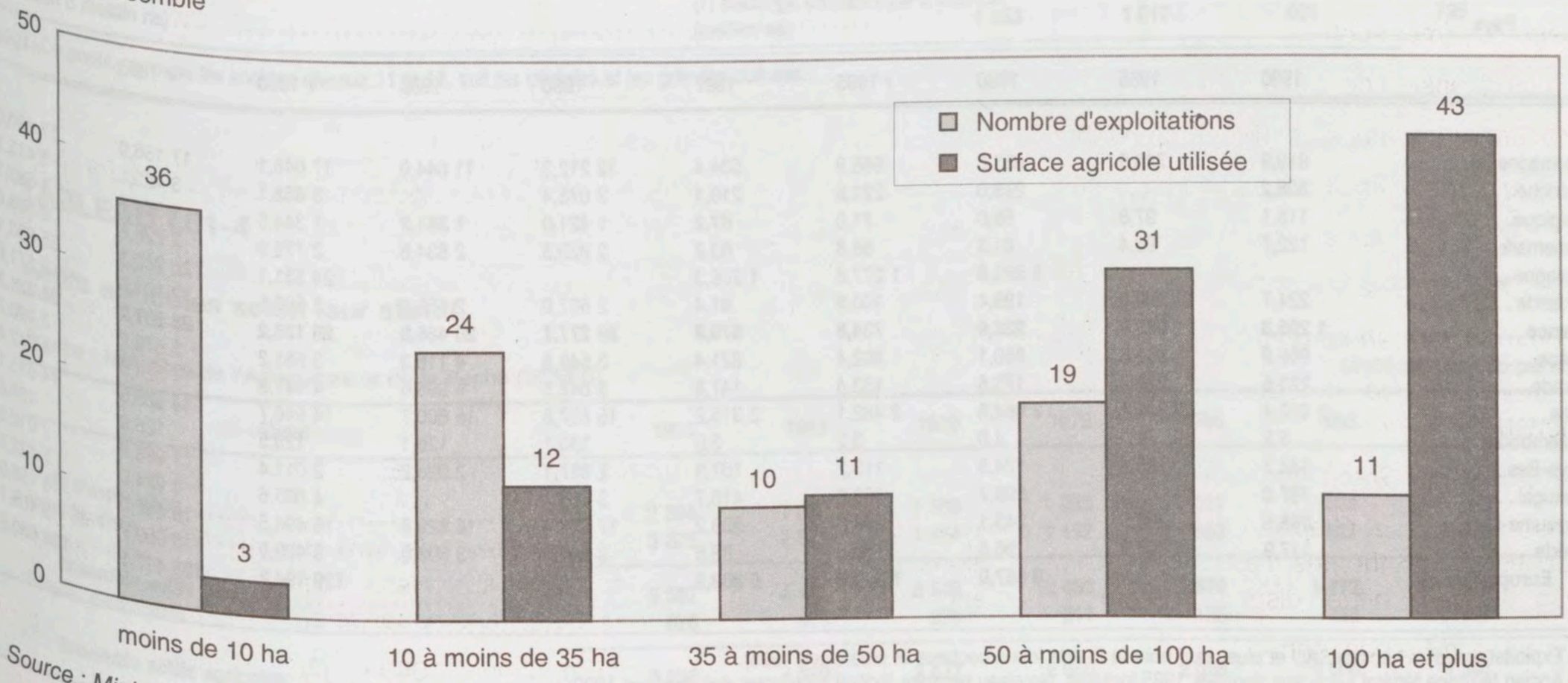
« Dossier spécial agriculture », *Économie et statistique,* INSEE, n° 329-330 (à paraître).

*
* *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : *Ministère de l'Agriculture et de la Pêche*

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(2) SAU
	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	1997
Moins de 10 ha	1 299	702	524	390	299	270	244	819
10 à moins de 35 ha	831	639	475	345	223	189	163	3 471
35 à moins de 50 ha	83	115	116	110	86	77	71	2 965
50 à moins de 100 ha	75	101	114	128	132	128	126	8 865
100 ha et plus	20	30	35	44	61	70	76	12 211
Ensemble	**2 307**	**1 588**	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**28 331**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1980	1985	1990	*r* 1995	1997	1980	1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	534,4	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 160,0
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	210,1	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	67,2	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 382,7
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	63,2	2 920,3	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	1 208,3	...	...	24 531,1	25 230,3	25 630,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	100,9	91,4	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 171,6
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**679,8**	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**28 331,3**
Grèce	998,9	951,6	850,1	802,4	821,4	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 498,7
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	147,8	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 342,4
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 315,2	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,5	14 833,1
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	3,0	130,1	126,1	126,5	126,9	126,6
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	107,9	2 037,1	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 010,5
Portugal	767,0	...	598,7	450,6	416,7	3 268,7	...	4 005,6	3 924,6	3 822,1
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,5	233,2	17 098,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	16 168,9
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	89,6	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 109,1
Europe des 15	**...**	**...**	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 989,2**	**...**	**...**	**129 194,2**	**128 497,1**	**128 690,8**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche , (SCEES)
Recensements agricoles et enquêtes de structures 1993, 1995 et 1997

Unité : millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1993	1995	1997
1 Grandes cultures (1)	160	184	154	140	137
28 Maraîchage	19	19	16	14	12
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7
37 Vins de qualité	68	64	57	54	51
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24
41 Bovins lait	250	148	92	85	75
42 Bovins élevage et viande	81	97	89	86	79
43 Bovins lait, élevage et viande	48	26	23	21	19
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84
50 Granivores	16	16	13	13	12
60 Polyculture	107	67	50	43	38
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1993	1995	1997
Chefs d'exploitation	2 284	1 899	1 588	1 263	1 017	801	735	680
Aides familiaux	3 223	2 522	1 924	1 192	853	671	635	582
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**4 421**	**3 512**	**2 455**	**1 870**	**1 472**	**1 370**	**1 262**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	136	137	141
Ensemble actifs agricoles	**6 136**	**4 892**	**3 847**	**2 666**	**2 026**	**1 608**	**1 507**	**1 403**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structure des exploitations agricoles 1997

Unité : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	Total
Hommes								
Chefs d'exploitation	–	4,2	69,3	142,2	154,5	93,5	73,5	537,2
Conjoints	–	ε	3,2	13,0	18,5	33,3	37,9	105,9
Autres membres	182,6	151,2	61,7	25,4	16,7	32,2	68,7	538,5
Total de la population agricole familiale masculine	**182,6**	**155,4**	**134,2**	**180,6**	**189,7**	**159,0**	**180,1**	**1 181,6**
Femmes								
Chefs d'exploitation	–	0,4	7,6	20,6	31,8	49,1	33,3	142,8
Conjoints	–	3,9	62,8	114,6	118,3	55,3	42,6	397,5
Autres membres	171,9	127,2	33,8	15,0	15,0	35,7	78,1	476,7
Total de la population agricole familiale féminine	**171,9**	**131,5**	**104,2**	**150,2**	**165,1**	**140,1**	**154,0**	**1 017,0**
Ensemble								
Chefs d'exploitation	–	4,6	76,9	162,8	186,3	142,6	106,8	680,0
Conjoints	–	3 ,9	66,0	127,6	136,8	88,6	80,5	503,4
Autres membres	354,5	278,4	95,5	40,4	31,7	67,9	146,8	1 015,2
Total de la population agricole familiale	**354,5**	**286,9**	**238,4**	**330,8**	**354,8**	**299,1**	**334,1**	**2 198,6**

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 302	18 288	18 318	18 353
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 577	10 540	10 491	10 422
Vignes	1 157	957	927	919	914	913
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	235	230	225	221
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 061**	**29 997**	**29 968**	**29 929**
Peupleraies	215	231	231	229	230	232
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 812	14 840	14 865	14 884
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	2 996	2 981	2 946	2 942
Étangs en rapport	118	134	139	145	146	148
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 680	6 726	6 764	6 783
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9 892	9 058	8 291	8 838	9 205	9 228
Oléagineux	506	1 954	1 945	1 861	1 967	2 047
Betteraves industrielles	549	475	458	457	463	456
Plantes à fibres	53	62	60	52	56	53
Cultures industrielles diverses	24	15	14	14	14	14
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	27	28	29	32
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 020	990	1 060	1 058
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	61	60	54	53
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 619	1 641	1 543	1 528
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 812	2 784	2 780	2 752
Semences et plants divers	80	52	53	53	50	54
Jardins familiaux	251	230	218	213	211	209
Jachères	221	224	1 717	1 293	882	862
Total des terres arables	**17 473**	**18 037**	**18 302**	**18 291**	**18 318**	**18 353**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Ensemble	**7 200**	**20 700**	**19 900**	**18 300**	**18 400**	**18 800**	**19 300**
Terres labourables	7 600	22 300	22 100	20 500	20 700	21 100	21 700
Prairies naturelles	6 700	18 800	16 100	14 500	14 500	14 600	15 100
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	287	275	254	255	259 *r*	267
En franc constant	100	112	58	48	48	48	49

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF)

Type de matériel	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	37 571	36 510	38 037
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	1 997	2 554	2 946
Ventes de ramasseuses-presses neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 236	5 026	5 251

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Éléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1 549,5	2 040,6	1 825,3	1 892,7	2 019,7	2 021,0
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	175,8	168,5	168,0	168,7
Potasse	399,6	606,9	444,5	549,9	565,4	533,8
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 445,6**	**2 611,1**	**2 753,1**	**2 723,5**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	483,1	499,0	504,3	495,5
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	854,6	862,8	883,8	870,2
Potasse	1 386,3	1 341,8	929,0	941,2	922,9	935,1
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 266,7**	**2 303,0**	**2 311,0**	**2 300,8**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2 221,4	2 660,0	2 308,4	2 391,7	2 524,0	2 516,4
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 030,4	1 031,3	1 051,8	1 038,9
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 373,5	1 491,1	1 488,3	1 436,9
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 712,3**	**4 914,1**	**5 064,1**	**4 992,2**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1994	1995	1996	1997
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						251
- En cours	214	268	240 *r*	239	269	1 558
- Terminées	458	960	1 285	1 367	1 420	
Opérations du remembrement normal :						437
- En cours	785	806	658	569	466	14 286
- Terminées	10 484	12 758	13 757	13 969	14 161	
Ensemble des opérations de remembrement :						**688**
- En cours	**999**	**1 074**	**898**	**808**	**735**	**15 844**
- Terminées	**10 942**	**13 718**	**15 042**	**15 336**	**15 581** *r*	

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi)

	1980	1990	1994	1995	1996	1997	1998
GAEC agréés dans l'année							
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2 791	4 065	2 449	2 566	2 407	2 432	2 360
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	228	239	222	232	234
GAEC en fonctionnement							
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18 593	46 136	47 447	47 444	47 509	46 869	46 760
Superficies exploitées totales (milliers d'hectares)	1 397	3 340	3 593	3 655	...	3 500	3 802

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole

Nature des opérations	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Ressources collectées dans le public (million de francs)						
Dépôts de fonds :						
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	259 548	278 735	302 426	327 959	345 350	365 514
Autres dépôts	489 849	733 241	818 027	1 036 363	1 131 459	1 243 227
Emprunts	274 931	272 341	261 215	249 435	234 625	214 276
Prêts (encours en million de francs) (2)						
Court terme	178 535					
Moyen et long terme	738 223	987 416	995 365	1 181 962	1 259 715	1 338 911
Total	**916 758**	**987 416**	**995 365**	**1 181 962**	**1 259 715**	**1 338 911**
Ensemble des crédits répartis par type de clientèle (3) (encours en milliard de francs)						
Logement	...	427,4	431,0	444,4	457,5	475,9
Agriculture (n.c.Coopératives)	...	155,7	154,4	154,9	158,9	161,1
PME (y.c. Coopératives)	...	139,8	130,9	137,4	145,5	161,5
Professionnels	...	88,4	91,3	90,8	92,9	104,1
Crédit à la consommation	...	46,1	48,9	53,2	58,9	64,2
Collectivités locales	...	76,0	80,3	85,0	89,0	92,4
Autres	...	11,2	10,6	8,5	10,5	12,8
Total banque de proximité	...	**944,6**	**947,4**	**974,2**	**1 013,2**	**1 072,0**
International et grandes clientèles	...	**64,3**	**67,4**	**231,1**	**274,0**	**295,8**
Total	...	**1 008,9**	**1 014,8**	**1 205,3**	**1 287,2**	**1 367,8**

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993, le détail entre court, moyen et long terme n'est plus possible.
(3) Y compris le Crédit-Bail.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des affaires financières et économiques) — *Unité* : Million de francs

Affectation de la dépense	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Installation et modernisation des exploitations	5 688,1	4 534,1	5 391,3	5 134,8	4 301,5
Régularisation des marchés et orientation des productions	52 984,3	55 366,2	60 319,5	60 171,7	61 334,3
Maîtrise de l'offre	7 580,1	6 472,3	5 175,1	2 698,8	2 707,6
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	3 907,4	4 001,1	4 646,6	4 377,5	4 581,1
Aides transitoires non liées aux produits	500,5	314,8	221,3	105,0	112,0
Calamités agricoles	403,2	370,0	346,6	260,0	250,0
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux	274,0	267,2	568,9	293,2	316,1
Autres financements en faveur de l'activité agricole productive	318,0	256,7	242,2	220,0	278,3
Agriculture productive (concours bruts)	**71 655,5**	**71 582,4**	**76 911,5**	**73 261,0**	**73 880,8**
Agriculture productive (concours nets) (1)	**71 492,8**	**71 547,2**	**76 376,9**	**73 131,1**	**73 780,1**
Industries agroalimentaires	**825,9**	**807,8**	**831,3**	**990,0**	**1 106,8**
Activités hippiques	**767,8**	**873,4**	**886,3**	**863,4**	**800,0**
Forêt productive	**1 350,7**	**1 410,0**	**1 168,5**	**1 278,2**	**1 354,8**
Espace rural et forestier	**3 009,4**	**2 406,1**	**2 429,6**	**2 511,8**	**2 485,5**
Recherche et enseignement	**9 053,0**	**9 615,6**	**10 087,6**	**10 460,2**	**10 968,5**
Services généraux	**6 390,3**	**6 470,6**	**6 790,8**	**6 859,9**	**7 269,3**
Protection sociale et solidarité	**74 213,0**	**74 177,6**	**73 194,3**	**73 067,8**	**72 888,0**
Total des concours nets	**167 102,9**	**167 308,3**	**171 765,3**	**169 162,4**	**170 653,0**

(1) Nets de taxes de coresponsabilités et de pénalités.

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union européenne

Année 1998

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	*dt* vaches laitières							
Allemagne	14 942	4 833	26 295	2 260	44 575	3 473	2 711	1 137	8 394
Autriche	2 172	729	3 810	361	4 772	236	427	182	1 802
Belgique	2 984	632	7 445	116	2 535	29	1 370	615	2
Danemark	1 968	680	11 991	108	9 355	359	213	51	–
Espagne	6 050	1 306	21 493	23 751	22 401	1 213	11 707	3 824	37 720
Finlande	1 100	380	1 537	96	2 769	95 (1)	210	13	–
France	**20 073**	**4 433**	**15 869**	**9 582**	**68 419**	**5 748**	**6 276**	**2 963**	**55 112**
Grèce	542	182	933	9 290	4 537	546 (3)	4 105	1 762	3 980
Irlande	7 093	1 277	1 801	5 624	1 865	17	264	19 (4)	–
Italie	7 320	2 110	8 225	10 770	20 805	1 345 (2)	13 119 (1)	6 511	50 894
Luxembourg	202	47	81	7	168	9	1	14	75
Pays-Bas	4 184	1 600	13 418	1 226	1 569	4	3 649 (1)	714	–
Portugal	1 270	355	2 341	3 448	1 430	31	2 199	833	6 124
Royaume-Uni	11 238	2 480	7 554	31 079	22 795	1 633 (1)	2 854 (1)	320	7
Suède	1 712	471	2 321	442 (1)	5 697	131	244	31	–
Europe des 15	**82 850**	**21 515**	**125 114**	**98 160**	**213 692**	**...**	**...**	**...**	**164 110**

(1) 1997.
(2) 1996.
(3) 1992.
(4) Seuls les fruits de table sont comptés; différence très minime avec l'ensemble « fruits frais ».

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Blé :							
Blé tendre	(2)	4 473,9	4 748,6	4 516,0	4 767,1	4 844,0	4 938,3
	(3)	5,2	6,6	6,6	7,3	6,8	7,7
	(4)	23 356,9	31 356,2	29 850,0	34 667,4	32 983,3	38 247,8
Blé dur	(2)	116,0	397,4	228,6	270,2	265,7	296,1
	(3)	3,7	5,0	4,5	4,6	3,3	5,2
	(4)	424,1	1 983,6	1 029,6	1 253,9	874,7	1 544,7
Ensemble	(2)	4 590,0	5 146,0	4 744,6	5 037,3	5 109,7	5 234,5
	(3)	5,2	6,5	6,5	7,1	6,6	7,6
	(4)	23 781,0	33 339,8	30 879,6	35 921,3	33 858,0	39 792,5
Seigle	(2)	128,9	64,7	46,4	48,6	45,2	45,7
	(3)	3,2	3,6	4,1	4,5	4,4	4,7
	(4)	408,5	235,8	190,8	220,7	196,9	216,0
Orge (5)	(2)	2 646,8	1 757,8	1 386,2	1 535,4	1 690,0	1 631,2
	(3)	4,4	5,7	5,5	6,2	6,0	6,5
	(4)	11 692,3	9 991,1	7 683,2	9 518,7	10 124,0	10 591,4
Avoine	(2)	531,7	218,2	148,8	139,6	133,4	139,1
	(3)	3,6	3,9	4,0	4,5	4,3	4,7
	(4)	1 923,7	843,9	601,2	621,9	568,2	657,8
Maïs	(2)	1 753,6	1 561,9	1 650,8	1 734,2	1 857,6	1 799,1
	(3)	5,3	6,0	7,7	8,4	9,1	8,5
	(4)	9 323,4	9 400,5	12 739,6	14 544,2	16 832,5	15 204,1
Riz	(2)	6,6	20,4	25,2	22,0	20,5	18,4
	(3)	3,8	5,9	4,9	5,2	5,9	5,8
	(4)	25,2	121,3	122,4	115,1	120,8	107,3

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Surface.
(3) Rendement à l'hectare.
(4) Production.
(5) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Colza	(1)	390,3	689,0	864,0	875,0	988,0	1 145,0
	(2)	2,8	2,9	3,2	3,3	3,5	3,3
	(3)	1 092,9	2 002,9	2 788,6	2 901,6	3 495,3	3 734,0
Tournesol	(1)	102,9	1 145,0	963,0	891,0	875,0	782,0
	(2)	2,4	2,1	2,1	2,2	2,3	2,2
	(3)	245,4	2 381,8	1 987,4	1 994,5	1 995,5	1 712,8
Betteraves industrielles	(1)	549,3	475,0	458,2	460,6	462,5	456,0
	(2)	51,8	66,8	66,7	67,8	74,3	68,3
	(3)	28 442,4	31 717,5	30 571,6	31 210,5	34 372,5	31 155,7
Lin textile (4)	(1)	46,3	58,7	54,0	44,2	44,9	43,9
	(2)	6,6	6,2	6,0	6,4	7,0	6,5
	(3)	304,5	364,1	326,6	283,9	312,3	284,2
Tabac	(1)	18,6	10,8	9,7	9,3	9,1	9,1
	(2)	2,5	2,6	2,7	3,0	2,7	2,9
	(3)	46,2	27,6	26,3	27,6	24,5	26,2
Pommes de terre :							
Primeurs (5)	(1)	31,5	21,4	22,7	23,3	22,1	21,0
	(2)	19,1	20,4	22,5	22,7	23,6	23,7
	(3)	600,7	436,9	510,1	529,4	520,6	497,3
De conservation	(1)	158,0	97,2	103,1	105,1	101,8	99,0
	(2)	31,4	30,1	36,6	38,7	42,7	39,0
	(3)	4 960,4	2 931,2	3 773,9	4 070,3	4 346,4	3 864,3

(1) Surface.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Production.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Produit	Unités	1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Raisins de cuve :							
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	880,4	872,6	864,6	859,4
Rendement à l'hectare	Quintal	80	90	80	87	82	80
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	70 832,2	75 904,6	70 828,9	69 024,3
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	24 386	24 910	24 329	25 599
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	553	572	520	503
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	9 459	11 121	9 874	9 014
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 794	23 566	20 919	19 330
Total	»	**69 711**	**65 075**	**56 192**	**60 170**	**55 642**	***54 446***

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	467	446	526	502	506	458
Autres choux	269	230	251	240	229	232
Endives	144	247	236	246	252	236
Poireaux	211	200	217	208	205	206
Salades	432	493	513	501	479	487
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	307	329	315	279	325
Tomates	851	838	804	774	805	883
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	629	657	651	673
Oignons	138	237	297	338	328	330
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	199	326	359	394	385
Petits pois (grains)	165	205	243	249	211	240

(1) Production des exploitations agricoles hors jardins par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	1990	1995	1996	*r* 1997	1998
Fruit à noyau :						
Abricots	81	110	101	175	158	80
Cerises	113	83	63	74	65	35
Pêches et nectarines	460	488	526	459	464	341
Pêches	402	352	325	283	289	210
Nectarines et brugnons	58	136	201	176	175	132
Prunes	154	189	299	355	196	206
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	329	320	347	256	246
Pommes de table	1 769	1 886	2 079	2 004	2 041	1 786
Pommes à cidre	1 100	466	426	425	445	423
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	74	71	72	74
Cassis	4	6	10	12	9	8
Framboises	7	6	7	7	7	7
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	27	21	23	23
Fraises	82	89	81	81	83	76
Noix	31	25	21	22	23	25
Raisin de table	185	123	108	95	87	94

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Espèce bovine	21 278	20 434	20 676	20 655	20 371	20 214
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 141	5 288	5 228	5 143	5 125
Vaches laitières	5 323	4 687	4 613	4 538	4 442	4 391
Vaches nourrices	3 700	4 031	4 108	4 179	4 184	4 163
Espèce porcine	12 244	13 670	13 783	14 284	14 501	14 677
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 349	1 369	1 415	1 449	1 436
Espèce caprine	1 234	1 151	1 188	1 202	1 199	1 197
Espèce ovine	11 438	10 619	10 550	10 463	10 316	10 240
dont : Brebis mères	7 415	6 971	6 965	6 916	6 849	6 743
Espèces chevaline et asine	339	344	351	354	361	362
Poules et poulets (en millions)	200	219	223	231	238	241
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (en millions)	47	49	50	50	50	51
Lapins	16 668	15 306	14 531	14 457	13 603	13 464
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 971	1 861	1 838	1 748	1 717

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	1990	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
A. PRODUCTION INDIGÈNE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]							
Espèce bovine :							1 556
Adultes	1 599	1 565	1 482	1 564	1 645	1 638	328
Veaux de boucherie	313	344	339	336	337	345	145
Espèces ovine et caprine	177	155	147	146	154	150	2 333
Espèce porcine	1 727	2 017	2 116	2 085	2 149	2 228	10
Espèce chevaline	10	9	8	9	10	9	
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS							
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :							...
Vaches laitières	257 130	242 197	245 275	241 760	240 841	...	...
Brebis laitières	1 871	1 989	2 039	2 355	2 352	...	...
Chèvres laitières	4 411	4 094	4 074	4 743	4 773	...	
Œufs							...
Œufs de consommation [en millions d'œufs] (1)	10 257	11 238	11 691	12 573	12 785	...	

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur

Source : INSEE-Comptes Nationaux Base 95 (Données y compris DOM)

Unité : Million de francs

Produits	Numéro de la NAF	Importations (CAF) 1995	1996	1997	*p* 1998	Exportations (FAB) 1995	1996	1997	*p* 1998
TOTAL AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	**EA**	**49 615**	**48 830**	**51 300**	**51 735**	**59 034**	**60 907**	**63 825**	**64 626**
AGRICULTURE, CHASSE, SERVICES ANNEXES	**GA01**	**42 373**	**41 539**	**43 622**	**43 570**	**54 908**	**56 711**	**58 972**	**59 557**
Blé dur	HA01A	73	263	258	99	984	818	759	812
Blé tendre	HA01B	255	220	271	385	13 842	14 036	13 223	11 035
Maïs	HA01C	571	550	497	617	8 141	8 354	8 218	8 527
Orge	HA01D	113	124	71	18	2 864	3 256	3 315	3 512
Autres céréales	HA01E	109	123	141	116	436	494	466	473
Pommes de terre	HA01F	1 117	624	477	572	1 218	912	996	1 534
Oléagineux	HA01G	1 856	2 109	2 061	2 094	2 874	3 800	5 430	5 807
Tabac	HA01H	556	523	434	496	145	162	170	195
Plantes à sucre	HA01I	–	–	–	1	4	2	4	4
Plantes fourragères	HA01J	15	20	30	26	139	144	159	119
Plantes industrielles	HA01K	4 247	4 202	4 146	3 870	2 188	2 226	2 146	2 430
Légumes frais	HA01L	5 569	6 043	6 177	6 776	3 310	3 744	3 740	4 264
Plantes et fleurs	HA01M	4 500	4 838	5 132	5 590	1 240	1 336	1 508	1 672
Viticulture et vinification	HA01N	–	–	–	–	–	–	–	–
Fruits	HA01O	11 968	12 201	12 927	13 081	6 921	7 534	8 061	7 726
Café, thé, cacao, épices	HA01P	5 814	4 885	6 264	5 685	130	121	138	148
Gros bovins	HA01Q	1 142	714	528	531	7 044	6 640	7 431	7 977
Veaux	HA01R	563	243	231	238	1 164	698	608	597
Ovins, caprins	HA01S	430	473	357	292	317	382	308	283
Équidés	HA01T	235	244	198	208	350	335	490	561
Porcins	HA01U	471	546	224	176	292	241	325	283
Lait brut	HA01V	–	–	–	–	–	–	–	–
Volailles	HA01W	110	125	138	122	526	605	636	697
Œufs	HA01X	246	416	362	280	375	465	400	475
Autres produits d'élevage	HA01Y	2 413	2 053	2 698	2 297	404	406	441	426
Services annexes à l'agriculture	HA01Z	–	–	–	–	–	–	–	–
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE, SERVICES ANNEXES	**GA02**	**2 424**	**1 911**	**2 094**	**2 302**	**2 099**	**1 942**	**2 071**	**2 271**
PÊCHE, AQUACULTURE	**GA03**	**4 818**	**5 380**	**5 584**	**5 863**	**2 027**	**2 254**	**2 782**	**2 798**

TABLEAU I.01-23

Compte spécifique de la branche "agriculture" : de la production au revenu d'entreprise agricole

Évaluations de base 1995

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
COMPTE DE PRODUCTION						
Ressources						
Production	397 161	385 076	400 679	408 291	416 502	417 925
Total des ressources	**397 161**	**385 076**	**400 679**	**408 291**	**416 502**	**417 925**
Emplois						
Consommations intermédiaires (1)	196 414	190 412	198 987	207 725	211 111	208 388
Valeur ajoutée brute	200 747	194 664	201 692	200 566	205 391	209 537
Total des emplois	**397 161**	**385 076**	**400 679**	**408 291**	**416 502**	**417 925**
Consommation de capital fixe	45 709	46 920	46 417	47 103	48 031	49 099
Valeur ajoutée nette	155 038	147 744	155 275	153 463	157 360	160 438
COMPTE D'EXPLOITATION						
Ressources						
Valeur ajoutée nette	155 038	147 744	155 275	153 463	157 360	160 438
Subventions d'exploitation	6 662	11 194	10 902	11 107	10 647	9 642
Total des ressources	**161 700**	**158 938**	**166 177**	**164 570**	**168 007**	**170 080**
Emplois						
Salaires	20 002	22 169	23 312	24 057	24 739	25 448
Cotisations sociales	6 734	6 608	6 659	6 235	6 340	6 592
Impôts fonciers	6 777	6 252	5 987	5 618	5 350	5 455
Autres impôts sur la production	3 457	2 269	2 361	2 515	2 456	2 364
Revenu mixte net	124 730	121 640	127 858	126 145	129 122	130 221
Total des emplois	**161 700**	**158 938**	**166 177**	**164 570**	**168 007**	**170 080**
Résultat net global (2)	**151 466**	**150 417**	**157 829**	**156 437**	**160 201**	**162 261**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE						
Ressources						
Revenu mixte net	124 730	121 640	127 858	126 145	129 122	130 221
Total des ressources	**124 730**	**121 640**	**127 858**	**126 145**	**129 122**	**130 221**
Emplois						
Intérêts	13 869	13 996	13 508	13 038	12 166	12 510
Charges locatives nettes	9 802	10 562	11 189	11 763	12 269	12 977
Revenu net d'entreprise	101 059	97 082	103 161	101 344	104 687	104 734
Total des emplois	**124 730**	**121 640**	**127 858**	**126 145**	**129 122**	**130 221**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net global = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Impôts fonciers - Autres impôts sur la production.

TABLEAU I.01-24

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Produits	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Blé dur	3 145	1 703	1 968	2 171	1 912	2 442
Blé tendre	32 891	31 034	34 197	37 769	35 307	35 817
Maïs	11 876	14 323	15 503	15 391	16 286	14 231
Orge	9 986	8 701	9 792	11 036	11 111	10 618
Autres céréales	2 023	2 323	2 560	2 864	2 797	2 732
Céréales	**59 921**	**58 084**	**64 020**	**69 231**	**67 413**	**65 840**
Oléagineux	12 116	11 494	12 608	12 966	14 219	13 386
Protéagineux	5 878	5 164	4 408	4 542	5 115	4 495
Tabac	698	664	676	687	619	670
Betteraves industrielles	7 181	7 042	7 443	7 484	7 769	7 215
Autres plantes industrielles	2 980	3 770	3 798	4 036	4 314	4 152
Plantes industrielles	**28 853**	**28 134**	**28 933**	**29 715**	**32 036**	**29 918**
Maïs fourrage	8 495	9 871	11 125	9 723	10 107	9 025
Autres fourrages	22 990	21 431	22 228	22 849	22 721	22 373
Plantes fourragères	**31 485**	**31 302**	**33 353**	**32 572**	**32 828**	**31 398**
Légumes frais	17 717	17 384	17 777	17 738	17 332	18 972
Plantes et fleurs	16 392	13 250	13 511	13 961	13 780	13 844
Produits maraîchers et horticoles	**34 109**	**30 634**	**31 288**	**31 699**	**31 112**	**32 816**
Pommes de terre	**5 035**	**8 200**	**7 145**	**6 144**	**7 499**	**9 922**
Fruits	**15 368**	**14 522**	**14 770**	**14 431**	**15 249**	**15 870**
Vins de champagne	12 383	7 899	9 339	9 279	8 674	11 951
dont : vins calmes	7 803	4 925	6 200	6 103	5 310	7 935
dont : champagne	4 580	2 974	3 139	3 176	3 364	4 016
Autres vins d'appellation	29 609	29 003	31 531	32 230	34 973	37 492
Vins d'appellation d'origine	**41 992**	**36 902**	**40 870**	**41 509**	**43 647**	**49 443**
Vins pour eaux de vie AOC	5 398	3 594	3 209	2 711	2 305	1 841
dont : vins de distillation	1 814	1 080	716	650	524	451
dont : cognac	3 584	2 514	2 493	2 061	1 781	1 390
Autres vins de distillation	531	484	249	465	420	365
Vins de table et de pays	7 289	5 806	6 745	7 206	7 040	7 257
Vins courants	**13 218**	**9 884**	**10 203**	**10 382**	**9 765**	**9 463**
Total produits végétaux bruts et transformés	**229 981**	**217 662**	**230 582**	**235 683**	**239 549**	**244 670**

TABLEAU I.01-24 (suite et fin)

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Gros bovins	41 227	42 689	42 932	40 086	41 205	41 576
Veaux	9 987	9 182	9 013	8 047	8 311	8 626
Ovins-caprins	5 940	4 922	4 935	5 126	5 257	5 287
Équidés	1 056	746	857	731	957	1 024
Porcins	18 096	17 710	18 905	21 537	22 385	17 228
Bétail	**76 306**	**75 249**	**76 642**	**75 527**	**78 115**	**73 741**
Volailles	16 344	17 852	17 855	19 292	20 945	20 942
Œufs	6 407	6 324	6 025	7 005	6 878	6 344
Produits avicoles	**22 751**	**24 176**	**23 880**	**26 297**	**27 823**	**27 286**
Lait et produits laitiers	51 784	50 492	50 867	51 254	50 819	51 514
dont : lait	49 566	48 463	48 874	49 267	48 826	49 495
dont : produits laitiers	2 218	2 029	1 993	1 987	1 993	2 019
Autres produits de l'élevage	4 148	3 669	3 887	3 891	3 858	3 797
Autres produits animaux	**55 932**	**54 161**	**54 754**	**55 145**	**54 677**	**55 311**
Total produits animaux bruts et transformés	**154 989**	**153 586**	**155 276**	**156 969**	**160 615**	**156 338**
Total des biens agricoles	**384 970**	**371 248**	**385 858**	**392 652**	**400 164**	**401 008**
Activités principales de travaux agricoles	11 356	12 943	13 883	14 708	15 386	15 933
Activités secondaires de services	833	883	938	931	952	985
Production de services	**12 189**	**13 826**	**14 821**	**15 639**	**16 338**	**16 918**
Total production de la branche	**397 159**	**385 074**	**400 679**	**408 291**	**416 502**	**417 926**

(1) La valeur de la production est évaluée au prix de base, c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits, déduction faite des impôts sur les produits.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structures DOM 1997

Unité : superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	839	2 653	2 840	1 793	1 225	723	1 286	415	**11 773**
Superficie agricole utilisée	118	1 488	3 870	4 150	4 051	3 111	8 943	11 433	**37 143**
Guyane (1)									
Nombre d'exploitations	45	720	1 741	848	300	180	219	209	**4 263**
Superficie agricole utilisée	3	456	2 130	1 871	973	777	1 465	14 693	**22 318**
Martinique									
Nombre d'exploitations	374	1 201	1 065	806	683	236	545	449	**5 359**
Superficie agricole utilisée	53	686	1 367	1 844	2 221	1 006	3 665	17 830	**28 671**
Réunion									
Nombre d'exploitations	910	1 786	1 392	1 348	705	671	2 022	735	**9 568**
Superficie agricole utilisée	136	914	1 816	3 098	2 341	2 876	13 135	19 809	**44 126**

(1) Enquête structures DOM 1995.

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1997	1998	*r* 1997	1998	1997	1998	*r* 1997	1998
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	23 979	24 538	21 097	21 505	11 228	11 099	35 204	34 746
Surfaces toujours couvertes d'herbe	25 100	25 100	11 240	11 240	11 150	11 150	9 300	9 750
Cultures fruitières (2)	603	634	620	644	1 916	1 916	1 839	2 065
Vigne	—	—	—	—	—	—	44	40
Cultures florales	161	160	285	282	26	26	144	144
Pépinières - végétaux divers	14	14	19	19	12	12	—	—
Superficie agricole utilisée	**49 857**	**50 446**	**33 261**	**33 690**	**24 332**	**24 203**	**46 531**	**46 745**
Territoire agricole non cultivé	17 000	17 000	15 769	15 340	6 800	6 800	57 690	57 376
Superficies boisées	66 300	66 300	47 500	47 500	7 511 150	7 511 150	87 600	87 600
Territoire non agricole	37 343	36 754	13 470	13 470	811 118	811 247	60 179	60 279
Surface totale (3)	**170 500**	**170 500**	**110 000**	**110 000**	**8 353 400**	**8 353 400**	**252 000**	**252 000**
II. Répartition des terres arables								
Cultures industrielles	12 785	13 047	3 081	3 156	155	160	26 471	26 371
dont : Canne à sucre	12 632	12 894	3 035	3 100	85	90	25 600	25 500
Cultures fruitières semi-permanentes	6 099	6 093	11 864	11 884	763	763	848	680
dont : Banane (4)	5 745	5 745	11 200	11 200	625	625	500	350
Ananas	350	350	650	680	100	100	330	300
Cultures légumières	2 949	3 252	3 777	4 090	3 869	3 869	2 000	2 010
Céréales	—	—	—	—	4 725	4 591	1 000	800
Cultures fourragères	100	100	24	24	210	210	500	500
Jachères	1 200	1 200	800	800	980	980	740	700
Autres - jardins familiaux	846	846	1 551	1 551	526	526	3 645	3 685
Total des terres arables	**23 979**	**24 538**	**21 097**	**21 505**	**11 228**	**11 099**	**35 204**	**34 746**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de structure.
(3) La surface totale de la Guyane a été modifiée d'après de nouvelles estimations de l'IGN.
(4) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1997	1998	*r* 1997	1998	*r* 1997	1998	*r* 1997	1998
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	659 080	499 984	188 827	191 841	4 762	6 243	1 909 600	1 675 912
Sucre produit (tonnes)	57 386	38 294	7 234	6 535	–	–	207 006	203 539
Rhum (hl d'alcool pur)	57 827	63 129	69 316	67 943	2 252	2 252	80 107	126 225
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	140 000	107 332	318 155	279 078	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	101 436	78 659	276 655	242 337	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	9 030	9 280	4 700	6 500	1 031	1 031	–	–
Malanga	1 210	1 220	80	80	48	48	–	–
Madère	1 400	1 420	11 750	13 250	3 064	3 064	–	–
Manioc	1 460	1 480	250	300	10 375	10 375	750	750
Patate douce	3 410	3 910	970	970	540	540	750	750
Melon	3 240	3 173	2 900	2 220	374	374	–	–
Banane légume	5 870	6 080	13 000	15 000	2 554	3 164	–	–
Tomate	3 080	1 903	4 300	5 200	3 170	3 770	7 400	7 900
Chou pommé	2 325	2 330	1 275	1 050	2 966	2 966	5 750	5 000
Concombre	2 620	2 660	3 200	3 200	3 695	3 695	3 300	2 860
Haricot vert	890	894	885	885	3 266	3 266	770	1 100
Salade	3 030	2 378	7 800	7 800	1 360	1 360	3 600	3 400
EFFECTIFS DU CHEPTEL (1)								
Bovins (2)	85 030	84 964	25 600	25 400	8 900	8 900	27 730	26 900
Porcins	20 816	25 110	6 700	12 000	10 400	10 400	86 000	84 000
Ovins	2 466	2 990	12 500	16 500	8 800	8 800	1 730	1 730
Caprins	24 000	28 500	8 200	11 200	1 000	1 000	38 000	38 000
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins(2)	3 401	3 396	2 288	2 360	318	335	1 500	1 517
Porcins	2 080	2 000	1 480	1 535	1 140	1 245	12 591	11 273
Ovins - Caprins	205	195	325	338	28	28	516	514
Volailles	569	615	952	865	463	461	18 800	13 000
Lait de vache (hl)	1 100	627	21 000	21 000	2 425	2 603	159 830	172 333
Œufs de consommation (milliers d'unités)	33 118	33 118	30 000	29 646	9 003	9 228	108 250	110 000
IMPORTATIONS D'ENGRAIS								
Engrais naturels	160	11	2 384	1 035	160	171	75	97
Engrais simples	6 291	5 606	20 308	26 935	1 356	2 149	9 528	8 537
Azotés	3 412	2 644	10 320	9 441	818	1 801	5 893	5 554
Phosphatés	105	22	–	47	205	60	62	62
Potassiques	2 774	2 940	9 988	17 447	333	288	3 573	2 921
Engrais composés	15 220	12 908	11 195	11 315	2 785	3 109	26 949	23 218
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	785	615	1 470	1 521	370	370	1 780	1 780

(1) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(2) Y compris les veaux.

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1998.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières)

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a récolté 34,9 millions de m^3 de bois ronds en 1997; ce chiffre en hausse de 4,9 % par rapport à 1996 ne retrouve pas le niveau de 1995. La récolte de grumes, en hausse de 3,1 %, s'élève à 21,1 millions de m^3 . Cette progression est plus importante sur les conifères (+ 4,4 %) que sur les feuillus (+ 1 %); ceci est la conséquence de la reprise d'activité dans le bâtiment. Stimulés par la forte demande des industries des pâtes à papier, les bois de trituration progressent de 8,7 %. La demande de bois de feu, toujours soutenue, entraîne une hausse de 4,8 % des quantités commercialisées.

La production totale de sciages, bois sous rail et merrains s'élève à 9,8 millions de m^3 en 1997 contre 9,6 millions de m^3 en 1996, ce qui représente une hausse de 2 %; cette hausse est exclusivement due aux conifères (+ 4,6 %). Par contre, les sciages de feuillus continuent de baisser (– ²2,6 %). Cette évolution est confirmée par la hausse de nos exportations en sciages de conifères qui progressent de 12,5 % de 1997 à 1998. La très forte demande tant intérieure qu'extérieure en ouvrages de tonnellerie se confirme; la production de merrains augmente fortement (+ 33 %).

En 1998, le volume des échanges du commerce extérieur croît de 6,7 %. Le déficit global continue de se creuser et passe de 15,5 milliards de francs à 18,6 milliards de francs. La progression de 13,3 % de nos importations de papiers et cartons entraîne un déficit de 2,8 milliards de francs supplémentaires et explique à elle seule cette dégradation. Le montant des importations de bois et sciages de tropicaux est de 1,9 milliard de francs soit 6,6 % de plus qu'en 1997.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

— Les *bois et forêts* proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

— Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.

— Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au *régime forestier*. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs à la *filière bois* (bois ronds, autres produits de l'exploitation forestière et produits dérivés) résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3 (r);

— le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges

extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A;

— l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B);

— la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en œuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF);

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF);

— Office national des Forêts (ONF);

— Inventaire forestier national (IFN).

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées (annuel) :

Statistiques forestières

Récoltes de bois et production de sciages (résultats de l'enquête annuelle de branche)

Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries

L'utilisation du territoire.

— Agreste, Conjoncture (trimestriel)

Commerce extérieur « Bois et dérivés »

— Agreste, primeur

Des entreprises d'exploitation forestières très spécialisées

— GraphAgri Forêt - Bois (bisannuel)

La forêt et les industries du bois en 2000 (Édition bilingue français - anglais)

Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :

Le bois en chiffres (édition 2000)

Direction de l'espace rural et de la forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel)

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel)

Office national des forêts :

— *Rapport annuel de gestion*

Inventaire forestier national :

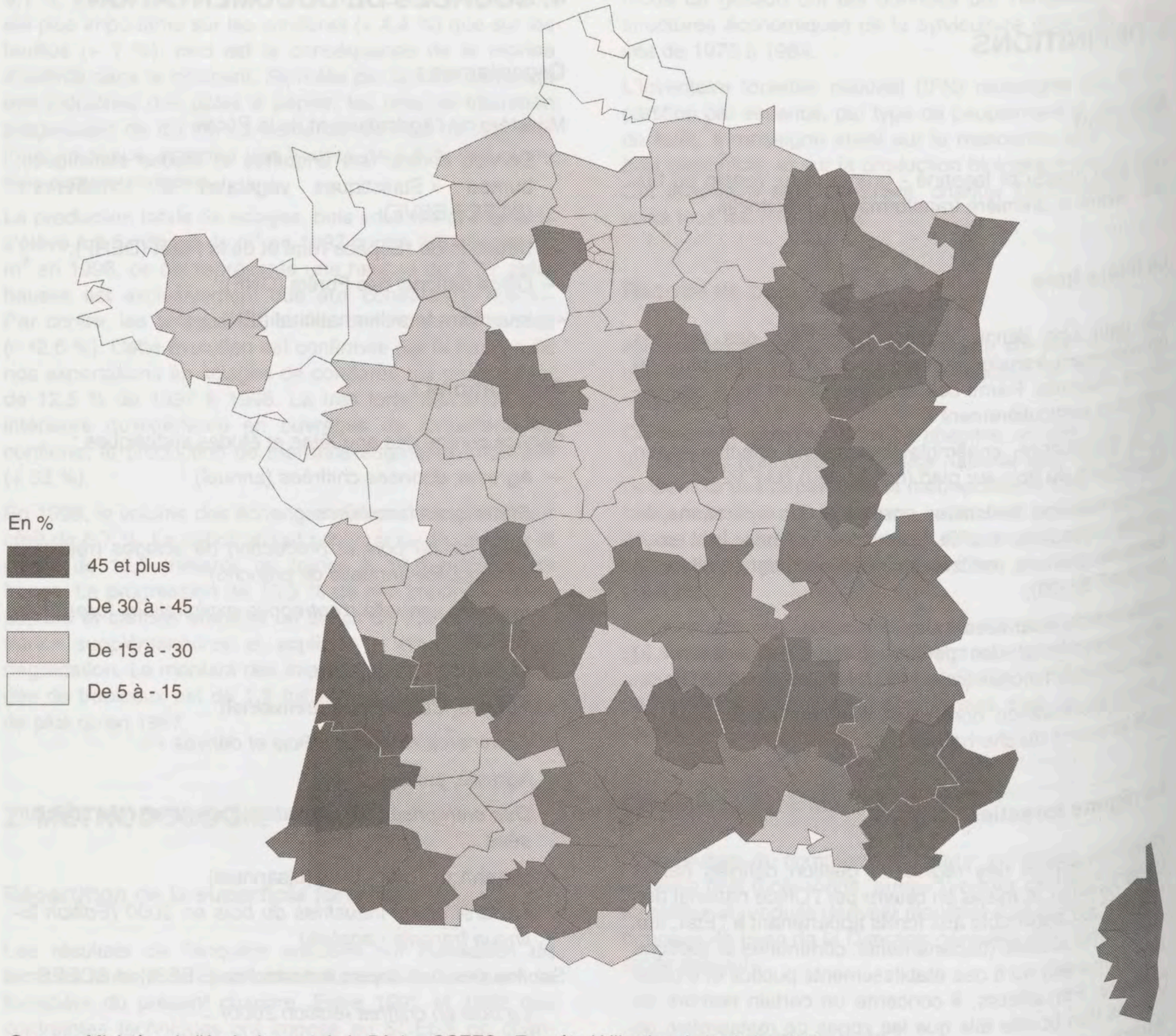
— *Rapport annuel de gestion*

— *Atlas forestier de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.*

*
* *

CARTE I.02

Taux de boisement par département en 1998



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES - Enquête Utilisation du territoire 1998

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 985,5	14 721,1	14 809,4	14 887,1	14 929,2	14 985,1
Feuillus	8 547,6	9 335,2	9 377,3	9 415,3	9 440,6	9 479,9
Conifères	4 109,5	4 093,1	4 118,9	4 125,9	4 124,0	4 121,5
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	...	...	...	...	...
Mixte	1 277,9	1 292,8	1 313,2	1 345,9	1 364,6	1 383,6
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 483,9	1 478,9	1 432,2	1 456,6	1 422,6
Peupleraies	280,0	244,2	245,6	250,3 *r*	253,8	256,3
Total	**15 195,4**	**16 449,2**	**16 533,9**	**16 569,6** *r*	**16 639,6**	**16 664,0**

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1994	1995	1996	1997	1998
ÉTAT :						
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 752	1 753	1 753	1 754	1 755
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	33	43	63	70	69
Total (2)	**1 737**	**1 785**	**1 796**	**1 816**	**1 824**	**1 824**
DÉPARTEMENTS :						
Forêts départementales (2)	21	28	28	31	31	33
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :						
Forêts communales et sectionales	2 426	2 542	2 550	2 556	2 570	2 583
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	86	87	87	88	88
Total (2)	**2 486**	**2 628**	**2 637**	**2 643**	**2 689**	**2 703**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	16	17	19	19	21
Total général au 31 décembre	**4 254**	**4 457**	**4 478**	**4 509**	**4 532**	**4 548**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre 1998

Source : Office national des Forêts (ONF)

Unité : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1997	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1998
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 513,8	7 513,8	2,0	2,0	2,8	2,8
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	6,4	6,4
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,7	0,7	0,8	0,8
Forêts particulières sous contrat	–	–	48,5	48,5	–	–	1,2	1,2
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Ancien domaine colonial (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**38,3**	**38,3**	**7 571,0**	**7 571,0**	**15,3**	**15,3**	**98,9**	**100,9**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Nombre d'incendies	5 881	4 769	4 618	6 563	6 401	8 005	6 600
Surface sinistrée (en hectares)	72 625	16 698	24 995	18 137	11 400	21 582	19 600

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

Unité : Millier d'hectares

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Type d'essence :								
Pins maritimes	•	116,9	6,9	0,6	4,8	3,2	3,6	2,1
Autres pins	•	84,6	4,4	1,0	2,3	2,1	1,9	1,7
Autres conifères	•	304,8	9,5	2,5	3,6	4,3	3,5	2,8
Peupliers	•	60,8	3,4	1,1	2,4	2,9	2,6	2,0
Autres feuillus	•	63,2	7,5	2,5	5,1	6,1	5,2	3,7
Total	•	**630,3**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**
Nature du boisement :								
Boisement	496,7	168,2	7,8	2,5	5,2	3,7	2,3	1,0
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	407,7	20,5	4,1	10,3	10,8	10,8	8,5
Plantations hors forêts (2)	116,0	54,7	3,4	1,1	2,7	4,1	3,7	2,8
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1995		1996		1997	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréés	Total	Agréés	Total	Agrées	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**353**	**465**	**356**	**455**	**336**	**448**
Superficie [en hectares] (2)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 319**	**1 405**	**1 378**	**1 447**	**1 245**	**1 316**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	582	626	636	680	602	646
Autres plants	690	715	849	873	737	779	742	767	643	670
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**85,5**	**87,8**	**84,2**	**85,9**	**76,8**	**79,8**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,3	2,4	2,4	2,5	3,2	3,3
Autres plants :										
– feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	29,0	29,7	30,1	30,4	27,0	28,7
– conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	54,2	55,7	51,7	53,0	46,6	47,8

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachère non comprise.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts

	1980	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Volume vendus ou délivrés (1000 m³)								
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 496	4 667	4 501	4 516	4 619	4 666
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 193	5 566	5 136	5 287	5 415	5 664
Houppiers et taillis-bois enstéres (2)	3 027	3 743	3 697	3 850	3 733	3 573	3 835	3 862
Total	**10 476**	**13 745**	**13 386**	**14 093**	**13 740**	**13 376**	**13 869**	**14 192**
Valeur [million de francs] (3)	...	2 186	2 245	2 720	3 197	2 937	3 034	3 283

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Activité	Numéro de NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (3)	Chiffre d'affaires net (2)	Exportations	Investis-sements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	02.0B	175	3 686	3 607	538	74
Scierie	20.1A et 20.1B	977	20 093	15 431	2 675	609
Total		**1 152**	**23 779**	**19 038**	**3 212**	**683**

(1) Entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.
(3) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

Produit	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Bois d'œuvre (grumes)								
Chêne	3 446	3 169	3 120	2 680	2 677	2 850	2 770	2 801
Hêtre	1 987	2 047	2 582	1 886	1 914	1 912	1 796	1 865
Peuplier	1 770	1 862	3 409	2 477	2 599	2 560	2 322	2 327
Feuillus divers	1 186	846	1 046	990	940	968	883	853
Total feuillus	**8 389**	**7 925**	**10 157**	**8 033**	**8 130**	**8 290**	**7 771**	**7 845**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4 862	5 135	6 495	5 400	6 185	6 363	6 112	6 364
Pin et autres conifères	5 678	5 653	7 693	6 262	6 629	7 044	6 615	6 925
Total conifères	**10 540**	**10 788**	**14 189**	**11 662**	**12 814**	**13 407**	**12 727**	**13 289**
Ensemble des bois d'œuvre (1)	**18 929**	**18 713**	**24 346**	**19 695**	**20 944**	**21 697**	**20 498**	**21 134**
Bois d'industrie								
Feuillus durs	4 652	3 860	3 678	3 093	3 611	3 655	3 232	3 497
Feuillus tendres	1 480	1 093	1 285	1 383	1 661	1 628	1 357	1 558
Sapin, épicéa, mélèze	478	1 021	1 228	1 375	1 787	1 886	1 550	1 850
Pin maritime	1 798	2 068	2 168	2 309	2 607	2 786	2 441	2 451
Autres conifères	779	1 118	1 399	1 117	1 346	1 451	1 117	1 189
Total trituration (2)	**9 187**	**9 160**	**9 757**	**9 277**	**11 012**	**11 406**	**9 698**	**10 545**
Mines feuillus	61	54	32	17	15	15	12	16
Mines conifères	260	159	70	35	35	25	23	29
Bois ronds divers feuillus	320	227	199	239	192	216	218	271
Bois ronds divers conifères	69	88	147	180	121	101	107	111
Poteaux (conifères)	149	76	82	123	120	104	87	57
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**530**	**594**	**483**	**461**	**447**	**484**
Ensemble des bois d'industrie	**10 046**	**9 765**	**10 287**	**9 871**	**11 495**	**11 867**	**10 145**	**11 029**
Bois de feu commercialisé (3)								
Total bois de feu commercialisé (3)	**1 358**	**2 077**	**2 541**	**2 755**	**2 588**	**2 471**	**2 644**	**2 770**

(1) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(2) Papeterie et fabrique de panneaux.
(3) Depuis 1989 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Guadeloupe	0,5	3,6	0,6	0,6	0,3	0,7	0,5	0,8	71,8
Guyane	120,0	94,4	91,0	50,0	51,0	68,2	65,7	53,6	6,2
Martinique	0,8	2,8	1,8	2,4	2,1	2,9	5,3	5,2	8,2
Réunion	3,0	4,4	5,0	8,7	7,2	5,0	6,1	6,0	–

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Sciages (1)								
Chêne	1 124	1 057	1 051	887	904	957	927	892
Hêtre	856	738	966	727	714	707	695	673
Peuplier	488	572	923	714	695	709	629	634
Feuillus divers	582	362	363	315	335	316	312	297
Total feuillus	**3 050**	**2 729**	**3 303**	**2 643**	**2 648**	**2 689**	**2 563**	**2 496**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3 009	3 166	3 656	3 382	3 665	3 744	3 618	3 832
Pin et autres conifères	2 672	2 532	3 299	2 784	2 983	3 083	2 887	2 968
Total conifères	**5 681**	**5 698**	**6 955**	**6 166**	**6 648**	**6 827**	**6 505**	**6 800**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées...	**8 731**	**8 427**	**10 258**	**8 809**	**9 296**	**9 516**	**9 068**	**9 296**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	514	323	332	298	273	265
Autres produits de scierie								
Traverses :								
– chêne	183	100	137	...	...	...	...	...
– autres	62	46	51	...	...	...	...	...
Appareils de voie	76	42	33	...	...	...	...	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**221**	**168**	**167**	**223**	**207**	**188**
Merrains	18	12	33	19	20	27	34	45
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :								
– pour trituration	2 376	2 714	3 617	3 624	3 903	3 932	4 021	4 112
– autres	388	412	353	343	416	430	434	414

(1) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau I.02-8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Unité : Million de francs

	Exportations		Importations	
	1997	1998	1997	1998
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères (grumes + trituration)	149	192	150	137
Feuillus (grumes + trituration)	1 314	1 487	1 383	1 544
Sciages de conifères	535	545	2 536	2 567
Sciages de feuillus	1 209	1 218	1 676	1 664
Traverses	167	160	18	38
Plaquettes, particules et délignures	170	197	255	249
Autres produits (1)	265	286	187	231
Total	**3 809**	**4 085**	**6 205**	**6 430**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	679	674	521	543
Panneaux contreplaqués	3 211	3 408	2 603	2 916
Autres produits du travail mécanique du bois	3 645	4 012	3 295	3 720
Meubles et sièges en bois	5 265	5 986	10 254	11 172
Pâtes et vieux papiers	1 871	1 801	6 477	6 132
Papiers et cartons	17 438	17 375	20 816	23 594
Total	**32 109**	**33 256**	**43 966**	**48 077**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	100	49	23	20
Térébenthine, colophanes et dérivés	191	191	462	486
Liège et ouvrages en liège	202	240	1 279	1 398
Total	**493**	**480**	**1 764**	**1 904**
Ensemble des produits	**36 411**	**37 821**	**51 935**	**56 411**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES).

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	7 845	13 289	–	21 134
Bois d'industrie	5 342	5 686	–	11 028
Bois de trituration et dérivés	5 055	5 489	–	10 544
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	287	197	–	484
Bois de feu	–	–	2 770	2 770
Total de la production	**13 187**	**18 975**	**2 770**	**34 932**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	1 016	3 190	1 068	5 274
Bois d'industrie	3 491	6 174	22 441	32 106
Bois de trituration et dérivés	3 491	6 171	22 398	32 060
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	3	43	46
Bois de feu	–	–	10	10
Total des importations	**4 507**	**9 364**	**23 519**	**37 390**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 026	1 080	992	4 098
Bois d'industrie	1 445	1 592	18 144	21 181
Bois de trituration et dérivés	1 445	1 587	18 074	21 106
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	5	70	75
Bois de feu	–	–	406	406
Total des exportations	**3 471**	**2 672**	**19 542**	**25 685**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	6 835	15 399	75	22 310
Bois d'industrie	7 388	10 268	4 297	21 953
Bois de trituration et dérivés	7 101	10 073	3 510	20 684
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	287	194	–	481
Bois de feu	–	–	2 375	2 375
Total de la consommation apparente	**14 222**	**25 667**	**6 747**	**46 637**

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture, bureau central des statistiques.

1. PRÉSENTATION

En 1997, le déficit du commerce extérieur des produits de la mer s'est élevé à 11,3 milliards de francs, soit une valeur assez stable par rapport aux deux années précédentes. Les quantités échangées sont en légère régression tant en ce qui concerne les importations (- 1,0 %) que les exportations (- 1,9 %). Mais la forte augmentation des prix moyens de ces échanges conduit à une progression en valeur de 2,7 milliards de francs. Les espèces les plus déficitaires du point de vue de ces échanges demeurent le thon, le cabillaud et les lieus.

En valeur, les principales espèces débarquées en France métropolitaine sont la sole, la baudroie, la langoustine, le merlu et le cabillaud alors qu'en quantité, ce sont le merlan, la sardine et l'anchois qui prédominent.

La réduction de la flotte et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré, le nombre de marins semblant quant à lui se stabiliser.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités française (NAF).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués pendant au moins trois mois au cours de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent au poids de produits au moment du débarquement.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées,... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture;

Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFIMER, ex FIOM);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

« *Pêche - Statistiques annuelles 1998* », Document Statistique, Thème 5, série A, Eurostat (annuel).

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes et des Cultures marines, OFIMER (annuel).

Le commerce extérieur des produits de la mer, OFIMER (annuel).

Statistiques des Pêches, captures et quantités débarquées en 1996, FAO, édition 1998, volume 82.

Statistiques des Pêches. Produits en 1996, FAO, édition 1998, volume 83.

La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, 1996, FAO, édition 1997.

*
* *

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout (1)

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.)

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navires en activité

	r 1990	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6 556	5 021	4 847	4 766	4 630	4 512
Puissance	405 901	344 447	339 342	339 299	335 483	331 046
Tonnage	27 479	22 541	22 007	21 943	21 498	23 563
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	691	652	630	587	560
Puissance	157 013	135 620	129 371	124 798	117 998	113 940
Tonnage	20 842	17 610	16 749	16 207	15 212	14 988
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1 022	946	930	912	876	842
Puissance	338 054	325 127	321 865	317 472	307 643	298 827
Tonnage	58 599	58 308	57 635	57 032	55 715	54 576
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	93	89	90	89	89
Puissance	66 546	54 122	51 768	53 230	52 484	52 843
Tonnage	21 697	16 655	15 850	16 173	15 828	16 003
38 mètres et plus :						
Nombre	104	78	75	77	72	71
Puissance	182 971	151 331	148 163	152 827	147 214	144 651
Tonnage	75 205	63 859	62 886	64 607	61 927	60 730
Total :						
Nombre	**8 654**	**6 829**	**6 593**	**6 475**	**6 254**	**6 074**
Puissance	**1 150 485**	**1 010 647**	**990 509**	**987 626**	**960 822**	**941 307**
Tonnage	**203 823**	**178 973**	**175 127**	**175 962**	**170 180**	**169 860**

(1) Navires en activité ou armés au moins un jour pendant l'année indiquée en tête de colonne ou celle qui la précède.

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Bureau Central des Statistiques

Unité : Marin

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Grande pêche	1 164	1 113	969	891	986	1 003	975	974	952
Pêche au large	5 068	4 819	4 559	4 293	3 992	3 773	3 707	3 505	3 392
Pêche côtière	3 536	3 551	3 508	3 490	3 288	3 219	3 120	3 145	3 158
Petite pêche (1)	16 322	15 611	14 871	14 476	14 416	13 932	13 674	13 451	13 530
Total	**26 090**	**25 094**	**23 907**	**23 150**	**22 682**	**21 927**	**21 476**	**21 075**	**21 032**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1994		1995		1996		1997	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	256 958	12 266	161 036	14 339	166 817	13 000	157 700	16 468	194 314
Églefin	3 330	34 860	3 600	20 405	3 590	19 577	4 714	26 742	6 539	47 286
Lieu noir	33 138	206 401	21 961	114 323	16 737	95 756	16 475	92 023	15 014	88 053
Lieu jaune	5 057	85 250	3 825	64 987	3 395	57 055	3 274	56 315	3 013	54 723
Merlan	22 602	202 183	25 394	160 584	24 379	153 364	19 054	139 515	19 180	142 414
Merlu	19 487	530 323	14 336	306 343	12 293	247 156	8 127	220 469	8 376	218 625
Chinchard	7 697	31 768	6 163	23 882	5 924	22 010	7 711	31 906	9 392	41 359
Maquereau	14 400	58 959	14 255	48 653	12 614	43 720	14 393	52 075	15 978	56 576
Plie	7 636	47 365	4 528	36 045	3 921	30 635	3 827	32 692	4 688	40 840
Sole	7 888	398 652	9 509	427 048	8 317	380 212	8 003	421 824	7 948	498 551
Cardine	5 115	108 429	3 683	69 294	4 383	73 603	4 050	73 881	3 755	77 128
Baudroie	16 309	442 712	12 505	297 657	14 820	331 719	15 322	358 122	14 278	375 814
Hareng	11 157	17 518	5 395	9 071	4 500	8 047	4 077	7 209	4 422	6 703
Anchois	14 887	112 930	22 071	192 792	11 257	106 373	19 590	195 340	17 514	169 025
Sardine	21 709	78 974	20 168	64 470	13 339	42 951	16 222	58 820	18 753	63 890
Limande	1 520	13 138	1 236	9 947	1 865	30 319	2 300	42 023	1 746	38 733
Bar	2 910	258 099	2 508	140 935	2 455	132 347	3 467	173 396	3 248	181 375
Turbot	1 015	73 784	1 665	52 779	775	46 304	761	47 791	592	42 217
Langoustine	9 110	371 355	9 628	332 226	9 050	346 940	8 255	332 217	6 882	307 160
Langouste-homard	246	28 834	214	24 196	261	27 594	264	28 209	322	36 040
Crevette grise	252	21 454	531	21 552	245	12 033	307	15 135	254	12 581

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1998

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
OFIMER

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	5 937	180 644	22 135	276 036	16 198	95 392
Baudroie	7 740	319 470	1 402	92 380	− 6 338	− 227 090
Cabillaud, morue	62 655	1 368 147	6 678	204 488	− 55 977	− 1 163 659
Cardine	117	2 408	1 964	55 781	1 847	53 373
Dorade	3 284	80 705	3 673	130 810	389	50 105
Églefin	3 042	54 624	474	10 764	− 2 568	− 43 860
Flétan	2 247	46 020	18	939	− 2 229	− 45 081
Hareng	14 070	106 831	17 885	50 421	3 815	− 56 410
Lieu Alaska, jaune	44 201	615 777	2 764	45 603	− 41 437	− 570 174
Lieu noir	18 133	255 957	1 546	26 187	− 16 587	− 229 770
Lingues	2 900	43 878	73	1 025	− 2 827	− 42 853
Maquereau	29 936	137 159	14 845	76 657	− 15 091	− 60 502
Merlan	4 710	78 599	1 992	32 846	− 2 718	− 45 753
Merlu	24 545	381 161	1 564	43 674	− 22 981	− 337 487
Plie	605	12 434	3 086	27 501	2 481	15 067
Sardine	25 826	249 319	2 408	26 583	− 23 418	− 222 736
Sole	3 608	181 623	3 129	223 552	− 479	41 929
Thon	123 001	2 689 870	131 923	1 357 992	8 922	− 1 331 878

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
OFIMER et Douanes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	r 1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Production nationale						
Quantité	808,4	834,8	868,0	827,7	810,8	794,3
Valeur	8,8	8,4	8,1	7,6	8,0	8,5
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	863,2	838,1	877,2	885,3	923,0	913,9
Valeur importée	15,5	14,2	15,0	15,8	16,2	17,6
Exportations :						
Quantité exportée	341,2	397,5	411,6	385,7	406,6	398,8
Valeur exportée	5,2	4,7	4,9	4,8	5,0	6,3
Solde :						
Quantité	– 522,0	– 440,6	– 465,6	– 499,6	– 516,4	– 439,7
Valeur	– 10,3	– 9,5	– 10,1	– 10,9	– 11,2	– 11,1
Consommation apparente (1)						
Quantité	1 330,4	1 275,4	1 333,6	1 327,3	1 327,2	1 234,0
Valeur	19,1	17,9	18,2	18,6	19,2	19,6

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Espèces débarquées	1993		1994		1995		1996	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	254 858	12 790	161 650	14 399	166 817	13 600	167 706
Eglefin	3 339	34 860	3 843	50 409	3 586	39 577	4 714	28 748
Lieu noir	33 138	205 401	21 961	114 325	16 737	85 786	16 475	92 923
Lieu jaune	5 067	85 259	3 526	64 257	3 365	61 456	3 274	65 315
Merlan	22 802	202 183	25 394	190 544	24 379	153 364	19 054	139 513
Merlu	18 487	650 323	14 236	528 149	12 787	447 196	8 127	229 406
Chinchard	7 897	31 708	8 163	33 582	5 921	32 018	9 711	31 908
Maquereau	14 430	58 959	14 254	48 653	12 614	43 720	14 303	52 878
Plie	1 626	17 265	1 926	19 045	1 971	20 696	3 827	32 592
Sole	1 624	936 640	3 539	437 048	3 317	323 512	4 033	421 824
Cardine	13 115	108 429	3 382	28 794	4 353	73 905	4 050	73 861
Baudroie	16 308	462 712	13 026	397 457	14 800	331 719	15 022	358 122
Hareng	11 167	17 518	5 365	8 377	4 950	8 047	4 017	7 509
Anchois	14 887	112 880	22 071	122 782	11 257	106 373	13 565	106 540
Sardine	21 709	78 974	20 198	64 476	13 930	42 951	16 297	53 909
Limande	1 520	13 138	1 394	9 940	1 605	10 319	2 302	15 020
Raie	2 910	268 000	2 592	240 428	2 468	232 347	2 467	237
Turbot	1 015	75 784	1 020	69 774	775	46 306	1 080	68
Langoustine	8 110	371 300	8 668	430 726	9 039	346 946	8 225	322
Langouste-rouge	246	28 834	214	21 119	261	27 764	264	28
Crevette grise	252	21 458	236	17 258	345	17 039	307	12

TABLEAU I.03-4

Commerce de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la pêche

Source : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture

Unités : Quantité : milliers de tonnes ; Valeur : milliards de francs

Produits/années	1993		1994		1995		1996	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Principales espèces								
Anchois	14,9	0,1	22,1	0,1	11,3	0,1	13,6	0,1
Baudroie	16,3	0,5	13,0	0,4	14,8	0,3	15,0	0,4
Cabillaud, morue	16,2	0,3	12,8	0,2	14,4	0,2	13,6	0,2
Coquilles Saint-Jacques	6,9	0,1	7,2	0,1	7,1	0,1	6,9	0,1
Crevettes roses	1,8	0,1	1,8	0,1	1,8	0,1	1,8	0,1
Eglefin	3,3	0,0	3,8	0,0	3,6	0,0	4,7	0,0
Encornets	7,2	0,1	7,2	0,1	7,2	0,1	7,2	0,1
Hareng	11,2	0,0	5,4	0,0	4,9	0,0	4,0	0,0
Lieu jaune	5,1	0,1	3,5	0,1	3,4	0,1	3,3	0,1
Lieu noir	33,1	0,2	21,9	0,1	16,7	0,1	16,5	0,1
Limande	1,5	0,0	1,4	0,0	1,6	0,0	2,3	0,0
Maquereau	14,4	0,1	14,3	0,0	12,6	0,0	14,3	0,1
Merlan	22,8	0,2	25,4	0,2	24,4	0,2	19,1	0,1
Merlu	18,5	0,7	14,2	0,5	12,8	0,4	8,1	0,2
Moules	6,7	0,1	6,7	0,1	7,6	0,1	8,0	0,1
Plie	1,6	0,0	1,9	0,0	2,0	0,0	3,8	0,0
Raie	2,9	0,3	2,6	0,2	2,5	0,2	2,5	0,2
Sardine	21,7	0,1	20,2	0,1	13,9	0,0	16,3	0,1
Sole	1,6	0,9	3,5	0,4	3,3	0,3	4,0	0,4
Turbot	1,0	0,1	1,0	0,1	0,8	0,0	1,1	0,1
Autres espèces	1	1,1	1	1,1	1	1,1	1	1,1
Total	1	5,2	1	4,6	1	4,1	1	4,2
Consommation apparente (1)	1	6,3	1	5,8	1	5,2	1	5,3

(1) Production + importations - exportations.

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAF groupes 15.1 à 16.0)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie des viandes : branche et secteur d'établissements.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Abattage de volailles : production de la branche.
4. Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
5. Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche.
6. Industrie du poisson : branche et secteur d'établissements.
7. Conserves de poisson : production de la branche.
8. Industrie des fruits et légumes : branche et secteur d'établissements.
9. Industrie des fruits et légumes : production des branches.
10. Industrie des corps gras : branche et secteur d'établissements.
11. Corps gras : production de la branche.
12. Industrie laitière : branche et secteur d'établissements.
13. Industrie laitière : production de la branche.
14. Glaces et sorbets : production de la branche.
15. Travail des grains; fabrication de produits amylacés : branche et secteur d'établissement.
16. Grains et produits amylacés : production de la branche.
17. Fabrication d'aliments pour animaux : branche et secteur d'établissements.
18. Aliments pour animaux : production de la branche.
19. Autres industries alimentaires : branche et secteur d'établissements.
20. Autres industries alimentaires : production des branches.
21. Industrie des boissons : branche et secteur d'établissements.
22. Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches.
23. Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche.
24. Malt : production de la branche.
25. Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche.
26. Tabac : production de la branche.
27. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

En 1998, la production des industries agro-alimentaires (IAA) a augmenté de 1 % en volume. Ce résultat, plus faible qu'en 1997 (+ 1,6 %), traduit la stabilisation des exportations, après leur forte expansion de 1997. Les importations ayant augmenté, l'excédent commercial s'est réduit ; il reste cependant élevé (47,1 milliards de francs). En revanche, la demande intérieure a été soutenue : la consommation à domicile des ménages a progressé de 1,5 % et les autres ventes sur le marché intérieur ont été encore plus dynamiques. L'activité des IAA a ainsi contribué, de façon modérée, à la création d'emplois.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

L'enquête sur l'exercice 1993 a inauguré la Nomenclature d'activités française (NAF) qui a remplacé l'ancienne nomenclature des activités et des produits (NAP) de 1973. Ce changement de nomenclature s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation statistique engagée au niveau européen. La NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. À terme, on disposera de résultats statistiques homogènes facilitant les comparaisons entre les pays européens.

Par rapport à la NAP, les principales modifications sont les suivantes :

— éclatement de l'industrie laitière en quatre classes :
  — inclusion de la vinification dans les IAA ;
  — suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;
  — restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 1997. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1997 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, on a reclassé dans chaque catégorie de produits concernée les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF.

3. DÉFINITIONS

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie des viandes
(NAF groupe 15.1)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins, d'équins; abats comestibles ou non; laines, cuirs et peaux bruts; graisses animales comestibles et sous-produits animaux non comestibles.

— Viande et abats de volaille, de lapin et de gibier, frais, congelés ou surgelés; plumes et duvets.

— Préparations industrielles à base de viandes : charcuterie et conserves à base de viandes : saucisses, saucissons secs, saucissons cuits, pâtés, jambons et épaules cuits, viandes et abats salés, en saumure séchés ou fumés; préparations de foie gras; plats préparés à base de viande; farines de viandes pour animaux.

Industrie du poisson
(NAF groupe 15.2)

— Poissons frais, congelés ou surgelés, séchés, salés ou fumés; coquillages, crustacés et mollusques surgelés ou en conserve; plats préparés à base de poissons, de crustacés et de mollusques; escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve; farines de poissons pour animaux; déchets de l'industrie du poisson.

Industrie des fruits et légumes
(NAF groupe 15.3)

— Pommes de terre conservées par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; purée déshydratée; chips; frites; plats préparés à base de pomme de terre; produits apéritifs à base de pomme de terre; farines de pomme de terre.

— Jus de fruits et de légumes frais, surgelés ou concentrés.

— Légumes conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation, lyophilisation, dans l'huile, le vinaigre, la saumure; plats cuisinés et préparations à base de légumes.

— Fruits conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; confitures, marmelades, compotes et gelées; fruits à coque grillés ou salés; conserves de fruits; fruits à l'alcool et à l'eau de vie.

Industrie des corps gras
(NAF groupe 15.4)

— Huiles végétales brutes et raffinées; tourteaux et farines oléagineuses; huiles et graisses animales non comestibles; huiles et graisses hydrogénées; cires végétales et résidus divers.

— Margarine; spécialités à tartiner (non compris celles à base de produits laitiers : groupe 15.5).

Industrie laitière
(NAF groupe 15.5)

— Laits liquides frais, pasteurisés, stérilisés, UHT, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris le lait utilisé à la ferme : groupe 01.2); crèmes de lait; produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais.

— Beurre, y compris concentré ou allégé; pâtes à tartiner à base de produits laitiers.

— Fromages frais, à pâte molle, persillée...; fromages fondus...

— Laits concentrés et laits secs sucrés et non sucrés, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris les laits pour nourrissons, groupe 15.8).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets en vrac ou en conditionnement individuel (non compris les spécialités pâtissières glacées, groupe 15.8).

Travail des grains; fabrication de produits amylacés
(NAF groupe 15.6)

— Farines, y compris sons et résidus; farines préparées pour la boulangerie, la pâtisserie.

— Semoules; riz décortiqué ou transformé; céréales transformées (grillées, soufflées, en flocons) pour le petit déjeuner.

— Produits amylacés : amidons et fécules, maltodextrine, glucose; tapioca; huile de germe de maïs; résidus d'amidonnerie.

Fabrication d'aliments pour animaux
(NAF groupe 15.7)

— Aliments composés complets ou complémentaires pour animaux de ferme; aliments d'allaitement; composés minéraux et prémélanges; fourrages déshydratés.

— Aliments pour animaux de compagnie.

Autres industries alimentaires
(NAF groupe 15.8)

— Fabrication industrielle de pains, de viennoiseries et de pâtisseries (fraîches et surgelées); pâtes et pâtons précuits surgelés.

— Cuisson de produits de boulangerie.

— Produits de la boulangerie, de la boulangerie-pâtisserie et de la pâtisserie, artisanales.

— Biscottes et pains grillés; biscuits sucrés ou salés (y compris extrudés); pâtisserie industrielle de conservation; pain d'épices.

— Sucre de betterave et de canne : brut, raffiné ou conditionné; sucre cristallisé, en morceaux...; sucres vanillés et vanillinés; sirops de sucre et de mélasses; résidus de sucrerie (non compris édulcorants de synthèse, groupe 24.4).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : cacao en masse, en poudre sucré et non sucré, beurre de cacao, chocolat de couverture, chocolat en tablettes, confiserie de chocolat, autres produits de chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner contenant du cacao).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits), fruits confits (notamment marrons glacés); coquilles et pellicules de cacao.

— Pâtes alimentaires fraîches ou non, cuites ou farcies; couscous (y compris le couscous garni).

— Café torréfié en grain, moulu, soluble, concentré, décaféiné; thé conditionné (y compris en sachets); chicorée en grain, moulue, soluble et liquide; infusions.

— Condiments et assaisonnements : vinaigres, moutardes, sauces préparées (émulsionnées, non émulsionnées, cuisinées, ketchup...); épices conditionnées.

— Aliments adaptés à l'enfant et aliments diététiques : laits pour nourrissons, farines et aliments diversifiés pour bébés (notamment préparations élaborées, type «petit pot»); produits diététiques ou de régime (notamment aliments enrichis en fibres, à teneur particulière en vitamines, glucides, protides...).

— Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz et de semoule, pour crème pâtissière; entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz) : petits déjeuners en poudre ou granulés; bouillons et potages : bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes; oeufs en conserve (notamment poudre d'oeuf et oeufs cuits); levures (notamment levure de panification, levure-aliment); poudres à lever; autres produits alimentaires divers (notamment extraits de malt); additifs et épaississants alimentaires.

Industrie des boissons
(NAF groupe 15.9)

— Eaux de vie naturelles : boissons alcooliques distillées (cognac, armagnac, calvados, rhum, whisky, eaux de vie de fruits ou de grains...); alcool éthylique pur non dénaturé < 80 % en volume.

— Spiritueux : liqueurs digestives et crèmes de cassis, spiritueux consommés à l'eau (amers, bitters, gentianes, anisés).

— Alcool éthylique non dénaturé > 80 % en volume et alcool dénaturé (non compris l'alcool éthylique de synthèse : groupe 24.1).

— Champagne et mousseux.

— Vins (non compris les vins issus de la transformation du raisin produit par la même exploitation : groupe 01.1); vins doux naturels et vins de liqueur; moûts de raisin; tartre et lie de vin.

— Cidre et autres boissons fermentées (poiré, hydromel, saké...).

— Vins aromatisés; vermouths.

— Bière, y compris bière sans alcool et panaché; résidus de brasserie et de distillerie.

— Malt.

— Eaux minérales et eaux de sources.

— Boissons rafraîchissantes sans alcool (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, apéritifs sans alcool, divers).

Industrie du tabac
(NAF groupe 16.0)

— Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser; déchets de tabac.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopérative bétail et viandes (FNCBV).

— Syndicat national du commerce de porcs.

— Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs .

— Conseil national du cuir.

— CHASYCA-SYNAVOL.

— Fédération nationale de l'Industrie laitière.

— Fédération nationale des coopératives laitières.

— Syndifrais.

— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.

— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.

— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.

— Bureau national interprofessionnel du pruneau.

— Fédération française des industries d'aliments conservés.

— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.

— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.

— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.

— Office national interprofessionnel des céréales.

— Association nationale de la meunerie française.

— L'Alliance 7.
— Comité français de la semoulerie industrielle.
— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.
— Union des semouliers de maïs.
— Syndicat de la rizerie française.
— Chambre syndicale de la malterie française.
— Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
— Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
— Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
— Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
— Syndicat national des déshydrateurs de France.
— FACCO.
— Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
— Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
— Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
— Fédération nationale des huileries métropolitaines.
— Syndicat des protéines et corps gras animaux.
— Syndicat national des fabricants de sucre de France.
— Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
— Union des sociétés d'intérêt collectif agricole de la transformation des pulpes de betteraves (USICA).
— Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
— Syndicat des fabricants de chicorée de France.
— Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
— Fédération des industries condimentaires de France.
— Syndicat national des fabricants de vinaigres.
— Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
— Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
— Bureau national interprofessionnel du cognac.
— Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
— Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
— Syndicat national des fabricants de liqueurs.
— Union des producteurs français de spiritueux.
— Conseil national des vins aromatisés.
— Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
— Association des brasseurs de France.
— Syndicat national des industries cidricoles.
— Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
— Fédération nationale des boissons.
— Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
— Syndicat national des fabricants de sirops.
— Chambre syndicale des eaux minérales.
— Syndicat des eaux de source.
— SEITA.

Publications :

● Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries données chiffrées IAA (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches, y compris prodcom », Agreste, série données chiffrées IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

« Les industries agro-alimentaires en 1997 : une reprise affermie », *INSEE-Première* , n° 587, mai 1998.

« Les industries agro-alimentaires en 1998 : une croissance plus modeste en 1998 », *INSEE-Première* , n° 672, août 1999.

« Les comptes de l'agriculture en 1998 - Rapport présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation - Session du 15 juin 1999 », *Synthèses*, juillet 1999.

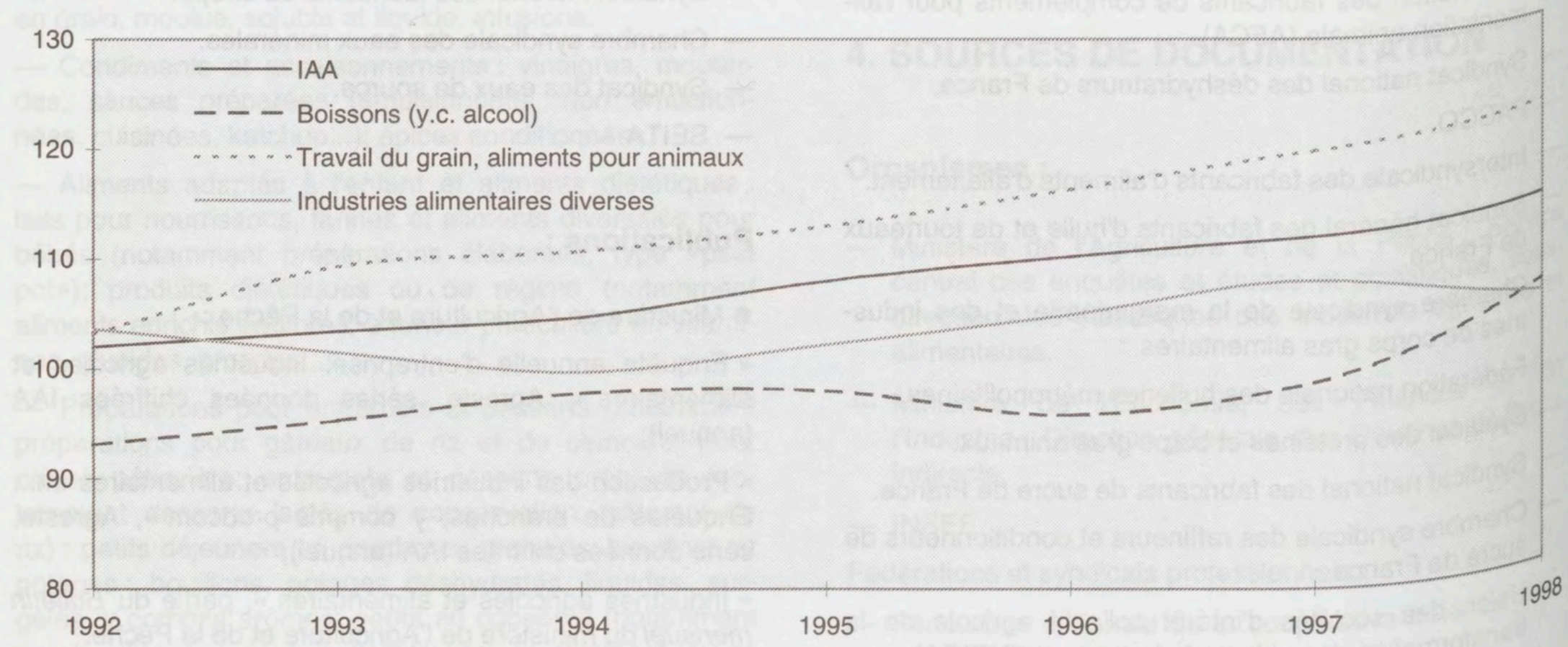
Cf. autres publications au chapitre I.01.

*
* *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :

moyenne annuelle de l'indice mensuel (1)



(1) Base 100 en 1990

Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie des viandes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Production de viandes de boucherie	15.1A	42 142	84 509,9	42 192	5 317,0	1 148,2
Production de viandes de volailles	15.1C	27 706	32 173,9	28 317	2 964,6	579,6
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	45 628	54 062,4	43 736	5 383,7	1 645,6
Total		**115 476**	**170 746,2**	**114 245**	**13 665,3**	**3 373,4**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Direction des services vétérinaires.
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Production de viandes de boucherie	**15.1A**					
Abattage de :						
Gros bovins		1 402,7	1 334,7	1 400,9	1 451,4	1 437,8
Veaux		258,9	252,5	246,2	243,0	239,2
Ovins-caprins		130,6	123,6	118,7	123,2	119,6
Porcins		1 771,5	1 853,8	1 871,8	1 909,6	1 944,6
Équidés		11,7	10,2	9,9	10,9	10,8
Total		**3 575,4**	**3 574,8**	**3 647,5**	**3 738,1**	**3 752,0**
Viandes et abats surgelés et congelés :						
– destinés à la consommation directe		164,8	...	...	...	...
– destinés à une transformation ultérieure		240,6	...	...	...	...
Total		**405,4**	...	...	...	...

TABLEAU I.04-3

Abattage de volailles (1) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Volailles	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Production de viandes de volailles	**15.1C**					
Abattage de :						
Poussins, poulets, poules, coqs		1 044,2	1 030,4	1 040,1	1 112,3	1 104,0
Dindes		509,7	563,2	626,8	635,8	674,9
Pintades, canards, oies		147,9	163,8 *r*	188,9	204,4	223,4
Lapins		63,4	61,0	59,9	62,6	59,0
Total		**1 765,2**	**1 818,4**	**1 915,7**	**2 015,1**	**2 061,3**
Viandes surgelées et congelées de volailles, lapins, gibier :						
– destinées à la consommation directe		335,9	...	...	...	...
– destinées à une transformation ultérieure		259,6	...	...	...	...
Total		**595,5**	...	...	...	...

(1) Y compris lapins.

TABLEAU I.04-4

Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Viande salée, en saumure, séchée, fumée		117,1	120,2	124,8	127,9	127,2
Jambons cuits		206,5	218,8	223,1	227,4	222,4
Épaules cuites et charcuteries cuites diverses		56,7	57,2	56,2	57,4	58,2
Saucissons secs		92,6	93,8	95,5	102,5	99,6
Saucissons cuits et similaires		63,9	56,4	58,0	56,5	56,6
Saucisses et similaires		148,4	154,9	163,1	173,2	175,6
Pâtés		127,5	133,4	163,8	169,1	167,2
Préparations et conserves diverses de viande		85,8	92,5	88,0	114,8	121,7
Total		**898,5**	**927,2**	**972,5**	**1 028,8**	**1 028,5**
Conserves de volailles et de gibier		21,6	22,7	19,1 *r*	23,6 *r*	24,5

TABLEAU I.04-5

Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Plats préparés		314,2	303,3	328,8	323,9	306,4
Pâtes alimentaires cuisinées		94,9	95,7	95,8	101,5	94,5
Autres plats préparés		219,3	207,6	233,0	222,4	211,8
Plats préparés surgelés et congelés (1)		115,9	...	...	...	...

(1) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18° C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12° C.

TABLEAU I.04-6

Industrie du poisson : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie du poisson	**15.2**					
Industrie du poisson	15.2Z	11 443	13 177,9	11 520	1 353,1	479,2
Total		**11 443**	**13 177,9**	**11 520**	**1 353,1**	**479,2**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-7

Conserves de poisson : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Confédération Française de la Conserve

Produit	N° de la NAF	Unité (1)	1993	1994	1995	1996	1997
Industrie du poisson	**15.2Z**						
Conserves de poisson		10^3 tonnes demi-brutes	108,6	114,5	112,9	124,7	117,3
Poissons de mer surgelés et congelés (2)		10^3 tonnes	78,6	...	...	...	...

(1) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(2) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18° C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12° C.

TABLEAU I.04-8

Industries des fruits et légumes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des fruits et légumes	**15.3**					
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 543	2 910,2	2 999	383,6	300,9
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 719	5 467,3	2 320	347,9	130,4
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 057	14 226,7	12 406	1 526,1	621,9
Transformation et conservation de fruits	15.3F	4 336	6 680,8	3 672	507,1	167,8
Total		**21 655**	**29 285,0**	**21 397**	**2 764,7**	**1 221,0**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-9

Industries des fruits et légumes : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Produits	N° de la NAF	Unités (1)	1993	1994	1995	1996	1997
Transformation et conservation de pommes de terre	**15.3A**						159,5
Pommes de terre préparées (2)		10^3 tonnes	143,8	137,4	131,0	139,0	285,0
Produits surgelés de pommes de terre (3)			204,0	229,8	249,8	267,7	
Préparation de jus de fruits et légumes (sauf nectars)	**15.3C**						...
Jus de fruits		millier hl	1 617,0	1 574,0	...	...	...
dont : Pomme		»	378,0	243,0	...	...	...
Raisin		»	1 175,0	1 245,0	...	...	...
Tomates		»	52,0	56,0	...	...	
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**						1 238,5
Conserves de légumes (4)		10^3 tonnes	1 315,0	1 319,9 *r*	1 392,3	1 444,5	136,9
dont : Petits pois		demi-brutes	168,6	159,2	176,5	172,7	286,8
Haricots verts		»	259,0	261,5	284,5	286,2	283,0
Macédoine et mélanges de légumes		»	271,6	263,3	287,5	300,7	...
Champignons de couche		»	161,1	139,4	144,7	137,2	45,3
Tomates : spécialités		»	50,6	54,7 *r*	44,9	46,6	36,2
Concentré de tomates		10^3 tonnes	29,7	33,8 *r*	34,8	35,1	61,5
Conserves de légumes divers cuisinés sans garniture		»	51,8	65,5	67,9	60,0	...
Légumes surgelés et congelés (3)		»	326,6	...	...	...	
Transformation et conservation de fruits	**15.3F**						384,7
Conserves de fruits et confitures		10^3 tonnes	390,3	371,9	370,6	387,7	154,8
Compotes et purées de fruits en conserve		»	133,0	130,8	141,9	152,6	74,0
Conserves de fruits		»	96,2	81,0	70,3	78,8	155,9
Confitures		»	161,1	160,1	158,3	156,3	...
Fruits surgelés et congelés (3)		»	...	...	...	...	

(1) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(2) Purée, pommes chips et « produits divers ».
(3) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 18 °C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température « à cœur » égale ou inférieure à - 12 °C.
(4) L'année indiquée en tête de la colonne est celle de la fin de la campagne. Le total conserves de légumes est calculé hors concentré de tomates du fait de la différence d'unités.

TABLEAU I.04-10

Industrie des corps gras : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des corps gras	**15.4**					
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	842	1 273,4	1 211	*c*	*c*
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	1 898	8 010,3	1 327	265,9	68,5
Fabrication de margarine	15.4E	263	672,0	259	*c*	*c*
Total		**3 003**	**9 955,7**	**2 797**	**526,3**	**266,9**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-11

Corps gras : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Huiles et graisses brutes et raffinées	**15.4A et 15.4C**					
Huiles raffinées						
Arachide		551	501	577	654	707
Colza		69	55	53	53	49
Soja		92	92	91	105	101
Tournesol		27	26	19	29	37
Autres (1)		320	290	395	451	493
Tourteaux		43	38	19	16	27
dont : Arachide		1 310	1 430	1 724	1 645	1 716
Colza		–	6	7	8	3
Soja		301	517	495	464	534
Tournesol		302	295	526	401	397
Margarine	**15.4E**	706	607	691	769	780
		138	**131**	**130**	**138**	**140**

(1) Y compris huiles de maïs et de pépins de raisin.

TABLEAU I.04-12

Industrie laitière : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	**15.5**					
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	14 687	36 111,1	15 907	2 529,0	1 077,4
Fabrication de beurre	15.5B	2 773	11 671,0	2 337	343,0	228,4
Fabrication de fromage	15.5C	26 630	48 557,2	25 626	3 547,5	1 151,3
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 622	16 225,2	4 719	750,0	286,3
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	5 597	5 795,4	5 767	920,6	373,8
Total		**54 309**	**118 359,9**	**54 356**	**8 090,1**	**3 117,2**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Industrie laitière : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES - AGRESTE), ONILAIT

	N° de la NAF	Unités	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Commerce de gros de produits laitiers : collecte	**51.3G**						
Lait de vache		10^6 litres	22 188	22 600	22 731	22 532	22 374
Lait de chèvre		»	246	245	274	302	325
Lait de brebis		»	187	189	208	219	223
Lait liquide et produits frais	**15.5A**						
• Laits liquides.							
Lait cru		10^6 litres	1	1	–	–	–
Lait pasteurisé conditionné (1)		»	201 *r*	181 *r*	178	167	150
Lait stérilisé (sauf aromatisé)		»	348	275	260	255	265
Lait UHT (sauf aromatisé)		»	3 287	3 390	3 359	3 354	3 418
Lait aromatisé		»	50	48	46	44	43
• Produits frais.							
Crème		10^3 tonnes	255	265	245	261	265
Laits fermentés (yaourts et autres)		»	1 045	1 079	1 111	1 114	1 169
Desserts lactés frais		»	390	414	421	445	453
Beurre	**15.5B**	»	**377**	**376**	**381**	**404**	**383**
Fromages	**15.5C**						
Fromage de vache		10^3 tonnes	1 442	1 474	1 498	1 515	1 524
– à pâte molle		»	458	462	460	463	464
– à pâte pressée non cuite		»	204	207	215	217	209
– à pâte pressée cuite		»	271	275	284	285	287
– à pâte persillée		»	32	31	32	33	35
– frais		»	477	499	507	517	529
Fromage de chèvre et mi-chèvre		»	38	41	41	45	49
Fromage de brebis		»	39	40	45	44	46
Fromage fondu		»	116	119	127	128	129
Autres produits laitiers	**15.6D**						
• **Laits concentrés.**							
– sucré		10^3 tonnes	33	24	35	30	26
– non sucré		»	31	27	12	12	13
• **Laits secs.**							
Lait en poudre petit boitage		»	111	103 *r*	72	134	150
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé		»	211	212	215	237	251
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)		»	346	346	364	368	368
– écrémé		»	243	251	265	276	288
– réengraissé (matière grasse déduite)		»	103	95	99	92	80
• **Produits dérivés de l'industrie laitière.**							
Poudre de babeurre		10^3 litres	29	33	31	34	30
Poudre de lactosérum		»	479	497	540	517	504
Lactose		»	16	17	31	43	41
Caséine et caséinates		»	31	30	38	37	40

(1) Jusqu'en 1994 inclus, lait pasteurisé vrac + conditionné; à partir de 1995, changement de concept : seulement lait pasteurisé conditionné. La série a été rétropolée.

TABLEAU I.04-14

Glaces et sorbets : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Glaces et sorbets	**15.5F**					
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel		62	72	62	60	55
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial		262	284	276	249	258
Total		**324**	**356**	**338**	**309**	**313**

TABLEAU I.04-15

Travail des grains; fabrication de produits amylacés : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Travail des grains; fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A	5 354	11 339,6	5 316	848,7	318,8
Autres activités de travail des grains	15.6B	1 947	4 767,0	2 015	*c*	*c*
Fabrication de produits amylacés	15.6D	2 834	7 244,3	4 345	*c*	*c*
Total		**10 135**	**23 350,9**	**11 676**	**2 056,9**	**1 758,7**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-16

Grains et produits amylacés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
ONIC et Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Travail des grains, fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie						
Farine de blé tendre	15.6A	5 786	5 651	5 681	5 973	5 985
Autres activités de travail des grains						
Semoule	15.6B	479	469	504	495	499
Produits amylacés						
Amidons et fécules	15.6D	1 701	1 705	1 726	1 884	1 867
Malto-dextrine, glucose		897	945	986	1 054	1 296
Amidons et fécules transformés divers		350	357	372	360	361

TABLEAU I.04-17

Fabrication d'aliments pour animaux : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)			Secteur d'établissements (2)	
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**					
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	12 954	38 031,6	13 616	2 185,6	863,3
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	4 449	11 635,7	4 431	970,1	347,8
Total		**17 403**	**49 667,3**	**18 047**	**3 155,7**	**1 211,1**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-18

Aliments pour animaux : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Aliments pour animaux de ferme	**15.7A**					
Aliments composés pour animaux de ferme		20 249 *r*	20 797	21 230	22 003	22 601
dont : bovins		3 839	3 984	4 037	4 170	4 207
porcins		6 373	6 417	6 381	6 663	6 945
volailles		7 999	8 366	8 775	9 136	9 446
aliments d'allaitement		584	600	555	534	486
Aliments pour animaux de compagnie	**15.7C**	1 549	1 609	1 647	1 732	1 870

TABLEAU I.04-19

Autres industries alimentaires : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Autres industries alimentaires	**15.8**					
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	21 682	16 247,6	19 798	2 366,2	642,5
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	14 718	14 280,7	14 434	2 085,4	648,6
Fabrication de sucre	15.8H	8 039	20 255,9	8 814	1 755,6	1 055,6
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 006	23 317,8	15 867	2 519,0	713,0
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 938	5 165,3	3 890	629,0	295,9
Transformation du thé et du café	15.8P	5 871	12 831,3	6 048	1 250,1	387,1
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	2 741	6 175,8	2 828	503,6	145,4
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 353	5 271,4	3 711	617,4	156,6
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	7 738	21 280,3	7 362	1 186,9	740,4
Total		**84 086**	**124 826,1**	**82 752**	**12 913,2**	**4 785,1**

(1) Entreprises de plus de 10 salariés.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-20

Autres industries alimentaires : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	N° de NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Biscuiterie, biscotterie, pâtisserie de conservation	**15.8F**	**589**	**586**	**602**	**629**	**639**
Biscuiterie		472	468	487	511	521
Biscuits salés		30	31	35	36	37
Biscuits secs		92	91	91	95	93
Biscuits divers		214	217	222	241	239
Pâtisseries de conservation, pain d'épice		136	129	140	140	153
Biscotterie		117	118	115	118	117
Sucre						
Sucreries, raffineries de sucre	**15.8H**					
Sucre de betterave (1)		4 345	4 346	4 014	4 198	4 179
Sucre de canne		254	242	236	261	272
Chocolaterie, confiserie						
Chocolaterie ensemble	**15.8K**	544,3	554,0	569,9	576,8	629,7
Produits demi-finis		205,8	198,6	198,0	199,4	242,6
dont : Cacao en masse		59,6	31,0	24,7	30,1	47,9
Beurre de cacao		*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Couverture (2)		105,6	117,7	118,9	*c*	*c*
Produits finis		338,5	355,4	371,9	377,4	387,1
dont : Cacao sucré ou granulé		48,4	52,0	51,0	52,4	50,2
Chocolat en tablettes		109,5	101,9	110,2	118,6	116,9
Confiserie de chocolat		154,3	156,0	161,5	158,6	169,1
Confiserie de sucre		190,5	196,3	206,1	207,3	213,1
dont : Sucres cuits et autres bonbons		68,9	68,6	71,7	71,8	71,2
Gommes à mâcher		40,9	44,7	47,2	45,6	48,6
Fruits confits		15,3	15,2	15,4	14,2	14,2
Pâtes alimentaires et couscous	**15.8M**	**347,0**	**342,0**	**354,0**	**352,7**	**345,8**
Condiments et assaisonnements						
Condiments, vinaigres, sauces préparées	**15.8P**					
Moutardes		67,7	70,7	75,8	67,5	79,8
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)		102,3	102,4	106,6	121,4	128,0
Sauces préparées		117,2	135,2	146,0	183,8 *r*	198,3
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées		65,3	80,6	89,3	87,8	94,5
Sauces appertisées		40,6	40,3	34,2	42,5 *r*	41,7
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**					
Fruits et légumes condimentaires		**32,5**	**36,3**	**37,4**	**36,5**	**38,3**
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	**15.8T**					
Aliments diététiques de l'enfance		69,7	70,5	79,7	76,5	95,1
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (3)		34,3	36,8	39,3	42,9	45,7
Industries alimentaires n.c.a.	**15.8V**					
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (4)		118,3	132,9	148,5	157,9	179,9
Bouillons et potages						
Bouillons solides		9,7	8,5	8,4	9,8	9,1
Potages déshydratés		21,1	24,9	24,7	28,0	26,7
Soupes et potages surgelés et congelés		3,6	...	...	...	...
Produits alimentaires divers (5)						
Ovo-produits liquides		...	...	...	115,2	131,4
Ovo-produits séchés		...	...	...	6,2	7,1
Ovo-produits congelés		...	...	...	4,1	4,1

(1) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(2) Y compris imitation du chocolat.
(3) Non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(4) Y compris les desserts lactés de conserve.
(5) La structure de l'enquête concernant ce domaine a été modifiée en 1996.

TABLEAU I.04-21

Industrie des boissons : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des boissons	**15.9**					232,3
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	3 966	11 453,7	3 784	767,7	178,4
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 566	6 381,6	4 259	847,8	105,3
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	1 083	2 505,7	852	143,3	386,0
Champagnisation	15.9F	5 972	17 750,3	5 997	1 412,8	422,7
Vinification	15.9G	4 265	8 952,8	3 590	577,5	25,7
Cidrerie	15.9J	454	611,6	332	47,0	5,4
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	258	290,1	122	21,5	843,8
Brasserie	15.9N	5 519	11 929,2	5 399	1 133,6	47,8
Malterie	15.9Q	585	2 573,8	537	93,7	1 269,6
Industrie des eaux de table	15.9S	8 301	13 483,7	8 896	1 685,9	232,5
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	5 122	14 762,7	3 088	637,6	
Total		**39 091**	**90 695,2**	**36 856**	**7 368,4**	**3 749,5**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-22

Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale des douanes et droits indirects
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

	N° de la NAF	P ou E (1)	1993	1994	1995	1996	1997
Eaux de vie naturelles	**15.9A**						
Production d'alcool par les distillateurs de profession							4 655
Betteraves et mélasses		P	4 008	4 239	3 989	4 448	590
Vins (cognac, armagnac, autres)		»	967	647	593	362	560
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)		»	460	468	466	487	
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)		»	112	31	36	25	33
Produits agricoles divers (2)		»	170	181	376	317	459
Total alcool agricole			**5 717**	**5 566**	**5 460**	**5 639**	**6 297**
Cognac		E	380	413	408	408	394
Autres produits chimiques organiques de base	**15.9D**						
Alcool de synthèse		P	1 383	1 315	1 574	1 468	1 375

(1) P = Production ; E = Expéditions
(2) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-23

Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou E (1)	1993	1994	1995	1996	1997
Spiritueux							
Liqueurs autres que cassis	**15.9B**	P					
Crème de cassis		»	390	384	453	443	436
Spiritueux consommés à l'eau		»	141	139	124	143	144
		»	1 679	1 544	1 586	1 711	1 375
Champagnisation							
Champagne (million de bouteilles)	**15.9F**	E					
		»	229	242	247	256	269
Cidrerie							
Cidre	**15.9J**	P					
		»	862	1 043	1 173	1 189	1 196
Autres boissons fermentées							
Apéritifs à base de vin (2)	**15.9L**	P					
		»	426	362	337	190 ■	205
Brasserie							
Bière	**15.9N**	P	18 291	17 668	18 311	17 140	17 010

(1) P = Production ; E = Expéditions.
(2) À partir de 1996, l'Italie récupère les ventes de vermouths.

TABLEAU I.04-24

Malt : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Chambre syndicale de la Malterie Française

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997
Malt d'orge de brasserie	15.9Q	1 198	1 140	1 185	1 196	1 158

TABLEAU I.04-25

Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou V (1)	1993	1994	1995	1996	1997
Industrie des eaux de table (2)	**15.9S**	V					
Eaux minérales naturelles (million de litres)		»	5 100	5 300	5 211	5 042	5 347
Eaux de source		»	13 400	16 500	26 870	27 530 *r*	29 450
Boissons rafraichissantes	**15.9T**						
Boissons gazeuses :		P	15 810	16 930	16 089	15 916	17 122
Limonades, sodas		»	4 630	4 740	3 869	3 536	3 442
Colas, tonics, bitters		»	11 180	12 190	12 220	12 380	13 680
Boissons aux fruits		V	4 543	4 382	4 535	4 200	4 133
dont : Orange		»	3 513	3 307	3 416	3 145	3 174
Nectars de fruits		V	1 848	1 876	2 044	2 253	2 265
dont : Abricot		»	181	181	167	159	136
Orange		»	940	1 142	1 298	1 373	1 233
Sirops		P	1 575	1 668	1 649	1 608	1 650

(1) P = Production ; V = Vente.
(2) Chiffres des enquêtes PRODCOM du SCEES à compter de l'année 1995.

TABLEAU I.04-26

Tabac : production de la branche

Source : SEITA

Produits	N° de la NAF	Unités	1993	1994	1995	1996	1997
Industrie du tabac	**16.0Z**						
Cigares et cigarillos		Million	712	580	615	703	644
Cigarettes		»	47 912	48 188	46 361	46 931	44 646
Cigarettes à filtre		»	31 622	33 780	32 916	34 166	33 931
Cigarettes sans filtre		»	16 290	14 408	13 446	12 765	10 715
Scaferlatis		Tonne	3 600	4 101	4 076	4 352	3 800
Tabacs à priser		»	3	–	1	–	–
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)		»	15	11	9	10	7

TABLEAU I.04-27A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95 — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAF	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**111 526**	**116 789**	**117 795**	**124 240**	**131 590**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**35 665**	**36 326**	**33 218**	**33 840**	**34 951**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**24 868**	**24 394**	**21 959**	**22 043**	**21 435**
Viandes de boucherie	HB01A	20 359	19 667	17 004	16 870	16 293
Viandes de volailles	HB01B	2 005	2 029	2 137	2 272	2 226
Préparations à base de viandes	HB01C	2 504	2 698	2 818	2 901	2 916
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**10 797**	**11 932**	**11 259**	**11 797**	**13 516**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	1 892	2 144	2 294	2 407	2 675
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	278	314	341	356	478
Beurre	HB02C	2 445	2 951	2 291	2 810	2 911
Fromages	HB02D	3 478	3 688	3 838	3 758	4 110
Autres produits laitiers	HB02E	2 102	2 152	1 815	1 726	2 369
Glaces et sorbets	HB02F	602	683	680	740	973
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**75 861**	**80 463**	**84 577**	**90 400**	**96 639**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**8 108**	**9 040**	**9 715**	**10 037**	**11 189**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	2 469	2 714	2 787	2 822	3 135
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	503	413	466	390	282
Champagnes	HB03C	38	80	76	142	151
Vins	HB03D	2 472	2 740	2 785	3 134	3 316
Cidres	HB03E	20	27	21	21	21
Autres boissons fermentées	HB03F	94	127	131	133	139
Bières	HB03G	1 284	1 428	1 763	1 690	2 179
Malt	HB03H	56	77	92	90	112
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	1 172	1 434	1 594	1 615	1 854
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**7 084**	**7 166**	**7 433**	**8 051**	**7 812**
Farines	HB04A	639	631	656	682	759
Autres activités du travail des grains	HB04B	2 417	2 376	2 585	2 873	2 774
Produits amylacés	HB04C	1 929	2 062	2 027	1 923	1 826
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	11	9	17	39	13
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	2 088	2 088	2 148	2 534	2 440
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**52 660**	**56 048**	**58 556**	**62 676**	**67 423**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	10 965	11 777	11 797	12 734	15 060
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	5 175	5 800	5 739	5 743	6 163
Jus de fruits et légumes	HB05C	2 671	2 933	2 912	3 025	3 255
Préparations à base de fruits	HB05D	3 345	3 405	3 444	3 806	4 273
Huiles et graisses brutes	HB05E	7 670	6 868	8 353	9 394	8 477
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	2 724	3 055	3 096	3 428	3 715
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	729	775	909	952	1 044
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 686	3 836	4 078	4 109	4 307
Sucre	HB05I	920	1 209	1 443	1 444	1 338
Chocolats, confiseries	HB05J	6 748	7 771	8 073	8 385	8 988
Pâtes alimentaires	HB05K	1 112	1 170	1 388	1 470	1 586
Café et thé conditionnés	HB05L	1 999	2 350	2 130	2 474	2 699
Condiments et assaisonnements	HB05M	1 233	1 295	1 407	1 641	1 849
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	195	236	254	232	243
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	3 488	3 568	3 533	3 839	4 426
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**8 009**	**8 209**	**8 873**	**9 636**	**10 215**

TABLEAU I.04-27B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95 — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAF	1994	1995	1996	1997	*p* 1998
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**145 524**	**155 561**	**158 486**	**177 973**	**178 697**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**48 434**	**50 067**	**49 643**	**54 158**	**51 487**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**25 479**	**25 969**	**26 106**	**28 926**	**26 592**
Viandes de boucherie	HB01A	15 375	15 178	13 758	15 655	13 952
Viandes de volailles	HB01B	7 335	7 555	8 789	9 306	8 914
Préparations à base de viandes	HB01C	2 769	3 236	3 559	3 965	3 726
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**22 955**	**24 098**	**23 537**	**25 232**	**24 895**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	2 641	2 623	2 587	2 868	2 941
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	722	766	776	933	1 041
Beurre	HB02C	1 416	1 585	1 290	1 349	1 228
Fromages	HB02D	10 768	11 019	11 535	11 819	11 985
Autres produits laitiers	HB02E	6 110	7 142	6 363	7 237	6 665
Glaces et sorbets	HB02F	1 298	963	986	1 026	1 035
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**97 090**	**105 494**	**108 843**	**123 815**	**127 210**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**42 357**	**43 320**	**45 111**	**52 079**	**55 614**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	12 702	12 101	11 880	12 273	10 943
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	1 187	1 257	1 213	1 074	1 009
Champagnes	HB03C	6 791	6 844	7 153	8 225	10 041
Vins	HB03D	15 125	16 147	17 726	22 463	25 267
Cidres	HB03E	75	99	93	86	81
Autres boissons fermentées	HB03F	184	172	141	165	189
Bières	HB03G	679	759	1 016	1 087	1 331
Malt	HB03H	1 618	1 758	1 977	2 084	1 836
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	3 996	4 183	3 912	4 622	4 917
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**12 648**	**13 735**	**15 047**	**15 738**	**15 880**
Farines	HB04A	2 728	3 035	3 550	3 372	2 744
Autres activités du travail des grains	HB04B	965	1 070	1 316	1 457	1 487
Produits amylacés	HB04C	3 623	3 960	4 344	4 440	4 856
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	223	241	200	136	199
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	5 109	5 429	5 637	6 333	6 594
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**41 004**	**47 271**	**47 341**	**54 224**	**53 682**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	2 760	2 933	3 196	3 819	3 781
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	4 049	4 247	4 603	4 930	5 122
Jus de fruits et légumes	HB05C	430	535	495	676	799
Préparations à base de fruits	HB05D	1 485	1 501	1 581	1 731	1 890
Huiles et graisses brutes	HB05E	1 930	2 159	1 927	1 951	2 066
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	884	981	1 031	1 440	1 457
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	690	853	928	1 122	1 165
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 361	3 752	4 239	4 771	5 157
Sucre	HB05I	7 891	9 383	8 093	8 826	8 907
Chocolats, confiseries	HB05J	5 868	7 661	6 614	6 997	7 598
Pâtes alimentaires	HB05K	319	393	465	486	540
Café et thé conditionnés	HB05L	1 356	1 560	1 568	1 877	1 978
Condiments et assaisonnements	HB05M	804	837	871	976	1 130
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	744	722	628	805	1 055
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	8 433	9 694	11 102	13 817	11 037
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**1 081**	**1 168**	**1 344**	**1 774**	**2 034**

J

Énergie

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1998.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 49 Mtep (dont 6,8 % de nucléaire) en 1973 à 120 Mtep (dont 71,8 % de nucléaire) en 1998, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, par exemple en 1995, d'économiser au moins 3 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a eu un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1998, elle n'a crû que de + 1,1 % par an (avec + 0,9 % seulement entre 1980 et 1990). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, a chuté de 23 % environ entre 1973 et 1998.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui est passé de 25,3 % en 1973 à 48,5 % en 1998.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (66,7 % en 1973, 39,7 % en 1998) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (14,6 % en 1973, 6,4 % en 1998), au profit du gaz naturel (7,0 % en 1973, 13,7 % en 1998) et surtout de l'électricité primaire (7,0 % en 1973, 35,5 % en 1998), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 36,6 % en 1973 et 27,7 % en 1998. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 41,1 % en 1973, puis à 45,7 % en 1998. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 20,3 % en 1973 et 24,9 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités). En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'observatoire de l'énergie, ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (2) exprimé en gigagoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

---

(1) Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

(2) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

Mwh = million de wattheures.

PCS = pouvoir calorifique supérieur

PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-1998 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

Révision de la comptabilité des énergies renouvelables (ENR)

Le bilan énergétique de la France est établi en comptabilisant les énergies renouvelables autres que l'électricité hydraulique (ENR), selon une méthode proche de celle de l'Agence internationale de l'Énergie et d'Eurostat, qui inclut notamment les usages non commerciaux du bois-énergie. Les données antérieures à 1996 ne sont à considérer qu'à titre indicatif, dans l'attente des résultats d'une étude rétrospective dont les résultats seront disponibles courant 2000. En utilisant la méthode antérieure, avec une évaluation de 4,2 Mtep pour la production primaire d'ENR, on aurait observé une croissance de + 1,7 % pour la consommation totale d'énergie primaire, (+ 1,0 % en 1997) et de + 2,4 % pour la consommation finale énergétique (comme en 1997); le taux d'indépendance énergétique aurait été de 46,9 %.

3. DÉFINITIONS

Toutes les grandeurs qui suivent ne concernent que la métropole pour la France.

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations

– exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

— Publications annuelles :

Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 1999, Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Statistiques énergétiques Europe, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Prix des énergies, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les consommations d'énergie dans l'industrie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. SESSI.

— Publications non périodiques :

Méthodes de comptabilité de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

L'énergie dans les régions, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

La politique énergétique de la France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT, Observatoire de l'Énergie.

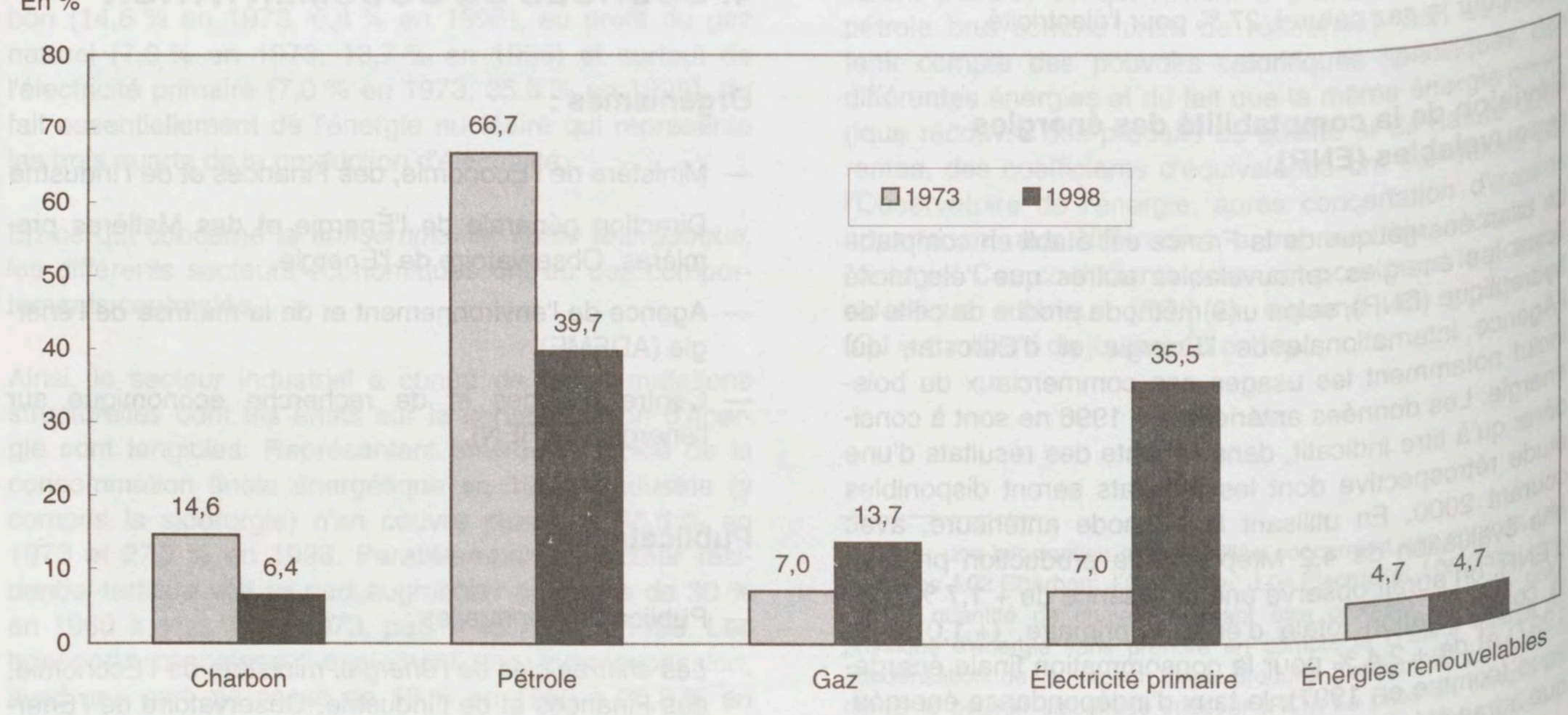
— Serveur internet : www.industrie.gouv.fr/energie, Observatoire de l'Énergie.

*
* *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française

En %



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1999)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	**Total**
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 1997 (*r*)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	4,20	///	1,78	0,53	2,12	///	102,91	///	11,57	**123,11**
Importations	8,44	0,99	87,44	25,32	30,36	///	0,94	///	///	**153,49**
Exportations	– 0,14	– 0,26	///	– 18,45	– 1,16	///	– 15,46	///	///	**– 35,47**
Variation de stocks	0,53	– 0,08	– 0,08	– 0,77	– 0,14	///	///	///	///	**– 0,54**
Total disponibilités	**13,03**	**0,65**	**89,14**	**6,63**	**31,18**	///	**88,39**	///	**11,57**	**240,59**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	88,92	– 83,04	///	///	– 0,44	0,81	///	**6,25**
Production d'électricité thermique	5,24	///	///	1,01	0,68	0,89	– 8,48	///	0,43	**– 0,23**
Usages internes de la branche	4,72	– 3,90	–	0,11	0,34	– 0,69	///	10,92	///	**11,50**
Pertes et ajustement	– 0,35	– 0,04	0,22	– 0,70	– 0,33	0,12	///	6,37	///	**– 3,02**
Total (A)	**9,61**	**– 3,94**	**89,14**	**– 82,62**	**0,69**	**0,32**	**– 8,92**	**18,10**	**0,43**	**14,50**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,40	3,65	///	0,14	0,61	8,02	///	2,48	///	**16,30**
Industrie	1,41	0,45	///	8,26	10,69	0,14	///	26,59	1,77	**49,31**
Résidentiel Tertiaire	0,66	0,32	///	17,35	17,99	0,04	///	48,84	9,11	**94,31**
Agriculture	///	///	///	2,61	0,21	///	///	0,58	///	**3,40**
Transports	///	///	///	47,88	///	///	///	2,16	///	**50,04**
Total (B)	**3,47**	**4,42**	**///**	**76,24**	**29,50**	**8,20**	**///**	**80,65**	**10,88**	**213,36**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**14,52**	**2,29**	**0,06**	///	///	///	**17,05**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,08**	**0,66**	**89,14**	**8,14**	**32,48**	///	///	**89,83**	**12,27**	**245,61**
dont : correct. climat. (2)	0,06	–	///	1,51	1,31	///	///	1,44	///	**4,32**
ANNÉE1998 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	3,52	///	1,71	0,42	1,86	///	100,94	///	11,48	**119,93**
Importations	10,98	1,09	90,48	25,34	30,88	///	0,89	///	///	**159,66**
Exportations	– 0,04	– 0,32	///	– 19,83	– 0,71	///	– 13,76	///	///	**– 34,66**
Variation de stocks	0,60	– 0,01	– 0,05	0,44	1,48	///	///	///	///	**2,46**
Total disponibilités	**15,06**	**0,76**	**92,14**	**6,37**	**33,51**	///	**88,07**	///	**11,48**	**247,39**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	91,91	– 86,20	///	///	– 0,47	0,84	///	**6,08**
Production d'électricité thermique	7,81	///	///	1,51	0,77	0,86	– 11,72	///	0,44	**– 0,33**
Usages internes de la branche	4,58	– 3,90	–	0,12	0,18	– 0,67	///	10,50	///	**10,81**
Pertes et ajustement	///	– 0,07	0,23	– 0,78	0,06	–	///	6,73	///	**– 0,23**
Total (A)	**12,39**	**– 3,97**	**92,14**	**– 85,35**	**1,01**	**0,19**	**– 12,19**	**18,07**	**0,44**	**16,33**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,78	///	0,17	0,61	6,04	///	2,49	///	**14,48**
Industrie	1,24	0,50	///	8,25	11,38	0,24	///	26,77	1,73	**50,11**
Résidentiel Tertiaire	0,56	0,28	///	17,06	18,61	0,04	///	50,69	8,65	**95,89**
Agriculture	///	///	///	2,60	0,21	///	///	0,60	///	**3,41**
Transports	///	///	///	49,66	///	///	///	2,20	///	**51,86**
Total (B)	**3,19**	**4,56**	**///**	**77,74**	**30,81**	**6,32**	**///**	**82,75**	**10,38**	**215,75**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**14,56**	**2,23**	**0,05**	///	///	///	**17,02**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**15,07**	**0,77**	**92,14**	**6,95**	**34,05**	///	///	**88,63**	**11,74**	**249,36**
dont : correction climatique (2)	0,02	–	///	0,58	0,55	///	///	0,56	///	**1,71**

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 0,90 en 1997 et 0,96 en 1998.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Champ : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1997

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF	Résultats branche : Effectif salarié (1)	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'entreprises : Effectif employé (2)	Rémunérations / effectif (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	12 260	6 835	13 932	212	806	8 429	20
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	11 664	33 034	11 330	221	3 800	32 263	9
Raffinage de pétrole	**232Z**	15 752	230 470	19 201	290	3 415	260 220	51
Production et distribution d'électricité	**401Z**	123 108	195 235	124 776	208	31 171	202 411	31
Production et distribution de combustibles gazeux	**402Z**	26 201	54 248	26 473	188	7 068	57 152	6
Production et distribution de chaleur	**403Z**	13 798	15 156	17 536	162	983	17 536	67
Total		**202 783**	**534 978**	**213 248**	**210**	**50 355**	**578 011**	**184**

(1) Effectif salarié au 31 décembre.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1999)

Unité : Million de tep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	6,2	5,4	5,1	5,0	4,2	3,5
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,3	3,4	3,1	2,7	2,3	2,1
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,9	2,8	2,4	2,1	1,9
Hydraulique	10,7	15,1	14,3	13,0	15,2	18,1	17,0	15,7	15,1	14,8
Nucléaire	3,3	8,9	49,8	69,6	81,7	79,9	83,8	88,2	87,8	86,1
Énergies renouvelables (1)	9,0	10,0	10,9	11,4	11,7	11,8	11,9	12,5	11,6	11,5
Total (1)	**48,8**	**56,0**	**93,7**	**107,7**	**121,0**	**121,5**	**123,7**	**126,5**	**123,1**	**119,9**
Consommation réelle (2) d'énergie primaire	192,5	207,5	204,3	217,3	231,5	230,2	235,1	244,7	240,6	247,4

(1) Révisé pour tenir compte du bois non commercialisé.
(2) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1999)

Unité : Million de tep

Énergie	*r* 1973 Mtep	*r* 1973 %	*r* 1979 Mtep	*r* 1979 %	*r* 1985 Mtep	*r* 1990 Mtep	*r* 1995 Mtep	*r* 1996 Mtep	*r* 1997 Mtep	*p* 1998 Mtep	*p* 1998 %
Charbon	27,8	14,6	31,9	15,4	24,2	19,2	14,8	15,6	13,7	15,8	6,4
Pétrole	126,6	66,7	118,8	57,6	84,3	91,3	94,9	95,2	97,3	99,1	39,7
Gaz	13,3	7,0	21,0	10,1	23,3	26,4	30,3	32,0	32,5	34,1	13,7
Électricité primaire	13,3	7,0	25,1	12,1	58,0	73,9	86,2	88,3	89,8	88,6	35,5
Énergies renouvelables (2)	9,0	4,7	10,0	4,8	10,9	11,4	12,4	12,3	12,3	11,7	4,7
Total (2)	**190,0**	**100,0**	**206,8**	**100,0**	**200,7**	**222,2**	**238,6**	**243,4**	**245,6**	**249,3**	**100,0**
dont : Usages non énergétiques	10,9	5,8	12,0	5,8	11,7	12,4	15,4	15,8	17,1	17,0	6,8

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.
(2) Révisé pour tenir compte du bois non commercialisé.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1999)

Unité : %

Énergie	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	37,9	34,9	32,2	30,7	22,3
Pétrole	1,7	1,8	3,9	3,9	3,7	3,3	2,8	2,4	2,2
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	10,4	9,4	7,4	6,8	5,6
Électricité	105,0	95,0	108,8	114,0	116,7	118,2	117,2	116,4	114,6
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble (2)	**25,3**	**26,9**	**45,8**	**49,5**	**52,8**	**52,6**	**51,7**	**51,2**	**48,5**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100.
(2) Révisé pour tenir compte du bois non commercialisé.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1) (2)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1999)

Unité : Million de tep

Secteur	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997		*p* 1998
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	8,9	13,1	7,6	9,3	8,4	7,8	7,6	7,2	7,7	7,9	3,8
Industrie	44,2	27,7	46,4	26,9	40,9	45,3	46,4	47,3	47,9	49,3	50,1	23,9
Résidentiel-Tertiaire	65,5	41,1	72,6	42,1	75,0	84,4	93,3	91,0	92,7	94,3	95,9	45,7
Agriculture	3,1	2,0	3,4	1,9	3,2	3,4	3,1	3,4	3,5	3,5	3,5	1,7
Transports	32,4	20,3	37,1	21,5	37,1	45,4	48,2	48,8	49,2	50,3	52,1	24,9
Total	**159,3**	**100,0**	**172,6**	**100,0**	**165,5**	**186,9**	**198,8**	**198,1**	**200,5**	**205,1**	**209,5**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.
(2) Consommation révisée pour tenir compte du bois non commercialisé.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unité : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1995	1995/1994
Industrie	+ 0,42	+ 0,23
Résidentiel (chauffage seul)	− 2,53	− 0,16
Tertiaire (hors électricité)	− 1,58	− 0,13
Transports (2)	+ 0,62	− 0,50
Total	**− 3,07**	**− 0,56**

(1) Sont indiquées pour chacun des secteurs sur la période et avec les limitations spécifiées, les économies d'énergie cumulées (positives et négatives) réalisées depuis l'année de référence, soit 1986 (alors qu'il s'agissait de 1973 dans les versions de l'Annuaire, antérieures à l'édition 1997). Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,086 tep/MWh, contre 0,222tep/MWh dans les bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe "-", les "déséconomies" avec le signe "+".
(2) Calcul sur la consommation finale des transports hors soutes.

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Amérique du Nord	**1 693,2**	**1 845,0**	**1 998,3**	**2 110,8**	**2 132,6**	**2 111,5**	**2 198,0**	**2 208,2**
dont : États-Unis	1 445,9	1 519,0	1 563,1	1 642,0	1 637,4	1 591,7	1 655,3	1 655,6
Canada	198,0	210,1	241,1	274,1	293,5	315,1	337,6	350,6
Mexique	49,3	115,8	194,1	194,6	201,7	204,7	205,2	202,0
Amérique latine (1)	**283,0**	**256,0**	**279,0**	**334,0**	**363,0**	**365,0**	**399,0**	**441,0**
Europe de l'Ouest	**521,2**	**695,8**	**882,4**	**917,8**	**940,8**	**953,9**	**981,7**	**1 009,5**
dont : Union Européenne	440,2	569,7	721,6	709,2	708,3	714,3	728,6	745,0
France (2)	**36,3**	**41,2**	**86,1**	**110,7**	**118,5**	**125,1**	**123,1**	**126,9**
Allemagne (3)	171,6	181,2	207,9	184,8	160,8	149,7	143,0	142,7
Royaume-Uni	108,5	192,9	236,8	207,7	213,2	221,5	241,8	255,0
Italie	21,8	20,7	22,9	24,8	26,7	27,8	29,1	28,6
Espagne	11,4	15,7	26,5	34,1	33,7	32,9	32,2	31,4
Europe de l'Est (1)	**1 138,6**	**1 504,0**	**1 711,5**	**1 783,0**	**1 576,1**	**1 490,1**	**1 369,9**	**1 338,9**
dont : URSS (ex-) (1)	970,0	1 297,0	1 493,0	1 606,0	1 414,0	1 329,0	1 212,0	1 179,0
Afrique (1)	**347,0**	**429,0**	**422,0**	**498,0**	**518,0**	**521,0**	**524,0**	**541,0**
Asie (1)	**1 581,5**	**1 884,5**	**1 591,1**	**2 183,3**	**2 307,2**	**2 408,0**	**2 516,9**	**2 641,8**
dont : Chine (1)	267,0	436,0	573,0	694,0	716,0	745,0	803,0	867,0
Japon	29,5	39,3	67,7	75,6	80,5	88,1	91,5	99,5
Moyen-Orient (1)	1 105,0	1 152,0	598,0	949,0	1 005,0	1 057,0	1 082,0	1 101,0
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,2**	**169,2**	**182,7**	**186,5**	**185,6**	**199,1**
Monde (1)	**5 636,5**	**6 704,9**	**7 018,5**	**7 994,1**	**8 020,4**	**8 035,9**	**8 175,3**	**8 380,6**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Les écarts avec la série officielle française (voir tableaux J.01-1 et J.01-3) tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(3) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Amérique du Nord	**1 939,8**	**2 148,4**	**2 076,7**	**2 249,2**	**2 268,0**	**2 311,6**	**2 364,8**	**2 411,3**	**2 445,0**
dont : États-Unis	1 723,7	1 870,1	1 772,2	1 915,0	1 929,3	1 965,8	2 012,0	2 045,8	2 078,3
Canada	161,0	190,8	193,2	210,0	209,5	213,8	220,5	228,4	233,3
Mexique	55,2	87,5	111,2	124,2	129,2	132,1	132,3	137,1	133,4
Amérique latine	**166,0**	**217,0**	**229,0**	**269,0**	**283,6**	**288,4**	**296,3**	**310,5**	**326,8**
Europe de l'Ouest	**1 284,8**	**1 403,9**	**1 396,6**	**1 501,8**	**1 528,8**	**1 516,4**	**1 516,2**	**1 519,1**	**1 554,3**
dont : Union Européenne	1 161,0	1 260,3	1 237,0	1 325,6	1 356,9	1 344,3	1 342,5	1 347,3	1 377,0
France	**176,8**	**190,3**	**200,7**	**226,8**	**239,9**	**235,5**	**240,2**	**232,2**	**241,3**
Allemagne (1)	338,2	372,4	359,8	354,9	347,0	340,5	337,7	336,3	339,3
Royaume-Uni	220,8	219,9	203,0	212,1	217,7	217,9	218,7	220,0	221,9
Italie	130,5	141,3	136,5	153,3	157,6	157,9	155,4	153,5	161,4
Espagne	52,4	66,9	71,9	90,6	94,3	96,6	93,5	98,6	103,5
Europe de l'Est (2)	**1 046,3**	**1 357,5**	**1 538,6**	**1 583,9**	**1 553,6**	**1 439,4**	**1 336,5**	**1 176,7**	**1 153,6**
dont : URSS (ex-)	850,0	1 088,6	1 252,2	1 328,7	1 322,1	1 224,3	1 122,4	974,7	942,6
Afrique	**86,6**	**124,4**	**177,6**	**201,5**	**211,5**	**207,9**	**204,5**	**219,5**	**225,8**
Asie	**844,4**	**1 180,6**	**1 458,5**	**1 889,0**	**1 966,2**	**2 051,1**	**2 161,4**	**2 278,4**	**2 405,3**
dont : Chine	264,0	419,0	517,0	656,0	681,0	699,0	745,0	795,0	851,0
Japon	323,6	354,8	367,0	438,8	448,6	456,6	460,8	483,3	497,2
Moyen-Orient	66,0	127,5	190,4	236,2	240,3	260,5	278,3	285,5	294,8
Océanie	**65,7**	**77,6**	**85,3**	**101,0**	**100,5**	**102,4**	**107,2**	**107,5**	**109,6**
Soutes maritimes	**130,5**	**115,4**	**95,8**	**118,6**	**124,5**	**125,9**	**126,5**	**126,8**	**129,0**
Monde.(3)	**5 564,0**	**6 624,8**	**7 057,9**	**7 914,1**	**8 036,6**	**8 043,1**	**8 113,4**	**8 149,9**	**8 349,4**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(3) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Amérique du Nord	**6,67**	**6,78**	**6,07**	**6,18**	**6,19**	**6,25**	**6,30**	**6,31**
dont : États-Unis	8,13	8,31	7,43	7,66	7,70	7,79	7,85	7,90
Canada	7,14	7,86	7,45	7,56	7,49	7,62	7,81	7,68
Mexique	0,98	1,30	1,43	1,44	1,48	1,45	1,47	1,41
Amérique latine	**0,67**	**0,77**	**0,72**	**0,76**	**0,79**	**0,80**	**0,82**	**0,85**
Europe de l'Ouest	**3,09**	**3,27**	**3,17**	**3,32**	**3,31**	**3,29**	**3,28**	**3,34**
dont : Union Européenne	3,56	3,78	3,66	3,64	3,65	3,63	3,63	3,70
France	**3,39**	**3,55**	**3,63**	**4,00**	**4,11**	**4,17**	**4,01**	**4,15**
Allemagne (1)	4,28	4,77	4,64	4,47	4,22	4,16	4,13	4,15
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,58	3,68	3,76	3,76	3,77	3,79
Italie	2,38	2,51	2,41	2,70	2,78	2,72	2,68	2,82
Espagne	1,51	1,80	1,87	2,33	2,48	2,39	2,52	2,64
Europe de l'Est (2)	**3,07**	**3,76**	**4,06**	**4,04**	**3,65**	**3,39**	**2,99**	**2,92**
dont : URSS (ex-)	3,40	4,12	4,50	4,60	4,19	3,84	3,34	3,22
Afrique	**0,22**	**0,27**	**0,33**	**0,32**	**0,32**	**0,31**	**0,32**	**0,32**
Asie	**0,38**	**0,48**	**0,53**	**0,62**	**0,65**	**0,68**	**0,70**	**0,73**
dont : Chine	0,30	0,43	0,49	0,58	0,60	0,63	0,67	0,71
Japon	2,98	3,06	3,04	3,55	3,67	3,70	3,87	3,96
Moyen-Orient	0,92	1,45	1,70	1,79	1,85	1,92	1,90	1,91
Océanie	**3,99**	**4,40**	**4,47**	**4,94**	**4,89**	**5,07**	**5,03**	**5,07**
Monde	**1,43**	**1,53**	**1,47**	**1,51**	**1,49**	**1,48**	**1,46**	**1,48**

(1) Allemagne réunifiée.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

Pays	1973	1979	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Allemagne .(1)	50,8	48,7	57,8	52,1	47,9	47,2	44,3	42,5	42,1
Canada	122,9	110,0	124,6	130,5	136,1	137,3	142,9	147,8	150,3
États-Unis d'Amérique	84,0	81,3	88,4	85,7	84,5	83,3	79,1	80,9	79,7
France (2)	**20,5**	**21,7**	**42,9**	**48,8**	**49,0**	**50,3**	**52,1**	**53,0**	**52,6**
Italie	16,7	14,6	16,8	16,2	16,2	16,9	17,9	18,9	17,8
Japon	9,1	11,1	17,2	17,2	17,7	17,6	19,1	18,9	20,0
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,6	98,0	98,1	97,9	101,3	109,9	114,9
Union Européenne	37,9	45,2	58,3	53,5	52,5	52,7	53,2	54,1	54,1

(1) Allemagne réunifiée.
(2) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 22,4 Mt en 1997, soit une baisse de 61 % en 27 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,5 Mt), en 1990 (13,1 Mt) et en 1991 (15,7 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 13 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie. Depuis 1993, la consommation des centrales a stagné en dessous de 10 Mt, pour remonter à 11,1 Mt en 1996.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 51,4 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 35,6 Mt en 1970; 20,7 Mt en 1980 et 12,3 Mt en 1996, soit une chute de 66 % en 26 ans. En 1997, elle atteint 12,7 Mt.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt en 1970 à 7,7 Mt en 1997. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,6 Mt en 1997 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 1997, elle est de 7,3 Mt.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour remonter à 15 Mt en 1997.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1997, les États-Unis sont notre premier fournisseur (3,6 Mt), suivi de l'Australie (3,1 Mt) et de l'Afrique du Sud (2,2 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.

- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central, dans le Dauphiné et en Provence.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Charbonnages de France (CDF).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  Direction générale des douanes et droits indirects.

  Observatoire de l'Énergie.

  Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

— Association technique de l'importation charbonnière (ATIC).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France;

Les chiffres clés de l'énergie. Observatoire de l'Énergie.

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie.

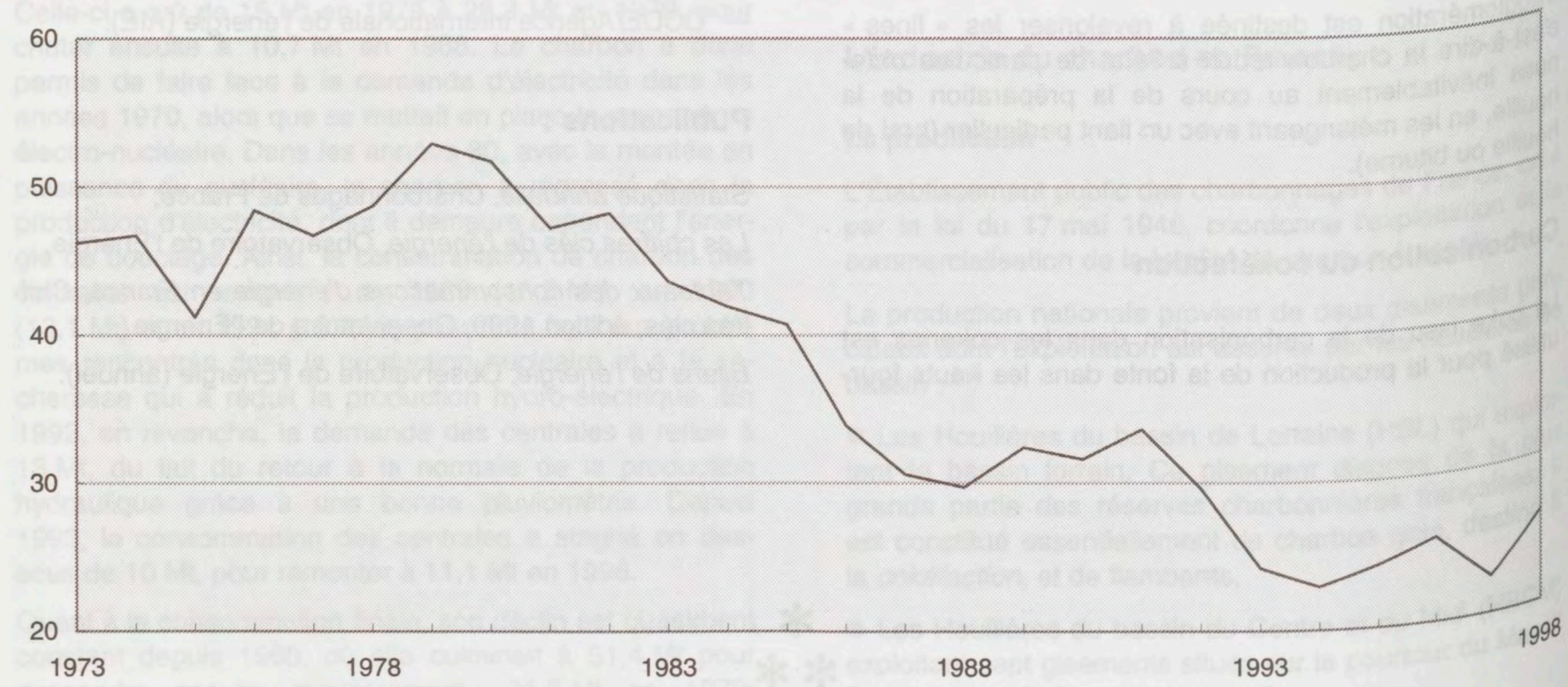
Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de combustibles minéraux solides

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998)

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	10 669	9 428	8 918	8 553	7 316
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	15 027	13 271	14 472	16 508	15 040
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	1 137	991	803	670	608
Stockage = (+) ; Déstockage = (-)	– 2 605	– 1 992	– 2 218	1 732	363	– 1 933	– 1 825	– 1 261	– 665
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 393	10 000	11 557	13 349	9 747
Consommation finale	27 350	21 397	19 609	15 949	12 803	13 641	12 855	12 303	12 666
Consommation totale (3)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 196**	**23 641**	**24 412**	**25 652**	**22 413**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998), d'après CDF

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Houillères de bassin :									
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	7 412	6 347	5 825	6 166	4 763
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 839	2 612	2 590	1 944	2 046
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–
Total	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**10 251**	**8 959**	**8 415**	**8 110**	**6 809**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998), d'après ATIC et Douanes

Unité : Millier de tonnes

Pays	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Total	**21 278**	**20 745**	**15 027**	**13 271**	**14 472**	**16 508**	**15 040**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	5 838	3 283	885	1 119	1 025	1 317	1 167
dont : Allemagne (1)	4 559	2 216	351	283	200	297	311
Royaume-Uni	280	311	128	77	150	182	170
Afrique du Sud	6 304	864	2 229	1 732	1 714	2 357	2 198
Australie	2 799	3 552	2 800	2 978	3 026	2 541	3 053
États-Unis	4 028	6 605	4 688	3 218	3 998	4 293	3 646
Pologne	1 068	395	1 168	828	656	1 181	744
URSS (ex-)	163	777	318	323	100	52	68

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (mars 1998)

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 393	10 000	11 557	13 349	9 747
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	8 596	8 471	9 931	11 117	8 984
centrales CDF	7 787	8 991	8 128	5 002	4 536	4 008	4 652	4 087	3 542
centrales EDF	6 448	19 011	10 152	7 783	3 698	4 101	5 029	6 329	4 671
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 803**	**13 641**	**12 855**	**12 303**	**12 666**
dont : consommation énergétique par secteur									
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 013	8 142	7 629	7 141	7 716
Industrie (2)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 552	3 683	3 166	3 145	3 147
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	2 022	1 605	1 861	1 821	1 613
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–
Total énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 587	13 430	12 656	12 107	12 476
Total	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 196**	**23 641**	**24 412**	**25 652**	**22 413**

(1) Consommation non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Source : Observatoire de l'Énergie, d'après Charbonnage de France

Unité : Millier de personnes

	1973	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Effectifs des houillères de bassins CDF (1)	94,3	47,3	22,5	16,2	15,4	14,7	13,3	11,9
Effectifs des autres mines (2)	0,5	0,6	0,2	–	–	–	–	–
Ensemble de la France	**94,8**	**47,8**	**22,7**	**16,2**	**15,4**	**14,7**	**13,3**	**11,9**

(1) Effectifs miniers et non - miniers.
(2) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'Énergie (réserves) : « BP Statistical Review of World Energy (juin 1995) »

Unité : Million de tonnes

Pays	Production							Réserves prouvées à la fin 1994
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)			
	1973	1993	1994	1995	1973	1993	1994	1995	
Amérique du Nord	**544,9**	**813,5**	**896,4**	**898,9**	**21,2**	**119,8**	**122,9**	**121,6**	**250 392**
dont : États-Unis	530,1	776,4	875,7	858,6	12,9	81,2	79,9	78,5	240 558
Amérique latine	**7,1**	**31,3**	**35,9**	**38,9**	**0,1**	–	–	–	**10 197**
Europe de l'Ouest	**317,5**	**169,4**	**143,4**	**146,3**	**502,7**	**431,7**	**411,9**	**398,4**	**95 134**
dont : Union Européenne	281,2	158,6	132,5	136,1	390,3	293,9	278,3	–	...
Royaume-Uni	130,2	67,5	49,0	52,6	–	–	–	–	2 500
Allemagne (1)	104,4	64,2	57,6	58,9	366,4	221,8	207,1	192,8	80 069
France	25,7	8,6	7,5	7,0	2,8	1,7	1,5	1,4	139
Europe de l'Est	**675,3**	**549,5**	**508,5**	**479,9**	**278,8**	**343,3**	**311,6**	**301,0**	**315 330**
dont : URSS (ex)	510,6	417,8	373,7	342,2	157,0	141,3	121,9	109,2	241 000
Pologne	156,6	130,0	133,1	136,2	39,2	68,1	66,8	63,5	42 100
Afrique	**68,0**	**195,8**	**203,8**	**214,1**	–	–	–	–	**61 129**
dont : Afrique du Sud	62,4	182,2	195,8	206,2	–	–	–	–	55 333
Asie	**572,7**	**1 488,5**	**1 584,6**	**1 726,3**	**10,8**	**43,7**	**45,7**	**49,1**	**220 625**
dont : Chine	417,0	1 150,7	1 239,9	1 360,7	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	248,7	257,8	273,4	3,3	18,1	19,3	22,2	69 947
Océanie	**57,8**	**179,9**	**179,7**	**192,7**	**24,2**	**47,8**	**49,1**	**51,0**	**91 057**
dont : Australie	55,5	177,0	176,7	191,1	24,1	47,6	48,8	50,8	90 940
Monde	**2 243,2**	**3 427,9**	**3 552,0**	**3 698,3**	**837,8**	**986,7**	**941,5**	**921,6**	**1 043 864**

(1) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	1973		1985	1990	1992	1993	1994	1995	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,9**	**454,54**	**484,32**	**482,63**	**503,30**	**503,02**	**506,15**	**20,7**
dont : États-Unis	311,05	18,0	425,66	456,66	452,92	475,19	473,37	475,36	22,9
Canada	15,26	9,5	25,84	24,48	26,15	24,08	24,85	25,39	10,9
Mexique	1,82	3,3	3,04	3,18	3,57	4,04	4,80	5,40	4,0
Amérique latine	**6,82**	**4,1**	**15,46**	**17,63**	**18,60**	**17,29**	**18,85**	**19,81**	**6,1**
Europe de l'Ouest	**339,63**	**26,4**	**368,50**	**354,20**	**314,83**	**291,58**	**288,23**	**282,38**	**18,2**
dont : Union Européenne	292,93	25,2	314,77	299,49	262,35	246,18	244,81	239,48	17,4
France	**29,24**	**16,5**	**25,15**	**20,21**	**18,60**	**14,95**	**14,89**	**16,06**	**6,7**
Allemagne (2)	139,37	41,2	145,23	128,53	104,44	98,19	95,70	91,52	27,0
Royaume-Uni	76,43	34,6	61,98	64,03	56,05	52,26	49,15	47,56	21,4
Italie	8,10	6,2	15,28	14,63	12,19	10,66	11,36	12,18	7,5
Espagne	9,03	17,2	19,54	19,42	20,44	19,04	18,99	19,51	18,9
Europe de l'Est	**422,25**	**40,4**	**464,25**	**412,72**	**358,83**	**342,15**	**308,94**	**300,20**	**26,0**
dont : URSS (ex-)	304,29	35,8	294,60	288,80	246,50	228,71	205,57	195,27	20,7
Afrique	**39,90**	**46,1**	**77,84**	**87,70**	**82,70**	**82,50**	**78,47**	**81,64**	**36,2**
Asie	**336,90**	**39,9**	**639,77**	**789,11**	**835,49**	**871,55**	**923,36**	**976,04**	**40,6**
dont : Chine	204,02	77,3	414,41	515,40	540,90	573,76	614,74	658,14	77,3
Japon	57,86	17,9	72,98	73,91	75,19	76,83	78,76	82,59	16,6
Moyen-Orient	0,70	1,1	2,46	3,40	4,40	4,48	4,67	5,39	1,8
Océanie	**23,84**	**36,3**	**31,20**	**36,10**	**38,12**	**38,65**	**38,16**	**38,70**	**35,3**
Monde	**1 497,48**	**26,9**	**2 051,56**	**2 181,78**	**2 131,20**	**2 147,02**	**2 159,03**	**2 204,92**	**26,4**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Tep par habitant

Pays	1973	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Amérique du Nord	**1,128**	**1,328**	**1,331**	**1,292**	**1,330**	**1,314**	**1,306**
dont : États-Unis	1,468	1,785	1,827	1,773	1,841	1,816	1,807
Canada	0,676	0,996	0,881	0,916	0,832	0,850	0,857
Mexique	0,032	0,039	0,037	0,040	0,044	0,052	0,057
Amérique latine	**0,028**	**0,048**	**0,050**	**0,051**	**0,047**	**0,050**	**0,052**
Europe de l'Ouest	**0,817**	**0,836**	**0,782**	**0,687**	**0,632**	**0,622**	**0,606**
dont : Union Européenne	0,898	0,931	0,822	0,713	0,666	0,660	0,644
France	**0,561**	**0,455**	**0,356**	**0,324**	**0,259**	**0,257**	**0,276**
Allemagne (2)	1,765	1,871	1,620	1,296	1,210	1,175	1,121
Royaume-Uni	1,359	1,093	1,112	0,966	0,898	0,842	0,811
Italie	0,148	0,270	0,258	0,214	0,187	0,199	0,213
Espagne	0,259	0,509	0,500	0,524	0,487	0,485	0,498
Europe de l'Est	**1,237**	**1,225**	**1,052**	**0,910**	**0,868**	**0,784**	**0,759**
dont : URSS (ex-)	1,217	1,060	0,999	0,844	0,783	0,704	0,666
Afrique	**0,102**	**0,144**	**0,141**	**0,126**	**0,123**	**0,114**	**0,116**
Asie	**0,153**	**0,231**	**0,260**	**0,266**	**0,273**	**0,285**	**0,297**
dont : Chine	0,231	0,394	0,454	0,464	0,487	0,516	0,548
Japon	0,532	0,604	0,598	0,605	0,616	0,630	0,658
Moyen-Orient	0,010	0,022	0,026	0,031	0,031	0,031	0,035
Océanie	**1,447**	**1,637**	**1,767**	**1,821**	**1,828**	**1,787**	**1,789**
Monde	**0,384**	**0,426**	**0,416**	**0,394**	**0,391**	**0,388**	**0,391**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

Chapitre J.03

Pétrole

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

En 1998, le pétrole représente 40 % de la consommation d'énergie primaire, 18 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie) et 19 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le secteur des transports recouvre, à lui seul, 49 % de la demande de pétrole. Si l'on en retire les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent 63 % de la consommation française de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, la part du Proche-Orient est restée stable à 38 %, celle de la mer du Nord est montée à plus de 35 %, (contre 33 % en 1996 et 24 % en 1994). Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, le nouveau groupe Totalfina-Elf se classe au quatrième rang mondial parmi l'ensemble des compagnies

pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf Aquitaine s'était implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Ces deux grands groupes avaient cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Totalfina-Elf, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Esso, Royal-Dutch-Shell).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 1998 environ 17 100 points de vente (– 2,3 % par rapport à 1997).

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 40 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes.

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

● Direction des Matières premières et des Hydrocarbures (DIMAH).

● Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.

— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).

— Comité professionnel du pétrole (CPDP).

— Institut français du pétrole (IFP).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

L'industrie pétrolière en 1998, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des Matières premières et des Hydrocarbures;

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole, juin 1999;

La note DGEMP, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (mensuel);

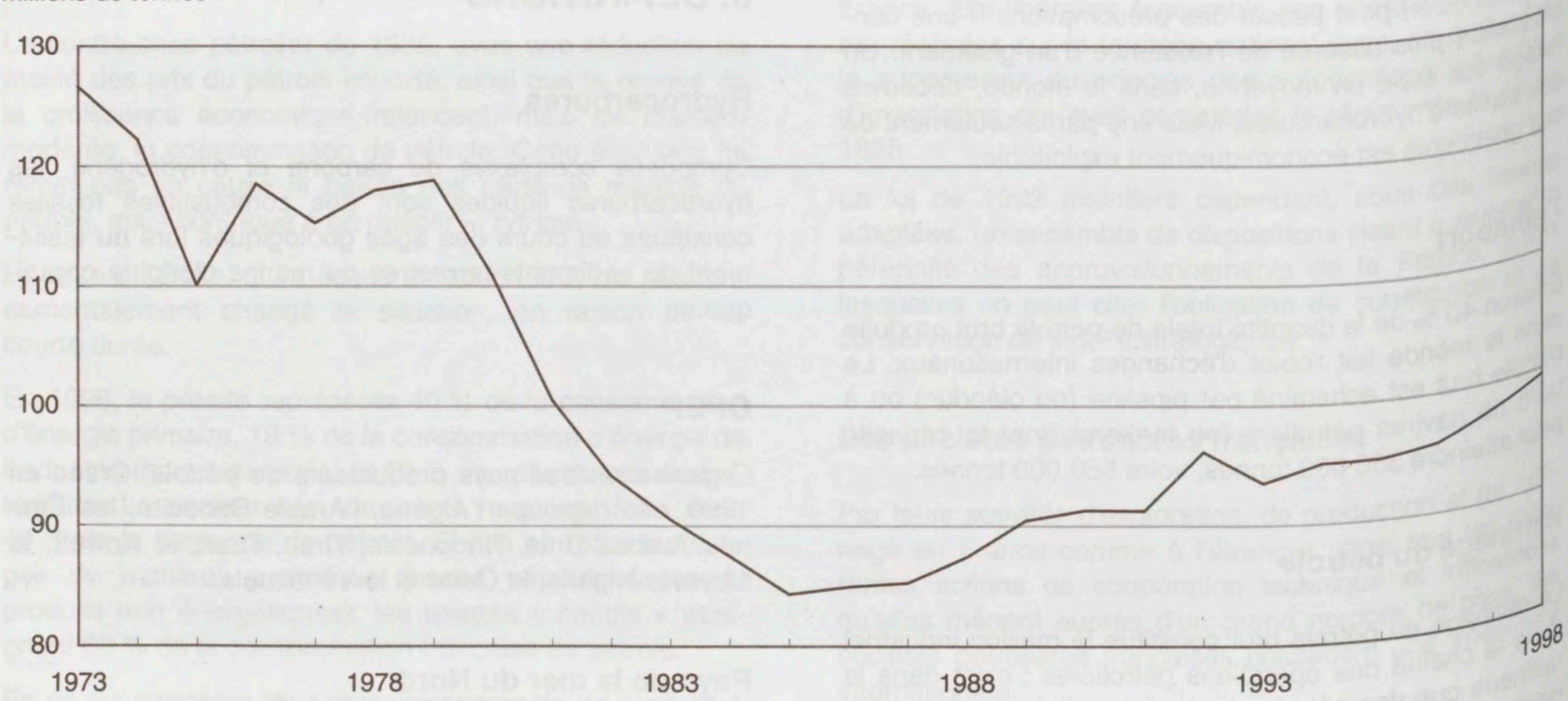
Serveur minitel : 3614 PETROLINFO, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des Matières premières et des Hydrocarbures.

*
* *

GRAPHIQUE J.03

Consommation française de pétrole

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Ressources									
Production primaire :									
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 769	2 486	2 107	1 780	1 709
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	628	587	575	509	409
Importations :									
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	76 543	78 017	83 721	87 441	90 483
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	28 278	27 480	26 318	25 367	25 479
Déstockage :									
Pétrole brut (PB)	–	–	463	–	–	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	–	–	1 897	765	424	–	300	–	433
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 642**	**108 570**	**113 021**	**115 097**	**118 513**
Emplois									
Consommation :	**128 450**	**119 230**	**86 123**	**89 385**	**92 663**	**94 112**	**96 015**	**96 114**	**98 925**
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	7 227	7 769	8 402	7 550	7 932
Finale	101 480	97 110	77 164	81 315	85 436	86 343	87 613	88 564	90 993
Exportations :									
Pétrole brut (PB)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	12 970	16 460	11 894	14 417	15 630	14 218	16 647	18 135	19 535
Stockage :									
Pétrole brut (PB)	1 140	750	–	419	349	–	359	75	53
Produits raffinés (PR)	930	2 980	–	–	–	240	–	773	–
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 642**	**108 570**	**113 021**	**115 097**	**118 513**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Matières premières et des Hydrocarbures)

Unité : Million de tonnes

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**34,8**	**30,7**	**33,8**	**39,3**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	0,2	–	0,2	–	0,6
Arabie Séoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	22,5	20,4	18,3	19,3	18,1
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	0,8	1,1	0,8	0,9	0,8
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	–	–	3,8	8,4
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	7,5	10,5	8,6	6,4	7,9
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	–	–	–	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	3,1	2,9	2,6	3,2	3,5
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	0,7	–	0,1	0,3	–
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,1**	**10,4**	**18,6**	**23,2**	**28,1**	**31,1**	**29,6**
Afrique (3)	**28,9**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**16,4**	**13,4**	**15,9**	**13,9**	**15,8**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,1	2,6	3,0	3,9	3,4
Cameroun/Angola	2,4	1,3	3,4	5,8	1,6	1,6	1,0	1,5	1,4
Gabon/Congo	–	–	2,6	4,9	1,8	1,0	0,8	0,8	1,4
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	2,0	1,7	1,9	2,5	2,5
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	8,2	5,7	8,4	4,6	6,2
URSS (ex-)	3,4	5,1	4,1	6,2	–	6,2	8,6	8,4	5,7
Mexique	–	–	2,7	2,5	0,6	–	–	–	–
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	0,1	–	–	–	–
Autres	4,2	0,4	2,6	1,1	6,0	0,5	0,4	0,2	–
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**76,5**	**78,0**	**83,7**	**87,4**	**90,4**
dont façonnage (4)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni, Norvège et Danemark.
(3) L'Afrique du Nord et l'Afrique Noire ont été regroupées.
(4) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	84 595	83 985	84 496	86 044	87 315	93 223
Brut traité (1)	134 958	127 642	76 878	75 350	80 698	78 595	79 777	84 213	88 915
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	96,1	93,0	92,7	96,4	95,2
Production nette de produits finis (total) (2)	127 505	120 788	75 118	72 851	75 181	73 686	75 431	79 704	84 650

(1) Y compris le façonnage.
(2) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**85 259**	**86 575**	**88 327**	**88 983**	**91 763**
dont : Carburant-auto	15 772	17 701	18 006	18 231	16 489	15 651	14 998	14 633	14 548
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 405	4 565	4 866	4 993	5 324
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	21 735	22 869	23 489	24 566	25 663
Fioul domestique	37 217	30 592	20 712	17 052	16 015	16 503	17 282	16 725	17 312
Fioul lourd	34 131	28 984	8 155	6 238	4 656	4 985	5 102	4 707	5 283
GPL (1)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 813	2 888	3 126	3 029	3 204
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 213	3 103	2 948	3 282	3 248
Matières premières pétrochimiques	5 423	7 014	7 121	7 911	10 381	10 366	10 684	11 480	11 390
Soutes	5 523	4 897	2 469	2 614	2 275	2 341	2 456	2 688	2 954

(1) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation (sans correction climatique)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	166	137	115	148	180
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 520	8 476	8 526	8 429	8 515
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 036	16 330	17 133	15 872	16 383
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 322	2 518	2 579	2 570	2 560
Transports	30 434	34 957	34 563	42 525	45 268	45 841	45 912	46 977	48 751
Total énergétique	**92 900**	**87 578**	**67 955**	**71 012**	**72 312**	**73 302**	**74 265**	**73 996**	**76 389**
Total non énergétique	**9 130**	**9 450**	**9 209**	**10 303**	**13 174**	**13 091**	**13 348**	**14 568**	**14 604**
Total	**102 030**	**97 028**	**77 164**	**81 315**	**85 486**	**86 393**	**87 613**	**88 564**	**90 993**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Source : CPDP, notamment d'après Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)								Réserves prouvées au 1er janvier 1997
	1973	1979	1985	1992	1993	1994	1995	1996	
Amérique du Nord	**631,6**	**633,1**	**725,5**	**646,9**	**640,1**	**634,0**	**630,9**	**638,2**	**10 374**
dont : États-Unis	514,3	470,3	493,0	410,5	399,0	388,6	386,1	383,2	3 049
Canada	94,1	82,8	84,3	79,3	82,7	86,5	89,6	91,4	668
Mexique	23,2	80,0	148,2	157,1	158,4	158,9	155,2	163,6	6 557
Amérique latine	**241,0**	**196,8**	**189,4**	**247,6**	**256,8**	**271,9**	**293,2**	**313,1**	**10 797**
dont : Vénézuela	175,4	123,9	90,8	129,6	134,0	142,0	152,4	162,4	8 851
Moyen-Orient	**1 051,7**	**1 073,3**	**512,5**	**912,8**	**945,4**	**960,4**	**972,3**	**986,7**	**92 272**
dont : Arabie séoudite (1) (2)	378,4	475,1	169,1	444,6	431,1	426,1	426,7	428,8	35 675
Iran (1)	293,9	159,5	110,3	174,7	182,7	183,1	183,3	183,8	12 688
Irak (1)	99,4	170,3	69,1	25,9	22,6	25,0	26,3	28,8	15 280
Koweït (1) (2)	151,9	125,1	49,6	54,7	96,0	104,0	104,4	107,2	13 165
Émirats arabes unis (1)	76,2	88,7	62,6	115,2	111,3	113,1	113,7	117,3	13 342
Afrique	**292,2**	**352,2**	**262,7**	**332,8**	**331,8**	**333,1**	**339,8**	**358,7**	**9 216**
dont : Nigeria (1)	101,3	113,6	74,6	96,7	97,8	97,6	98,1	106,0	2 117
Libye (1)	104,6	100,8	50,1	70,8	67,2	68,6	69,0	69,1	4 025
Algérie (1)	51,2	56,9	48,9	56,3	56,7	56,0	56,8	60,0	1 255
Égypte	13,5	26,0	45,1	46,0	47,5	46,5	46,6	45,2	529
Europe occidentale	**15,5**	**114,6**	**189,4**	**229,8**	**243,6**	**276,3**	**298,5**	**317,3**	**2 505**
dont : Royaume-Uni	0,1	77,9	127,6	94,3	100,1	126,7	130,3	131,3	616
Norvège	1,6	23,3	38,3	106,6	115,0	119,3	139,2	156,6	1 533
Asie/ Océanie (3)	**109,8**	**141,8**	**154,2**	**186,9**	**189,2**	**196,6**	**201,0**	**204,2**	**2 497**
dont : Indonésie (1)	66,4	78,1	61,1	74,1	74,3	74,3	73,9	77,2	679
Europe orientale	**450,0**	**608,3**	**616,6**	**460,4**	**404,4**	**373,7**	**367,0**	**363,1**	**8 062**
dont : URSS (ex-)	427,3	586,0	595,4	448,1	392,0	361,8	355,1	351,6	7 776
Chine	**53,0**	**106,1**	**124,8**	**141,6**	**144,0**	**146,1**	**149,0**	**158,5**	**3 274**
Monde	**2 844,8**	**3 199,2**	**2 775,1**	**3 158,8**	**3 153,3**	**3 192,1**	**3 251,7**	**3 339,8**	**138 997**
dont : OPEP	1 541,8	1 537,6	825,1	1 296,7	1 310,2	1 327,4	1 325,9	1 362,4	107 582

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Y compris la moitié de la production de la zone partagée (ex zone neutre).
(3) Non compris la Chine.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	*r* 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**938,1**	**48,0**	**1 031,8**	**880,5**	**931,3**	**950,0**	**974,5**	**968,3**	**995,1**	**39,6**
dont : Canada	81,0	50,3	92,0	70,2	77,6	76,1	76,8	77,7	77,5	33,0
États-Unis	824,0	47,5	883,6	736,8	770,3	786,4	806,2	805,8	832,5	38,9
Mexique	33,1	60,0	56,1	73,5	83,3	87,4	91,5	84,7	85,1	62,2
Amérique latine	**129,0**	**56,3**	**159,1**	**139,0**	**159,9**	**173,5**	**178,8**	**187,4**	**202,8**	**48,1**
dont : Brésil	39,2	47,4	56,4	49,2	62,3	68,6	74,3	74,4	80,1	49,1
Europe de l'Ouest (2)	**755,8**	**54,8**	**755,9**	**601,4**	**632,1**	**652,6**	**654,8**	**667,3**	**684,1**	**39,7**
dont : Union Européenne (à15)	689,9	59,5	676,4	525,0	555,2	573,4	576,8	585,9	598,2	41,9
Allemagne (1)	161,9	47,9	161,3	124,2	126,7	135,4	135,3	135,7	138,9	39,5
France	**124,3**	**70,4**	**117,2**	**85,2**	**88,8**	**89,1**	**83,9**	**86,6**	**91,1**	**35,8**
Espagne	38,9	73,6	49,0	39,7	46,5	48,4	52,3	55,5	55,5	54,3
Italie	100,1	77,9	99,9	83,1	91,0	92,2	91,0	94,5	93,2	57,8
Royaume-Uni	111,6	50,5	95,0	78,9	82,6	84,6	86,4	84,5	84,7	36,3
Europe de l'Est (3)	**364,7**	**37,2**	**481,7**	**478,9**	**459,8**	**331,2**	**263,8**	**257,6**	**235,3**	**22,0**
dont : URSS (ex-)	322,0	37,0	422,6	430,7	408,3	296,3	230,6	221,6	198,2	21,0
Afrique	**41,7**	**19,4**	**61,5**	**76,9**	**87,3**	**85,0**	**95,8**	**97,0**	**95,7**	**21,0**
Moyen-Orient	**46,4**	**69,7**	**90,0**	**135,4**	**151,5**	**178,9**	**190,1**	**195,4**	**204,1**	**60,8**
Extrême-Orient	**405,7**	**35,1**	**499,2**	**463,6**	**620,7**	**725,3**	**758,3**	**801,6**	**849,0**	**30,6**
dont : Chine	52,7	12,4	92,3	93,3	116,5	146,7	146,1	158,4	173,4	15,8
Corée du Sud	13,4	63,6	26,9	26,5	50,0	79,2	86,2	94,4	101,8	62,1
Inde	24,2	12,5	32,2	44,1	60,1	65,0	70,7	82,1	87,0	19,2
Japon	252,2	77,9	258,7	203,6	252,9	254,9	268,5	269,6	273,5	53,6
Océanie	**31,6**	**47,9**	**36,4**	**31,5**	**36,5**	**38,9**	**39,6**	**40,1**	**43,2**	**36,8**
Soutes maritimes (4)	**130,0**	**100,0**	**114,6**	**95,0**	**118,4**	**124,8**	**126,0**	**127,8**	**27,9**	**100,0**
Monde	**2 843,0**	**46,0**	**3 230,1**	**2 902,2**	**3 197,4**	**3 260,2**	**3 281,7**	**3 342,4**	**3 337,3**	**35,0**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de fioul domestique acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Amérique du Nord	**3,25**	**3,29**	**2,60**	**2,58**	**2,54**	**2,58**	**2,53**	**2,57**
dont : Canada	3,59	3,79	2,71	2,79	2,63	2,63	2,62	2,58
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,05	3,09	3,06	3,14
Mexique	0,61	0,87	0,98	1,01	1,00	1,03	0,94	0,93
Amérique latine	**0,52**	**0,56**	**0,43**	**0,45**	**0,47**	**0,47**	**0,49**	**0,52**
dont : Brésil	0,38	0,47	0,36	0,42	0,44	0,47	0,47	0,50
Europe de l'Ouest (2)	**1,68**	**1,63**	**1,26**	**1,29**	**1,31**	**1,30**	**1,32**	**1,35**
dont : Union Européenne (à 15)	1,99	1,91	1,46	1,52	1,55	1,55	1,57	1,60
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,60	1,67	1,66	1,66	1,70
France	**2,39**	**2,19**	**1,54**	**1,57**	**1,55**	**1,45**	**1,49**	**1,56**
Espagne	1,12	1,32	1,03	1,20	1,24	1,34	1,42	1,41
Italie	1,83	1,77	1,47	1,60	1,62	1,59	1,65	1,62
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,39	1,44	1,45	1,48	1,44	1,44
Europe de l'Est (3)	**1,19**	**1,49**	**1,41**	**1,31**	**0,94**	**0,75**	**0,73**	**0,67**
dont : URSS (ex-)	1,29	1,60	1,55	1,41	1,01	0,79	0,76	0,68
Afrique	**0,11**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,14**	**0,14**	**0,13**
Moyen-Orient	**0,65**	**1,02**	**1,22**	**1,16**	**1,26**	**1,31**	**1,31**	**1,34**
Extrême-Orient	**0,20**	**0,22**	**0,18**	**0,22**	**0,25**	**0,25**	**0,26**	**0,28**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,10	0,12	0,12	0,13	0,14
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	1,80	1,93	2,09	2,23
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,09	0,09
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,04	2,15	2,15	2,17
Océanie	**1,92**	**2,06**	**1,65**	**1,78**	**1,83**	**1,85**	**1,84**	**1,96**
Monde	**0,74**	**0,76**	**0,62**	**0,62**	**0,61**	**0,60**	**0,61**	**0,60**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE et ex-URSS.

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**11,9**	**13,8**	**16,3**	**15,7**	**15,6**	**14,7**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	5,1	5,9	7,0	7,4	7,8	7,5
Royaume-Uni	–	0,3	5,0	6,2	7,4	8,8	7,9	7,4	6,9
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**24,5**	**26,5**	**28,0**	**29,5**	**29,6**	**29,7**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	1,2	1,0	2,0
Congo	1,4	3,7	4,7	4,8	4,6	4,8	4,6	5,3	5,7
Gabon	9,1	5,6	7,5	8,5	9,3	9,7	9,6	9,6	8,7
Nigéria	1,8	2,0	4,3	5,8	6,6	7,1	7,3	6,8	6,4
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**15,0**	**14,3**	**14,6**	**14,5**	**15,0**	**16,5**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	13,1	12,3	12,0	11,8	12,0	...
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**2,2**	**1,9**	**2,5**	**3,0**	**3,4**	**4,3**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,2**	**1,3**	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,6**
Total	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**54,8**	**57,8**	**62,6**	**63,9**	**64,8**	**66,8**

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence Internationale de l'énergie (AIE)

Pays	r 1973		r 1979	r 1985	r 1990	r 1993	r 1994	r 1995
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep
Amérique du Nord	966,1	46,0	1 031,8	890,8	961,3	950,9	974,5	998,3
dont : Canada	81,8	50,3	92,0	70,2	77,0	76,1	76,8	77,7
États-Unis	834,0	47,5	883,6	736,8	770,3	786,4	806,2	830,6
Mexique	50,1	60,0	56,1	73,5	83,5	87,4	91,5	94,1
Amérique latine	139,6	56,3	169,1	139,0	159,9	173,5	179,8	187,4
dont : Brésil	38,1	47,4	58,4	49,2	62,3	62,6	74,3	74,1
Europe de l'Ouest (2)	735,8	54,8	796,8	661,4	632,1	662,5	654,8	667,3
dont : Union Européenne (à 15)	660,9	56,5	670,4	525,0	565,2	573,4	576,8	585,4
Allemagne (1)	161,9	47,3	161,3	124,2	126,7	135,4	135,3	135,7
France	124,3	70,4	117,2	86,2	96,8	89,1	83,9	85,6
Espagne	39,9	73,6	49,0	50,7	48,5	48,4	52,3	54,0
Italie	100,1	77,9	99,9	82,1	91,0	92,2	91,0	94,5
Royaume-Uni	117,6	50,5	95,0	78,9	82,6	84,6	86,4	86,1
Europe de l'Est (3)	364,7	37,2	481,7	478,8	439,6	331,2	283,9	291,8
dont : URSS (ex-)	322,9	37,0	422,6	430,7	406,5	296,2	252,6	261,9
Afrique	43,7	18,4	61,8	76,0	87,3	86,9	96,5	97,0
Moyen-Orient	48,4	68,7	90,0	136,4	151,8	176,9	180,1	185,2
Extrême-Orient	405,7	30,1	499,2	483,6	620,7	728,2	786,3	901,8
dont : Chine	82,7	12,4	92,1	91,3	116,5	143,7	146,1	158,4
Corée du Sud	13,7	40,1	26,8	26,5	50,0	79,2	86,2	104,4
Inde	24,0	12,5	32,2	44,1	60,1	65,0	70,7	82,1
Japon	253,2	77,9	298,7	303,6	252,8	234,9	265,5	286,6
Océanie	61,9	47,9	36,4	31,5	36,6	35,9	36,8	40,1
Soutes maritimes (4)	130,2	100,0	114,6	96,0	118,4	124,8	128,0	135,8
Monde	2 843,0	46,0	3 230,1	3 402,2	3 197,4	3 330,2	3 261,7	3 342,4

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de fioul domestique acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence Internationale de l'énergie (AIE)

Pays	r 1973	r 1979	r 1985	r 1990	r 1993	r 1994	r 1995
	Tep	Tep	Tep	Tep	Tep	Tep	Tep
Amérique du Nord	3,25	3,20	2,90	2,84	2,64	2,68	2,72
dont : Canada	3,66	3,79	2,71	2,79	2,63	2,60	2,58
États-Unis	3,89	3,85	3,09	3,06	3,05	3,08	3,13
Mexique	0,81	0,87	0,95	1,01	1,00	1,03	1,05
Amérique latine	0,58	0,56	0,43	0,45	0,47	0,49	0,50
dont : Brésil	0,36	0,47	0,35	0,40	0,44	0,47	0,47
Europe de l'Ouest (2)	1,56	1,63	1,29	1,20	1,21	1,20	1,22
dont : Union Européenne (à 15)	1,72	1,75	1,37	1,47	1,49	1,50	1,52
Allemagne	2,66	2,65	2,04	1,98	2,11	2,11	2,12
France	2,29	2,14	1,57	1,70	1,56	1,47	1,50
Espagne	1,17	1,42	1,27	1,22	1,21	1,30	1,35
Italie	1,80	1,80	1,47	1,60	1,60	1,57	1,62
Royaume-Uni	2,09	1,69	1,39	1,46	1,50	1,53	1,55
Europe de l'Est (3)	1,41	1,81	1,81	1,64	1,23	1,06	1,09
dont : URSS (ex-)	1,61	2,09	2,14	2,02	1,47	1,25	1,30
Afrique	0,14	0,16	0,14	0,13	0,13	0,13	0,13
Moyen-Orient	0,17	0,24	0,34	0,38	0,44	0,45	0,46
Extrême-Orient	0,20	0,22	0,22	0,27	0,32	0,34	0,39
dont : Chine	0,10	0,10	0,08	0,08	0,12	0,12	0,13
Corée du Sud	0,40	0,72	0,72	1,17	1,72	1,87	2,27
Inde	0,05	0,05	0,06	0,07	0,08	0,08	0,09
Japon	2,34	2,64	2,52	2,03	1,89	2,13	2,30
Océanie	4,09	3,04	2,39	2,07	1,93	1,94	2,12
Soutes maritimes (4)	6,19	5,45	4,57	5,63	5,94	6,09	6,46
Monde	0,67	0,76	0,80	0,75	0,78	0,76	0,78
Union Européenne (à 15)	1,72	1,75	1,37	1,47	1,49	1,50	1,52
OCDE	1,90	1,93	1,70	1,70	1,69	1,70	1,73
Non OCDE	0,29	0,34	0,34	0,34	0,36	0,36	0,37
Monde hors Union Européenne	0,64	0,72	0,78	0,73	0,76	0,74	0,76

Chapitre J.04

Électricité

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1998, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 424 TWh en 1998. L'électricité représente ainsi 41 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 21 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 33 % (48 % en 1973).

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 369 TWh en 1998 s'accompagne donc d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 53 TWh en 1998, soit 47 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1998, la production thermique classique représente 11 % de la production totale assurée pour l'essentiel (76 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est maintenant quasiment achevé et la capacité de production (25 GW en 1998) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 14 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a en 1998 une puissance maximale de l'ordre de 113 GW, dont 62 GW pour le parc nucléaire (58 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 58 TWh en 1998 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Quatre tranches de 1 450 MW chacune sont en cours de construction pour être mises en service industriel vers la fin du siècle : CHOOZ B1 a été couplée au réseau en août 1996, CHOOZ B2 en avril 1997, CIVAUX 1 en décembre 1997, CIVAUX 2 en décembre 1999.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son transport et sa distribution aux différents usagers.

EDF produit 94 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

L'organisation électrique française devrait être profondément modifiée par la transposition en droit français, prévue en 2000, de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité » adoptée en décembre 1996 par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne (directive 96/92/CE).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le coeur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le coeur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France possède aujourd'hui deux réacteurs à neutrons rapides : un prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule et une unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, qui a été arrêté par décret en février 1998.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  - Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
  - Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel) ;

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

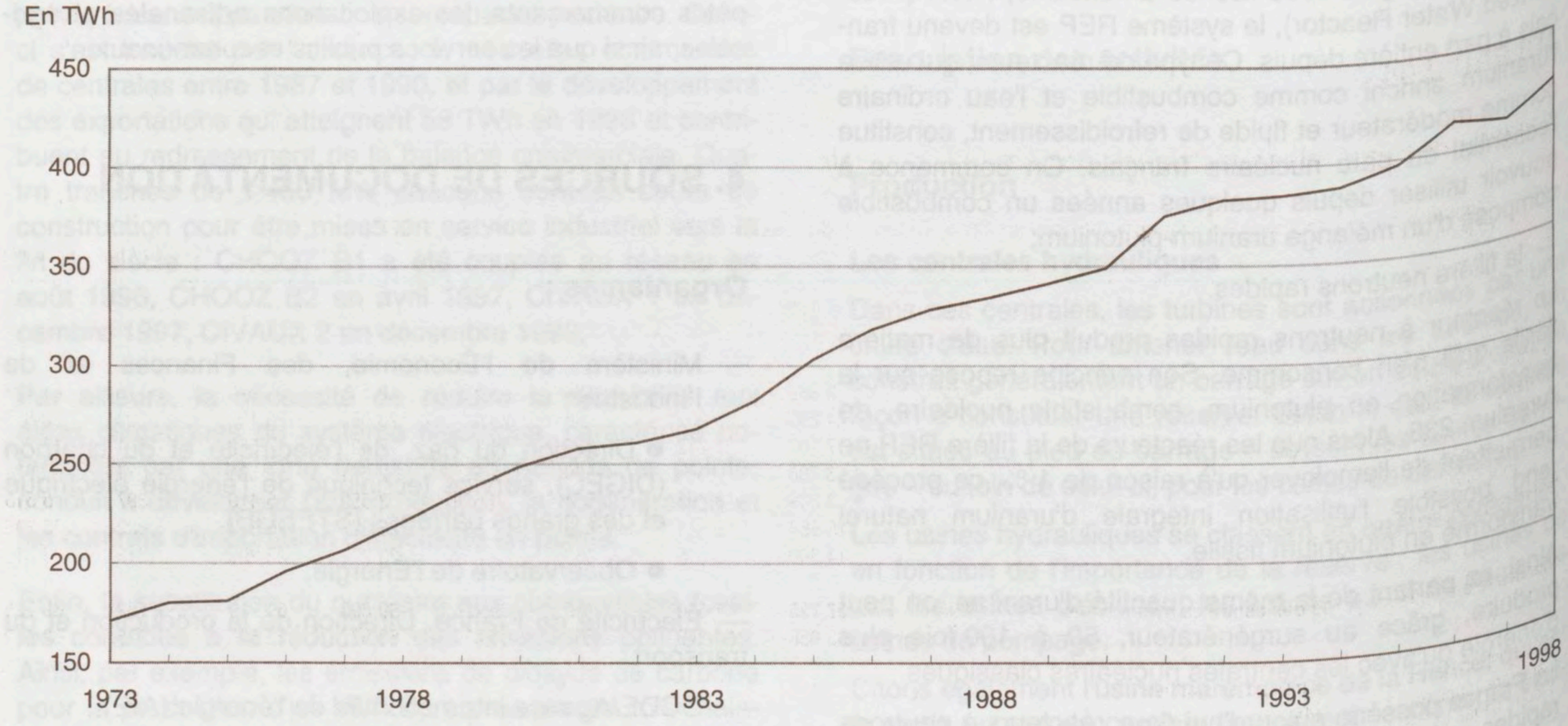
Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France

En TWh



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Ressources								
Production nette	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**
dont : Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	41 681	37 781	52 660
Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	378 225	375 935	368 500
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	69 933	67 227	65 795
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**3 617**	**4 238**	**4 590**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**
Emplois								
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**72 428**	**69 634**	**62 152**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**5 836**	**5 237**	**5 556**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**415 192**	**410 310**	**423 837**
dont : Consommation haute tension (2)	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	230 906	234 131	238 475
Consommation basse tension (3)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	153 275	147 487	154 832
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	31 011	28 692	30 530
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(3) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	37 487	55 750	58 515	59 970	62 875	61 733
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 869	26 109	26 203	25 857
dont : EDF	"	17 107	21 972	20 135	16 126	17 426	17 562	17 691	17 222
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	3 509	2 883	2 531	2 531	2 531	2 531
Industrie	"	3 309	3 698	3 574	3 628	3 555	5 410	5 397	5 513
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 227	25 314	25 329	25 335
dont : EDF	"	14 800	17 815	20 366	23 207	23 272	23 299	23 313	23 316
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**69 503**	**69 719**	**69 782**	**69 725**
dont : EDF (3)	"	53 956	57 849	62 563	63 470	62 577	62 576	62 575	62 502

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Production nucléaire	**13 969**	**37 898**	**213 087**	**297 949**	**358 779**	**378 225**	**375 935**	**368 500**
Production thermique classique	**112 968**	**126 123**	**52 059**	**45 085**	**36 802**	**41 681**	**37 781**	**52 660**
dont : EDF	83 183	96 016	28 129	25 266	17 517	21 215	16 235	29 768
Charbonnages de France	15 286	17 010	15 059	9 758	8 610	8 484	8 041	8 830
Industrie	14 406	13 068	8 820	9 973	10 101	11 265	12 950	13 631
dont : Charbon	28 224	60 622	38 167	29 351	23 072	26 225	21 164	32 643
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	4 372	5 393	5 675	8 173
Production hydraulique	**47 543**	**66 992**	**63 414**	**57 212**	**75 790**	**69 933**	**67 227**	**65 795**
dont : EDF (3)	44 464	61 688	58 296	52 063	68 594	62 907	60 820	58 949
Total	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**

(1) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(2) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Uranium	2,8	8,7	49,1	69,0	83,6	87,4	87,8	86,1
Charbon	3,5	10,5	5,7	4,6	3,3	4,2	3,1	5,7
Fioul	14,1	10,7	0,7	1,1	0,5	0,7	0,5	1,2
Gaz naturel	2,1	1,5	0,2	–	–	–	–	–
Divers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5
Total	**22,9**	**32,0**	**56,0**	**75,0**	**87,9**	**92,7**	**91,9**	**93,5**

(1) tep = tonne équivalent pétrole.

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
HAUTE TENSION								
3e catégorie :								
400 kV	4 491	10 187	15 806	19 019	20 554	20 782	20 866	20 892
225 kV	20 569	24 448	24 848	25 493	26 063	26 075	26 206	26 378
150 kV	6 865	5 270	3 733	2 396	1 585	1 584	1 458	1 377
90 kV	9 549	12 146	13 219	15 713	17 200	17 178	17 319	17 443
63 kV	27 344	30 985	33 039	36 376	38 986	39 135	39 289	39 232
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**90 645**	**98 997**	**104 388**	**104 754**	**105 138**	**105 322**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387 307**	**487 134**	**538 987**	**574 266**	**596 792**	**600 284**	**602 239**	**606 447**
BASSE TENSION								
1ère catégorie (1) total	**558 616**	**625 656**	**645 757**	**656 967**	**663 297**	**664 732**	**666 827**	**668 244**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	10 422	10 114	11 165	11 200
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	114 104	115 904	119 766	120 600
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	208 301	218 922	213 580	225 800
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 747	2 610	2 700
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 599	9 527	9 741	9 900
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**343 920**	**357 214**	**356 862**	**370 200**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**123 533**	**122 663**	**121 239**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	116 919	116 461	114 380

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et DOM ou collectivité territoriale	1979	1985	1990	1994	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	123	124	124	124	124	124
Guyane (2)	–	–	–	–	116	116	116	116
Thermique :								
Guadeloupe (3)	83	246	328	389	408	408	408	...
Guyane	27	71	130	160	147	139	139	139
Martinique	74	214	258	321	342	396	396	...
Réunion (4)	60	97	152	249	310	316	316	...
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	27	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (5)								
Guadeloupe	282	474	747	1 011	1 063	1 128	1 199	1 308
Guyane	96	198	337	451	519	530	539	559
Martinique	258	429	657	865	976	1 019	1 078	1 045
Réunion	306	558	882	1 185	1 298	1 368	1 471	1 544
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	43	41	38	38	40	39

(1) MW = million de watts.
(2) Centrale de Petit Saut à partir de 1995.
(3) Dont géothermie à partir de 1985.
(4) Centrales de Bois Rouge (60 MW) à partir de 1992 et du Gol (64 MW) à partir de 1995.
(5) GWh = milliard de wattheures.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique

Unité : TWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 217,4**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,0**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	792,8	807,6	851,4	859,8
dont : Allemagne (RFA) (2)	12,2	42,3	138,2	147,3	151,2	154,2	161,7	170,4
Belgique	–	11,4	34,6	42,7	40,6	41,4	43,3	47,4
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**360,0**	**377,3**	**397,3**	**395,5**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	89,5	86,5	95,0	98,0
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,3	55,4	56,3	55,3
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	73,1	69,9	74,1	69,9
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	110,6	100,3	95,2	84,5
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	672,5	705,7	706,3	656,9
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	261,4	287,8	297,4	320,2
URSS (ex-)	12,0	55,0	143,5	210,4	178,5	181,1	204,6	201,7
Corée du Sud	–	3,2	16,7	52,9	58,3	65,8	73,9	77,1

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) À partir de 1990, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Unité : kWh par habitant

Pays ou zone	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Amérique du Nord	**7 877**	**8 854**	**9 361**	**10 553**	**10 894**	**11 040**	**11 214**	**11 398**
dont : États-Unis	9 343	10 615	11 167	12 802	13 326	13 496	13 754	13 990
Canada	11 355	13 578	16 138	17 330	17 286	17 539	17 774	18 001
Mexique	691	960	1 243	1 469	1 552	1 657	1 677	1 768
Amérique latine	**651**	**966**	**1 219**	**1 385**	**1 497**	**1 541**	**1 614**	**1 676**
dont : Argentine	1 068	1 346	1 509	1 516	1 797	1 863	1 906	2 089
Brésil	620	1 061	1 449	1 685	1 803	1 859	1 956	2 023
Europe de l'Ouest (1)	**3 599**	**4 358**	**4 924**	**5 383**	**5 441**	**5 498**	**5 633**	**5 765**
dont : UE à 15	3 913	4 737	5 387	5 993	6 090	6 160	6 305	6 460
Allemagne	4 907	6 030	6 762	6 939	6 493	6 521	6 636	6 717
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 900	4 044	4 182	4 376	4 469
France	**3 447**	**4 611**	**5 809**	**6 616**	**7 133**	**7 146**	**7 294**	**7 612**
Italie	2 674	3 314	3 695	4 430	4 597	4 710	4 867	4 911
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 424	5 709	5 865	5 974	6 161
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 750	5 840	5 854	5 978	6 191
Suède	9 686	11 641	16 243	16 897	16 658	16 320	16 616	16 601
Europe de l'Est (2)	**3 354**	**4 339**	**5 141**	**5 499**	**4 665**	**4 282**	**4 216**	**4 167**
dont : URSS (ex-)	3 620	4 650	5 470	5 855	4 953	4 519	4 375	4 274
Afrique	**291**	**390**	**491**	**518**	**514**	**526**	**529**	**535**
Moyen-Orient	**504**	**967**	**1 550**	**1 824**	**2 023**	**2 153**	**2 189**	**2 258**
Extrême-Orient	**398**	**503**	**600**	**778**	**885**	**943**	**987**	**1 023**
dont : Chine	196	301	407	570	739	801	857	910
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 273	7 717	7 883	8 019
Océanie	**5 058**	**6 425**	**7 810**	**9 171**	**9 312**	**9 451**	**9 614**	**9 740**
Monde	**1 602**	**1 886**	**2 083**	**2 311**	**2 332**	**2 361**	**2 408**	**2 449**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(2) Europe non OCDE et ex-URSS.

Chapitre J.05

Gaz

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et de distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7 Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation de plus de 435 TWh en 1998, le gaz naturel représente 13,8 % de la demande d'énergie primaire. Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électro-nucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 1998, le gaz représente 14,6 % de la consommation finale énergétique, 20,2 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,6 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1998, près de 90 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 66 % entre 1981 et 1998).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1998, environ 30 % du gaz importé par la France arrive de Norvège, 28 % de l'ex-URSS, 28 % de l'Algérie et 14 % des Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ».

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, qui est actuellement assurée sur le territoire national par la Société Elf-Aquitaine-Production, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries).

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale, ont été exclues de la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci doit cependant être assuré par une société dans laquelle 30 % du capital est détenu par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Elf-Aquitaine et 30 % par Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. La Compagnie Française du Méthane (CFM), filiale commune de Gaz de France (55 %), d' Elf (30 %) et de Total (15 %), transporte le gaz dans un périmètre situé au centre du réseau français. Pour le reste du territoire français, Gaz de France assure le transport et le stockage du gaz.

Un texte particulier, prévoit par ailleurs, que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées par voie de concession à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi du 8 avril 1946 a confié cette activité à Gaz de France.

Elle a cependant autorisé le maintien des sociétés de distribution de gaz existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Par ailleurs, la loi du 2 juillet 1998 et le décret d'application du 12 avril 1999 ont prévu l'élaboration d'un plan national de desserte gazière, ainsi que la possibilité d'introduction de nouveaux distributeurs, sous certaines conditions, dans les zones non encore desservies.

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients in-

dustriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration – Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Gaz de France.
- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  - Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).
  - Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).
- Comité professionnel du pétrole.
- OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).
- Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);

Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);

Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

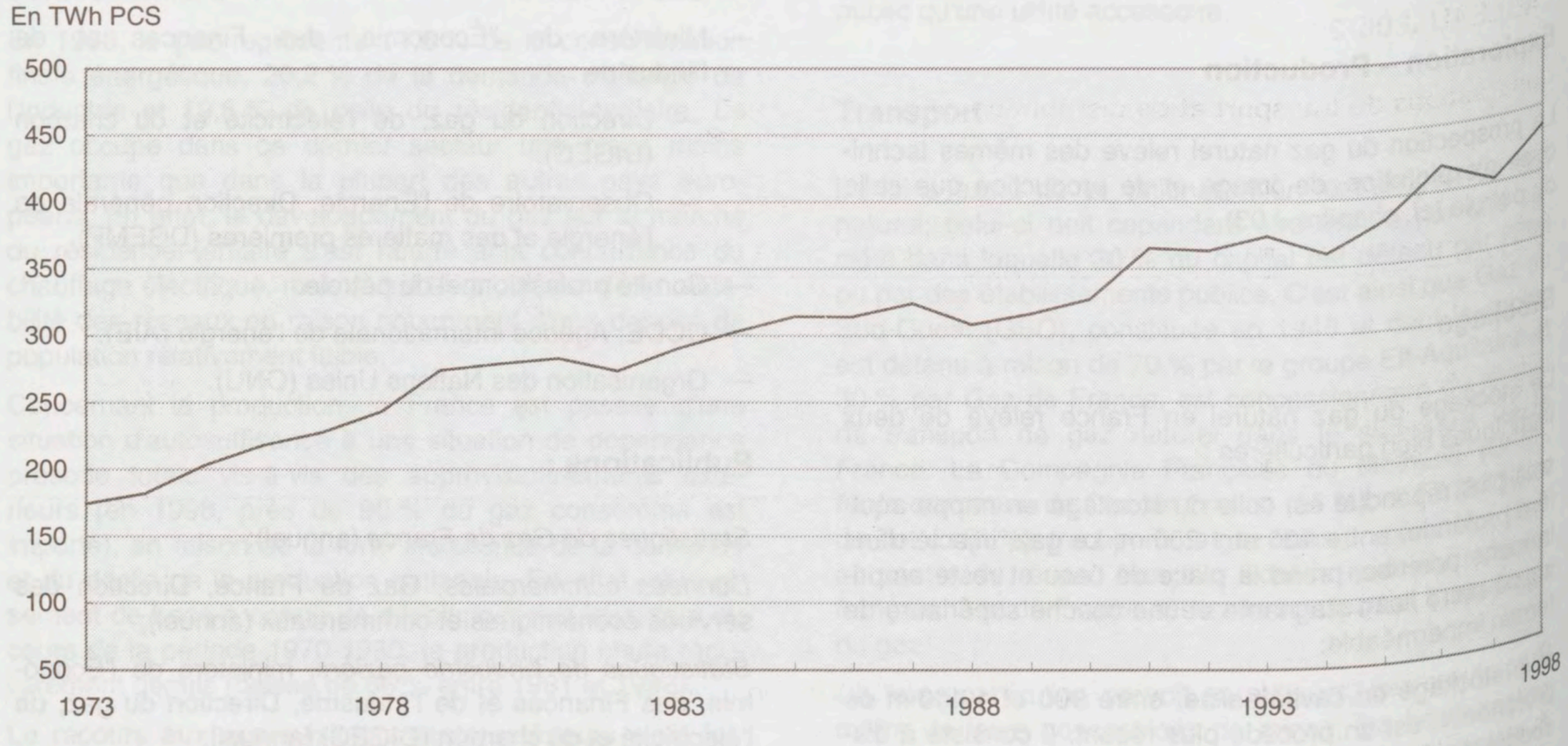
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel

En TWh PCS



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unités : GWh; *PCS* (1)

	1973	1979	1985	1990	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Ressources									
Production brute (y compris grisou)	81 287	84 080	58 632	32 509	37 332	36 091	31 098	27 486	24 162
Importations	98 716	192 080	263 693	318 765	347 205	363 235	391 717	394 287	401 000
Déstockage	—	—	—	—	—	—	5 647	—	19 234
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**384 537**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**444 396**
Emplois									
Consommation (2)	174 453	274 045	313 643	326 608	359 543	383 331	419 450	404 966	435 216
dont : Usages domestiques individuels	37 686	69 316	85 942	85 138	106 908	101 399	117 444	114 284	123 230
Usages domestiques collectif et tertiaire	21 863	50 608	75 732	78 879	93 885	97 078	111 137	104 464	113 500
Usages industriels	97 924	145 270	146 282	154 411	161 943	171 143	180 443	186 111	195 417
Exportations	1 021	1 926	2 881	3 838	8 234	7 965	9 012	15 020	9 180
Stockage	4 529	189	5 801	20 828	16 760	8 030	—	1 787	—
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**384 537**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**444 396**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.
(2) Y compris la consommation finale du secteur «Énergie».

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité* : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Canalisations de transport (1)	17 974	22 678	26 619	30 162	31 503	31 759	32 012	32 712
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	132 325	136 860	140 556	145 130

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 151	7 438	7 634	7 978	7 863
Industrie	43 053	81 850	100 178	114 681	120 305	128 790	135 435	138 782	147 811
Résidentiel-Tertiaire	59 888	118 322	148 645	177 740	223 480	206 858	222 020	233 661	241 648
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 426	2 541	2 679	2 724	2 690
Transports	137	62	16	2	8	5	5	4	5
Total énergétique	**112 344**	**213 897**	**259 143**	**303 199**	**353 370**	**345 632**	**367 773**	**383 149**	**400 017**
Total non énergétique	**19 369**	**29 254**	**29 870**	**24 645**	**27 635**	**27 378**	**28 696**	**29 704**	**29 000**
Total	**131 713**	**243 151**	**289 013**	**327 844**	**381 005**	**373 010**	**396 469**	**412 853**	**429 017**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**30 646**	**29 945**	**28 671**	**28 378**	**28 179**	**28 064**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	27 649	26 743	26 902	26 614	26 415	26 290

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Centre d'information sur le gaz naturel [CEDIGAZ (réserves)]

Pays	Production (million de tep)							Réserves prouvées au 1er janv. 1999 (milliard de m³) (1)
	r 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	
Amérique du Nord	**574**	**480**	**530**	**544**	**590**	**590**	**603**	**8 350**
dont : États-Unis	503	386	419	419	441	436	440	4 740
Canada	61	70	88	102	124	130	135	1 810
Mexique	11	24	23	22	25	24	27	1 800
Amérique latine	**23**	**43**	**52**	**55**	**63**	**67**	**72**	**6 210**
dont : Vénézuela	6	12	16	19	21	23	26	4 040
Argentine	12	18	20	19	23	25	26	680
Europe de l'Ouest (2)	**125**	**167**	**163**	**180**	**194**	**202**	**233**	**4 840**
dont : Union Européenne	116	133	133	147	160	167	189	3 210
Pays-Bas	54	61	55	62	60	60	68	1 790
Royaume-Uni	24	36	41	46	58	64	76	770
Allemagne	16	16	14	14	14	15	16	350
Italie	13	12	14	15	17	16	16	230
France	**6**	**4**	**3**	**3**	**3**	**3**	**2**	...
Norvège	–	23	24	26	28	28	37	1 170
Europe de l'Est (3)	**222**	**554**	**682**	**648**	**589**	**586**	**589**	**57 070**
dont : URSS (ex-)	195	520	656	628	572	569	573	56 700
Afrique	**9**	**43**	**62**	**70**	**68**	**74**	**79**	**10 220**
dont : Algérie	4	31	44	49	45	52	55	3 690
Asie	**40**	**130**	**196**	**228**	**260**	**273**	**301**	**57 790**
dont : Chine	5	11	13	14	16	17	19	1 370
Japon	2	2	2	2	2	2	2	...
Moyen-Orient	25	54	85	101	115	119	128	49 530
Arabie Séoudite	2	16	25	28	31	33	36	5 790
Iran	16	12	20	30	34	33	34	23 000
Emirats arabes unis	1	11	16	18	21	24	28	6 000
Indonésie	–	29	44	50	58	59	63	2 050
Malaisie	–	10	15	20	21	24	30	2 310
Océanie	**6**	**16**	**23**	**26**	**29**	**31**	**32**	**1 910**
dont : Australie	3	11	17	19	22	25	26	1 260
Monde	**999**	**1 433**	**1 708**	**1 751**	**1 793**	**1 823**	**1 909**	**146 390**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Pays	*r* 1973		*r* 1985	*r* 1991	*r* 1994	*r* 1995		1996
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**485**	**539**	**582**	**601**	**602**	**23,9**
dont : États-Unis	515	29,6	412	460	492	509	504	23,5
Canada	37	23,2	50	55	65	67	70	29,7
Mexique	10	19,0	24	24	25	25	28	20,4
Amérique latine	**23**	**10,1**	**43**	**53**	**62**	**67**	**72**	**18,0**
Argentine	7	20,2	14	19	23	25	27	46,8
Vénézuela	12	47,1	18	20	23	25	26	50,3
Europe de l'Ouest (1)	**133**	**9,7**	**222**	**269**	**287**	**311**	**345**	**20,0**
dont : Union Européenne	122	10,5	197	240	254	275	305	21,3
France	**14**	**7,7**	**25**	**29**	**28**	**30**	**33**	**12,7**
Pays Bas	28	45,6	32	34	33	34	37	47,2
Allemagne	29	8,5	49	58	61	67	75	20,7
Royaume-Uni	25	11,4	47	51	60	65	76	33,5
Italie	14	11,1	27	41	41	45	46	29,1
Espagne	1	1,8	2	6	6	8	9	10,5
Europe de l'Est (2)	**224**	**22,8**	**507**	**624**	**501**	**493**	**500**	**47,4**
dont : URSS (ex-)	196	22,6	461	585	470	461	465	50,4
Afrique	**4**	**1,7**	**22**	**34**	**38**	**39**	**40**	**8,7**
Algérie	2	32,1	10	15	15	16	16	63,9
Asie	**35**	**2,8**	**132**	**216**	**269**	**283**	**313**	**10,4**
dont : Chine	5	1,2	12	13	16	17	19	1,9
Japon	5	1,6	35	47	51	52	56	10,7
Moyen-Orient	19	27,9	51	86	111	114	123	37,0
Emirats arabes unis	1	70,2	8	17	17	19	22	76,8
Iran	9	32,9	12	25	34	33	34	35,4
Océanie	**4**	**5,6**	**14**	**18**	**20**	**21**	**21**	**18,3**
dont : Australie	3	5,9	11	14	16	17	17	16,6
Monde	**984**	**16,3**	**1 426**	**1 754**	**1 759**	**1 814**	**1 894**	**20,1**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Amérique du Nord	**1 948**	**1 431**	**1 434**	**1 518**	**1 537**	**1 568**	**1 554**
dont : États-Unis	2 428	1 727	1 758	1 867	1 886	1 932	1 899
Canada	1 652	1 923	1 954	2 113	2 209	2 265	2 347
Mexique	194	319	280	284	287	280	302
Amérique latine	**93**	**135**	**148**	**157**	**165**	**174**	**185**
Argentine	285	459	545	652	677	718	779
Vénézuela	1 006	1 068	1 034	1 008	1 053	1 148	1 177
Europe de l'Ouest (1)	**297**	**464**	**515**	**569**	**570**	**616**	**682**
dont : Union Européenne	351	550	613	681	684	739	818
France	**260**	**444**	**459**	**505**	**480**	**509**	**560**
Pays Bas	2 121	2 233	2 061	2 241	2 168	2 204	2 413
Allemagne	363	627	693	736	751	824	919
Royaume-Uni	447	823	820	993	1 031	1 111	1 291
Italie	260	480	687	735	708	779	803
Espagne	27	56	128	147	161	197	220
Europe de l'Est (2)	**731**	**1 495**	**1 724**	**1 567**	**1 419**	**1 398**	**1 420**
dont : URSS (ex-)	786	1 657	1 936	1 780	1 609	1 577	1 594
Afrique	**9**	**40**	**52**	**56**	**55**	**55**	**55**
Asie (3)	**17**	**51**	**71**	**84**	**90**	**93**	**102**
dont : Chine	6	11	11	13	14	14	15
Japon	47	290	350	383	409	414	445
Moyen - Orient	258	464	626	733	760	762	803
Océanie	**222**	**747**	**913**	**908**	**915**	**946**	**962**
Monde	**260**	**305**	**329**	**332**	**325**	**331**	**341**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**15 423**	**15 863**	**17 038**	**16 486**	**14 270**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 582	4 129	4 498	4 300	3 162
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	6 846	7 289	7 871	7 711	6 805
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	3 704	4 193	4 426	4 250	4 183
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**461**	**506**	**532**	**510**	**413**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**3 263**	**3 490**	**4 016**	**3 931**	**4 028**
Asie \ Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**913**	**1 023**	**1 339**	**1 335**	**7 152**
Total (1)	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**20 060**	**20 882**	**22 925**	**22 262**	**27 085**

(1) Pour 1998, y compris le Proche-Orient : 1 222 Millions de m^3.

K

Industrie et construction

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Pays	r 1973	r 1985	r 1990	r 1993	r 1994	r 1995	p 1996
							Unité : kg-équivalent pétrole par habitant
Amérique du Nord	1 948	1 431	1 454	1 518	1 537	1 566	1 606
dont : Etats-Unis	2 428	1 727	1 723	1 807	1 809	1 836	1 870
Canada	3 652	1 803	1 954	2 118	2 228	2 199	2 227
Mexique	194	319	292	364	387	395	408
Amérique latine	91	135	149	157	166	174	178
Argentine	265	409	545	592	677	749	770
Vénézuela	1 005	1 066	1 084	1 006	1 053	1 149	1 208
Europe de l'Ouest (1)	297	464	518	559	632	662	698
dont : Union Européenne	351	560	613	661	754	789	836
France	350	444	409	395	426	469	510
Pays-Bas	2 121	2 270	2 061	2 241	2 108	2 204	2 276
Allemagne	563	627	693	736	761	806	846
Royaume-Uni	442	823	820	866	1 004	1 107	1 208
Italie	280	490	667	726	708	779	820
Espagne	27	88	126	147	181	207	243
Europe de l'Est (2)	731	1 456	1 704	1 582	1 419	1 342	1 344
dont : URSS (ex)	755	1 857	1 908	1 760	1 623	1 547	1 547
Afrique	17	51	71	64	69	70	71
dont : Chine	6	14	11	10	14	14	14
Japon	47	290	350	380	409	444	458
Moyen - Orient	254	464	626	730	769	797	846
Océanie	922	747	913	906	915	944	977
Monde	368	395	429	392	424	441	461

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Pays	1975	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997
								Unité : Millions de m³
Total (1)	3 668	10 355	16 540	17 392	20 000	20 982	22 326	22 262

(1) Pour 1985, y compris la Pacific-Orient : 1 222 Millions de m³.

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.
4. Indices de la production industrielle dans plusieurs pays .

5A. Résultats des entreprises industrielles par grands secteurs, en NES 16.

5B. Principales évolutions dans l'industrie manufacturière.

6. Place de l'investissement industriel par branche.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9. Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière.
10. Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises.

11A. Sous-traitance industrielle confiée selon les secteurs d'activité.

11B. Sous-traitance industrielle confiée selon la taille des entreprises.

12. Évolution des soldes des investissements directs (en flux) par secteur économique.
13. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.
14. Principales grandeurs des entreprises industrielles.
15. Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

La France est le quatrième producteur industriel de l'OCDE après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne et le quatrième exportateur industriel mondial, devant le Royaume-Uni. Depuis plus de dix ans, les exportations françaises de produits industriels représentent entre 9 % et 10 % des ventes des neuf principaux exportateurs de l'OCDE. L'implantation des groupes français à l'étranger favorise le développement de leurs exportations; en effet, les exportations intragroupe, c'est-à-dire vers les filiales à l'étranger, sont dynamiques. Les exportations industrielles françaises ont été multipliées par 1,6 entre 1985 et 1995.

De 1990 à 1998, le poids de l'industrie passe de 21 % à 16 %, en valeur ajoutée, et de 20 % à 14 % pour l'emploi. Le poids de l'industrie diminue, mais elle reste le pôle le plus dynamique de l'économie. La désindustrialisation reflète surtout les gains importants de la productivité industrielle (+ 4 % par an). L'industrie dégage d'importants surplus dont les autres secteurs bénéficient grâce à la baisse relative des prix industriels. Elle témoigne également d'une externalisation croissante vers le secteur tertiaire (comptabilité, activités commerciales ...) et d'un recours croissant à la location de personnels (intérim) ou de matériels (location ou leasing de matériel et d'équipements).

Au sein de l'industrie manufacturière, la part relative des différents secteurs évolue peu. Seuls, les biens d'équipement accroissent significativement leur part relative sur le long terme (particulièrement aéronautique, biens électriques et électroniques...). En 1998, on note aussi une percée de l'automobile.

Depuis quatre ans, les effectifs industriels se stabilisent autour de 3,4 millions (intérim inclus) et leur part dans l'emploi total ne diminue plus. En 1998, l'emploi croît même légèrement (+ 0,14 %), reflètant la hausse de la production manufacturière (supérieure à 4,5 % par an depuis deux ans).

Plus d'un emploi sur deux se situe dans une PMI, mais le marché reste dominé par les grandes entreprises. En 1997, les achats de sous-traitance industrielle dans l'industrie manufacturière s'élèvent à 220 milliards de francs, soit 7,3 % de la production (les trois quarts concernant la sous-traitance de spécialité). Six entreprises sur sept ont recours à la sous-traitance industrielle; mais les PMI y recourent davantage que les grandes entreprises.

Dans l'industrie manufacturière, 40,8 % des entreprises de plus de 20 personnes ont innové entre 1994 et 1996. Les entreprises les plus innovantes sont celles des biens d'équipement (63 milliards de francs en 1996) et celles des biens intermédiaires (41 milliards de francs).

L'informatique en réseaux continue de se développer : 78,6 % des entreprises en sont pourvues en 1997, contre 57,1 % en 1994. Elle concerne largement les PMI tandis que les grandes entreprises retiennent plutôt les grands systèmes informatisés. Dans l'entreprise, l'informatique en réseau semble avoir ouvert la voie à la connexion à Internet : en 1997, 28,2 % en ont l'usage, dont 12,5 % pour diffuser de l'information. L'usage d'Internet augmente avec la taille de l'entreprise.

Un tiers des entreprises adopte une démarche formalisée de qualité en 1997. Plus des neuf dixièmes des entreprises de plus de 2 000 salariés sont certifiées ISO ou EAQF (Exigence Automobile Qualité); seulement le quart des PMI sont certifiées.

Pour faire face aux fluctuations de production, les grandes entreprises recourent d'abord aux dispositifs traditionnels : heures supplémentaires, emplois intérimaires et contrats à durée déterminée (CDD).

En 1997, 8,2 % des entreprises réduisent leur durée de travail; cette proportion atteint 15,5 % pour les grandes entreprises. Les entreprises échangent la baisse du temps de travail contre plus de flexibilité des salariés, d'où un plus grand recours à la modulation du temps de travail (48 %), à l'annualisation et au temps partiel (30 %).

MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées dans les pages chamois au début de l'ouvrage (point H).

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principale sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et

les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE;

— le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre);

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique; dans ce cas, la lettre **c** apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

L'enquête Innovation

L'enquête innovation a été réalisée en 1997 auprès d'un échantillon de 5 000 entreprises industrielles de plus de 20 salariés. Le taux de réponse s'élève à plus de 85 % en nombre d'unités et à plus de 95 % en termes de chiffre d'affaires. Elle a été réalisée simultanément dans les quinze pays de la Communauté. Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

L'enquête Changements organisationnels et Informatisation (COI)

Réalisée en 1997-1998 par le SESSI, elle cherche à appréhender les changements intervenus entre 1994 et 1997 dans les domaines de l'organisation et de l'informatisation. Le questionnaire a été adressé par voie postale à un échantillon représentatif des entreprises industrielles de plus de 20 salariés. La totalité des entreprises de plus de 500 personnes a été interrogée. Le taux de réponse s'élève à 88 % en nombre d'entreprises et à plus de 95 % en chiffre d'affaires. Cette enquête consistait à interroger sur un même thême des responsables d'entreprise et des salariés de ces mêmes entreprises (s'appuyant sur une collaboration entre le SESSI, le SCEES, l'INSEE, la DARES et le Centre d'études et de l'emploi). Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, tranfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Commerce extérieur

Les données sur le commerce extérieur ne sont pas directement collectées par le ministère de l'Industrie. Les chapitres des statistiques douanières ont été éclatés et leurs constituants regroupés aussi exactement que possible dans les limites des définitions des produits considérés. Cependant, cette approche est assez grossière pour plusieurs raisons. Nous citerons :

— des divergences de nomenclature : la classification douanière est assez différente dans ses principes des classifications des producteurs, ces dernières s'appuyant sur des techniques de fabrication peu maniables pour les douaniers;

— des décalages dans les périodes de comptage;

— des divergences de champ. C'est ainsi que la statistique douanière totalise par exemple le matériel neuf et d'occasion;

— du poids de certains mouvements de caractère spéculatif.

Toutes ces divergences irréductibles doivent inciter le lecteur à interpréter avec prudence les résultats obtenus.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

— l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date;

— l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs.

— l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre G.03 : « Le mouvement économique ».

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et/ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les factura- tions sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale ».

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au-dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

RNC = Résultat courant avant impôt

+ résultat exceptionnel

- impôts sur les bénéfices

- participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

— **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.

— **Sous-traitance de capacité :** la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.

— **Sous-traitance de spécialité :** la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des stratégies industrielles, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de la construction;

— INSEE.

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

Le *Bulletin mensuel de statistique industrielle,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);

« La situation de l'industrie », *Enquête annuelle d'entreprise,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

« L'état de l'industrie française », Rapport 1999, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), septembre 1999;

« L'industrie française », annuel, Chiffres-Clés Analyse, SESSI;

« L'industrie dans les régions », Chiffres-Clés Analyse, SESSI, 1999-2000, octobre 1999;

« L'état des PMI », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1999;

« Choix de structure financière et performances des PMI », Chiffres-Clés Analyse, SESSI, 1998;

« Les investissements anti-pollution », Chiffres-Clés, SESSI, Tome I en 1996 et Tome II juin 1999;

« Les consommations d'énergie dans l'industrie », Chiffres-Clés, SESSI, 1999;

« La sous-traitance industrielle », Chiffres-Clés Référence, SESSI, 2000 ;

« Technologies et société de l'information », Chiffres-Clés Analyse, SESSI, INSEE, SJTI, édition 1999;

« Le crédit-bail dans l'industrie », Chiffres-Clés, SESSI, 1997.

« La publicité dans l'industrie », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1997;

« L'ingénierie et les autres services aux entreprises », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1998 ;

« Les compétences pour innover dans l'industrie », Chiffres-Clés Référence, SESSI, édition 1998;

« L'innovation technologique dans l'industrie », Chiffres-Clés Référence, SESSI, édition 1998;

« Changements organisationnels et informatisation dans l'industrie », Chiffres-Clés Référence, SESSI, édition 1998;

« Industrie française et mondialisation », Chiffres-Clés Analyse, SESSI, édition 1998;

Le « 4 pages » du SESSI :

— « Les normes ISO 9000 et le partenariat industriel », n° 88, mars 1998;

— « L'innovation technologique progresse dans l'industrie », n° 89, avril 1998;

— « Industrie française et mondialisation », n° 90, mai 1998;

— « Les Français et l'innovation technologique », n° 91, mai 1998;

— « Les changements organisationnels dans les entreprises industrielles. 1994-1997 : la montée des procédures », n° 93, août 1998;

— « L'informatisation des entreprises industrielles. L'explosion des réseaux et la montée d'Internet », n° 94, août 1998;

— « Industrie : France - grands pays émergents. État des lieux avant la crise », nº 104, février 1999;

— « L'innovation technologique dans les services aux entreprises », nº 105, mars 1999;

— « La production manufacturière progresse de 5,5 % en 1998 », nº 106, mars 1999;

— « Le crédit-bail dans l'industrie », nº 108, avril 1999;

— « La localisation des filiales industrielles françaises dans les régions européennes », nº 109, mai 1999;

— « L'emploi des jeunes dans l'industrie », nº 112, juin 1999;

— « Technologies de l'information et croissance. Les enseignements d'une stimulation », nº 116, août 1999;

— « Rapport CPCI 1999 : l'industrie investit et crée des emplois en 1998 », nº 119, septembre 1999;

— « Les compétences pour innover dans l'industrie. Avantages comparés des tailles d'entreprises : une vérification empirique », nº 120, octobre 1999;

— « L'image de l'industrie auprès des Français », nº 122, novembre 1999;

— « La qualité et la certification des produits industriels. L'opinion des Français », nº 123, novembre 1999;

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— *Statistique agricole*, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

INSEE :

— « Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* nº 271-272 de janvier-février 1994;

— « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, nº 5, mai 1996;

— « L'industrie en 1998 », *Synthèses,* nº 29, septembre 1999;

INSEE-Première :

— « Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », nº 628, janvier 1999;

— « L'innovation technologique dans les entreprises - Une pratique coopérative », nº 635, mars 1999.

— « La diversité industrielle des territoires », nº 650, juin 1999.

— « L'industrie en 1998 - Le marché intérieur a pris le relais », nº 661, juin 1999;

— « Panorama des petites entreprises industrielles », nº 667, juillet 1999;

— « Le dynamisme des petites entreprises internautes », nº 668, juillet 1999;

— « Industries agro-alimentaires - Une croissance plus modeste en 1998 », nº 672, août 1999.

*
* *

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation 1998, SEC version 1995)

Unités : Valeur ajoutée : Milliard de francs courants
Emploi : Millier de personnes

Branche (en NES 16) (1)	Codes NES 16	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
VALEUR AJOUTÉE BRUTE (à prix courants)								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	216,2	204,2	224,0	232,7	231,3	236,8	242,2
Industrie	**EB à EG**	**1 460,6**	**1 407,1**	**1 442,4**	**1 512,6**	**1 517,4**	**1 584,1**	**1 624,2**
Industries agricoles et alimentaires	EB	184,8	195,4	193,0	194,4	197,3	207,4	209,5
Industrie des biens de consommation	EC	246,7	243,3	244,6	252,4	253,7	262,0	269,1
Industrie automobile	ED	92,3	85,1	94,4	90,4	89,8	98,2	104,7
Industrie des biens intermédiaires	EF	479,6	451,9	474,7	510,1	503,2	529,1	537,8
Énergie	EG	197,3	201,1	193,3	204,0	217,7	212,2	213,2
Construction	EH	407,9	378,1	380,4	376,1	363,3	356,3	361,3
Services principalement marchands	**EJ à EP**	**3 330,7**	**3 430,3**	**3 534,1**	**3 603,0**	**3 703,5**	**3 832,5**	**4 024,9**
Commerce	EJ	691,0	712,1	727,3	757,6	735,6	753,3	782,7
Transports	EK	275,8	268,6	282,3	280,9	284,2	306,8	326,0
Activités immobilières	EM	764,6	797,1	826,3	854,7	884,5	910,0	944,1
Services aux entreprises	EN	904,4	924,8	923,0	957,8	1 019,3	1 071,1	1 143,2
Services aux particuliers	EP	363,2	380,1	395,7	388,5	402,2	417,1	445,7
Services administrés	**EQ à ER**	**1 262,6**	**1 348,5**	**1 400,8**	**1 459,3**	**1 515,1**	**1 550,1**	**1 601,2**
Éducation, santé, action sociale	EQ	700,6	758,9	784,6	830,8	849,2	880,0	911,4
Administration	ER	561,9	589,6	616,2	628,5	665,9	670,1	689,7
Ensemble (2)		**6 408,7**	**6 503,2**	**6 706,0**	**6 924,6**	**7 068,5**	**7 319,4**	**7 618,2**
EMPLOI INTÉRIEUR TOTAL								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	1 251,5	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 086,2	1 076,1
Industrie	**EB à EG**	**4 426,7**	**4 223,6**	**4 102,7**	**4 089,8**	**4 054,5**	**3 994,5**	**3 998,1**
Industries agricoles et alimentaires	EB	605,3	592,2	587,8	573,5	592,6	591,2	594,0
Industrie des biens de consommation	EC	887,1	847,2	820,7	807,0	778,7	760,4	752,3
Industrie automobile	ED	281,4	272,1	262,0	261,3	260,1	253,1	251,7
Industrie des biens intermédiaires	EF	1 560,8	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 398,1	1 405,3
Énergie	EG	248,5	245,6	241,7	241,3	239,3	234,5	229,5
Construction	EH	1 617,6	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 419,7	1 414,4
Services principalement marchands	**EJ à EP**	**9 257,5**	**9 225,0**	**9 310,6**	**9 513,9**	**9 641,6**	**9 787,5**	**10 078,2**
Commerce	EJ	3 073,8	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 103,7	3 143,5
Transports	EK	957,0	950,7	950,8	961,8	980,4	985,5	1 011,3
Activités immobilières	EM	334,8	346,8	349,8	342,4	352,1	357,5	356,6
Services aux entreprises	EN	2 492,0	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 709,1	2 879,2
Services aux particuliers	EP	1 616,3	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 879,3	1 927,9
Services administrés	**EQ à ER**	**6 247,2**	**6 348,1**	**6 447,3**	**6 467,6**	**6 501,0**	**6 533,7**	**6 520,0**
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 418,0	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 660,2	3 671,2
Administration	ER	2 829,2	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 873,5	2 848,8
Ensemble (2)		**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 821,6**	**23 086,8**

(1) Ce tableau est extrait du « Rapport sur les Comptes de la Nation 1998 », qui présente les évaluations établies selon le nouveau système de comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(2) Ce total inclut le montant de la branche « unité fictive » qui tient compte de l'affectation des doubles comptes au sein des différentes branches.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activités	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 571	98,9	65 970	17 853	1 128	2 627
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	427	43,0	25 402	7 302	502	1 561
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 897	148,6	154 863	10 910	4 282	7 701
Industrie pharmaceutique	C31	271	94,6	186 839	42 515	6 372	18 797
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	276	54,3	102 657	34 986	2 519	6 711
Fabrication de meubles	C41	718	75,8	52 861	8 512	1 568	1 955
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	118	9,2	6 906	2 492	138	372
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	341	29,4	23 731	9 989	974	1 324
Fabrication d'appareils domestiques	C44	70	29,9	29 464	10 640	1 042	1 241
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	54	20,2	36 183	17 847	712	– 182
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	158	17,9	11 096	4 579	308	563
Construction automobile	D01	306	197,0	449 998	198 876	16 906	2 785
Fabrication d'équipements automobiles	D02	225	89,0	92 117	36 258	6 101	4 716
Construction navale	E11	88	15,0	10 550	6 754	359	148
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	41	16,2	14 855	5 364	334	847
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	100	80,8	101 705	56 676	2 902	5 459
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	60	9,2	7 481	3 596	279	143
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	495	31,6	25 388	2 527	625	839
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	1 012	77,3	50 078	8 770	1 098	2 952
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	368	64,6	60 803	26 199	2 064	2 801
Fabrication de machines d'usage général	E24	762	82,2	72 864	24 420	1 412	3 596
Fabrication de machines agricoles	E25	204	17,1	20 483	6 585	447	1 397
Fabrication de machines-outils	E26	169	14,2	11 876	4 311	248	487
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	663	58,2	59 513	32 723	1 342	2 378
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	11	0,8	563	215	22	14
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	76	40,9	82 543	37 905	1 928	2 865
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	162	24,1	19 953	7 049	520	1 126
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	208	69,7	82 069	32 951	2 278	1 439
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	233	22,7	23 196	9 752	721	711
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	529	70,3	70 601	29 883	1 467	2 735
Extraction de minerais métalliques	F11	4	0,5	339	210	19	– 27
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	307	23,3	21 249	2 373	1 458	935
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	197	50,8	41 980	15 324	1 786	2 907
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	719	79,3	78 985	13 058	4 116	5 391
Filature et tissage	F21	671	54,8	49 818	19 892	1 971	1 977
Fabrication de produits textiles	F22	495	39,1	30 544	8 187	1 081	1 599
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	233	25,0	14 464	3 245	413	694
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	653	43,1	35 355	6 022	1 210	1 679
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	122	29,2	46 037	23 427	2 303	1 465
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	538	62,2	63 416	10 288	2 617	2 219
Industrie chimique minérale	F41	122	22,0	43 357	11 540	1 955	1 893
Industrie chimique organique	F42	162	54,3	151 214	76 088	6 184	9 380
Parachimie	F43	348	55,3	97 231	37 504	2 735	6 928
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	12	2,8	4 451	2 709	260	– 79
Industrie du caoutchouc	F45	170	70,8	53 796	24 899	3 216	2 626
Transformation des matières plastiques	F46	1 292	130,1	111 518	21 644	5 402	4 656
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	149	68,9	114 168	54 198	4 874	5 000
Production de métaux non ferreux	F52	91	25,1	56 303	28 159	1 415	2 046
Fonderie	F53	234	36,2	20 896	5 683	812	697
Services industriels du travail des métaux	F54	2 190	133,1	79 473	12 228	3 605	3 665
Fabrication de produits métalliques	F55	905	88,4	67 312	16 364	2 775	4 176
Fabrication de matériel électrique	F61	562	136,1	127 357	49 295	4 725	6 354
Fabrication de composants électroniques	F62	291	46,0	50 771	28 449	4 667	1 698
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22 080**	**2 879,1**	**3 312 642**	**1 169 225**	**120 197**	**147 987**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	21	13,9	8 429	1 088	806	– 1 933
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	9	11,3	32 262	11 332	3 800	478
Raffinage de pétrole	G15	51	19,2	260 220	23 795	3 415	2 448
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	104	168,8	278 077	19 122	39 222	17 649
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	68	32,1	50 603	527	3 562	2 234
Total Énergie	**EG**	**253**	**245,3**	**629 591**	**55 864**	**50 805**	**20 876**
Industries alimentaires	**15**	**2 869**	**355,3**	**672 318**	**123 782**	**24 977**	**31 067**
Industrie des viandes	15.1	1 024	109,8	163 638	19 894	3 739	3 057
Industrie du poisson	15.2	122	11,0	14 162	1 734	475	321
Industrie des fruits et légumes	15.3	138	21,2	31 281	5 655	1 326	1 090
Industrie des corps gras	15.4	22	4,0	12 904	1 886	879	616
Industrie laitière	15.5	306	57,8	133 872	17 995	3 989	3 239
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	106	11,2	26 828	9 788	1 782	1 166
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	204	16,2	52 242	4 864	1 188	1 054
Autres industries alimentaires	15.8	681	87,2	149 181	34 463	5 947	11 632
Industrie des boissons	15.9	266	36,9	88 210	27 503	5 652	8 892
Exploitation forestière	02.0B	45	2,3	2 353	340	48	51
Sciage et rabotage du bois	20.1A	279	12,2	10 497	1 970	465	228
Entreposage frigorifique	63.1D	48	6,9	3 944	81	185	98
Total IAA (3)		**3 241**	**376,7**	**689 112**	**126 173**	**25 675**	**31 444**
Total Industrie, y compris Énergie		**22 333**	**3 142,4**	**3 942 233**	**1 225 089**	**145 872**	**168 863**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 574**	**3 519,1**	**4 631 345**	**1 351 262**	**171 547**	**200 307**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (partie IAA de ce tableau).
(3) Pour le secteur des IAA, l'effectif retenu est l'effectif salarié moyen et non l'effectif employé; l'effectif employé étant l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1990 de la branche

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1990

Intitulé de la branche	Numéros de la NES 16 et 36	Pondération	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**1 120 086**	**97,6**	**93,9**	**97,6**	**99,6**	**99,8**	**103,7**	**108,3**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**1 299 108**	**97,9**	**94,0**	**97,0**	**98,7**	**98,3**	**101,5**	**105,5**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**873 379**	**95,4**	**90,0**	**94,7**	**96,4**	**95,7**	**100,7**	**106,1**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**114 162**	**102,0**	**103,4**	**104,7**	**108,0**	**110,2**	**112,0**	**113,6**
Industries agricoles et alimentaires	B0	114 162	102,0	103,4	104,7	108,0	110,2	112,0	113,6
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**150 631**	**98,0**	**95,5**	**96,9**	**98,5**	**95,8**	**98,3**	**102,4**
Habillement, cuir	C1	33 816	88,6	82,3	81,7	76,2	64,9	59,9	54,8
Édition, imprimerie, reproduction	C2	42 445	92,7	91,3	91,7	94,4	93,1	95,9	104,0
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	38 654	113,0	115,2	121,1	125,8	128,6	137,1	146,3
Industries des équipements du foyer	C4	35 716	96,8	91,7	91,4	95,1	92,8	95,6	98,2
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**83 822**	**98,3**	**85,9**	**98,5**	**103,5**	**104,9**	**114,0**	**130,3**
Industrie automobile	D0	83 822	98,3	85,9	98,5	103,5	104,9	114,0	130,3
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**242 415**	**91,2**	**85,9**	**85,9**	**85,6**	**85,9**	**90,5**	**95,5**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	48 446	92,8	89,6	87,4	74,5	76,4	78,5	81,7
Industries des équipements mécaniques	E2	118 274	88,5	81,3	82,5	86,9	85,3	89,3	88,2
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	75 695	94,3	90,7	90,4	90,8	92,9	100,1	115,8
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**396 511**	**96,4**	**91,4**	**98,5**	**100,6**	**99,7**	**105,0**	**108,9**
Industries des produits minéraux	F1	53 005	90,3	83,8	90,3	93,0	87,0	86,1	87,9
Industrie textile	F2	27 464	93,0	86,7	91,9	91,0	86,0	87,9	86,2
Industries du bois et du papier	F3	39 533	104,5	100,7	108,5	107,1	106,1	111,3	111,8
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	111 844	102,3	100,9	108,6	109,7	112,1	117,2	121,3
Métallurgie et transformation des métaux	F5	119 847	92,1	83,7	91,1	94,8	93,6	101,8	107,6
Industries des composants électriques et électroniques	F6	44 818	95,2	92,0	97,6	102,7	102,9	110,2	117,5
ÉNERGIE	**EG**	**132 545**	**108,6**	**110,9**	**110,4**	**114,0**	**118,2**	**116,5**	**118,0**
Production de combustibles et de carburants	G1	25 594	98,6	100,3	96,6	95,9	97,2	98,2	98,4
Eau, gaz, électricité	G2	106 951	111,0	113,4	113,7	118,3	123,2	120,8	122,7
CONSTRUCTION	**EH**	**179 022**	**99,3**	**94,7**	**93,4**	**92,7**	**88,9**	**88,0**	**87,9**
Construction	H0	179 022	99,3	94,7	93,4	92,7	88,9	88,0	87,9

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle dans plusieurs pays

Industrie manufacturière (séries CVS) (1)

Source : Eurostat (« New-cronos », sauf pour les États-Unis)

Base 100 en 1995

Pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999 1er trimestre
Allemagne	99	100	101	105	110	108
Espagne	98	100	100	105	110	109
France	**95**	**100**	**99**	**107**	**113**	**115**
Italie	94	100	98	102	103	101
Royaume-Uni	99	100	100	101	102	101
Zone euro (2)	**97**	**100**	**100**	**105**	**110**	**110**
Union européenne à 15	**97**	**100**	**100**	**105**	**109**	**108**
États-Unis	95	100	104	110	116	118
Japon	97	100	102	106	99	98

(1) Données corrigées des variations saisonnières.
(2) Comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

TABLEAU K.01-5A

Résultats des entreprises industrielles (1) par grands secteurs, en NES 16

(à champ reconstitué), y compris les modifications de structure

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

%

	Industries des biens de consommation **EC**	Industrie automobile **ED**	Industries des biens d'équipement **EE**	Industries des biens intermédiaires **EF**	Industrie **EF à EC**
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1998					
1997 *r*	3,4	2,8	3,0	3,0	**3,0**
1996 *r*	3,8	0,4	2,8	2,9	**2,6**
1995 *r*	3,4	0,1	1,7	2,1	**2,0**
1994 *r*	3,0	1,1	0,9	3,3	**2,4**
1993	4,1	1,6	0,4	2,5	**2,2**
	3,1	− 3,0	− 1,0	− 0,5	**− 0,2**
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes					
EXPORT. / CAHT :					
1998					
1997 *r*	24,6	45,3	43,9	35,0	**36,6**
1996 *r*	24,1	43,4	41,4	34,6	**35,3**
1995	23,1	40,6	38,9	32,8	**33,3**
1994	21,8	38,8	37,2	31,9	**32,0**
1993 *r*	20,8	37,7	37,8	30,9	**31,4**
	20,3	37,8	34,4	29,8	**39,9**
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT					
1997					
1996	30,4	29,2	19,1	28,1	**26,5**
1995	29,6	24,4	16,0	26,1	**24,3**
1994	29,1	27,0	18,0	29,3	**26,4**
1993 *r*	28,6	28,6	17,5	27,2	**25,3**
	27,8	19,1	13,4	21,3	**20,6**
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1997					
1996	1,4	1,0	1,4	1,4	**1,3**
1995	1,6	1,1	1,6	1,8	**1,6**
1994	1,6	1,4	1,7	2,1	**1,8**
1993	1,7	1,5	1,9	2,1	**1,9**
	2,1	1,7	2,6	3,0	**2,5**
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes					
INVEST. / VAHT :					
1997					
1996	8,9	22,3	7,5	13,9	**12,1**
1995	9,3	25,4	8,2	14,7	**13,0**
1994	8,6	24,1	7,7	13,0	**11,9**
1993 *r*	8,1	21,5	7,1	11,9	**10,9**
	8,7	21,5	7,1	11,8	**10,9**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

TABLEAU K.01-5B

Principales évolutions dans l'industrie manufacturière

Entre 1997 et 1998 (à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, Enquête annuelle d'entreprise) — *Unité :* indices en base 100 (n -1)

	Codes de la NES	Effectif au 31-déc	Chiffre d'affaires en valeur	Chiffre d'affaires en volume	Investissement productif en valeur	Exportations directes en valeur	Exportations directes en volume	RNC / CA en % 1997	RNC / CA en % 1998
PAR GRANDS SECTEURS (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)									
Biens de consommation	EC	98,8	104,0	104,2	102,4	104,4	104,4	4,0	3,5
Industrie automobile	ED	99,2	111,0	112,9	91,6	115,9	116,0	0,4	2,8
Biens d'équipement	EE	100,6	107,5	107,9	116,7	112,0	112,3	2,9	3,0
Biens intermédiaires	EF	99,8	103,7	104,6	113,4	103,6	103,5	3,0	3,1
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**EF à EC**	**99,7**	**105,8**	**106,7**	**107,9**	**108,5**	**108,6**	**2,8**	**3,1**
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)									
20 à 199 salariés	///	99,6	105,2	106,1	108,7	108,5	108,6	2,4	2,4
200 à 499 salariés	///	100,5	104,4	105,3	122,9	105,5	105,6	2,3	2,7
500 salariés et plus	///	99,8	106,8	107,7	104,7	109,3	109,4	3,0	3,6
PMI (20 à 499 salariés)	///	99,8	104,9	105,8	113,0	107,3	107,4	2,4	2,5
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**///**	**99,7**	**105,8**	**106,7**	**107,9**	**108,5**	**108,6**	**2,8**	**3,1**

TABLEAU K.01-6

Place de l'investissement industriel par branche

Source : INSEE (Comptabilité nationale - Comptes de branche) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
FBCF Totale (1)	**1 493,9**	**1 400,6**	**1 430,6**	**1 456,9**	**1 469,2**	**1 486,7**	**1 574,7**
FBCF Productive (1)	**831,1**	**770,1**	**791,0**	**806,8**	**805,3**	**813,1**	**868,7**
FBCF Industrielle (2)	**224,7**	**158,2**	**167,5**	**173,0**	**181,7**	**183,6**	...
Industries agro-alimentaires	32,6	28,8	28,7	24,4	25,2	24,7	...
Industries des biens intermédiaires	82,4	51,5	54,5	61,5	64,6	68,0	...
Industries des biens d'équipement	71,5	49,6	54,5	55,7	58,6	59,3	...
Industries des biens de consommation courante	38,2	28,3	29,8	31,4	33,3	31,6	...

(1) La FBCF totale et la FBCF productive (des sociétes non financières et des entreprises individuelles) sont exprimées en base 1995.
(2) Hors Énergie. La FBCF par branches de l'industrie et sa décomposition reste estimée en base 1980.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

%

	Numéros de la NES	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Biens de consommation	**EC**	**9,4**	**8,7**	**8,1**	**8,6**	**9,3**	**8,9**
Habillement, cuir	C1	6,2	5,7	4,9	6,0	5,6	5,7
Édition, imprimerie, reproduction	C2	6,9	6,2	6,8	7,1	8,2	7,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	11,8	11,5	9,8	9,1	10,5	10,4
Industrie des équipements du foyer	C4	11,1	9,4	9,0	11,2	11,2	10,0
Industrie automobile	**ED**	**23,9**	**22,3**	**21,5**	**24,1**	**25,4**	**22,3**
Biens d'équipement	**EE**	**9,1**	**7,9**	**7,1**	**7,7**	**8,2**	**7,5**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	11,5	8,0	6,7	7,9	8,8	8,1
Industries des équipements mécaniques	E2	7,9	6,5	5,8	6,8	7,5	7,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9,4	9,5	8,8	8,6	8,7	7,8
Biens intermédiaires	**EF**	**16,1**	**13,3**	**11,8**	**13,0**	**14,7**	**13,9**
Industries des produits minéraux	F1	14,3	12,2	12,2	14,4	15,4	13,5
Industrie textile	F2	12,1	10,4	9,9	11,7	12,0	11,9
Industries du bois et du papier	F3	21,8	13,6	13,0	13,5	16,1	14,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	18,3	15,2	12,2	13,6	15,5	14,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	13,8	12,4	10,0	10,7	12,6	12,6
Industries des composants électriques et électroniques	F6	14,6	13,1	13,9	14,5	16,2	15,7
Ensemble de l'industrie manufacturière		**13,6**	**11,7**	**10,9**	**11,9**	**13,0**	**12,1**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Sources : Insee (Comptabilité Nationale), SJTI, INPI, CEREQ

	Unités	*r* 1980	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997
Investissement matériel	Milliard	359	508	831	791	807	805	813
Investissement immatériel (2)	de francs	87	185	361	413	422	438	467
Investissement total (1)	courants	**425**	**642**	**1 104**	**1 098**	**1 123**	**1 131**	**1 146**
Recherche et développement / investissement matériel	%	8,6	12,2	11,4	13,7	13,7	14,0	13,7
Achat de brevets et licences / investissement matériel	»	1,2	1,7	1,4	1,8	1,8	2,0	2,2
Formation / investissement matériel	»	2,6	4,3	4,7	5,5	5,4	5,6	5,6
Dépenses de publicité / investissement matériel	»	5,7	7,9	14,4	17,9	18,3	18,9	19,5
Logiciels / investissement matériel	»	5,6	10,1	10,6	13,3	13,1	14,0	16,5

(1) Investissement total au sens large : investissement matériel + investissement immatériel. Champ : sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles. L'investissement total est égal à la somme de la FBCF des sociétés non financières et des investissements immatériels, moins les dépenses en logiciels qui sont intégrés depuis la base 95 dans la FBCF.

(2) La série des investissements immatériels n'est pas homogène. En 1992, une légère rupture de série est enregistrée dans les dépenses de recherche et développement. Plus important, le changement de méthode de calcul des dépenses de publicité depuis 1990, a fortement accru leur niveau.

TABLEAU K.01-9

Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière (1)

Au 1er janvier 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI et INSEE)

Pays	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	Effectifs %	CAHT (milliards de francs)	CAHT %	Investissement (milliards de francs)	Investissement %	VAHT (milliards de francs)	VAHT %
États-Unis	625	245,9	31,7	361,3	33,8	14,2	33,4	106,7	33,7
Allemagne	599	142,2	18,3	164,8	15,4	6,7	15,8	52,5	16,6
Royaume-Uni	431	123,6	15,9	139,3	13,0	4,7	10,9	43,8	13,9
Suisse	294	61,0	7,9	74,3	7,0	3,0	6,9	23,6	7,5
Belgique-Luxembourg	223	33,0	4,3	38,3	3,6	1,6	3,7	12,0	3,8
Pays-Bas	170	45,6	5,9	67,5	6,3	2,4	5,6	16,3	5,1
Italie	146	53,2	6,9	69,5	6,5	4,2	9,8	19,0	6,0
Suède	110	29,0	3,7	40,4	3,8	1,4	3,3	13,3	4,2
Japon	80	24,1	3,1	36,9	3,5	1,3	3,1	9,4	3,0
Union Européenne	**1 844**	**458,0**	**59,0**	**558,6**	**52,3**	**22,6**	**52,9**	**168,6**	**53,3**
Tous pays	**2 973**	**776,0**		**1 067,8**		**42,7**		**316,5**	

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-10

Sous-traitance reçue (1) selon la taille des entreprises

Année 1997

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Preneurs d'ordre Nombre	Preneurs d'ordre Nb. d'entr. %	CA Total en Milliard de F	Chiffre d'affaires concerné en Milliard de F	Chiffre d'affaires concerné en % du total	Chiffre d'affaires concerné en % du CA Total
20 à 49 salariés	4 225	35,3	272,7	59,6	16,6	21,9
50 à 99 salariés	1 438	33,1	237,7	43,0	12,0	18,1
100 à 199 salariés	877	29,4	407,5	59,6	16,6	14,6
200 à 499 salariés	262	25,4	361,7	45,7	12,7	12,6
500 à 999 salariés	125	24,9	424,3	41,3	11,5	9,7
1 000 à 1 999 salariés	43	20,7	380,0	21,0	5,9	5,5
2 000 salariés et plus	35	27,3	1 104,1	84,4	23,5	7,6
Hors tranche	49	5,9	121,9	4,1	1,1	3,4
Total	**7 054**	**32,1**	**3 310,0**	**358,8**	**100,0**	**10,8**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11A

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon les secteurs d'activité

Année 1997

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Secteurs industriels d'activité	Donneur d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	Nb. d'entr. %	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
Industries des produits minéraux	639	52,0	4,9	2,3	3,9	75,4
Industrie textile	960	68,7	8,8	4,0	9,7	82,6
Industries du bois et du papier	844	64,5	2,3	1,0	1,7	82,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 345	64,4	18,8	8,5	4,6	65,5
Métallurgie et transformation des métaux	3 057	85,9	19,5	8,9	6,1	73,5
Industries des équipements électriques et électroniques	672	78,9	8,3	3,8	5,3	80,1
Industries des biens intermédiaires	**7 517**	**72,0**	**62,6**	**28,5**	**5,1**	**67,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	250	86,8	33,2	15,1	25,0	76,5
Industries des équipements mécaniques	3 120	85,2	33,3	15,2	12,2	70,3
Industries des composants électriques et électroniques	944	78,6	20,9	9,5	8,1	75,8
Industries des biens d'équipement	**4 314**	**83,8**	**87,5**	**39,8**	**13,1**	**70,2**
Industrie automobile	**418**	**78,7**	**20,6**	**9,4**	**4,3**	**72,4**
Habillement, cuir	1 378	69,5	11,9	5,4	14,4	63,4
Édition, imprimerie, reproduction	1 583	84,0	17,2	7,8	11,9	76,1
Pharmacie, parfumerie, entretien	360	65,9	14,6	6,7	5,8	86,0
Industries des équipements du foyer	949	65,4	5,2	2,4	3,9	94,6
Industries des biens de consommation	**4 270**	**80,0**	**49,0**	**22,3**	**8,0**	**71,2**
Ensemble de l'industrie	**16 519**	**75,2**	**219,7**	**100,0**	**7,3**	**75,4**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11B

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon la taille des entreprises

Année 1997

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Donneur d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	Nb. d'entr. %	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
20 à 49 salariés	8 498	71,1	19,8	9,0	7,7	79,9
50 à 99 salariés	3 310	76,1	17,0	7,7	7,6	78,5
100 à 199 salariés	2 387	80,0	24,6	11,2	6,5	74,8
200 à 499 salariés	853	82,8	22,2	10,1	6,6	71,5
500 à 999 salariés	409	81,5	20,3	9,2	5,5	81,3
1 000 à 1 999 salariés	172	82,7	16,2	7,4	5,0	79,0
2 000 salariés et plus	117	91,4	76,9	35,0	7,7	70,8
Hors tranche	773	93,7	22,6	10,3	20,0	81,9
Total	**16 519**	**75,2**	**219,7**	**100,0**	**7,3**	**75,4**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-12

Évolution des soldes des investissements directs (en flux) (1) par secteur économique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Banque de France, Direction de la Balance des Paiements) — *Unité :* Million de francs

Secteur économique (2)	Investissements directs français à l'étranger					Investissements directs étrangers en France				
	1994	1995	1996	1997	1998	1994	1995	1996	1997	1998
Agriculture et pêche	39	– 7	– 41	– 85	– 17	124	26	108	– 5	685
Mines et carrières	– 5 632	– 4 154	– 185	– 438	– 408	– 34	181	– 170	92	128
Produits manufacturés	– 20 721	– 18 426	– 43 140	– 53 622	– 67 855	13 898	19 170	21 478	28 202	37 644
Électricité, gaz naturel et eau	– 2 781	– 3 943	– 4 369	– 569	– 10 334	– 25	– 1	956	– 5 143	– 122
Bâtiment et génie civil	– 1 624	– 1 133	– 3 587	– 4 472	– 2 258	202	109	3 531	3 923	545
Récupération, réparation, commerce	– 2 806	– 2 828	– 26 284	– 26 304	– 26 309	2 381	3 692	17 288	11 073	5 497
Restauration et hébergement	– 273	– 1 797	– 2 468	– 1 384	– 1 459	151	318	174	1 850	– 32
Transports et communications	– 1 735	– 889	– 2 518	– 5 881	– 8 639	1 025	1 213	4 502	4 021	15 225
Intermédiation financière	– 11 674	– 9 809	– 14 306	– 13 261	– 31 772	13 470	15 665	15 874	28 395	22 774
Opérations immobilières et commerciales	– 12 547	– 9 637	– 48 357	– 83 074	– 88 622	28 283	25 386	50 831	54 723	78 624
Autres services	– 8	– 16	– 1 001	– 9 535	1 736	– 21	87	206	714	655
Non ventilés	– 647	– 545	– 2 361	1 857	– 3 434	1 517	881	2 975	4 287	3 743
Total	**– 60 409**	**– 53 184**	**– 148 617**	**– 196 768**	**– 239 371**	**60 971**	**66 727**	**117 753**	**132 132**	**165 366**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie.
Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement.
Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France (base publiée dans le « Rapport annuel : la balance des paiements et la position extérieure de la France »).

TABLEAU K.01-13

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère (2) selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1997

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114	Nombre d'entre-prises	Effectifs (milliers de pers.)	% du secteur	CAHT (millions de francs)	% du secteur	Investis-sement (millions de francs)	% du secteur	VAHT (millions de francs)	% du secteur
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	66	10	9,3	7 265	10,8	120	10,9	2 069	10,3
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	38	6	14,2	3 360	13,5	61	11,2	1 115	12,0
Édition, imprimerie, reproduction	C20	146	19	13,4	34 082	22,1	819	17,6	12 667	22,2
Industrie pharmaceutique	C31	105	49	57,3	96 154	57,4	3 240	57,7	34 317	62,5
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	63	19	38,5	43 370	46,3	1 193	43,8	10 876	44,5
Fabrication de meubles	C41	53	12	16,7	10 429	19,8	195	13,0	3 198	18,0
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	14	2	22,2	1 928	28,6	42	23,1	624	24,6
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	32	5	17,1	3 750	16,1	198	21,3	1 455	17,6
Fabrication d'appareils domestiques	C44	22	13	43,2	16 076	55,0	700	61,8	3 765	45,3
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	18	11	68,5	25 046	83,2	923	86,4	3 410	74,8
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	22	4	20,8	2 388	21,5	78	22,8	989	20,6
Industrie automobile	D01	28	13	6,5	24 578	6,2	545	2,7	4 290	6,2
Fabrication d'équipements automobiles	D02	99	55	69,0	74 498	75,2	3 177	69,3	19 981	72,3
Construction navale	E11	6	5	34,1	3 517	37,1	229	51,4	1 204	39,0
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	9	11	68,1	8 452	71,6	301	78,6	3 596	71,7
Construction aéronautique et spatiale	E13	9	3	4,0	2 551	3,0	90	3,6	1 068	3,5
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	12	4	48,7	3 653	52,1	109	44,4	985	45,6
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	25	3	10,0	2 592	10,4	81	15,5	858	11,0
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	33	9	13,5	7 732	16,8	232	22,3	2 518	13,8
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	121	41	65,4	43 536	73,0	1 536	73,5	14 115	68,2
Fabrication de machines d'usage général	E24	179	39	50,2	36 701	52,1	744	53,0	13 082	53,5
Fabrication de machines agricoles	E25	23	4	29,3	7 829	41,7	179	35,1	1 816	38,7
Fabrication de machines-outils	E26	29	4	28,0	3 821	33,1	55	23,2	1 189	28,7
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	93	21	36,6	27 853	49,0	599	42,1	7 337	40,2
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	24	23	62,9	63 598	76,5	2 482	90,0	17 132	73,0
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	35	12	50,8	9 235	50,0	369	63,6	3 438	51,0
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	18	9	13,4	12 251	16,2	376	18,9	3 252	13,1
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	48	11	51,4	14 145	64,2	460	57,3	4 335	57,6
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	79	16	23,2	16 440	23,2	522	34,8	5 713	22,3
Extraction de minerais métalliques	F11	3	*c*	76,1	255	63,8	22	55,0	121	65,9
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	49	6	26,4	7 308	35,6	669	36,2	2 544	31,0
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	47	10	20,3	7 688	19,3	284	12,3	3 131	18,8
Fabrication de matériaux de construction et de céramiques	F14	110	30	38,0	33 353	43,4	1 975	48,0	11 796	40,6
Filature et tissage	F21	42	5	8,9	4 693	9,9	203	11,9	1 341	10,1
Fabrication de produits textiles	F22	57	10	24,7	9 036	29,7	390	32,7	2 664	27,5
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	17	6	25,6	4 104	28,4	207	43,4	1 514	29,3
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	47	7	17,0	7 408	22,1	281	20,5	1 873	18,4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	50	19	63,8	30 217	70,4	1 459	68,4	7 612	67,2
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	112	24	40,5	31 455	50,3	1 561	50,2	9 069	46,6
Industrie chimique minérale	F41	50	8	37,3	17 256	41,9	1 012	41,6	4 359	37,7
Industrie chimique organique	F42	75	21	39,1	69 563	51,0	3 002	44,6	16 961	49,4
Parachimie	F43	130	28	50,3	50 305	57,9	1 594	55,1	14 717	56,2
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	5	1	52,9	2 610	68,7	53	40,9	410	56,8
Industrie du caoutchouc	F45	43	20	29,3	15 706	31,6	814	33,4	6 457	31,2
Transformation des matières plastiques	F46	232	38	32,5	36 758	36,2	2 224	41,8	12 426	35,8
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	37	9	13,0	15 637	14,7	426	10,3	2 977	11,1
Production de métaux non ferreux	F52	37	10	41,1	20 151	41,0	553	43,1	3 815	43,2
Fonderie	F53	17	2	7,4	1 397	7,0	64	6,5	565	7,1
Services industriels du travail des métaux	F54	94	9	7,7	6 953	9,5	392	10,9	2 374	7,8
Fabrication de produits métalliques	F55	111	19	21,7	18 306	28,2	689	28,9	6 121	25,0
Fabrication de matériel électrique	F61	123	43	33,8	44 727	36,4	1 710	34,7	14 615	34,5
Fabrication de composants électroniques	F62	36	19	44,0	26 102	59,5	3 433	77,6	8 620	56,7
Total		**2 973**	**776**	**28,2**	**1 067 822**	**34,5**	**42 676**	**34,7**	**316 474**	**33,5**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est à dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.

TABLEAU K.01-14

Principales grandeurs des entreprises industrielles

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

	1995		1996		■ 1997			
	PMI (1)	Ensemble (2)	PMI (1)	Ensemble (2)	PMI (1)	*dont :* PMI UE (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)
Nombre d'entreprises	20 721	21 553	20 384	21 208	20 316	19 286	838	21 154
Effectif (en milliers)	1 502	2 821	1 510	2 836	1 514	1 156	1 318	2 832
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de francs)	1 252	2 983	1 249	2 995	1 280	918	1 908	3 188
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	23,4	32,1	23,9	33,4	25,1	21,8	42,3	35,4
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,6	3,8	4,1	4,1	3,7	3,5	3,8	3,7
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	34,6	31,7	34,3	30,9	34,5	35,2	27,7	30,5
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	24,5	26,2	24,1	13,3	25,3	24,5	27,0	26,2
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	6,4	10,2	5,4	9,2	4,9	4,6	13,4	9,6
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	10,4	12,0	11,9	13,2	10,6	9,9	13,6	12,2
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	15,1	17,3	15,2	16,0	15,5	15,2	20,0	17,9

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés, au sens de la définition française. Depuis 1997, les statistiques sur les PMI de l'Union européenne, sur le critère effectifs, créent la tranche 20 à 249 salariés.
(2) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-15

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

%

	1980	*r* 1985	*r* 1990 (2)	*r* 1995	1996	1997
Nombre	93,3	92,4	92,9	92,4	92,4	92,4
Effectif	44,3	44,3	46,0	52,5	52,5	52,7
Chiffre d'affaires hors taxes	37,5	37,5	36,6	40,5	40,4	38,7
Exportations	...	...	22,2	28,5	29,0	27,5
Investissements	...	...	29,4	38,7	40,7	39,0

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie et IAA).
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Habillement, cuir

(NES : C11, C12)
(NAF : 18, 19)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1997.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1997.

1. Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques.
2. Articles d'habillement : production de la branche.
3. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques.
4. Collecte de peaux brutes.
5. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
6. Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche.
7. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Habillement et fourrures (NES C11, NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec 1 521 entreprises de 20 salariés et plus, est une industrie profondément marquée par la décroissance de la consommation et, plus encore, par la concurrence étrangère.

Depuis 1990, ce secteur perd 30 % de ses entreprises et de ses effectifs. Il ne compte en 1997 que neuf entreprises de plus de 500 salariés contre dix-sept en 1990. Cette diminution du nombre des grandes entreprises n'est qu'un des aspects de l'adaptation de cette industrie aux nouvelles conditions du marché. La profession se structure, en effet, de plus en plus autour de la sous-traitance et les processus de fabrication s'internationalisent.

Depuis 1986, le nombre de donneurs d'ordre ne cesse de croître. Ils concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits. Ils représentent plus du tiers des entreprises de l'habillement (contre un cinquième en 1986) et réalisent plus de la moitié du chiffre d'affaires (contre un tiers en 1986). Cette augmentation va de pair avec la chute du nombre des entreprises en compte propre ou ayant des structures mixtes, qui souffrent de plus en plus puisqu'elles ne représentent qu'à peine 30 % des entreprises, contre 38 % en 1986. Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, ne profitent pas de l'extension de la sous-traitance. Leur nombre baisse de près de 30 % depuis 1986, même s'ils représentent encore 40 % des entreprises et regroupent le tiers des effectifs de l'ensemble de l'activité. Face à la concurrence étrangère des pays à bas salaires, le recours aux façonniers français s'impose plus particulièrement pour la fabrication de produits haut de gamme et pour les réassortiments dans le cadre d'une organisation en circuit court.

La balance commerciale du secteur se dégrade. En 1998, elle affiche un déficit de 27 Milliards de F. La forte poussée des importations (+ 10 % en 1998) entraîne la chute du taux de couverture. Celui-ci passe de 62,1 % en 1990 à 52,9 % en 1998, malgré une nouvelle offensive des exportations (+ 6 % en 1998).

L'internationalisation accrue des échanges stimule le développement et le positionnement des entreprises à l'étranger. Celle-ci revêt différentes formes : création de filiales, délocalisation de la production ou négoce international.

Cuirs et chaussures (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir et de la chaussure fabrique principalement des produits en cuir, même si le textile, le caoutchouc et les matières plastiques sont également utilisés.

Ce secteur de PMI comprend différents intervenants entre les collecteurs de peaux et les fabricants de biens de consommation.

On distingue, en amont, les tanneries, qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux...) et les mégisseries, tournées vers les peaux de plus petite superficie (ovins, caprins, reptiles...). Ce marché du cuir représente à peu près 8 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval, 383 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquinerie et des chaussures, pour un chiffre d'affaires de 23 milliards de F.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal (près des trois quarts des entreprises ont un effectif de moins de 50 salariés). Mais le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits aux noms prestigieux comme Hermès et les ateliers Louis Vuitton, sont de réputation mondiale. Les taux de valeur ajoutée, de rentabilité et d'exportation sont supérieurs à la moyenne de l'ensemble de la filière. C'est la fabrication de sacs à main qui domine le secteur avec 45 % de la production totale d'articles de maroquinerie. La balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture à 129 %. Plus de la moitié des exportations se font à destination de l'Asie et principalement vers le Japon et Hong Kong. Les importations croissent sensiblement (+ 16 % depuis 1996) et proviennent essentiellement de Chine (48 %).

L'industrie de la chaussure représente, à elle seule, plus des deux tiers de l'ensemble de la filière, en termes d'effectifs. C'est une industrie durement touchée par l'affaiblissement de la demande et surtout par la concurrence étrangère de l'Europe du sud et des pays à bas salaires. Le déclin de la production française avoisine, en moyenne, 1,6 % par an depuis dix ans. C'est le créneau de la chaussure de sport qui a le plus régressé, passant de 15 millions de paires fabriquées en 1990 à 3 millions en 1998. Depuis 1990, le secteur a perdu 22 % de ses entreprises et 30 % de ses effectifs salariés. Industrie de main-d'œuvre, le coût du travail représente les trois quarts de la valeur ajoutée. Face aux difficultés, certaines entreprises développent des politiques de marques, d'autres délocalisent tout ou partie de leur production. Le taux de couverture reste très faible (37 % en 1998). Les importations proviennent essentiellement de Chine et d'Italie.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11, NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir;

— vêtements de travail;

— vêtements sur mesure;

— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets;
— vêtements de dessus pour femmes et fillettes;
— vêtements de dessous;
— autres vêtements et accessoires;
— fourrures.

La fabrication d'articles chaussants, pulls-overs et articles similaires relève de la bonneterie (secteur appartenant à l'industrie textile) tandis que celle de tous les autres vêtements en maille appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et d'articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);
— Comité de coordination des industries de la mode;
— Fédération des industries diverses de l'habillement;
— Conseil national du cuir.

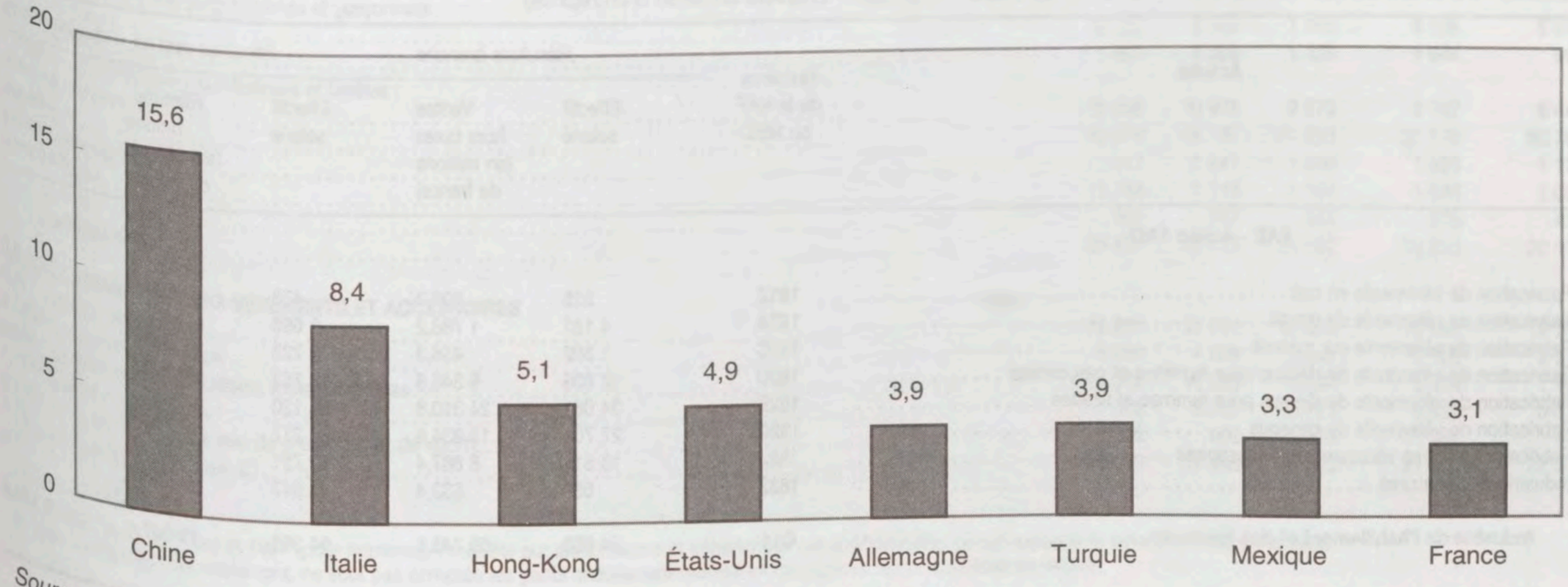
Publications :

— *La situation de l'industrie, résultats détaillés,* Enquête annuelle d'entreprise, Chiffres-clés Référence, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI;
— « L'industrie de la lingerie féminine, le dessous mieux que le dessus », D. de Goussencourt, Le « 4 pages », SESSI, nº 78, juillet 1997;
— « L'industrie de l'habillement », R. Soarès, Chiffres clés Analyse, SESSI, 1998;
— « Concurrence internationale et délocalisation dans le secteur de l'habillement », M-J. Prudhommeaux et R. Soarès, Industrie française et mondialisation, Chiffres clés Analyse, SESSI, 1998;
— *Industrie de l'habillement,* Chiffres-clés, production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.
— *Les leaders de la chaussure en Europe,* collection « Analyses de stratégies et structures comparées », Paris, DAFSA, 1988.
— « *Industrie du cuir - Activité, Commerce extérieur, Statistiques* », Observatoire économique, Conseil national du cuir.
— « *L'industrie de la chaussure* », Économie et Géographie, nos 328-329, 1996.
— *Industrie du cuir et de la chaussure,* Chiffres-Clés, production industrielle, séries mensuelles, trimestrielles et annuelles, SESSI, Conseil national du cuir.
— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le « 4 pages », SESSI, nº 50, juin 1995.
— « L'industrie de la chaussure », Le « 4 pages », SESSI, nº 113, juin 1999.
— *La Mode en Chiffres*, SESSI, juillet 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.02-1

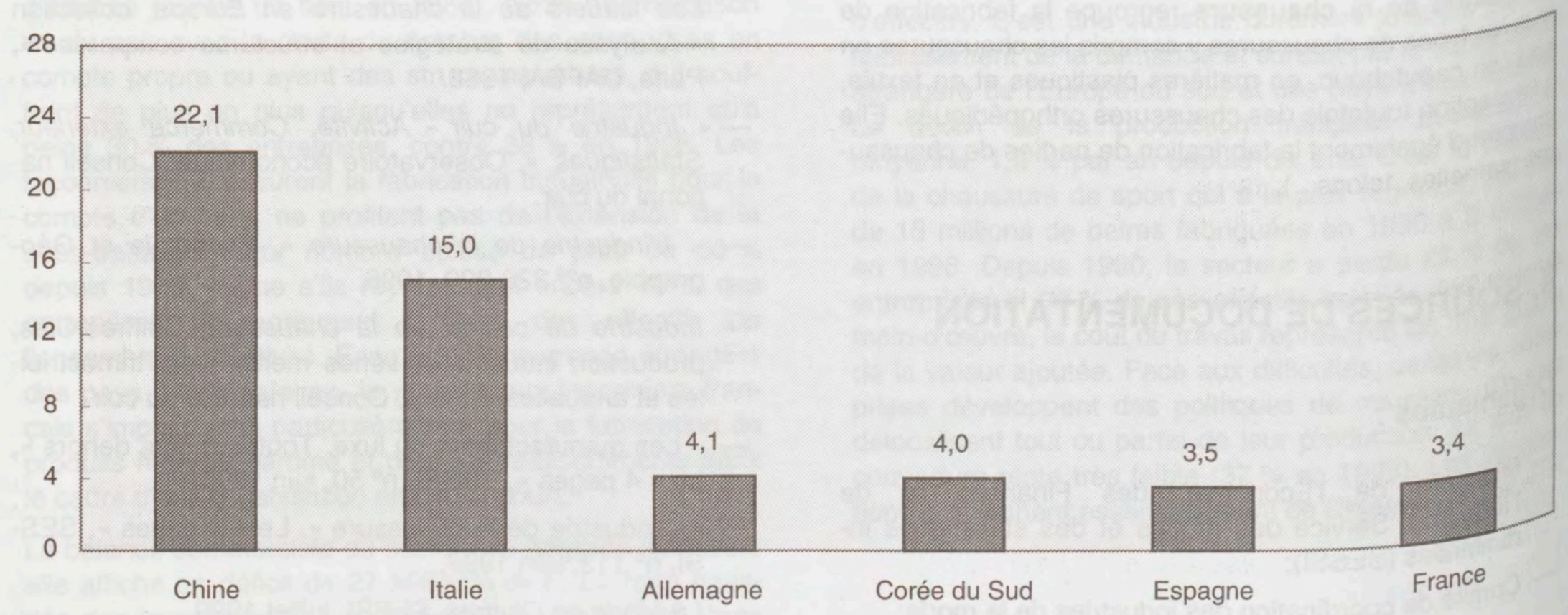
Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1997



Source : *CHELEM - CEPII*

GRAPHIQUE K.02-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1997



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.02-1

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1997						
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	525	506,9	478	62,1	3,0
Fabrication de vêtements de travail	182A	4 181	1 786,2	3 698	363,1	18,0
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 302	458,3	2 723	643,3	232,8
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	12 636	9 348,8	13 757	1 571,2	108,5
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	34 061	24 310,8	34 120	4 108,8	391,1
Fabrication de vêtements de dessous	182G	27 704	13 934,8	26 217	2 788,3	277,3
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	13 511	8 867,4	12 751	1 421,9	81,3
Industrie des fourrures	183Z	630	532,4	647	88,7	6,6
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**94 550**	**59 745,6**	**94 391**	**11 047,4**	**1 118,6**

TABLEAU K.02-2

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de pièces

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**					
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		7 274	6 666	5 928	5 286	4 840
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		6 149	4 721	3 598	3 407	3 211
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**					
Vêtements de dessus :						
Costumes, complets et ensembles		1 376	843	462	458	442
Vestes seules et blazers		2 775	2 150	1 523	1 591	1 099
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		17 707	16 576	14 611	11 605	11 054
Vêtements de sport ou de loisirs :						
Shorts et bermudas		2 631	2 286	2 234	1 931	1 786
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 377	1 011	831	361(1)	765
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		84	98	78	68	50
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**					
Vêtements de dessus :						
Robes (y compris robes de plage)		8 360	8 209	7 204	6 771	6 845
Jupes (non compris jupes de sport)		14 749	14 608	11 747	10 440	10 019
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		13 037	12 740	14 864	12 471	11 207
Costumes et ensembles		*c*	2 331	1 784	1 666	1 269
Vestes seules et blazers		5 287	4 543	3 393	4 059	3 747
Manteaux		*c*	*c*	485	405	385
Vêtements de sport et de loisirs :						
Shorts et bermudas		*c*	2 226	1 540	1 450	1 160
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 195	814	369(1)	452	628
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		310	312	145	116	90
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**					
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :						
Chemises		12 502	8 904	7 686	6 138	5 070
Pyjamas		1 661	1 229	1 129	1 044	964
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :						
Chemisiers		12 200	10 976	9 572	8 707	8 445
Slips		42 274	44 767	34 065	32 175	30 786
Chemises de nuit		2 017	1 647	1 986	1 628	1 170
Pyjamas		1 764	1 218	1 107	1 048	1 087
Gaines		955	507	561	375	417
Soutiens-gorge		28 581	29 715	20 502	19 915	20 119
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	**182J**					
Maillots de bain		12 820	15 090	13 864	13 047	12 764
Survêtements de sport		5 361	4 628	3 541	3 155	2 373
Cravates, nœuds papillons, foulard-cravates		10 240	10 288	9 084	8 434	7 763
Écharpes et foulards		7 088	6 262	6 773	6 420	5 219
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		432	406	396	401	401
Gants autres qu'en cuir (2)		16 000	17 943	16 542	21 852	22 634

(1) En 1996 (pour femmes) et 1997 (pour hommes), l'enquête sur les blousons et sahariennes est confidentielle, ce qui explique la baisse notable de la série.
(2) Gants confectionnés seulement, ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.02-3

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1997						
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 263	1 973,5	2 292	305,7	46,0
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11 674	6 022,6	12 273	1 562,7	116,5
Fabrication de chaussures	193Z	27 610	13 691,7	28 091	3 127,4	332,6
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**41 547**	**21 687,8**	**42 656**	**4 995,8**	**495,1**

TABLEAU K.02-4

Collecte de peaux brutes

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne

Nature des peaux	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Bovins	512G	94 888	104 468	117 987	117 235	107 679
Veaux, vachettes	»	18 878	20 455	21 249	22 280	19 767
Équidés	»	814	891	975	862	648
Ovins	»	15 279	17 454	19 941	18 867	16 401
Caprins	»	63	84	83	48	45
Total		**129 922**	**143 352**	**160 235**	**159 292**	**144 540**

TABLEAU K.02-5

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Numéros de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997	1998
TANNERIE-CORROIERIE (Production)							
Bovins	191Z	tonne	9 371	8 499	7 883	7 946	6 352
Veaux (1)	»	10^3 m^2	1 861	1 869	1 849	1 838	1 880
Équidés (1)	»	»	14	9	5	€	€
MÉGISSERIE (Livraisons)							
Ovins	»	10^3 pièces	10 376	8 194	6 850	5 850	5 002
Caprins (2)	»	»	1 905	1 506	1 620	1 793	1 342
Porcins	»	»	595	921	464	553	519
Reptiles et autres peaux	»	»	602	622	561	599	340

(1) Pour les séries de production de tannerie-corroierie de veaux ou d'équidés, l'unité est 10^3 m^2 et non la tonne.
(2) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.02-6

Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de pièces

Article	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE	**192Z**					
Sacs à main	»	4 250	5 141	4 605	5 067	6 554
dont : en cuir	»	2 059	2 342	2 236	1 841	2 067
Petite maroquinerie	»	8 691	9 291	8 716	9 018	9 364
dont : en cuir	»	878	795	679	844	767
Malles, valises et vanity-cases	»	2 129	2 293	2 128	2 337	2 187
dont : en cuir	»	19	3	2	2	3
Serviettes, cartables, porte-documents	»	5 320	4 870	3 806	2 767	2 445
dont : en cuir	»	1 177	971	567	343	362
Articles de voyage et sacs de sport	»	3 481	4 754	3 034	2 991	3 222
Articles divers de maroquinerie	»	2 483	2 409	2 425	2 468	2 671
dont : en cuir	»	706	659	719	668	701
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	5 236	3 487	3 157	3 392	3 864
dont : en cuir	»	3 442	1 678	1 342	1 374	1 623

TABLEAU K.02-7

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
FABRICATION DE CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**193Z**	**154 898**	**151 704**	**139 442**	**135 447**	**125 524**
par matière (dessus) :						
Cuir		68 702	66 874	60 630	60 654	55 146
Matières synthétiques et caoutchouc		16 409	15 836	15 619	14 915	16 322
Matière textile		69 787	68 994	63 193	59 878	54 056
par usage :						
Ville		82 622	80 321	73 391	70 198	64 955
Sport et détente		7 662	6 178	5 477	5 141	4 527
Travail		12 803	13 088	11 530	12 033	12 537
Usage intérieur		51 811	52 117	49 044	48 075	43 505

Chapitre K.03

Édition, imprimerie, reproduction

(NES : C20)
(NAF : 22)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction, (NES C20), en 1997

1. Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques.
2. Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Les secteurs de l'imprimerie, de la presse et de l'édition réalisent un chiffre d'affaires de 160 Milliards de F en 1998. La presse et les industries graphiques y concourent à hauteur des trois quarts.

La presse écrite bénéficie d'une embellie essentiellement due à la hausse des recettes publicitaires (+ 5,7 %) et à la reprise du marché des petites annonces (+ 17,6 %). Cette bonne tenue des produits connexes à la presse contrebalance une faible évolution des ventes de titres. Ainsi en 1998, le chiffre d'affaires des quotidiens nationaux et régionaux progresse de 3 %, et celui de la presse périodique de 5 %.

La production toujours croissante de l'édition du livre confirme le dynamisme de cette activité (+ 4,8 % et 48 000 titres en 1998). Mais, la baisse des prix de vente (- 10 % entre 1993 et 1998) et celle du nombre d'exemplaires vendus par titres contribuent au recul du chiffre d'affaires des éditeurs. La situation du secteur est en partie fragilisée par le phénomène des retours qui s'amoncellent et, d'autre part, par le problème du « photocopillage ». Dans ce contexte déjà difficile, l'avenir des éditeurs passe par l'adaptation aux technologies de l'information et de la communication qui développent de nouvelles niches (librairies virtuelles, éditions en lignes…).

L'imprimerie de labeur est la principale composante des industries graphiques. Après avoir marqué le pas en 1997, le chiffre d'affaires des imprimeurs renoue avec la croissance en 1998 (+ 2,5 %). Cette tendance confirmée au premier trimestre 1999, semble toutefois amorcer un recul au second trimestre. Le secteur, qui s'est adapté aux fortes mutations technologiques des années précédentes, se trouve placé dans un environnement très concurrentiel. Ce contexte favorise les restructurations et la concentration d'une activité jusqu'alors atomisée.

1998 est une année en demi-teinte pour l'édition phonographique. La production de ce secteur augmente de 2 %, mais cette croissance est due à un regain d'activité mesuré en fin d'année. Avec 40 millions de CD vendus, la forte percée des formats courts « singles » (un seul titre) constatée ces dernières années s'essouffle (+ 6 % en volume en 1998 contre + 40 % en 1997). Inversement, les ventes d'albums amorcent une légère reprise en 1998 (+ 3 % en volume), expliquée par le succès de quelques titres.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

- l'édition de livres;
- l'édition de journaux;
- l'édition de revues et périodiques;
- l'édition d'enregistrements sonores;
- l'imprimerie de journaux;
- l'imprimerie de labeur, la papeterie scolaire;
- les reliures et finitions;
- la gravure, la photogravure;
- la reproduction d'enregistrements sonores;
- la reproduction d'enregistrements vidéo.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques;

— Syndicat national de l'édition.

Publications :

Imprimerie et industries graphiques, séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des Industries de la communication graphiques).

Édition, séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).

Édition de disques et cassettes, séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

Presse, séries annuelles, SJTI (Service juridique et technique de l'information).

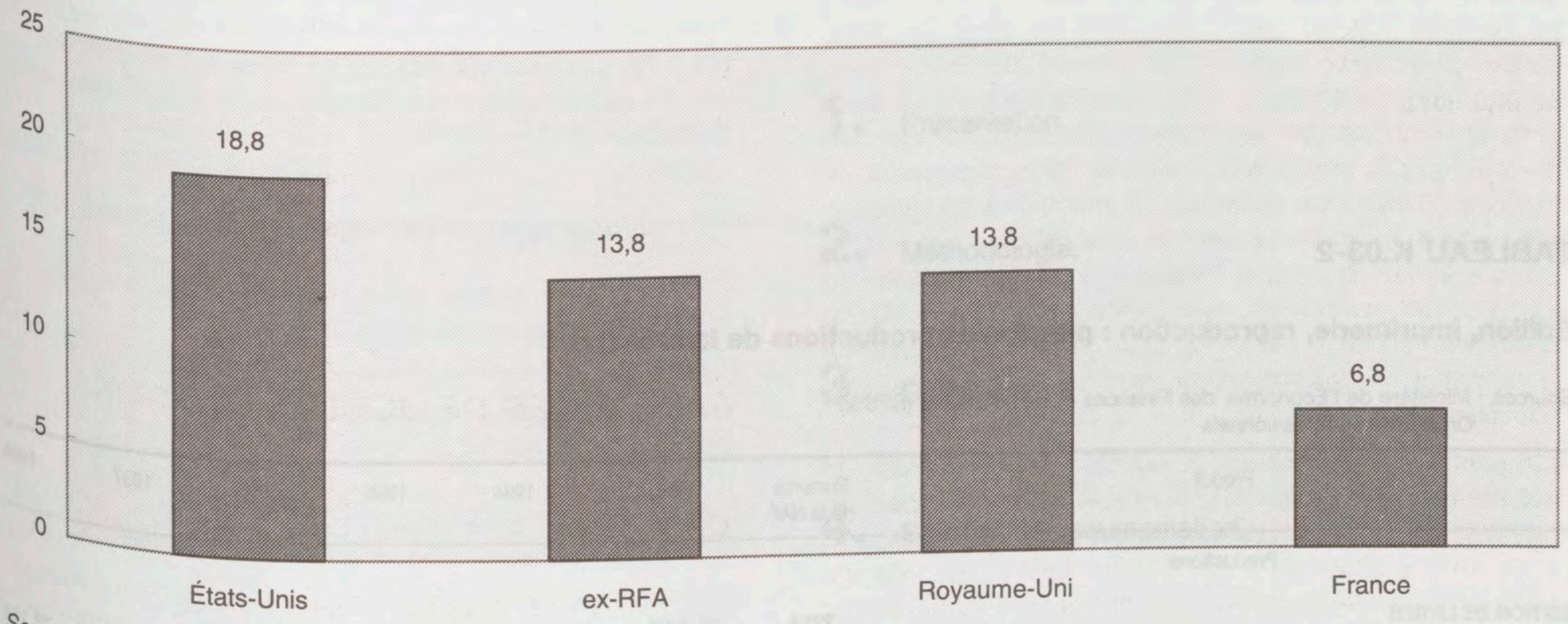
« L'industrie phonographique » S. THOMAS, le « 4 pages », nº 53, SESSI, septembre 1995.

« L'imprimerie. De l'écrit à l'écran », Le « 4 pages », nº 83, SESSI, décembre 1997.

* * *

GRAPHIQUE K.03

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction (NES C20) en 1997



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.03-1

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1997						
Édition de livres	221A	11 747	19 764,2	12 124	2 743,8	178,3
Édition de journaux	221C	26 309	26 582,0	26 831	6 326,6	860,2
Édition de revues et périodiques	221E	19 992	33 403,7	19 912	5 120,4	363,6
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 687	7 411,4	2 812	796,3	55,6
Autres activités d'édition (1)	221J	771	613,0	726	113,2	35,9
Imprimerie de journaux	222A	2 923	1 936,8	2 578	582,4	35,7
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	57 516	45 867,5	58 254	9 534,3	2 138,3
Reliure et finition	222E	6 287	2 731,9	6 265	831,9	190,2
Composition et photogravure	222G	6 566	4 003,9	6 350	1 149,7	171,8
Autres activités graphiques (2)	222J	982	618,4	1 078	167,0	31,4
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 219	1 232,0	1 540	221,2	128,7
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 034	1 128,7	805	121,3	28,6
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**138 033**	**145 293,5**	**139 275**	**27 708,1**	**4 218,3**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.03-2

Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997	1998
Productions							
ÉDITION DE LIVRES	**221A**	10^3 livres					
Scolaire		»	72 687	64 525	77 915	78 042	78 168
Scientifique, technique, professionnel, sciences humaines et sociales		»	29 573	36 576	39 350	33 542	31 458
Littérature		»	128 017	130 603	123 882	127 276	128 508
Encyclopédie et dictionnaires		»	10 650	11 999	7 874	7 113	8 160
Livres pour la jeunesse		»	43 474	54 569	61 967	65 015	70 810
Livres pratiques		»	56 813	51 829	58 906	57 534	62 452
ÉDITION DE JOURNAUX (tirage annuel)	**221C**	10^6 journaux					
Quotidiens nationaux d'information générale et politique		»	776	766	652	648	641
Quotidiens locaux d'information générale et politique		»	2 328	2 304	2 404	2 327	2 366
ÉDITION DE REVUES ET PÉRIODIQUES (tirage annuel)	**221E**	10^6 revues					
Magazine d'informations		»	103	93	103	99	115
Presse féminine		»	422	373	...	...	...
Presse TV		»	713	707	...	...	
ÉDITION D'ENREGISTREMENTS SONORES (quantités vendues)	**221G**	10^3 pièces					
Compacts disques		»	102 869	114 513	127 622	140 453	142 992
Cassettes		»	26 206	27 112	17 266	14 908	13 807
IMPRIMERIE DE LABEUR (tonnages imprimés)	**222C**	10^3 tonnes					99
Imprimés administratifs et commerciaux		»	101	97	93	94	245
Imprimés en continu		»	237	258	270	261	799
Imprimés techniques et publicitaires		»	589	669	631	774	219
Catalogues et brochures de VPC		»	209	197	225	190	315
Imprimés de conditionnement		»	255	264	271	282	942
Périodiques		»	785	787	770	877	212
Livres		»	202	199	198	208	
Livraisons							
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES	**223A**	10^3 pièces					293 257
Disques compacts		»	...	148 158	184 369	251 039	12 759
Cassettes		»	...	26 531	23 060	17 320	
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO	**223C**	10^3 pièces					79 823
Vidéocassettes et CD vidéo		»	...	56 409	70 370	65 047	
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS INFORMATIQUES	**223E**	10^3 pièces					123 470
Disquettes et Cédéroms		»	...	42 250	64 611	75 427	

Chapitre K.04

Pharmacie, parfumerie et entretien

(NES : C31 et C32)
(NAF : 24.4 et 24.5)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1997.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1997.

1. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques.
2. Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche.
3. Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques.
4. Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Pharmacie (NES C31, NAF 24.4)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et des sites de transformation de ces matières en médicaments. Ces derniers nécessitent l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'agence française de sécurité sanitaire de produits de santé.

L'industrie pharmaceutique dépend de l'intervention publique, tant en France qu'à l'étranger : réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des médicaments. Son activité n'est pas liée à la conjoncture. La progression du chiffre d'affaires, de près de 7 % en 1997, s'amplifie en 1998 (+ 10 %). Cette évolution repose sur deux facteurs conjoints : l'augmentation de la consommation des ménages (+ 8 %) et surtout des exportations. Celles-ci représentent le quart de la production française (en progression de 20 % en 1998). La substitution de spécialités nouvelles, à prix élevés, à des médicaments anciens contribue également à cette croissance. Avec 13 % du chiffre d'affaires (sans aides publiques) consacrés à la recherche, la pharmacie se situe parmi les trois premiers secteurs de l'industrie, avec la construction aéronautique et le matériel électronique.

L'industrie pharmaceutique française est la quatrième du monde derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Cependant, les groupes à capitaux français réalisent seulement 40 % de la production française ; les plus importants sont Rhône-Poulenc, Sanofi, Synthélabo, Servier et Pierre Fabre.

L'industrie pharmaceutique est confrontée à des marchés d'envergure mondiale et à des besoins d'investissements considérables dans la recherche pour détenir un portefeuille de molécules important. D'importantes fusions sont réalisées : Glaxo Wellcome, Novartis (Ciba et Sandoz) et, Aventis (Hoechst et Rhône-Poulenc) à la première place du classement mondial avec l'Américain Merck.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Le secteur est très concentré et la place des groupes y est prépondérante. L'Oréal est le leader mondial de la parfumerie, Colgate Palmolive, Henkel, Lever, Procter & Gamble sont les groupes les plus importants des produits savonniers et détergents. Le poids des dépenses de publicité est particulièrement élevé : 13 % du chiffre d'affaires, soit le quart du marché publicitaire de toute l'industrie manufacturière. Avec un taux de couverture de plus de 600 %, le commerce extérieur de la parfumerie est structurellement excédentaire. La France conserve son leadership mondial des ventes de parfums et cosmétiques (un tiers du marché).

Les producteurs déploient des efforts constants pour suivre ou devancer les goûts changeants des consommateurs avec deux stratégies récurrentes : les campagnes publicitaires et l'innovation technologique.

Les détergents en poudre sont fortement concurrencés par les formes liquides, mais leur volume de production est en hausse en 1998 ; ils remportent un franc succès grâce aux détergents en poudre moins traditionnels et plus ludiques : lessives compactes, « perles », pastilles effervescentes... De même, les « niches » de marché, destinées à une population spécifique, se multiplient : ainsi, les gammes « enfant » (P'tit Dop, produits Disney...) ou les produits destinés aux « seniors ».

L'une des préoccupations majeures des professionnels est la sauvegarde de l'environnement. Les moyens déployés concernent à la fois l'emballage et le produit proprement dit : recyclage des conditionnements, utilisation de produits aux propriétés biodégradables, substitution des substances nocives pour l'environnement...

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie pharmaceutique (NES C31, NAF 24.4)

Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire, y compris d'autres produits pharmaceutiques; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie.

Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits issus de la chimie de base.

Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...).

Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat national de l'industrie pharmaceutique;

— Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette;

— Association des industries des savons et des détergents.

Publications :

« L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », Le 4 pages, SESSI, n° 6, juin 1992;

« *Industrie pharmaceutique* », Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles, SESSI;

« Les comptes de la santé », DREES, La Documentation française;

« *Parachimie* », Chiffres-clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

Les leaders de la parfumerie et de la cosmétologie, collection « Analyses de stratégies et structures comparée », Paris, DAFSA, janvier 1989;

« La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », Le 4 pages, SESSI, septembre 1991;

« Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le 4 pages, SESSI, n° 50, juin 1995.

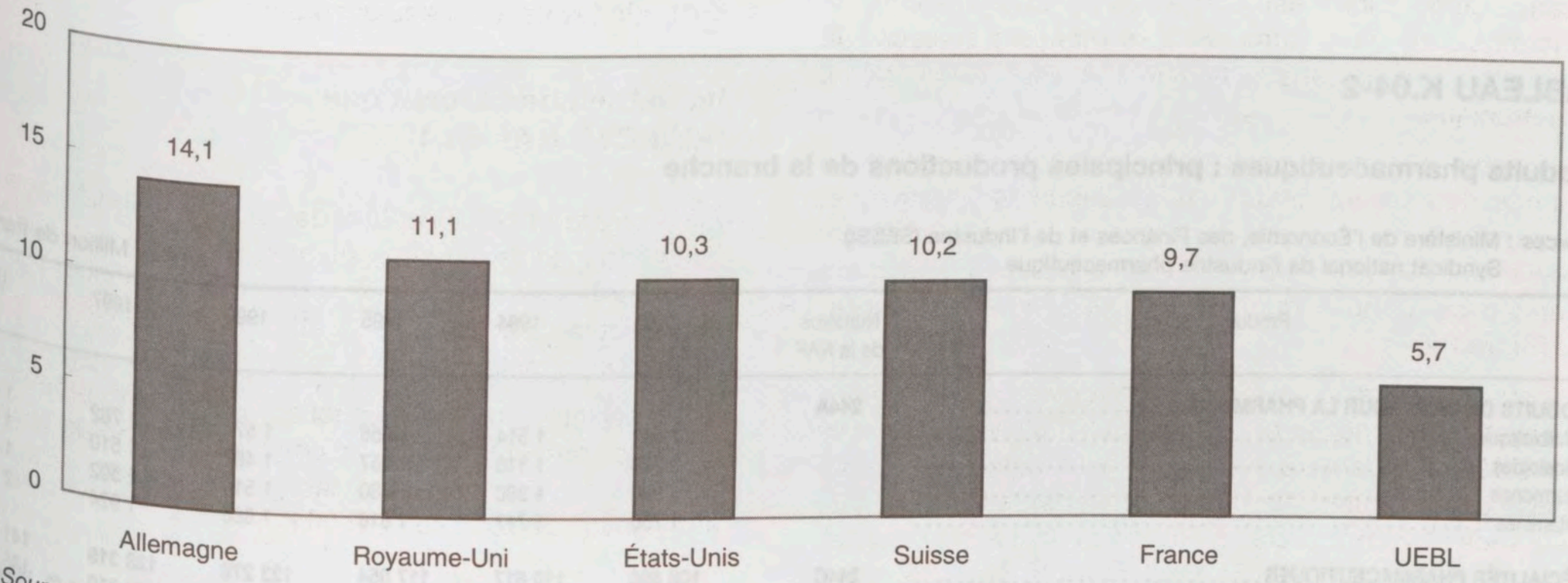
La mode en chiffres, SESSI, 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.04-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1997

En %

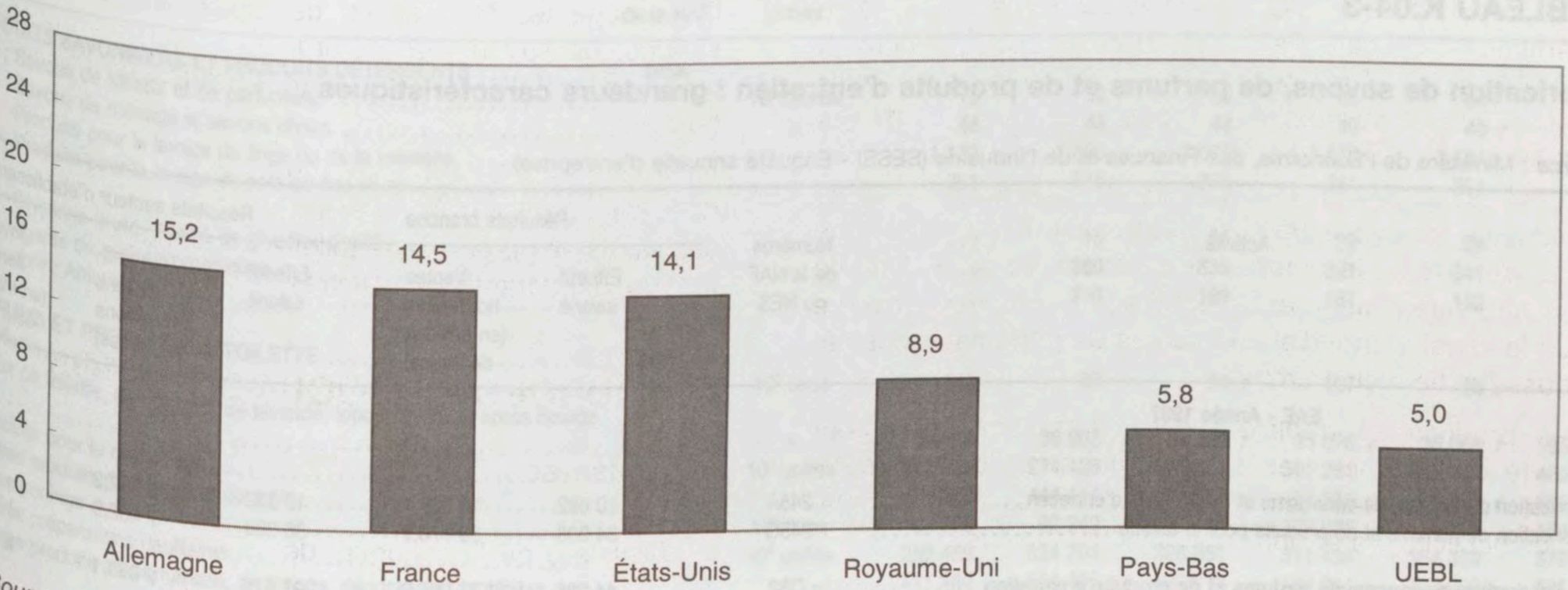


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1997

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.04-1

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1997						
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	8 741	16 951,2	10 976	2 709,3	1 436,8
Fabrication de médicaments	244C	65 862	126 942,6	71 073	16 365,1	4 664,7
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	5 216	4 556,3	5 691	1 156,1	190,2
Industrie pharmaceutique	**C31**	**79 819**	**148 450,1**	**87 740**	**20 230,5**	**6 291,7**

TABLEAU K.04-2

Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PRODUITS DE BASE POUR LA PHARMACIE	**244A**						1 668
Antibiotiques		1 502	1 514	1 556	1 571	1 762	1 520
Alcaloïdes		330	1 110	1 457	1 487	1 510	1 701
Hormones		980	1 380	1 480	1 514	1 502	2 251
Vitamines		1 750	1 717	1 816	1 886	1 924	
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	**244C**	**108 596**	**110 817**	**117 054**	**123 278**	**128 315**	**141 556**
Médecine humaine		104 330	106 315	112 015	118 137	122 810	135 078
Médecine vétérinaire		4 266	4 502	5 039	5 141	5 505	6 478
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	**244D**	**...**	**2 375**	**2 358**	**2 258**	**2 782**	**3 054**

TABLEAU K.04-3

Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1997						
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	10 082	18 229,1	12 282	2 452,2	561,7
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34 006	58 770,9	35 394	7 432,9	1 591,6
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**44 088**	**77 000,0**	**47 676**	**9 885,1**	**2 153,3**

TABLEAU K.04-4

Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1994	1995	1996	1997	1998
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**	10^3 tonnes	70	59	58	65	64	67
dont : Savons de toilette et de parfumerie		»	48	46	48	40	40 *r*	36
Savons de ménage et savons divers		»	1 132	1 035	1 075	1 175	1 164	1 133
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	251	345	335	361	351	449
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	...	15	15	29	26	16
Glycérine brute - 100% de glycérol distillé		»	...	369	335	321	341	334
Agents de surface organiques		»	...	213	199	181	182	174
dont : Anioniques								
PARFUMS ET PRODUITS DE TOILETTE	**245C**	10^3 litres	145	93	94 *r*	107 *r*	96 *r*	72
Parfums		»	32 644	38 693	35 360 *r*	35 076 *r*	36 066 *r*	35 855
Eaux de toilette, de cologne, de lavande, lotions avant et après rasage		10^3 unités	247 328	274 428	271 520	301 261	357 241	486 675
Produits pour le maquillage		»	329 055	444 144	489 865	489 560	562 293 *r*	606 285
Autres produits de beauté et de soin		10^3 litres	62 369	92 249	91 164	100 207	114 567	108 508
Shampooings		10^3 unités	250 459	324 704	326 651	311 434	354 309	376 563
Autres préparations capillaires		»	411 480	566 465	639 213	680 944	727 099	785 277
Autres produits de parfumerie, de toilette, déodorants, dentifrices								

Chapitre K.05

Industries des équipements du foyer

(NES : C41 à C46)
(NAF : 29.7, 32.3, 33.4 et 33.5, 36)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1997.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1997.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique, et d'horlogerie (NES C46) en 1997.

1. Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication de meubles : facturations de la branche.
3. Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques.
4. Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches.
5. Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques.
6. Livraisons de matériel électroménager.
7. Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques.
8. Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour 55 % de ses produits. Elle dépend, pour le reste, des industries de la métallurgie (meubles métalliques) et de la chimie (meubles en matière plastique). La production est très atomisée face à une distribution concentée puissante.

Ce secteur souffre toujours d'une insuffisante modernisation de son outil de production. Le recours à la sous-traitance, modeste dans ce secteur, baisse à nouveau en 1997 : 3,2 % contre 7,1 % de la production en 1996.

La baisse de consommation de meubles depuis 1990, se stabilise en 1996 et 1997 et renoue avec la croissance en 1998. Les industriels profitent de la confiance retrouvée des consommateurs. Mais cette industrie des biens de consommation reste étroitement liée aux évolutions économiques, démographiques et sociologiques.

Pour faire face à toutes ces contraintes, la profession développe différentes stratégies :

— mise en place d'une démarche qualité totale : conception, production, marketing, commercialisation et services, afin de rationaliser le cycle de production et d'assurer une qualité constante;

— efforts d'investissements dans la créativité, par le biais de prototypistes internes à l'entreprise ou de cabinets de designers extérieurs;

— renforcement de la politique de marque, développement d'une politique de signature et apposition d'une apellation spécifique sur certains produits;

— diversification : par exemple, les fabricants de sièges s'orientent vers la relaxation, ceux des meubles de cuisine vers le rangement;

— exportation : les industriels recherchent de nouveaux marchés et améliorent leurs performances à l'exportation. Entre 1996 et 1997, le taux d'exportation passe de 15,3 % à 16,1 %.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle qui travaille l'or, l'argent, les métaux précieux, les pierres et les perles. C'est une industrie de luxe où se côtoient des noms prestigieux tels que Cartier ou Van Cleef Arpels dans la joaillerie, ou Christofle dans l'orfèvrerie. La France doit sa réputation dans ce domaine à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers. Toutefois, la France présente un tissu industriel plus morcelé et plus fragile que celui de ses concurrents européens, allemands ou italiens en particulier. Les exportations ne sont réalisées que par quelques firmes, la grande majorité des entreprises n'alimentant que le marché français.

Plus des deux tiers des entreprises emploient moins de 50 salariés, et seulement cinq unités ont plus des 250 personnes. Industrie typique de main-d'oeuvre, le taux d'investissement se contracte en 1997 (5 % de la valeur ajoutée).

La consommation de bijoux augmente sur le marché domestique, comme l'atteste la croissance des ventes dans tous les circuits de distribution depuis quelques années. Les exportations sont en légère augmentation en 1998. La Suisse reste de loin la première destination des exportations françaises et constitue un pôle de réexpédition vers d'autres pays clients. Les bijoux en or progressent vers le Japon et les États-Unis. Les bijoux en plaqué or sont livrés pour les deux tiers en Afrique, principalement via le Bénin. La France accroît ses importations en 1998 principalement pour les achats de diamants, pierres précieuses et perles. Les principaux fournisseurs (Italie, Suisse, Belgique et Luxembourg) couvrent à eux seuls la moitié des importations.

La fabrication d'instruments de musique constitue un micro-secteur de seize entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1 500 personnes et 0,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (67 % du chiffre d'affaires) et un taux de valeur ajoutée élevé (58 % du chiffre d'affaires). C'est en Île-de-France que s'exerce l'essentiel de l'activité.

Fabrication d'articles de sport, jeux et industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

La fabrication d'articles de sport est un secteur d'activité constitué de PMI. Seulement trois entreprises emploient plus de 500 salariés. Le secteur, concentré en Rhône-Alpes (60 % des effectifs), fabrique surtout du matériel de sports d'hiver. C'est une activité fortement exportatrice : 80 % du chiffre d'affaires pour les trois principales entreprises.

La fabrication française de jeux et jouets est devenue une industrie de jouets traditionnels en plastique. Elle est soumise à la concurrence des multinationales américaines et des produits bas de gamme du Sud-Est asiatique. Des mouvements de concentration se sont opérés depuis quelques années, et quelques groupes de taille significative émergent, souvent issus du regroupement d'entreprises familiales. D'excellents résultats sont obtenus à l'exportation. Dans ce secteur, la production est saisonnière (80 % des jouets sont vendus à Noël) et les produits ont un cycle de vie court. Le secteur est une cible pour les contrefacteurs. L'apparition de grandes surfaces spécialisées en jouets modifie les circuits traditionnels de distribution. La moitié des importations proviennent d'Asie (Chine et Japon essentiellement), tandis que les trois quarts des exportations sont destinées aux pays européens.

Avec 41 entreprises, la brosserie repose surtout sur la fabrication de brosses à peindre et de brosses de ménage. Près d'un quart du chiffre d'affaires est généré par une activité connexe de négoce. Très peu exportatrice, elle est concentrée en Picardie.

Les activités manufacturières « non reprises ailleurs », très hétéroclites, comptent 143 entreprises avec un effectif de 12 000 personnes. Cependant, deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec quatre entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture. Les grandes entreprises exportent plus de 60 % de leur chiffre d'affaires.

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée. Les deux leaders mondiaux sont Électrolux et Whirlpool.

Les producteurs français de gros électroménager sont tous des filiales de groupes étrangers. Dans le domaine du petit équipement domestique, les groupes nationaux Seb et Moulinex ont une stature internationale. Les fabricants d'appareils de chauffage font eux aussi partie de groupes. Devançant les États-Unis, l'Union européenne est le deuxième producteur d'appareils électroménagers, derrière le Japon.

En 1998, la production française d'électroménager augmente en volume de 4,5 %. Une vive concurrence permet de maintenir des prix bas qui s'éloignent sans cesse de ceux des biens et services.

Pour certains produits, les marchés sont saturés et les constructeurs surveillent les taux de renouvellement. Les taux d'équipement des ménages en sèche-linge (20 %) et en lave-vaisselle offrent de bonnes perspectives de développement, malgré une croissance lente.

Pour conquérir de nouvelles positions, les industriels sont à la recherche d'innovations technologiques utiles aux consommateurs, à l'évolution de leur style de vie et à l'environnement. Les fours à micro-ondes, intégrant de nouvelles fonctions, équipent désormais 52 % des ménages. Les fers à repasser, plus esthétiques, s'apparentent à des matériels professionnels.

Pour soutenir leurs ventes, les entreprises engagent d'importantes dépenses de publicité et de logistique; elles investissent aussi dans le service après-vente.

Ce secteur est à la recherche de nouveaux marchés : Europe de l'Est, pays du Sud-Est asiatique, Amérique latine...

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et reproduction (son et image) (NES C45, NAF 32.3)

Les nouvelles formes de diffusion (en numérique, bouquets satellites, câble) et la convergence entre les produits numériques (micro-ordinateurs, appareils photo et caméscopes numériques...) ont des effets positifs sur tout le secteur de l'électronique. L'extension du procédé du numérique peut encore accroître le potentiel de croissance dans ce secteur en entraînant le renouvellement du parc des téléviseurs. L'abandon complet de la technologie analogique reste suspendu à une décision des pouvoirs publics.

Cette croissance tient à la diminution des prix, de l'ordre de 7 % en 1998, mais aussi à une offre plus étendue et à l'apparition de nouveaux produits. En effet, le marché est tiré par des produits haut de gamme, tels le téléviseur grand écran, le combiné TV-magnétoscope, le lecteur DVD-vidéo, le lecteur mini-disque, l'ampli-tuner home-cinéma. Le téléviseur affiche une croissance en volume de 12 %, dopée par la Coupe du monde de football en 1998. Il en va de même pour les magnétoscopes (+ 9 %), les kits de réception par satellite (+ 8 %) et les caméscopes (+ 7 %).

Au troisième rang européen et dixième rang mondial, la France détient une part de marché d'environ 20 % en Europe, qu'elle augmente régulièrement, et de 3,2 % dans le monde, en légère hausse. Les ventes, en France et à l'étranger, progressent de 5,8 % en 1998. Les exportations restent dynamiques avec 48,1 % du total des ventes, bien que la part du marché intérieur augmente légèrement. La balance commerciale reste négative, mais le taux de couverture continue à s'améliorer d'année en année. La productivité apparente s'améliore de 19 % environ sous l'effet conjugué de la hausse des ventes et de la diminution des effectifs employés dans le secteur. Cette productivité a doublé depuis 1990. L'importance des grandes sociétés s'accroît nettement. Depuis 1997, les Pays de la Loire devancent nettement la région parisienne pour le nombre des personnes employées dans ce secteur. Ces deux régions ainsi que l'Alsace concentrent près de deux tiers des effectifs.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

L'industrie française de l'optique est dominée par le groupe Essilor International. Ce groupe, numéro un mondial, est aussi devenu la première entreprise du secteur aux États-Unis grâce à l'accroissement des ventes de verres progressifs.

La fabrication de montures de lunettes est concentrée dans deux pôles : le site historique de Morez, dans le Jura, et la région d'Oyonnax, pour les montures en plastique. Face à la concurrence des produits asiatiques bas de gamme, les entreprises françaises de lunetterie se sont spécialisées sur le haut et moyen gamme et renouvellent sans cesse leurs modèles ; elles délocalisent la production de leurs produits bas de gamme. Elles travaillent en partenariat avec les grands noms de la mode : la France est le quatrième exportateur mondial de lunettes.

Pour les instruments d'optique de précision, la baisse des dépenses militaires contraint les entreprises à se restructurer.

Les quelques sociétés européennes qui fabriquent encore du matériel photographique sont très spécialisées sur du matériel professionnel et peuvent difficilement concurrencer les producteurs japonais pour les appareils grand public.

La production horlogère mondiale est dominée par la Suisse, le Japon, la Chine et Hong Kong qui en réalisent 80 % en 1998. Près de la moitié des entreprises de cette activité ont un effectif inférieur à 50 personnes. L'activité des fabricants de montres s'est maintenue grâce notamment à la progression des modèles à quartz analogiques en métaux précieux ; cela face à une concurrence de montres bon marché importées de Chine. La baisse du marché de l'horlogerie domestique (réveils, pendules) s'accentue au profit des produits asiatiques à bas prix. Traditionnellement implanté en Franche-Comté (65 % de l'effectif), le secteur maintient des relations commerciales privilégiées avec la Suisse, qui est le premier client et le premier fournisseur de la France.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

Cette activité regroupe la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres (rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon, de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

— sièges;

— meubles de bureau en bois et en métal et de magasin en bois (y c. mobilier scolaire);

— meubles de cuisine en bois;

— meubles meublants (salons, chambres, salles à manger, à usage domestique et pour collectivité);

— meubles de jardin et d'extérieur;

— meubles divers (yc. meubles de complément, de salle de bains, meubles de magasin en métal, parties de meubles...);

— industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...);

— literie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets, industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

Ce secteur regroupe de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport;

— fabrication de jeux et jouets;

— fabrication de bijouterie fantaisie;

— fabrication d'articles de brosserie;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

Cette activité comprend :

— les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle;

— les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air;

— les divers appareils domestiques tels que petit électroménager, machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes.

On distingue trois types de produits :

— les **produits blancs** : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle;

— le **petit électroménager** : rôtissoires, aspirateurs, cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils;

— les **produits bruns** : appareils électro-acoustiques destinés à l'information, la culture ou les loisirs tels que radio-récepteurs, téléviseurs, magnétoscopes et chaînes haute fidélité. Ces produits sont classés en matériel électronique ménager.

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction [son et image] (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur comprend la fabrication des produits suivants :

— les récepteurs de radiodiffusion ou de télévision;

— les moniteurs vidéo, de projecteurs vidéo et de décodeurs;

— les magnétoscopes, caméscopes et tables de mixage;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts et les électrophones;

— les machines à dicter et de répondeurs téléphoniques;

— les interphones, microphones, hauts-parleurs, écouteurs et amplificateurs du son;

— les têtes magnétiques, les platines pour tourne-disques, et graveurs de disques;

— les antennes et les parties d'antennes.

Il comprend aussi le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Cette activité comprend la fabrication des produits suivants :

- les lunettes;
- les instruments d'optique;
- le matériel photographique;
- l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);
- Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA);
- Chambre syndicale nationale de la literie ;
- Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;
- Fédération nationale de la musique;
- Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques;
- Le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO).

Publications :

« L'industrie française du siège à usage domestique », Le 4 pages, SESSI, n° 110, mai 1999;

« Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, Chiffres-clés Analyse, 1996;

« Ameublement ». Chiffres-Clés, production industrielle, (séries mensuelles et trimestrielles), SESSI;

« Les meubles de cuisine, le ressaisissement », C. Marbach, Le 4 pages, SESSI, n° 67, juillet 1996;

« Le bois en chiffres », Analyse sectorielle, SESSI et SCEES, 1998;

« La Mode en chiffres », SESSI, juillet 1999, (séries annuelles), production industrielle, BJOCC;

« Bijouterie », (séries annuelles), production industrielle, BJOCC;

« Fabrication d'instruments de musique » (séries annuelles), Chiffres-Clés, production industrielle, SESSI;

« L'industrie des jeux et jouets, la France joue sa partie », Le 4 pages, SESSI, n° 56, décembre 1995;

« Fabrication de jeux et jouets », (séries annuelles), Fédération française du jouet;

« Fabrication d'articles de sport », (séries annuelles), Fédération française des industries du sport et des loisirs;

« Industrie de la brosserie », (séries annuelles), Fédération française de la brosserie;

« Autres activités manufacturières », (séries annuelles), production industrielle, SESSI;

« L'électroménager français dans la dynamique mondiale », Le 4 pages, SESSI, avril 1997;

Statistiques et rapports d'activité annuels, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication); le SIMAVELEC (Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques) en fait partie;

Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).

« Électroménager et électronique grand public, perspectives sectorielles 1995-2001 », *Prévisions Glissantes Détaillées du BIPE*, 1997.

Technologies et sociétés de l'information, Chiffres-clés Analyse, SESSI, INSEE, SJTI, 1999.

Industries mécaniques, mensuel.

*
* *